

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



Ministère du Budget

LOI DE FINANCES N°23/056 DU 10 DECEMBRE 2023 POUR L'EXERCICE 2024

Volume 1

RECETTES

- I. EXPOSE DES MOTIFS
- II. ANNEXES A LA LOI DE FINANCES 2024/RECETTES
- III. CANEVAS DES RECETTES
- IV. ANNEXE DES RECETTES AU SECTEUR MINIER
- V. DEPENSES FISCALES

Kinshasa Décembre 2023

EXPOSE DES MOTIFS

La Loi de finances pour l'exercice 2024 est élaborée dans un contexte, marqué :

- **sur le plan politique**, par l'organisation des élections présidentielle, législatives nationales, provinciales et municipales de décembre 2023 ;
- **sur le plan diplomatique**, par l'organisation de la 9^{ème} édition des Jeux de la Francophonie à Kinshasa ;
- **sur le plan sécuritaire**, par la prorogation de l'état de siège dans la partie Est du pays (Nord-Kivu et Ituri), la poursuite du déploiement des troupes militaires pour contrer l'action du groupe terroriste du M23 soutenu par le Rwanda et ses alliés ainsi que la persistance du conflit communautaire dans le Territoire de Kwamouth ;
- **sur le plan sanitaire et humanitaire**, par la levée des mesures de lutte contre la pandémie à Covid-19 à la frontière, la mise en œuvre progressive de la couverture santé universelle et la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre ;
- **sur le plan économique**, par la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 territoires (PDL-145T), le ralentissement de l'activité économique mondiale entraîné par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont la hausse des prix des produits de première nécessité, la rareté des produits pétroliers et les tensions observées sur le marché de change nécessitant un renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles;
- **sur le plan des finances publiques**, par le moratoire de quatre ans accordé par le Législateur pour le basculement au budget en mode programme prévu par la Loi relative aux Finances Publiques telle que modifiée à ce jour et la conclusion de la 4^{ème} revue du Programme Economique du Gouvernement appuyé par la Facilité Elargie des Crédits ;
- **sur le plan social**, par la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire et de la couverture santé universelle à travers la gratuité des accouchements et la prise en charge des consultations prénatales, post-natales et néo-natales.

Pour l'exercice 2024, les politiques publiques prioritaires retenues découlent de la politique budgétaire définie dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme 2024-2026, qui reflète les axes prioritaires du Programme d'Actions du Gouvernement, en ligne avec les stratégies sectorielles.



En matière de dépenses, le Gouvernement de la République accordera une priorité à la sécurisation du pays ainsi qu'aux secteurs sociaux et porteurs de croissance, en vue de la diversification de l'économie nationale.

S'agissant des recettes, l'action du Gouvernement va consister à élargir l'assiette fiscale et poursuivre les réformes fiscales et douanières amorcées ces dernières années, en vue de relever la pression fiscale. À cela s'ajoute la fiscalisation du secteur informel et la promotion du civisme fiscal.

Du reste, en vue de la mise en œuvre efficace et efficiente de l'action publique, le Gouvernement, entend poursuivre l'implémentation de la démarche de la performance induite par la Loi relative aux finances publiques telle que modifiée à ce jour, par l'élaboration des budgets programmes assortis des projets annuels de performance pour l'ensemble des Institutions et Ministères à l'horizon 2028, y compris les organismes auxiliaires de l'Etat tels que reclassés à ce jour. Un accent sera accordé au suivi de la mise en œuvre des programmes d'envergure conduits par le Gouvernement, dont le Programme de Développement Local des 145 Territoires, la gratuité de l'enseignement primaire et la couverture santé universelle.

La Loi de finances de l'exercice 2024 repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **6,4%** ;
- Déflateur du PIB : **10,6** ;
- Taux d'inflation moyen : **10,9%** ;
- Taux d'inflation fin période : **10,4%** ;
- Taux de change moyen : **2.518,3 FC/USD** ;
- Taux de change fin période : **2.535,5 FC/USD** ;
- PIB nominal : **179.338,3 milliards de FC** ;
- Pression fiscale : **13,7%**.

Le budget du Pouvoir central pour l'exercice 2024 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **40.986,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **26,3%** par rapport à la Loi de l'exercice 2023 chiffrée à **32.456,8 milliards de FC**.

1. RECETTES

Les recettes de l'ordre de **40.986,0 milliards de FC** sont constituées des recettes du budget général de **37.366,3 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes de **720,4 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux de **2.899,3 milliards de FC**.

Les **recettes du budget général** comprennent les recettes internes de l'ordre de **25.446,6 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **11.919,6 milliards de FC**, représentant respectivement **68,1%** et **31,9%** du budget général.

Les **recettes internes** accusent un accroissement de **11,7%** par rapport à la Loi de finances pour l'exercice 2023 arrêtées à **22.786,5 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **24.565,2 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **881,4 milliards de FC**.

Les **recettes courantes** ont enregistré un accroissement de **9,2%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2023 situées à **22.486,5 milliards de FC**. Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises** : **6.126,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **23,8%** par rapport à leur niveau de 2023 de **4.949,5 milliards de FC**, justifié par l'impact de nouvelles mesures fiscales et administratives, notamment la mise en œuvre intégrale de la réforme sur la traçabilité des produits soumis aux droits d'accises et de la suppression des exonérations dérogatoires. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :
 - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **2.013,7 milliards de FC**, soit **32,9%** des recettes de douanes et accises ;
 - Droits d'accises : **1.870,6 milliards de FC**, soit **30,5%** des recettes de douanes et accises ;
 - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.804,7 milliards de FC**, soit **29,5%** des recettes de douanes et accises ;
 - Taxes à l'exportation : **66,7 milliards de FC**, soit **1,1%** des recettes de douanes et accises ;
 - Amendes et pénalités : **370,4 milliards de FC**, soit **6,0%** des recettes de douanes et accises.
- **Recettes des impôts** : **13.812,4 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **3,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de **13.389,6 milliards de FC**, justifié par la contribution du secteur minier, de l'élargissement de l'assiette fiscale ainsi que l'application des différentes mesures législatives et administratives, notamment l'opérationnalisation de la facture normalisée et dispositifs électroniques fiscaux, la poursuite des actions pour la retenue et le reversement de l'IPR des engagés locaux des missions diplomatiques et consulaires, des organismes internationaux, des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que les membres des institutions politiques nationales, provinciales et assimilées sur l'ensemble de l'assiette imposable (primes, collations et autres). Ces recettes sont constituées de :

- Impôts sur les rémunérations : **2.743,9 milliards de FC**, soit **19,9%** des recettes des impôts ;
 - Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **7.517,4 milliards de FC**, soit **54,4%** des recettes des impôts ;
 - Taxe sur la valeur ajoutée : **3.295,4 milliards de FC**, soit **23,9%** des recettes des impôts ;
 - Autres recettes : **255,8 milliards de FC**, soit **1,9%** des recettes des impôts.
- **Recettes non fiscales** : **4.002,6 milliards de FC**, soit un accroissement de **13,3%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de **3.532,0 milliards de FC**. Elles sont ventilées comme suit :
- Recettes de la DGRAD : **3.844,6 milliards de FC** ;
 - Autres recettes : **157,9 milliards de FC**.

Par grande nature, les recettes de la DGRAD sont ventilées de la manière suivante :

- Recettes administratives : **1.338,6 milliards de FC**, soit **34,8%** des recettes de la DGRAD ;
 - Recettes judiciaires : **152,1 milliards de FC**, soit **4,0%** des recettes de la DGRAD ;
 - Recettes domaniales : **2.217,3 milliards de FC**, soit **57,7%** des recettes de la DGRAD ;
 - Recettes de participations : **136,6 milliards de FC**, soit **3,6%** des recettes de la DGRAD.
- **Recettes des pétroliers producteurs** : **624,1 milliards de FC**, soit un accroissement de **1,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de **615,4 milliards de FC**. Ces recettes sont projetées sur base des déclarations des opérateurs et prennent en compte une production journalière de **22.072 barils** pour les deux groupes (on-shore et off-shore), un prix moyen du baril de **85,8 USD** après décote et des frais du terminal de **2,5 USD** le baril. Ces recettes sont ventilées de la manière suivante :
- DGI : **204,0 milliards de FC**, soit **32,7%** ;
 - DGRAD : **420,1 milliards de FC**, soit **67,3%**.

Les **recettes exceptionnelles** sont chiffrées à **881,4 milliards de FC**, se rapportant aux obligations du Trésor que le Gouvernement projette de lever en 2024.

Les **recettes extérieures** se chiffrent à **11.919,6 milliards de FC** et enregistrent un accroissement de **58,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 évalué à **7.513,2 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de **473,3 milliards de FC** qui enregistrent un taux de régression de **81,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de **2.553,8 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de l'emprunt programme de **267,2 milliards de FC** et les dons budgétaires de **206,1 milliards de FC** ;
- au financement des investissements d'un montant de **11.446,4 milliards de FC**, dégageant un accroissement de **130,8%** par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2023 d'un montant se chiffrant à **4.959,4 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **7.519,4 milliards de FC** de dons projets et **3.926,9 milliards de FC** d'emprunts projets.

Les **recettes des budgets annexes**, évaluées à **720,4 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **32,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de **541,9 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieur et universitaire publics, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques.

Les **recettes des comptes spéciaux**, évaluées à **2.899,3 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **79,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 chiffré à **1.615,2 milliards de FC**. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2024 se chiffrent à **40.986,0 milliards de FC** contre **32.456,8 milliards de FC** de la Loi de finances pour l'exercice 2023, soit un taux d'accroissement de **26,3%**. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les **dépenses du budget général** sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dettes publiques en capital** : **1.146,9 milliards de FC** contre **1.006,9 milliards de FC** de son niveau de 2023, soit un taux d'accroissement de **13,9%**, représentant **3,1%** des dépenses du budget général. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure, y compris celui de subvention pétrolière, et du principal de la dette extérieure.
- **Frais financiers** : **220,2 milliards de FC**, représentant **0,6%** des dépenses du budget général, et une régression de **65,1%** par rapport à leur niveau de 2023 chiffré à **630,6 milliards de FC**. Ils sont essentiellement destinés au paiement des intérêts sur la dette extérieure et de la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel** : **8.740,5 milliards de FC**, elles représentent **23,4%** des dépenses du budget général, soit un taux d'accroissement de **13,9%** par rapport

à leur niveau de 2023 de **7.673,7 milliards de FC**. Outre l'existant, cette enveloppe prend en compte, notamment la prise en charge des nouvelles recrues de l'Armée, de la Police et de la Magistrature, la poursuite de l'application des barèmes convenus entre le Gouvernement et l'Intersyndicale de l'Administration Publique d'une part, ainsi que les bancs syndicaux des secteurs sociaux d'autre part ;

- **Biens et matériels : 484,9 milliards de FC**, soit **1,3%** des dépenses du budget général et un accroissement de **24,5%** par rapport leur niveau de 2023 situé à **389,5 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire ;
- **Dépenses de prestations : 1.130,8 milliards de FC**, soit **3,0%** des dépenses du budget général et une régression de **27,7%** par rapport à leur niveau de 2023 situé à **1.564,6 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées aux prestations des tiers vis-à-vis de l'Etat ;
- **Transferts et interventions de l'Etat : 7.065,5 milliards de FC**, soit **18,9%** des dépenses du budget général et un recul de **4,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 de l'ordre de **7.414,1 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat pour la relance de l'économie et prennent en compte le fonctionnement des Provinces, la rétrocession aux Administrations financières et à l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des agents publics de l'Etat, la bourse d'études, la mise à la retraite des agents et la TVA remboursable ;
- **Equipements : 12.754,0 milliards de FC**, soit **34,1%** des dépenses du budget général et un accroissement de **85,7%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 évalué à **6.867,1 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière : 5.823,4 milliards de FC**, soit **15,6%** des dépenses du budget général et un accroissement de **22,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2023 chiffré à **4.753,1 milliards de FC**.

Les équipements et les constructions se rapportent aux investissements, principalement dans le cadre du PDL-145 Territoires et autres projets du Gouvernement central, des Provinces et Entités Territoriales Décentralisées ainsi que de la Caisse Nationale de Péréquation.

Telle est l'économie de la présente Loi de finances.

LOI



GABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le Directeur de Cabinet

Kinshasa, le

N/Réf.:

**LOI DE FINANCES N° 23/056 DU 10 DECEMBRE 2023
POUR L'EXERCICE 2024**

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES

TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2024

Article 1

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central pour l'exercice 2024.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

Article 2

Le budget du Pouvoir central pour l'exercice 2024 ainsi que les opérations budgétaires et de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.



Article 3

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.

A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

Article 4

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allégement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Toute exonération de l'impôt, droit, taxe ou redevance susceptible de grever le montant des recettes arrêté par la présente Loi doit être autorisée par une loi.

TITRE II : DE L'INFORMATION SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article 230 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour, la présente Loi a identifié pour l'exercice 2024 sept ministères éligibles à la gestion budgétaire axée sur les résultats au moyen des budgets programmes. Il s'agit de :

- Ministère de la Défense Nationale et Anciens Combattants ;
- Ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ;
- Ministère des Infrastructures et Travaux Publics ;
- Ministère du Développement Rural ;
- Ministère de l'Agriculture ;
- Ministère de la Pêche et Elevage.



Le Gouvernement est chargé de fixer les modalités de mise en œuvre de ces budgets programmes par voie réglementaire et accélérer la déconcentration de l'ordonnancement prévue à l'article 103 de la Loi relative aux finances publiques.

TITRE III : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

Article 6

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2024 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis, conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **40.986.032.619.226 FC** (*Quarante mille neuf cent quatre-vingt-six milliards trente-deux millions six cent dix-neuf mille deux cent vingt-six Francs Congolais*), tel que réparti à l'annexe I.

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

Article 7

Les recettes du budget général de l'exercice 2024 sont arrêtées à **37.366.273.942.286 FC** (*Trente-sept mille trois cent soixante-six milliards deux cent soixante-treize millions neuf cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-six Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

Article 8

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **7.830.232.832.536 FC** (*Sept mille huit cent trente milliards, deux cent trente-deux millions, huit cent trente-deux mille, cinq cent trente-six Francs Congolais*), conformément à l'annexe XI.



Article 9

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2024 sont estimées à **1.957.558.208.134 FC** (*Mille neuf cent cinquante-sept milliards, cinq cent cinquante-huit millions, deux cent huit mille, cent trente-quatre Francs Congolais*), conformément à l'annexe XII.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les entités territoriales décentralisées.

TITRE II : DES MESURES FISCALES**CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES
DOUANES ET ACCISES****Article 10**

Les mesures relatives aux recettes des douanes et accises reprises aux articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 27 de la Loi n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits et taxes de douanes reprises dans la présente Loi modifient et complètent les Ordonnances-Lois n° 011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation et n° 012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.

Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises.



Article 11

L'article 31 point 1 de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes est modifié et complété comme suit :

1. « Moi..., agent des douanes et accises, je jure obéissance à la Constitution et aux lois de la République. Je m'engage à remplir avec loyauté et intégrité les fonctions qui me sont confiées et à lutter contre la fraude douanière et en matière d'accises sous toutes ses formes ainsi que la fraude aux législations connexes ».

Article 12

Il est ajouté à l'article 46 de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes les points 5 et 6 libellés comme suit :

5. Sans préjudice des dispositions de l'article 388 du présent code, il est appliqué une astreinte de 500.000 francs congolais par jour de retard à compter de la date d'établissement du procès-verbal de constat du refus de communication jusqu'au jour où les papiers, documents, renseignements ou données demandés seront communiqués.

6. Cette astreinte est recouvrée par le receveur du bureau de douane aux conditions prévues par l'article 325 du présent code.

7. Le Directeur des douanes est chargé de l'application du point 5 ci-dessus.

Article 13

L'article 71 du Code des douanes est modifié comme suit :

1. La douane dispose des pouvoirs prévus par le présent Code pour s'assurer de la véracité ou de l'exactitude des renseignements fournis à l'appui de la valeur déclarée par les opérateurs économiques et toute autre personne de droit privé ou de droit public.

2. Dans le processus de détermination de la valeur en douane des marchandises importées, la douane donne à l'importateur la possibilité de fournir tous les autres renseignements détaillés qui pourraient être nécessaires pour lui permettre d'examiner les circonstances de la transaction.



3. Sur demande présentée par écrit, l'importateur a le droit de se faire remettre par la douane, une explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par lui a été déterminée.
4. Lorsqu'une déclaration a été présentée et que la douane a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude des renseignements ou des documents fournis à l'appui de cette déclaration, la douane peut demander à l'importateur de communiquer des justificatifs complémentaires, y compris des documents ou d'autres éléments de preuve, attestant que la valeur déclarée correspond au montant total effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées, ajusté conformément aux dispositions de l'article 68 du présent code.

Si après avoir reçu ces justificatifs complémentaires, ou faute de réponse dans un délai déterminé, la douane a encore des doutes raisonnables au sujet de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, il pourra être considéré, compte tenu des dispositions des articles 341 à 350 du présent code, que la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée conformément aux dispositions de l'article 61 du présent code.

5. Avant de prendre une décision finale, la douane communiquera à l'importateur, par écrit, les raisons qui font qu'elle doute de la véracité ou de l'exactitude des renseignements ou des documents fournis et l'importateur devra fournir les derniers éléments de réponse dans un délai ne dépassant 7 jours ouvrables. Lorsqu'une décision finale aura été prise, la douane la fera connaître par écrit à l'importateur, ainsi que les raisons qui l'ont motivée.
6. Dans le cadre d'un contrôle après dédouanement, si la douane constate que la valeur déclarée est sous-tendue par un document fournissant de faux renseignements, cette valeur est invalidée. Dans ce cas, la douane détermine la valeur en recourant aux méthodes prévues par les articles 61 à 67 du présent code.



Article 14

L'article 137 ter du code des douanes est modifié comme suit :

« Sans préjudice des dispositions des articles 139 point 1, 317 point 2 et 322 point 1 du présent code, tout enlèvement des installations douanières des marchandises importées ou exportées sans la mainlevée du receveur des douanes du bureau compétent constitue, sans préjudice de paiement intervenu, un fait de compromettre le recouvrement des droits et taxes prévus et réprimés par l'article 385 point 1 du présent code ».

Article 15

L'article 362 bis du code des douanes est modifié comme suit :

1. « Sans préjudice des dispositions de l'article 357 du présent code, la douane émet la décision de poursuite dans laquelle elle notifie le procès-verbal d'infraction en matière douanière à l'auteur présumé et/ou à toute personne présumée responsable de l'infraction et les invite à s'acquitter de la dette douanière et des pénalités éventuelles et, le cas échéant, à présenter ses moyens de défense dans un délai de 15 jours ouvrables, à dater de la réception de ladite décision, l'accusé de réception faisant foi.
2. La décision de poursuites contient l'offre de règlement transactionnel de l'infraction douanière, et ce, sans préjudice de droits de défense de l'auteur présumé et/ ou à toute personne présumée responsable de l'infraction.
3. La décision de poursuites est établie par le Directeur général des douanes ou son délégué. Elle est signifiée à l'auteur présumé et/ou à toute personne présumée responsable de l'infraction par toute voie, contre accusé de réception. Lorsque l'auteur présumé et/ou toute personne présumée responsable de l'infraction sont inconnus ou refusent de recevoir la décision de poursuite, la signification leur est faite conformément à l'article 357 point 6 du présent code. »

Article 16

L'article 362 ter du code des douanes est modifié comme suit :

1. « L'auteur présumé ou toute personne présumée responsable de l'infraction qui conteste l'infraction douanière présente, par voie de conclusions, ses moyens de défense dans le délai visé à l'article 362 bis



point 1 ci-dessus. Passé ce délai, la douane émet l'avis de recouvrement et met l'auteur présumé de l'infraction en demeure de s'acquitter, dans un délai de 15 jours ouvrables, des droits et taxes éludés ou compromis ainsi que des pénalités éventuelles.

2. Les délais visés au point 1 ci-dessus court à dater de la réception de l'avis de mise en recouvrement et de la mise en demeure. L'accusé de réception faisant foi. À l'expiration de ce délai, il sera fait application contre l'auteur présumé de l'infraction et/ou à toutes les personnes visées à l'article 382 du présent code des mesures et de contrainte et à leur suite, l'exécution forcée conformément à l'article 325 du présent code et ses mesures d'application.

Si l'auteur présumé de l'infraction expose ses premières conclusions, la douane réplique par « Avis d'instructeur » dans le délai de 30 jours ouvrables. Ce délai court à dater de la réception par la douane des conclusions de l'auteur présumé. Ce dernier peut, le cas échéant, en réponse à l'avis de l'instructeur, présenter des nouveaux moyens dans le délai prévu au point 1 ci-dessus.

3. La douane ne peut émettre de mise en demeure, ni prendre de mesures conservatoires, de contrainte et/ou d'exécution forcée contre l'auteur présumé et/ou toute personne présumée responsable de l'infraction, chaque fois que ces derniers présentent leurs moyens de défense auxquels la douane n'a pas réagi par avis d'instructeur.

Article 17

L'article 384 du code des douanes est modifié et complété comme suit :

1. « Est passible d'une amende de 1.250.000 à 5.000.000 de francs congolais, toute infraction douanière lorsque celle-ci n'est pas sévèrement réprimée par le présent code.
2. Tombent sous le coup des dispositions du point 1 ci-dessus, notamment :
 - a) toute omission ou inexactitude portant sur l'une des indications que les déclarations de marchandises doivent contenir lorsque l'irrégularité n'a aucune incidence sur l'application des droits et taxes ou des



prohibitions et restrictions, et qu'elle ne peut pas être corrigée par une communication ultérieure à la douane de l'information requise ;

b) toute omission d'inscription aux répertoires visés à l'article 118 du présent code, pour les opérations effectuées auprès des bureaux de douane non informatisés ;

3. Le refus de communication ultérieure de l'information visée au point 2 a) ci-dessus, après deux demandes écrites de la douane, donne lieu à l'application de la peine prévue au point 1 ci-dessus. »

Article 18

L'article 3 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

1. Les marchandises désignées ci-après, fabriquées, produites et transformées dans la République ou importées, ainsi que les services désignés ci-après, fournis sur le territoire de la République, sont assujettis aux droits d'accises déterminés par le présent Code :

1) Alcools et boissons;

2) Tabacs fabriqués, produits du tabac, les succédanés de tabacs ainsi que les produits et instruments servant à fumer, à sucer, chiquer ou priser;

3) Cosmétiques, produits de parfumerie et autres produits d'entretien ;

4) Articles et ouvrages en caoutchouc ;

5) Huiles minérales;

6) Véhicules.

7) Services de télécommunications et de technologies de l'information et de la communication et services à valeur ajoutée.

2. Les spécificités, les espèces, la nature et les taux applicables pour la perception des droits d'accises sur les marchandises et services visés ci-dessus sont ceux fixés à l'annexe XIX de la présente Loi.

Article 19

L'article 55 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :



Sont exonérés des droits d'accises et, le cas échéant, du droit d'accises spécial :

- a) l'essence, le jet A1, le pétrole lampant, le kérosène et le gasoil destinés à être utilisés comme solvant et importés par des industriels ;
- b) les marchandises fabriquées selon les méthodes coutumières ou artisanales, et non conditionnées industriellement pour la vente au détail ;
- c) les marchandises fabriquées par toute personne pour son propre usage et non conditionnée industriellement comme pour la vente au détail ;
- d) les vins destinés à l'exercice des cultes et dont la destination est attestée par l'organisme qui les utilisera ;
- e) les marchandises fabriquées localement que les missions diplomatiques et consulaires de carrière ainsi que les organisations internationales acquièrent pour leur usage officiel ;
- f) les quantités des carburants d'aviation consommées par les aéronefs en trafic international, à l'exclusion de celles consommées entre deux ou plusieurs escales sur le territoire de la République, sauf cas d'atterrissage forcé ;
- g) les marchandises destinées à l'avitaillement des aéronefs et navires en trafic international.

Article 20

L'article 63 de l'Ordonnance-Loi n° 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

Avant leur entrée en fonction, les agents des accises ayant qualité d'officier de police judiciaire doivent prêter, devant le Procureur de la République, le serment ci-après :

« Moi ...,agent des douanes et accises, je jure obéissance à la Constitution et aux lois de la République. Je m'engage à remplir avec loyauté et intégrité les fonctions qui me sont confiées et à lutter contre la fraude douanière et en matière d'accises sous toutes ses formes ainsi que la fraude aux législations connexes ».



CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS**Article 21**

Les mesures fiscales reprises aux articles 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, alinéa 6, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74 et 75 de la Loi de Finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus et de l'Ordonnance-Loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises.

Article 22

Il est ajouté à l'article 60 de l'Ordonnance-Loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un alinéa 4 libellé comme suit :

« Article 60, alinéa 4 :

La déclaration doit être accompagnée des annexes détaillées des opérations réalisées dont les modèles sont définis par l'Administration des Impôts. »

Article 23

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 13 bis libellé comme suit :

« Article 13 bis :

Les petites entreprises sont tenues d'appuyer leur déclaration de l'impôt sur les bénéfices et profits, du bilan, du compte de résultat et des notes annexes tenus suivant le système minimal de trésorerie conformément à l'Acte uniforme révisé du 26 janvier 2017 relatif au droit comptable et à l'information financière. »



Article 24

L'article 18 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 18 :

Tout redevable de l'impôt professionnel sur les rémunérations et de l'impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié est tenu de souscrire au plus tard le 15 février de chaque année, une déclaration récapitulative annuelle, reprenant tous les éléments imposables versés au cours de l'exercice précédent. Le complément d'impôt éventuel dégagé dans cette déclaration doit être acquitté au moment du dépôt de celle-ci.

Il est joint à la déclaration visée à l'alinéa 1er ci-dessus, une fiche individuelle pour chacun des rémunérés et un relevé nominatif récapitulant l'ensemble des fiches individuelles.

Ces fiches sont classées par Province et par ordre alphabétique.

Les fiches individuelles ainsi que le relevé nominatif visé à l'alinéa premier du présent article sont conformes aux modèles fixés par l'Administration des Impôts. »

Article 25

L'alinéa 5 de l'article 46 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 46 bis, alinéa 5 :

Toutefois, les agents visés à l'alinéa premier ci-dessus peuvent, à l'occasion de la régularisation de la situation fiscale des nouveaux contribuables découverts par eux, établir des impositions dans les conditions définies aux articles 41 bis à 43 de la présente Loi, préalablement à la prise en charge de ces derniers par les services opérationnels. »



Article 26

L'alinéa 2 de l'article 49 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« *Article 49, alinéa 2 :*

Les banques sont tenues de communiquer à l'Administration des Impôts, dans les dix jours du mois qui suit celui de leur ouverture, les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes, les membres des professions libérales et les personnes morales, en indiquant l'identité complète, l'adresse et le numéro de contact du titulaire.

Elles sont également tenues de communiquer dans le délai fixé au paragraphe précédent toute modification ultérieure de ces éléments à dater de leur survenance. »

Article 27

L'alinéa 3 de l'article 72 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« *Article 72, alinéa 3 :*

Le Receveur des Impôts se prononce dans un délai de huit jours ouvrables à compter de la lettre d'accusé de réception de la réclamation qu'il adresse au contribuable dans les 48 heures de la réception. »

Article 28

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 93 ter libellé comme suit :

« *Article 93 ter :*

Le défaut de certification des états financiers annuels de synthèse des entreprises par les soins d'un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre National des Experts-Comptables est sanctionné par une amende de :

- 100.000.000,00 Francs congolais pour un premier manquement ;
- 200.000.000,00 Francs congolais en cas de récidive.



Article 29

L'alinéa 1er de l'article 94 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

« Article 94, alinéa 1er :

L'absence d'une déclaration ne servant pas au calcul de l'impôt est sanctionnée par une amende de :

- 5.000.000,00 Francs congolais pour les grandes entreprises ;
- 2.500.000,00 Francs congolais pour les moyennes entreprises et les associations sans but lucratif ;
- 250.000,00 Francs congolais pour les entreprises de petite taille. »

Article 30

L'article 97 ter de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 97 ter :

L'opposition au droit d'enquête est sanctionnée par une amende de 1.000.000,00 de Francs congolais et, en cas de récidive, du double de ce montant.

L'Agent des Impôts revêtu de la qualité d'Officier de Police judiciaire à compétence restreinte procède en outre à la fermeture provisoire des installations du contribuable concerné. Dans ce cas, la réouverture des installations ne pourra intervenir qu'après que le contribuable se sera soumis à l'enquête à laquelle il s'était opposé. »

Article 31

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 97 quater libellé comme suit :



« Article 97 quater :

Le défaut de répondre à l'obligation de communication prévue à l'article 49 de la présente Loi est sanctionné par une astreinte de 1.000.000,00 de Francs congolais par jour jusqu'à la communication desdites informations.

L'astreinte visée à l'alinéa précédent est établie par le Service chargé de réceptionner les données et réclamée par voie d'Avis de Mise en Recouvrement. »

Article 32

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 97 quinquies libellé comme suit :

« Article 97 quinquies :

L'expert-comptable qui certifie les états financiers annuels de synthèse d'un contribuable, qui se révèlent par la suite non sincères et qui ne correspondent pas à l'image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé et de la situation financière et patrimoniale de l'entreprise, est puni d'une amende de :

- 50.000.000,00 Francs congolais pour le cas de certification des états financiers d'une grande entreprise ;
- 20.000.000,00 Francs congolais pour le cas de certification des états financiers d'une moyenne entreprise. »

Article 33

L'alinéa 1er de l'article 105 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 105, alinéa 1er :

La décision de l'Administration des Impôts doit être notifiée dans les trois (3) mois qui suivent la date de réception de la réclamation. L'absence de décision dans le délai est considérée comme une décision de rejet de la réclamation permettant au redevable de former son recours juridictionnel, lequel n'empêche pas l'Administration des Impôts de poursuivre l'instruction de la réclamation tant que la décision judiciaire n'est pas intervenue. »



Article 34

Il est ajouté à l'article 48 de l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un point 4°) libellé comme suit :

« Article 48, point 4°) :

Les gratifications pécuniaires accompagnant les témoignages officiels et autres distinctions honorifiques accordées à un rémunéré en cours de carrière. »

Article 35

Le paragraphe 4 de l'article 84 de l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

« Article 84, paragraphe 4 :

Par.4. En aucun cas, l'impôt professionnel individuel calculé sur la base des dispositions du paragraphe premier ci-dessus, après déduction des charges de famille prévues à l'article 89 de la présente Ordonnance-Loi, ne peut être inférieur à 2.500,00 Francs congolais par mois. »

Article 36

L'article 84 bis de l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1er de l'article 84 ci-dessus, les primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux agents et fonctionnaires de l'Etat sont imposés à l'impôt professionnel sur les rémunérations au taux de 3%.

Les primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux membres des institutions politiques et assimilés, dont la liste est déterminée par voie réglementaire, sont imposés à l'impôt professionnel sur les rémunérations au taux de 15%. »

Article 37

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 92 de l'Ordonnance-Loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sont modifiés comme suit :



« Article 92, paragraphes 1 et 2 :

Par.1. Les personnes physiques ou morales dont les revenus imposables sont constitués, en tout ou en partie, des bénéfices ou profits et ne relevant pas du régime d'imposition des entreprises de petite taille sont assujetties à un impôt minimum fixé à 1% du chiffre d'affaires déclaré, lorsque les résultats sont déficitaires ou bénéficiaires mais susceptibles de donner lieu à une imposition inférieure à ce montant.

L'impôt minimum n'est dû que pour un douzième par mois ou fraction de mois si le contribuable a commencé ses activités après le mois de janvier.

Par.2. Les personnes physiques ou morales en activité qui ne réalisent pas un chiffre d'affaires au cours d'une année sont soumises au paiement d'un impôt forfaitaire au titre de l'impôt sur les bénéfices et profits de :

- 2.500.000,00 Francs congolais pour les Grandes entreprises ;
- 750.000,00 Francs congolais pour les Moyennes entreprises ;
- 30.000,00 Francs congolais pour les Entreprises de petite taille. »

Article 38

L'article 4 de l'Ordonnance-Loi n° 69/007 du 10 février 1969 relative à l'impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié est modifié et complété comme suit :

« Article 4 :

L'impôt est établi sur le montant brut des rémunérations. En aucun cas, cette base ne peut être inférieure au salaire minimum interprofessionnel garanti du pays d'origine du bénéficiaire des rémunérations. »

Article 39

L'article 2 de la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits est modifié et complété comme suit :



« Article 2 :

Les acomptes provisionnels visés à l'article 57, alinéa 2, ci-dessus sont calculés sur base de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, ou, en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation.

Ils représentent, chacun, 30 % de cette base, pour les deux premiers, et 20% pour le troisième. Ils sont versés avant le 1er août, avant le 1er octobre et avant le 1er décembre de l'année de réalisation des revenus imposables, à l'aide d'un bordereau de versement d'acomptes provisionnels, suivant le modèle fixé par l'Administration des Impôts.

Ces trois versements sont à déduire de l'impôt dû par le contribuable pour l'exercice fiscal considéré, le solde de cet impôt devant être versé au moment du dépôt de la déclaration y afférente. »

CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES

Article 40

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans les articles 76 à 101 de la Loi de Finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales et celles de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central.

Article 41

Conformément aux dispositions des articles 108 ter, 220 bis, 285 nonies, 309 bis de la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n°18/001 du 09 mars 2018, il est ajouté à l'annexe XXIV relative aux Mines, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, les actes générateurs ci-après, libellés comme suit :



Actes Générateurs	Faits Générateurs
21. Caution pour Bureau d'études géologiques	- Exploitation du Bureau d'études géologiques
22. Caution pour les entités de traitement de toutes les catégories et tailleries	- Exploitation pour les entités de traitement
23. Frais de dépôt pour agrément d'un Bureau d'études géologiques	- Demande d'agrément
24. Frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés	- Achat et vente des substances minérales
25. Taxe sur l'autorisation de traitement exceptionnel des substances minérales brutes à l'extérieur du pays	- Demande d'autorisation de traitement exceptionnel
26. Taxe sur l'autorisation de vente de substances minérales précieuses trouvées occasionnellement	- Demande d'autorisation de vente
27. Redevance annuelle anticipative pour le bureau d'études géologiques	- Exploitation d'un bureau d'études géologiques
28. Redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière	- Possession d'une coopérative minière
29. Amendes pour non rapatriement ou rapatriement tardif de la quotité légale sur recettes d'exportation	- Défaut ou rapatriement tardif

Article 42

Conformément à l'Ordonnance-Loi n°23/010 du 13 mars 2023 portant Code du Numérique, il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, l'annexe XXXII relative au Ministère du Numérique, libellée comme suit :

N°	Actes Générateurs	Faits Générateurs
01	Taxe sur l'autorisation de fourniture des services numériques	Demande d'autorisation
02	Taxe sur la déclaration en vue d'un certificat d'agrément pour l'exploitation et la fourniture des services numériques	Déclaration d'exploitation ou de fourniture des services numériques
03	Taxe sur l'homologation pour la fourniture des services numériques aux entités publiques	Demande d'homologation



04	Redevance sur le chiffre d'affaires des entreprises de cyber sécurité et de sécurité des systèmes informatiques	Exploitation
----	---	--------------

Un arrêté interministériel des Ministres ayant le Numérique et les Finances dans leurs attributions fixe les taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère du Numérique.

Article 43

Conformément aux Ordonnances-Lois n°22/030 & 22/031 du 08 septembre 2022 relative à la promotion de l'entrepreneuriat et des startups ainsi qu'à celle de l'artisanat, il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, l'annexe XXXIV relative au Ministère de l'Entrepreneuriat, Petites, Moyennes Entreprises et Artisanat, dont la teneur se présente comme suit :

Actes Générateurs	Faits Générateurs
01. Taxe d'enregistrement de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ PME et des Startups éligibles à la sous-traitance et/ ou aux marchés publics, ▪ l'artisanat éligible à la sous-traitance et/ ou aux marchés publics, ▪ organisations professionnelles des PME et des Startups, 	1. Demande d'enregistrement
02. Taxe d'agrément : <ul style="list-style-type: none"> ▪ des organismes privés d'aide à la création et d'encadrement des PME, ▪ des Startups et de l'artisanat dans le secteur privé 	2. Demande d'agrément
03. Taxe sur la délivrance de la carte de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'entrepreneur, ▪ l'artisan 	3. Demande de la Carte
04. Taxe de labélisation des startups,	4. Décision de labélisation
05. Taxe d'homologation des programmes et/ ou modules de formation à l'entrepreneuriat,	5. Demande d'homologation
06. Taxe de certification des produits artisanaux,	6. Demande de certification
07. Redevance à la conclusion et au développement des contrats de franchise entre les entreprises multinationales étrangères et les PME et startups de droit congolais	7. Signature et maintien du contrat de franchise



Le taux et la période de paiement de ces droits sont fixés conformément à l'article 4 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 44

Conformément à la Loi n°15/005 du 17 mars 2015 portant Code des assurances, il est ajouté au point V relatif aux Finances de l'annexe de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur repris au numéro 06 libellé comme suit :

Actes Générateurs	Faits Générateurs
06. Quotité sur les pénalités ou amendes en matière d'assurance	Violation de la législation en matière d'assurance

Le taux et la période de paiement de cette quotité sont fixés conformément à l'article 4 de l'Ordonnance-Loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Article 45

Conformément à la Loi n°16/012 du 15 juillet 2016 portant création, organisation et fonctionnement de la profession de notaire en République Démocratique du Congo, il est ajouté à l'annexe VIII relative au Ministère de la Justice, de l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur libellé comme suit :

Acte générateur	Fait générateur
Garantie financière pour l'exercice de la profession de notaire en RDC	Demande d'enregistrement

Le taux et la période de paiement de cette garantie sont fixés conformément à l'article 4 de l'Ordonnance-Loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.



Article 46

Les actes générateurs ci-dessous, contenu dans l'annexe XV relative aux Sports et Loisirs, de l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont transférés à l'annexe V relative aux Finances :

Actes générateurs	Fait générateur
Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux de hasard ou d'une loterie.	Demande d'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux de hasard ou d'une loterie.
Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous moyens (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication).	Réalisation d'un gain.

Article 47

Tout exploitant d'une installation classée de la catégorie 1a déjà implantée est tenu de déposer sa déclaration des éléments taxables liés à la taxe rémunératoire annuelle et à la taxe de pollution ainsi que leurs évolutions auprès du service compétent du Ministère chargé de l'Environnement au plus tard le 31 mars de l'exercice en cours.

La taxe rémunératoire annuelle liée au permis d'exploitation visé ci-dessus est payable au plus tard le 15 juin ; tandis que l'échéance de paiement de la taxe de pollution est fixée au 15 juillet. Dépassé ces délais, il est appliqué des amendes transactionnelles allant de 50 à 100% de la taxe, lorsque le non-paiement est constaté au cours de l'exercice, et de 100 à 200% lorsque l'exercice est complètement clos.

Article 48

L'obtention d'un permis d'exploitation d'une installation classée du secteur de l'environnement, est subordonnée au paiement préalable de la taxe d'implantation augmentée de la taxe rémunératoire annuelle.



Hormis le cas de force majeure, ***l'obtention d'un nouveau permis d'exploitation*** est requise en cas de **cession, de changement de dénomination ou raison sociale de l'exploitant, de transformation, ou de transfert d'une installation classée** dans un endroit autre que celui déterminé dans l'ancien permis d'exploitation.

Article 49

Il est ajouté au point d de l'article 1er, de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales telle que modifiée et complétée à ce jour, des points libellés comme suit : «

- *Toute personne n'ayant pas répondu, dans un délai de vingt (20) jours, à une demande de renseignements, de justifications ou d'éclaircissements et droit de communication lui adressée par l'Administration des recettes non fiscales ;*
- *Toute personne n'ayant pas déposé, dans le délai de quinze (15) jours suivant leur octroi, copie des mesures d'exonération bénéficiées en matière de recettes non fiscales ;*
- *Toute personne n'ayant pas déposé une copie et/ou communiqué par voie électronique la déclaration des éléments d'assiette, auprès de l'Administration des recettes non fiscales, dans un délai de quarante-huit (48) heures, à compter de la date de dépôt de ladite déclaration au service d'assiette compétent ;*
- *Tout titulaire d'un droit minier ou de carrière n'ayant pas communiqué les rapports périodiques obligatoires, dans le délai réglementaire. »*

Article 50

Il est ajouté à l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, l'article 39 bis libellé comme suit :

« Les droits, taxes et redevances acquittés ayant fait ultérieurement l'objet d'un dégrèvement ou d'une annulation contentieuse, de même que les trop payés consécutifs à une erreur du redevable, du Service d'assiette ou de l'Administration des Recettes non Fiscales dans les opérations d'assiette, de liquidation ou de paiement des droits, taxes ou redevances sont pris en charge selon les modalités fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.»



Article 51

L'alinéa 6 de l'article 48 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« En cas de recours juridictionnel, les effets des actes de poursuite sont suspendus jusqu'à la décision judiciaire dès que le Tribunal se déclare saisi. »

Article 52

Il est ajouté à l'article 53 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un alinéa libellé comme suit :

« Tout retard dans le paiement ou le reversement des recettes de la quotité des pénalités ou toutes autres majorations portée par le bon à payer est sanctionné par l'application des intérêts moratoires prévus à l'alinéa précédent. »

Article 53

L'article 54 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Les pénalités de recouvrement ont pour base de calcul le montant dû et des pénalités d'assiette ainsi que toutes autres majorations pour lesquels le paiement n'est pas intervenu dans le délai ».

Article 54

Les alinéas 3 et 4 de l'article 67 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés et complétés comme suit :



« Le redevable peut être invité de fournir les renseignements ou de produire les pièces justificatives de paiement des droits, taxes ou redevances.

S'il s'abstient de répondre à cette demande endéans vingt (20) jours de sa réception, sa réclamation est rejetée.

Aussi longtemps qu'une décision sur sa réclamation n'est pas intervenue, le redevable peut compléter sa réclamation initiale par des moyens nouveaux libellés par écrit. »

Article 55

L'alinéa 1er de l'article 84 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Pour le contrôle sur pièce, l'Administration des recettes non fiscales peut demander par écrit, aux assujettis ou redevables, tout renseignement, justification ou éclaircissement relatif aux déclarations souscrites, aux éléments déposés ou recueillis, ou aux informations en sa possession ».

Article 56

L'article 97 de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Le droit de communication s'exerce sur place, mais les Cadres et Agents de l'Administration des recettes non fiscales peuvent prendre copie des documents concernés auprès des personnes soumises au droit de communication qui sont énumérées à l'article 95 de la présente Ordonnance-Loi. »



TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Article 57

Les dépenses du budget général de l'exercice 2024 sont arrêtées à **37.366.273.942.286 FC** (*Trente-sept mille trois cent soixante-six milliards deux cent soixante-treize millions neuf cent quarante-deux mille deux cent quatre-vingt-six Francs Congolais*).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **1.146.860.486.729 FC** (*Mille cent quarante-six milliards huit cent soixante millions quatre cent quatre-vingt-six mille sept cent vingt-neuf Francs Congolais*).
- Frais financiers évalués à **220.164.435.262 FC** (*Deux cent vingt milliards cent soixante-quatre millions quatre cent trente-cinq mille deux cent soixante-deux Francs Congolais*).
- Dépenses de personnel chiffrées à **8.740.544.334.098 FC** (*Huit mille sept cent quarante milliards cinq cent quarante-quatre millions trois cent trente-quatre mille quatre-vingt-dix-huit Francs Congolais*).
- Biens et matériels se chiffrent à **484.886.603.752 FC** (*Quatre cent quatre-vingt quatre milliards huit cent quatre-vingt-six millions six cent trois mille sept cent cinquante-deux Franc Congolais*).
- Dépenses de prestation arrêtées à **1.130.836.771.220 FC** (*Mille cent trente milliards huit cent trente-six millions sept cent soixante-onze mille deux cent vingt Francs Congolais*).
- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **7.065.523.101.873 FC** (*Sept mille soixante-cinq milliards cinq cent vingt-trois millions cent-un mille huit cent soixante-treize Francs Congolais*).



Suite

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII, et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres 7 et 8 repartis de la manière suivante :

- Equipements fixées à **12.754.038.925.771 FC (Douze mille sept cent cinquante quatre milliards trente-huit millions neuf cent vingt-cinq mille sept cent soixante-onze Francs Congolais).**
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière fixées à **5.823.419.283.581 FC (Cinq mille huit cent vingt-trois milliards quatre cent dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-trois mille cinq cent quatre-vingt-un Francs Congolais).**

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES

Article 58

En vue de préserver l'équilibre du budget du Pouvoir central de l'exercice 2024, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons et obligations du trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'article 15 de la Loi relative aux finances publiques.

Les bons du Trésor ne peuvent dépasser 0,5% du PIB fixé par la présente Loi.

Article 59

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux Provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.



Article 60

Un montant de **755.490.000.000 FC** (*Sept cent cinquante-cinq milliards quatre cent quatre-vingt-dix millions de Francs Congolais*) est inscrit dans le budget 2024 au titre d'investissements du PDL de 145 territoires, tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant à l'annexe XXI de la présente Loi.

**QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS
ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX**

Article 61

Les recettes des budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **720.420.000.000 FC** (*Sept cent vingt milliards quatre cent vingt millions de Francs congolais*).

Les recettes des Budgets annexes sont constituées des actes générateurs des universités et instituts supérieurs, des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour ainsi que des organismes auxiliaires reclassés en budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques, tels que repris dans l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

Article 62

Conformément à l'article 60 de la Loi relative aux finances publiques, il est institué deux comptes d'affectation spéciale dénommés : « Fonds de Soutien et de Développement des Forces Armées de la République Démocratique du Congo et des services de sécurité », et « Fonds d'Intervention pour l'Environnement ».

Sont retirées de la liste des Comptes d'affectation spéciale, les entités suivantes :

- le Fonds de contrepartie, qui est transféré au Budget général;
- le Cadastre minier, qui garde son autonomie de gestion, conformément au Décret n° 017/005 du 03 avril 2017 portant statuts, organisation et fonctionnement d'un établissement public dénommé Cadastre minier, en signe « CAMI ».



A

Article 63

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **2.899.338.676.940 FC (Deux mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf milliards trois cent trente-huit millions six cent soixante-seize mille neuf cent quarante Francs congolais).**

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIV de la présente Loi.

CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 64

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

Article 65

En attendant la mise en place effective des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement Général sur la Comptabilité Publique relatives à la fonction d'ordonnateur, et sans préjudice des dispositions reprises à l'article 56 de la présente Loi, le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'ordonnancement.

Article 66

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journellement au Ministre ayant le budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du Compte général et des sous comptes du Trésor public.



Article 67

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX et XXI font partie intégrante de la présente Loi.

Article 68

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

Article 69

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1^{er} janvier 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXES

ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2024

N°	RECETTES	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	30 299 631 685 019	37 366 273 942 286
1	RECETTES INTERNES	22 786 473 012 183	25 446 640 436 351
2	RECETTES EXTERIEURES	7 513 158 672 836	11 919 633 505 936
B	BUDGETS ANNEXES	541 914 354 613	720 420 000 000
C	COMPTES SPECIAUX	1 615 236 769 759	2 899 338 676 940
	RECETTES TOTALES	32 456 782 809 392	40 986 032 619 226
N°	DEPENSES	BUDGET 2023	PROJET DE BUDGET 2024
		(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	30 299 631 685 019	37 366 273 942 286
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	1 146 860 486 729
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	220 164 435 262
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	8 740 544 334 098
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	484 886 603 752
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 130 836 771 220
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	7 065 523 101 873
7	EQUIPEMENTS	6 867 071 772 858	12 754 038 925 771
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	4 753 094 159 084	5 823 419 283 581
B	BUDGETS ANNEXES	541 914 354 613	720 420 000 000
C	COMPTES SPECIAUX	1 615 236 769 759	2 899 338 676 940
	DEPENSES TOTALES	32 456 782 809 392	40 986 032 619 226
	SOLDE	0	0

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET 2024

N°	RECETTES	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
A	RECETTES INTERNES	22 786 473 012 183	25 446 640 436 351
I	RECETTES COURANTES	22 486 473 012 183	24 565 225 268 384
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 949 459 787 207	6 126 062 611 808
1.2.	Recettes des Impôts	13 389 594 177 109	13 812 443 978 350
1.3.	Recettes non Fiscales	3 532 004 267 020	4 002 571 979 011
1.3.1.	DGRAD	3 532 004 267 020	3 844 572 136 687
1.3.2.	AUTRES		157 999 842 324
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	<u>615 414 780 847</u>	<u>624 146 699 215</u>
1.4.1.	DGI	197 310 786 995	204 042 705 363
1.4.2.	DGRAD	418 103 993 852	420 103 993 852
II	RECETTES EXCEPTIONNELLES	300 000 000 000	881 415 167 967
2.1.	Dons et legs intérieurs courants		
2.2.	Dons et legs intérieurs projets		
2.3.	Remboursements prêts et avances		
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	300 000 000 000	881 415 167 967
B	RECETTES EXTERIEURES	7 513 158 672 836	11 919 633 505 936
I	Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires	2 553 783 542 310	473 267 902 229
1.1.	Emprunt Programme	1 104 838 039 031	267 168 976 276
1.2.	Dons Budgétaires	1 038 491 062 221	206 098 925 953
1.3.	Allocations DTS	410 454 441 058	
II	Recettes Extérieures de Financement des Investissements	4 959 375 130 526	11 446 365 603 707
2.1.	Dons Projets	1 032 445 667 390	7 519 436 140 571
2.2.	Emprunts Projets	3 926 929 463 136	3 926 929 463 136
	RECETTES TOTALES	30 299 631 685 019	37 366 273 942 286

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
 du 10 décembre 2023
 Le Cabinet du Président de la République
 Guylain NYEMBO MBWIZYA
 Directeur de Cabinet



ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 006 872 707 493	1 146 860 486 729
11	Dettes intérieures	318 498 059 009	704 145 000 000
12	Dettes extérieures	688 374 648 484	442 715 486 729

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 11 décembre 2023

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet



ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	630 649 795 606	220 164 435 262
21	Intérêts sur la dette intérieure	449 938 377 779	143 619 137 821
22	Intérêts sur la dette extérieure	180 711 417 827	76 545 297 441

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	7 673 723 678 800	8 740 544 334 098
31	Traitement de base du personnel	4 524 811 823 320	4 800 652 133 018
32	Dépenses accessoires de personnel	3 148 911 855 480	3 939 892 201 080

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
 Le 11 décembre 2023
 Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWIZYA
 Directeur de Cabinet




ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	389 465 805 251	484 886 603 752
41	Fournitures et petits matériels	311 291 396 857	402 032 806 115
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	16 593 796 030	17 196 845 501
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	27 163 108 005	30 885 788 178
45	Matériels textiles et héraldiques	34 417 504 360	34 771 163 959

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 564 638 068 802	1 130 836 771 220
51	Dépenses de Base	108 686 838 939	112 713 757 834
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation	51 749 159 034	60 185 361 149
53	Dépenses de Transport	85 217 722 588	95 208 364 432
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	21 263 801 589	21 340 776 176
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	34 107 339 510	35 291 400 061
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	538 568 582	941 171 837
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	6 811 130 925	6 353 691 330
58	Autres Services	1 256 263 507 636	798 802 248 402

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 414 115 697 125	7 065 523 101 873
61	Subventions	523 289 872 536	369 780 000 000
62	Transferts	2 065 570 095 872	2 365 782 837 095
63	Interventions de l'Etat	4 474 333 420 632	3 979 037 906 724
64	Prestations sociales	350 922 308 084	350 922 358 054

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE IX : EQUIPEMENTS

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
7	EQUIPEMENTS	6 867 071 772 858	12 754 038 925 771
71	Equipements et Mobiliers	187 129 282 520	269 975 713 802
72	Equipement de Santé	228 561 992 714	158 431 082 614
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	97 411 225 571	190 264 146 121
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	799 853 867 940	1 317 247 246 636
75	Equipements de construction et de transport	312 277 753 157	284 648 154 098
76	Equipements de Communication	7 171 273 196	2 590 130 479
77	Equipements militaires	153 133 227 699	41 594 469 361
78	Equipements divers	5 081 533 150 060	10 489 287 982 659

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET
D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE**

CODE	NATURE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	4 753 094 159 084	5 823 419 283 581
81	Acquisition de terrains	6 749 953 260	7 623 759 881
81	Acquisition de bâtiments	11 919 060 707	3 174 824 414
81	Acquisition des Immobilisations financières	0	0
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	3 098 025 694 932	4 238 125 011 156
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	1 636 399 450 186	1 574 495 688 130

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DU BUDGET 2024

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%			
		2023	TAUX (%)	2024	TAUX (%)
1	BAS UELE	149 575 426 964	2,10	164 434 889 489	2,10
2	EQUATEUR	146 014 107 276	2,05	160 519 773 075	2,05
3	HAUT KATANGA	723 660 160 936	10,16	795 551 655 821	10,16
4	HAUT LOMAMI	245 731 058 586	3,45	270 143 032 734	3,45
5	HAUT UELE	159 547 122 097	2,24	175 397 215 457	2,24
6	ITURI	180 915 040 235	2,54	198 887 913 956	2,54
7	KASAI	199 433 902 622	2,80	219 246 519 322	2,80
8	KASAI ORIENTAL	161 683 913 909	2,27	177 746 285 305	2,27
9	KONGO CENTRAL	584 768 693 038	8,21	642 862 115 578	8,21
10	KWANGO	227 924 460 138	3,20	250 567 450 653	3,20
11	KWILU	242 882 002 834	3,41	267 010 939 602	3,41
12	LOMAMI	157 410 330 282	2,21	173 048 145 606	2,21
13	LUALABA	295 589 534 240	4,15	324 954 662 564	4,15
14	KASAI CENTRAL	201 570 694 434	2,83	221 595 589 170	2,83
15	MAI NDOMBE	229 348 988 014	3,22	252 133 497 219	3,22
16	MANIEMA	229 348 988 014	3,22	252 133 497 219	3,22
17	MONGALA	149 575 426 964	2,10	164 434 889 489	2,10
18	NORD KIVU	365 391 400 157	5,13	401 690 944 326	5,13
19	NORD UBANGI	153 849 010 594	2,16	169 133 029 192	2,16
20	SANKURU	158 122 594 221	2,22	173 831 168 891	2,22
21	SUD KIVU	341 886 689 893	4,80	375 851 175 635	4,80
22	SUD UBANGI	150 287 690 903	2,11	165 217 912 774	2,11
23	TANGANYIKA	268 523 504 599	3,77	295 199 777 800	3,77
24	TSHOPO	205 844 278 061	2,89	226 293 728 869	2,89
25	TSHUAPA	141 740 523 648	1,99	155 321 633 374	1,99
26	KINSHASA	1 052 013 836 319	14,77	1 156 525 389 414	14,77
	TOTAL	7 122 639 378 979	100,00	7 830 232 832 536	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 11 décembre 2023
Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWIZYA
Directeur de Cabinet



ANNEXE XII: REPARTITION DU FONDS DE PEREQUATION DU BUDGET 2024

N°	PROVINCE	BUDGET 2023				LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024					
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	INVERSE 40%	%	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)
1	BAS UELE	149 575 426 964	2,10	95 986 781 259	5,39	164 434 889 489	2,10	0	5,39	105 522 518 565	5,39
2	EQUATEUR	146 014 107 276	2,05	98 327 922 264	5,52	160 519 773 075	2,05	0	5,52	108 096 238 529	5,52
3	HAUT KATANGA	723 660 160 936	10,16	19 839 787 465	1,11	795 551 655 821	10,16	0	1,11	21 810 756 790	1,11
4	HAUT LOMAMI	245 731 058 586	3,45	58 426 736 418	3,28	270 143 032 734	3,45	0	3,28	64 231 098 257	3,28
5	HAUT UELE	159 547 122 097	2,24	89 987 607 429	5,05	175 397 215 457	2,24	0	5,05	98 927 361 154	5,05
6	ITURI	180 915 040 235	2,54	79 359 149 859	4,46	198 887 913 956	2,54	0	4,46	87 243 027 159	4,46
7	KASAI	199 433 902 622	2,80	71 990 085 943	4,04	219 246 519 322	2,80	0	4,04	79 141 888 923	4,04
8	KASAI ORIENTAL	161 683 913 909	2,27	88 798 343 896	4,99	177 746 285 305	2,27	0	4,99	97 619 951 096	4,99
9	KONGO CENTRAL	584 768 693 038	8,21	24 552 039 055	1,38	642 862 115 578	8,21	0	1,38	26 991 143 604	1,38
10	KWANGO	227 924 460 138	3,20	62 991 325 200	3,54	250 567 450 653	3,20	0	3,54	69 249 152 808	3,54
11	KWILU	242 882 002 834	3,41	59 112 094 030	3,32	267 010 939 602	3,41	0	3,32	64 984 542 224	3,32
12	LOMAMI	157 410 330 282	2,21	91 209 158 662	5,12	173 048 145 606	2,21	0	5,12	100 270 266 510	5,12
13	LUALABA	295 589 534 240	4,15	48 571 624 251	2,73	324 954 662 564	4,15	0	2,73	53 396 937 105	2,73
14	KASAI CENTRAL	201 570 694 434	2,83	71 226 940 156	4,00	221 595 589 170	2,83	0	4,00	78 302 928 970	4,00
15	MAI NDOMBE	229 348 988 014	3,22	62 600 074 733	3,52	252 133 497 219	3,22	0	3,52	68 819 033 846	3,52
16	MANIEMA	229 348 988 014	3,22	62 600 074 733	3,52	252 133 497 219	3,22	0	3,52	68 819 033 846	3,52
17	MONGALA	149 575 426 964	2,10	95 986 781 259	5,39	164 434 889 489	2,10	0	5,39	105 522 518 565	5,39
18	NORD KIVU	365 391 400 157	5,13	39 292 834 433	2,21	401 690 944 326	5,13	0	2,21	43 196 352 629	2,21
19	NORD UBANGI	153 849 010 594	2,16	93 320 481 778	5,24	169 133 029 192	2,16	0	5,24	102 591 337 492	5,24
20	SANKURU	158 122 594 221	2,22	90 798 306 595	5,10	173 831 168 891	2,22	0	5,10	99 818 598 642	5,10
21	SUD KIVU	341 886 689 893	4,80	41 994 216 839	2,36	375 851 175 635	4,80	0	2,36	46 166 101 914	2,36
22	SUD UBANGI	150 287 690 903	2,11	95 531 867 603	5,36	165 217 912 774	2,11	0	5,36	105 022 411 841	5,36
23	TANGANYIKA	268 523 504 599	3,77	53 467 437 836	3,00	295 199 777 800	3,77	0	3,00	58 779 121 747	3,00
24	TSHOPO	205 844 278 061	2,89	69 748 180 153	3,92	226 293 728 869	2,89	0	3,92	76 677 262 625	3,92
25	TSHUAPA	141 740 523 648	1,99	101 292 583 237	5,69	155 821 633 374	1,99	0	5,69	111 355 421 601	5,69
26	KINSHASA	1 052 013 836 319	14,77	13 647 409 658	0,77	1 156 525 389 414	14,77	0	0,77	15 003 201 692	0,77
	TOTAL	7 122 639 378 979	100,00	1 780 659 844 745	100,00	7 830 232 832 536	100,00	0,00	100,00	1 957 558 208 134	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
 Le 11 décembre 2023
Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWIZYA
 Directeur de Cabinet



Suite



ANNEXE XIII: SYNTHÈSE DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DU BUDGET 2024

N°	LIBELLE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	541 914 354 613	720 420 000 000
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	275 489 657 704	348 314 000 000
2	SANTE PUBLIQUE	266 424 696 909	322 345 000 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES		49 761 000 000
	DEPENSES ATTENDUES	541 914 354 613	720 420 000 000
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	275 489 657 704	348 314 000 000
2	SANTE PUBLIQUE	266 424 696 909	322 345 000 000
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES		49 761 000 000
	SOLDE	.	.

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XIV: SYNTHESE DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU BUDGET 2024

N°	LIBELLE	BUDGET 2023	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
		(EN FC)	(EN FC)
	RECETTES ATTENDUES	1 615 236 769 759	2 899 338 676 940
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	260 169 539 824	554 367 529 380
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	832 756 255 525	1 426 727 369 724
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	59 064 614 273	80 029 542 939
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	26 010 761 950	17 948 229 300
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	10 103 865 951	15 315 968 250
6	FONDS DE CONTREPARTIE	18 187 521 229	-
7	FONDS FORESTIER NATIONAL	17 520 361 612	20 870 630 658
8	CADASTRE MINIER	30 336 212 052	-
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	56 997 850 000	67 937 113 176
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	304 089 787 343	379 000 000 000
11	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	-	296 974 084 921
12	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	-	40 168 208 592
	DEPENSES ATTENDUES	1 615 236 769 759	2 899 338 676 940
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	260 169 539 824	554 367 529 380
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	832 756 255 525	1 426 727 369 724
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	59 064 614 273	80 029 542 939
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONALE	26 010 761 950	17 948 229 300
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	10 103 865 951	15 315 968 250
6	FONDS DE CONTREPARTIE	18 187 521 229	-
7	FONDS FORESTIER NATIONAL	17 520 361 612	20 870 630 658
8	CADASTRE MINIER	30 336 212 052	-
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	56 997 850 000	67 937 113 176
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	304 089 787 343	379 000 000 000
11	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE (FSD-FARDC)	-	296 974 084 921
12	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)	-	40 168 208 592
	SOLDE	-	-

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION

A) Taux de 5% Position tarifaire	
1. Vanille en poudre	0905.20.00
2. Farine de fèves de soja	1208.10.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1702.30.10
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1805.00.00
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	2518.20.00
6. Chaux vive	2522.10.00
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	3402.90.11
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3919.10.00
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crâpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisé pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
11. Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
12. Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
B) Taux de 10% Position tarifaire	
1. Huile de palme brute	1511.10.00
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1902.11.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.19.00
4. Autres ciments Portland	2523.29.00
5. Dentifrices	3306.10.00
6. Ebauches de bouteilles	3923.30.10
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	4011.10.99
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.40.11
9. autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles autres que ceux à base de caoutchouc	4011.40.19
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.99.91
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.99
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4012.11.00
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.12.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.13.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.19.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.20.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.90.00
18. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.11.00
19. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur inférieure de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.12.00
20. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu plombé y compris le fer tendre	7210.20.00
21. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu zingué électriquement	7210.30.00
22. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué, ondulé	7210.41.00
23. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué	7210.49.00
24. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqués revêtu d'oxyde de chrome ou de chrome et oxyde de chrome	7210.50.00
25. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'alliage d'aluminium et de zinc, ondule	7210.61.10
26. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.61.90
27. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, Revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.69.00
28. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, peints, vernis ou revêtus de matières plastiques	7210.70.00
29. Autres produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés d'un largeur de 600 mm ou plus plaqués ou revêtues	7210.90.00
30. Serviettes hygiéniques	9619.00.10



Suite

C). Taux de 20% Position tarifaire	
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles	4803.00.90
7. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
8. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
9. Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
10. Profils en L	7216.21.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION

55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	---- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0%
11.12	---- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0%
11.13	---- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0%
11.14	---- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0%
11.15	---- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0%
11.16	---- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0%
11.17	---- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0%
11.18	---- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0%
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0%
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	---- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0%
11.32	---- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0%
11.33	---- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0%
11.34	---- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0%
11.35	---- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0%
11.36	---- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0%
11.37	--- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0%
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0%
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazéifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre .			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%



00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%
00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
59) 2604.00.00	Minerais de nickel et leurs concentrés.	kg	10%	0%
60) 26.05	Minerais de cobalt et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10% en cobalt	kg	10%	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	10%	0%
61) 2607.00.00	Minerais de plomb et leurs concentrés.	kg	10%	0%
62) 2608.00.00	Minerais de zinc et leurs concentrés.	kg	10%	0%
63) 26.09	Minerais d'étain et leurs concentrés.			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
64) 26.11	Minerais de tungstène et leurs concentrés.			
20.90	-- autres	kg	10%	0%
66) 2614.00.00	Minerais de titane et leurs concentrés.	kg	10%	0%
67) 26.15	Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres .			
	-- de niobium .			
90.11	--- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			
90.21	--- d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	--- d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	--- d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%



90.90	--- autres	kg	10%	0%
68) 26.16	Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
69) 26.17	Autres minerais et leurs concentrés.			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Cassitérites :			
90.11	--- provenant de gîtes primaires obtenues par broyage	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	--- provenant de gîtes primaires et obtenu par broyage	kg	10%	0%
90.29	--- autres	kg	10%	0%
90.30	-- de bismuth	kg	10%	0%
90.40	kg		10%	0%
90.50	kg		10%	0%
90.60	kg		10%	0%
90.70			10%	0%
90.80	-- struverite	kg	10%	0%
	-- autres :			
90.91	--- résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	--- autres minerais	kg	10%	0%
70) 2619.00.00	Scories, laitiers (autres que le laitier granulé),	kg		
	battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.		10%	
				0%
71) 26.20	Scories, cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	-- Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21 00	-- Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
30 00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	-- Autres :			



99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
72) 26.21	Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.			
10.00	-Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
73) 2709.00.00	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.	kg	5%	0%
74) 2716.00.00	Énergie électrique.	1000 kwh	5%	0%
75) 2817. 00.00	Oxyde de zinc et peroxyde de zinc		5%	0%
75) 28.22	Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.			
	- hydroxydes de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
76) 28.30	Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	--- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.13	--- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
77) 28.36	Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40 00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%
50 ;00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60 00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	--- carbonate de cobalt .			
99.11	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%



99.13	---- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	---- autres	kg	10%	0%
	---- Carbonate de cuivre			
99.21	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	---- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	---- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	--- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
78) 44.03	Bois bruts, même écorcés, désaubiérés ou équarris.			
	-- Autres :			
	--- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	---- benge/Mutenye (Guibourtiamolodiama)	m ³	10%	0%
99.12	---- bubinga (Guibourtiademeusei)	m ³	10%	0%
99.13	---- khaya (Khayaanthotheca)	m ³	10%	0%
99.14	---- kotibe (Nesogordoniadewevrei)	m ³	10%	0%
99.15	---- lati (AmphimasPterocarpoides)	m ³	10%	0%
99.16	---- longhi (Gambeya africana)	m ³	10%	0%
99.17	---- mukulungu (AtranellaCongolensis)	m ³	10%	0%
99.18	---- padouk (Pterocarpussoyauxii)	m ³	10%	0%
99.19	---- wenge (MiletiaLaurentii)	m ³	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m ³	10%	0%
	--- autres :			
99.91	---- bois écorcés	m ³	10%	0%
99.92	---- bois désaubiérés	m ³	10%	0%
99.93	---- bois équarris ou semi-équarris	m ³	10%	0%
99.94	---- rondins / grumes LM-B-BC	m ³	10%	0%
99.95	---- bois rabotés ou poncés	m ³	10%	0%
99.99	---- autres	m ³	10%	0%
79) 44.07	Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.			
	-- Autres :			
	--- sciés ou désossés longitudinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	---- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m ³	exempt	0%
29.12	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m ³	exempt	0%
29.13	---- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m ³	exempt	0%
29.19	---- autres	m ³	5%	0%
80) 71.02	Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.			
	- Industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
	- Non industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés:			



31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
81) 71.06	Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Poudres :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
82) 71.08	Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- A usages non monétaires :			
	-- Poudres :			
	--- d'exploitation artisanale :			
11.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
11.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
11.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
11.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	---- autres	kg	3%	0%
	-- Sous autres formes brutes :			
	--- d'exploitation artisanale :			
12.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
12.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
12.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
12.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	---- autres	kg	3%	0%
83) 71.10	Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.			
	- Platine :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Palladium			
	-- Sous formes brutes ou en poudre			
21.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			



31.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
41.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	--- autres	kg	10%	0%
84) 72.04	Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	-- D'aciers inoxydables	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	5%	0%
85) 72.24	Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
86) 74.01	Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre).			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
87) 74.02	Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5%	0%
00.90	- Cuivre blister kg		5%	0%
	- Cuivre noir kg			
	- Autres			
87) 74.03	Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			
11 10	--- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	--- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	--- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	--- nodules et scraps			
11.41	---- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11 42	---- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	--- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%



13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	--- lingots ou lingots- bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
88) 74.04	Déchets et débris de cuivre.			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
89) 74.05	Alliages mères de cuivre.			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	-autres	kg	10%	0%
90) 74.06	Poudres et paillettes de cuivre.			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
91) 75.02	Nickel sous forme brute.			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
92) 78.01	Plomb sous forme brute.			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%
93) 78.02	Déchets et débris de plomb.			
	- débris			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets .			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
94) 78.04	Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.			



	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
95) 79.01	Zinc sous forme brute.			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
96) 79.03	Poussières, poudres et paillettes, de zinc.			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
97) 80.01	Étain sous forme brute.			
10.00	- Étain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
98) 8002.00.00	Déchets et débris d'étain.	kg	10%	0%
99) 81.05	Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	--- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	--- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40% en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt séparateur magnétique :			
20.21	--- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	--- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	--- autres	kg	10%	0%
20.90	---- mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granulés d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	--- autres	kg	10%	0%



	-- alliages cobalt-nickel en lingots, en granulés ou en poudre:			
90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	--- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
100) 8106.00.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.	kg	5%	0%
101) 81.07	Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
102) 81.08	Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
103) 81.09	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
104) 81.12	Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.			
	- Béryllium :			
12.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
19.00	--Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			
	-- Autres.			
51.00	-- Sous forme brute, poudres	kg	5%	0%
52.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	-- Autres	kg	5%	0%



	- Autres :			
	--- sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	--- autres	kg	5%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	--- autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 11 décembre 2023

Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWIZYA
Directeur de Cabinet




ANNEXE XVII: TAUX DES DROITS D'ACCISES APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT CODE DES ACCISES TELLE QUE MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA PRESENTE LOI.

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
I.	MARCHANDISES	
1.	agents de surface organiques autres que les savons	10%
2.	alcool éthylique dénaturé de tous titres:	
i.	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à usage médicaux	5%
ii.	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médicaux	10%
3	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à tous autres usages industriels	10%
4	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol	10%
5	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
6	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques	10%
7	articles de literie et articles similaires (matelas, couvre pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires	10%
8	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques	10%
9	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol	15%
10	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol	45%
11	autres ouvrages en matières plastiques	10%
12	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
13	autres produits pour pipes à eau	60%
14	autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués	60%
15	baignoires, douches, éviers, lavabos, bidets, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques	10%
16	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc	10%
17	bières de malt :	
i.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	24%
ii.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus	28%
18	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%
19	bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques	10%
20	cartouche pour cigarettes électroniques	60%
21	chambres à air, en caoutchouc	10%
22	cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	60%
23	cigarettes électroniques	60%
24	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées	10%
25	courroies transporteuses ou de transmission, en caoutchouc vulcanisé	10%
26	dentifrices	5%
27	dépilatoires	20%
28	désodorisants corporels et antisudoraux	20%
29	désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
30	eaux - de - vie dénaturées de tous titres	80%
31	eaux - de - vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses	80%
32	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non	5%
33	essences, avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant, gasoils et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel :	
i.	essences et gasoils et autres produits	25%
ii.	avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant	15%
iii.	huiles de graissage et lubrifiants	10%
34	extraits et sauces de tabac	60%
35	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés	15%
36	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation	15%
37	laques pour cheveux	15%
38	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions	10%
39	mélanges de boissons fermentées	45%
40	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques	45%
41	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool	45%
42	papiers, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents	10%
43	parfums et eaux de toilette	20%
44	pipe à eau	80%
45	plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires	10%
46	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc	10%
47	préparations capillaires autres que les shampooings	15%
48	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%
49	préparations lubrifiantes, y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démolage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%



Suite

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
50	préparations pour bain	20%
51	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer	15%
52	préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent	15%
53	préparations pour le pré-rasage, le rasage ou l'après-rasage	15%
54	préparations pour manucures ou pédicures	15%
55	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux	20%
56	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau	10%
66	succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac	60%
67	tabac pressé ou saucé, utilisé pour la fabrication du tabac à priser	60%
68	tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »	60%
69	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple)	10%
70	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels	10%
71	vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques	10%
72	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés	10%
73	véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés	10%
74	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	45%
75	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool	45%
76	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés	10%
77	bières sans alcool	15%
78	autres eaux conditionnées pour la table	5%
79	autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes	15%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XVIII : MODIFICATION DU TARIF DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION

Suite

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
2930.10.00	Thiocomposés organiques. - 2-(N,N-Diméthylamino) éthanethiol	5%
2932.96.00	Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'oxygène exclusivement. -- Carbofurane (ISO)	5%
2934.92.00	Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques. -- Autres fentanylis et leurs derives	5%
3911.20.00	Résines de pétrole, résines de coumarone-indène, polyterpènes, polysulfures, polysulfones et autres produits mentionnés dans la Note3 du présent Chapitre, non dénommés ni compris ailleurs, sous formes primaires. - Poly (1,3-phénylène méthylphosphonate)	5%
8106 10.00 90.00	Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris - Contenant plus de 99,99 % en poids de bismuth - Autres	5%
8109 21.00 29.00 31.00 39.00	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris. - Zirconium sous forme brute; poudres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres - Déchets et débris : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	5%
8112 31.00 41.00 61.00	Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris. - Hafnium (celtium) : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Rhénium : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Cadmium : -- Déchets et débris	5%
8428.70.00	Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention (ascenseurs, escaliers mécaniques, transporteurs, téléphériques, par exemple). - Robots industriels	5%
8462 11.00	Machines (y compris les presses) à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets pour le travail des métaux (à l'exclusion des laminoirs); machines (y compris les presses, les lignes de refendage et les lignes de découpe à longueur) à rouler, cintrer, plier, dresser, planer, cisailier, poinçonner, gruger ou à grignoter les métaux (à l'exclusion des bancs à étirer); presses pour le travail des métaux ou des carbures métalliques, autres que celles visées ci-dessus. - Machines pour le travail à chaud (y compris les presses) à forger par matriçage ou à forgeage libre ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets : -- Machine pour le forgeage à matrice fermée -- Autres - Machines (y compris les presses plieuses) à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour produits plats : -- Machines de formage des profilés -- Presses plieuses, à commande numérique -- Presses à panneaux, à commande numérique -- Machines à profiler à galets, à commande numérique -- Autres machines à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique. - Lignes de refendage, lignes de découpe à longueur et autres machines (à l'exclusion des presses) à cisailier, autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailier, pour produits plats :	5%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
19.00 22.00 23.00 24.00 25.00 26.00 32.00 33.00 42.00 8479.83.00	-- Lignes de refendage et lignes de découpe à longueur -- Machines à cisailer, à commande numérique - Machines (à l'exclusion des presses) à poinçonner, à gruger ou à grignoter, pour produits plats, y compris les machines combinées à poinçonner et à cisailer : -- A commande numérique - Machines pour travailler les tubes, tuyaux, profilés creux, profilés et barres (à l'exclusion des presses): -- A commande numérique -- Autres - Presses à froid à métaux : -- Presses hydrauliques -- Presses mécaniques -- Servopresses -- Autres - Autres -- Presses isostatiques à froid	5%
8485 10.00 20.00 30.00 80.00 90.00	Machines pour la fabrication additive. - Par dépôt métallique - Par dépôt de matières plastiques ou de caoutchouc - Par dépôt de plâtre, de ciment, de céramique ou de verre - Autres - Parties	5%
8514 11.00 19.00 31.00 32.00 39.00	Fours électriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques; autres appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques. - Fours à résistance (à chauffage indirect) : -- Presses isostatiques à chaud -- Autres - Autres fours : -- Fours à faisceau d'électrons -- Fours à plasma et fours à arc sous vide -- Autres	5%
8525 81.00 82.00 83.00 89.00	Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils photographiques numériques et caméscopes. - Caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes : -- Ultrarapides, mentionnés dans la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres, résistants aux rayonnements, mentionnés dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres, à vision nocturne, mentionnés dans la Note 3 de sous-positions du présent Chapitre -- Autres	5%
8543.40.00		5%
8701	Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09). - Tracteurs routiers pour semi- remorques :	5%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Taxe</i>
21.00	<ul style="list-style-type: none"> -- Uniquement à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi- diesel) -- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique 	5%
22.00	<ul style="list-style-type: none"> -- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique 	
23.00	<ul style="list-style-type: none"> -- Uniquement à moteur électrique pour la propulsion 	
24.00	<ul style="list-style-type: none"> -- Autres 	
29.00		
8704	<p>Véhicules automobiles pour le transport de marchandises.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique : -- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes - Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique : -- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes - Autres, uniquement à moteur électrique pour la propulsion - Autres 	5%
41.00		
42.00		
43.00		
51.00		
52.00		
60.00 90.00		
8806	<p>Véhicules aériens sans pilote.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conçus pour le transport de passagers - Autres, conçus uniquement pour être téléguidés : -- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g -- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg -- Autres - Autres : -- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g -- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg -- Autres 	5%
10.00		
21.00		
22.00		
23.00		
24.00		
29.00		
91.00		
92.00		
93.00		
94.00 99.00		
8807	<p>Parties des appareils des n°s 88.01, 88.02 ou 88.06.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hélices et rotors, et leurs parties - Trains d'atterrissage et leurs parties - Autres parties d'avions, d'hélicoptères ou de véhicules aériens sans pilote - Autres 	5%
10.00		
20.00		
30.00 90.00		
9027	<p>Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, refractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Autres instruments et appareils : -- Spectromètres de masse -- Autres 	5%
81.00		
89.00		
309	<p>Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, propres à l'alimentation humaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> - De poisson - Autres 	10%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
10.00 90.00		
1515.60.00	Autres graisses et huiles végétales ou d'origine microbienne (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées. - Graisses et huiles d'origine microbienne et leurs fractions	10%
3006.93.00	Préparations et articles pharmaceutiques -- Placebos et trousse pour essais cliniques masqués (ou à double insu), destinés à un essai clinique reconnu, présentés sous forme de doses	10%
3204.18.00	Matières colorantes organiques synthétiques, même de constitution chimique définie; préparations visées à la Note 3 du présent Chapitre, à base de matières colorantes organiques synthétiques; produits organiques synthétiques des types utilisés comme agents d'avivage fluorescents ou comme luminophores, même de constitution chimique définie. -- Matières colorantes caroténoïdes et préparations à base de ces matières	10%
3816.00.00	Ciments, mortiers, bétons et compositions similaires réfractaires y compris les pisés de dolomie, autres que les produits du n° 38.01.	10%
3822.11.00	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même sur un support, même présentés sous forme de trousse, autres que ceux du n° 30.06; matériaux de référence certifiés. -- Pour le paludisme	10%
3824.89.00	Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs. -- Contenant des paraffines chlorées à chaîne courte	10%
4402.20.00	Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré. - De coques ou de noix	10%
81.03 91.00 99.00	Tantale et ouvrages en tantale, y compris les déchets et débris. - Autres : -- Creusets -- Autres	10%
8109 91.00 99.00	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris. - Autres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	10%
8112 39.00 49.00 69.00	Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris. - Hafnium (celtium) : -- Autres - Rhénium : -- Autres - Cadmium : -- Autres	10%
8419	Appareils, dispositifs ou équipements de laboratoire, même chauffés électriquement (à l'exclusion des fours et autres appareils du n° 85.14), pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température telles que le chauffage, la cuisson, la torréfaction, la distillation, la rectification, la stérilisation, la pasteurisation, l'étuvage, le séchage, l'évaporation, la vaporisation, la condensation ou le refroidissement, autres que les appareils domestiques; chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation. - Chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation :	10%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
12.00 33.00 34.00 35.00	-- Chauffe-eau solaires - Séchoirs : -- Appareils de lyophilisation, appareils de cryodessiccation et séchoirs à pulvérisation -- Autres, pour produits agricoles -- Autres, pour le bois, la pâte à papier, le papier ou le carton	10%
8421.32.00	Centrifugeuses, y compris les essoreusescentrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz. - Appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz : -- Convertisseurs catalytiques et filtres à particules, même combinés, pour l'épuration ou la filtration des gaz d'échappement des moteurs à allumage par étincelles ou par compression.	10%
8517 13.00 14.00 71.00 79.00	Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n°s 84.43, 85.25, 85.27 ou 85.28. - Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil : -- Téléphones intelligents -- Autres téléphones pour réseaux cellulaires ou autres réseaux sans fil - Parties : -- Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles -- Autres	10%
8539 51.00 52.00	Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits « phares et projecteurs scellés » et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc; sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED). - Sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED): -- Modules à diodes émettrices de lumière (LED) -- Lampes et tubes à diodes émettrices de lumière (LED)	10%
8541	Dispositifs à semi-conducteur (par exemple, diodes, transistors, transducteurs à semi-conducteur); dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED), même assemblées avec d'autres diodes émettrices de lumière (LED); cristaux piézo-électriques montés. - Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED) : -- Diodes émettrices de lumière (LED) -- Cellules photovoltaïques non assemblées en modules ni constituées en panneaux -- Cellules photovoltaïques assemblées en modules ou constituées en panneaux	10%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
41.00 42.00 43.00 49.00 51.00 59.00	-- Autres - Autres dispositifs à semi-conducteur : -- Transducteurs à semi-conducteur -- Autres	10%
8708.22.00	Parties et accessoires des véhicules automobiles des n°s 87.01 à 87.05. - Autres parties et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) : -- Pare-brises, vitres arrières et autres glaces visés à la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	10%
24.04.	Produits contenant du tabac, du tabac reconstitué, de la nicotine ou des succédanés de tabac ou de nicotine, destinés à une inhalation sans combustion; autres produits contenant de la nicotine, destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain.	20%
36.03 10.00 20.00 30.00 40.00 50.00 60.00	Mèches de sûreté; cordeaux détonants; amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs électriques. - Mèches de sûreté - Cordeaux détonants - Amorces fulminantes - Capsules fulminantes - Allumeurs - Détonateurs électriques	20%
4401 32.00 41.00 49.00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, granulés ou sous formes similaires. -- Briquettes de bois -- Sciures -- Autres	20%
4407 13.00 14.00 23.00	Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm. -- De E-P-S (<i>épicéa (Picea spp.)</i> , <i>pin (Pinus spp.)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i>) -- De Hem-fir (<i>hemlock de l'Ouest (Tsuga heterophylla)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i>) -- Teak	20%
4412 41.00 42.00 49.00 51.00 52.00 59.00 91.00 92.00 99.00	Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires. - Bois de placage stratifié (lamibois (LVL)) : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères - A âme panneautée, lattée ou lamellée : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères - Autres : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois autres que de conifères	20%
4414 10.00 90.00	Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires. - En bois tropicaux - Autres	20%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
4418 11.00 19.00 21.00 29.00 30.00 81.00 82.00 83.00 89.00 92.00	Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux assemblés pour revêtement de sol et les bardeaux («shingles» et «shakes»), en bois. - Fenêtres, portes-fenêtres et leurs cadres et chambranles : -- En bois tropicaux -- Autres - Portes et leurs cadres, chambranles et seuils : -- En bois tropicaux -- Autres - Poteaux et poutres autres que les produits des n°s 4418.81 à 4418.89 - Bois d'ingénierie structural : -- Bois lamellé-collé (BLC) -- Bois lamellé croisé (CLT ou X-lam) -- Poutres en I -- Autres - Autres : -- Panneaux cellulaires en bois	20% 20%
4419.20.00	Articles en bois pour la table ou la cuisine. - En bois tropicaux	20%
4420 11.00 19.00	Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuette et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du Chapitre 94. - Statuettes et autres objets d'ornement : -- En bois tropicaux -- Autres	20%
4421.20.00	Autres ouvrages en bois. - Cercueils	20%
5703 21.00 29.00 31.00 39.00	Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles (y compris le gazon), touffetés, même confectionnés. - De nylon ou d'autres polyamides : -- Gazon -- Autres - D'autres matières textiles synthétiques ou de matières textiles artificielles : -- Gazon -- Autres	20%
5802.10.00	Tissus bouclés du genre éponge, autres que les articles du n° 58.06; surfaces textiles touffetées, autres que les produits du n° 57.03. - Tissus bouclés du genre éponge, en coton	20%
6815 11.00 12.00 13.00 19.00	Ouvrages en pierres ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs. - Fibres de carbone; ouvrages en fibres de carbone pour usages autres qu'électriques; autres ouvrages en graphite ou autre carbone pour usages autres qu'électriques : -- Fibres de carbone -- Textiles en fibres de carbone -- Autres ouvrages en fibres de carbone -- Autres	20%
7019	Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, stratifils (rovings), tissus, par exemple). - Etoffes liées mécaniquement : -- Tissus de stratifils (rovings) à maille fermée	20%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
61.00 62.00 63.00 64.00 65.00 66.00 69.00 71.00 72.00 73.00 80.00	-- Autres étoffes de stratifils (rovings) à maille fermée -- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile non enduits ni stratifiés -- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile, enduits ou stratifiés -- Tissus à maille ouverte d'une largeur n'excédant pas 30 cm -- Tissus à maille ouverte d'une largeur excédant 30 cm -- Autres - Etoffes liées chimiquement : -- Voilles (fines couches) -- Autres étoffes à maille fermée -- Autres étoffes à maille ouverte - Laine de verre et ouvrages en ces matières	20%
7104 21.00 29.00 91.00 99.00	Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport. - Autres, brutes ou simplement sciées ou dégrossies : -- Diamants -- Autres - Autres : -- Diamants -- Autres	20%
7419 20.00 80.00	Autres ouvrages en cuivre. - Coulés, moulés, estampés ou forgés, mais non autrement travaillés - Autres	20%
8414.70.00	Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes; enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz, même filtrantes. - Enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz	20%
8524 11.00 12.00 19.00 91.00 92.00 99.00	Modules d'affichage à écran plat, même comprenant des écrans tactiles. - Sans pilotes ni circuits de commande : -- A cristaux liquides -- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) -- Autres - Autres : -- A cristaux liquides -- A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) -- Autres	20%
8549 11.00 12.00 13.00 14.00 19.00	Déchets et débris électriques et électroniques. - Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques ; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage : -- Déchets et débris d'accumulateurs au plomb et à l'acide; accumulateurs au plomb et à l'acide hors d'usage -- Autres, contenant du plomb, du cadmium ou du mercure -- Triés par type de composant chimique et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure -- En vrac et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure -- Autres - Des types utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) -- Autres - Autres assemblages électriques et électroniques et les cartes de circuits imprimés : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB)	20%



CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
21.00	-- Autres - Autres : -- Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs au mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) -- Autres	20%
29.00 31.00 39.00 91.00 99.00		20%
9004 20.00 40.00	Sommiers ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non. - Matelas : - Couvre-pieds, couvre-lits, édredons et couettes	20%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE XIX : SPECIFICITES, ESPECES ET TAUX APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES
VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT
CODE DES ACCISES**

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION
ALCOOLS ET BOISSONS		DA
ALCOOLS	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à usage médical ;	5%
	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médical ;	10%
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à tous usages industriels	10%
	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol .	10%
	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
	eaux - de - vie dénaturées de tous litres;	80%
BOISSONS	BIERES	
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	24%
	bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus.	28%
	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol, Bières sans alcools ;	15%
		15%
	BIERES SANS ALCOOL	
	AUTRES BOISSONS FERMENTEES ou NON.	
	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol .	45%
	mélanges de boissons fermentées .	45%
	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques .	45%
	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool ;	45%
	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	45%
	vins de raisins, y compris les vins enrichis en alcool.	45%
	BOISSONS ALCOOLISEES ET DISTILLEES OU SPIRITUEUSES	
	eaux - de - vie, liqueurs, whisky et autres boissons spiritueuses ;	80%
	Eaux MINERALES	
	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non.	5%
	Eaux de table et autres eaux conditionnées pour la table	
	LIMONADES, JUS ET AUTRES BOISSONS NON ALCOOLIQUES	
	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%
	Autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes	10%
	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation	
		10%
	Jus de tout fruit naturel d'une valeur Brix n'excédant pas 20	5%
TABACS FABRIQUES, PRODUITS DU TABAC, LES SUCCEDANES DU TABACS AINSI QUE LES PRODUITS ET INSTRUMENTS OU AUTRES DISPOSITIFS SERVANT A FUMER, SUCER, CHIQUER OU PRISER.		
	autres produits pour pipes à eau .	60%
	autres tabacs et succédanés de tabac façonnés .	60%
	cartouche pour cigarettes électroniques .	60%
	cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac;	60%
	cigarettes électroniques	60%
	extraits et saucés de tabac	60%
	pipe à eau	60%
	succédanés de tabac façonnés ne contenant pas de tabac	60%
	tabac pressé ou saucé utilisé pour la fabrication du tabac à priser	60%
	"tabacs homogénéisés" ou "reconstitués"	60%
COSMETIQUES, PRODUITS DE PARFUMERIE ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN		
COSMETIQUES ET AUTRES PRODUITS D'ENTRETIEN	agents de surface organiques autres que les savons	10%
	préparations tensio-actives préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau	10%
	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon,	10%
	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon .	10%
	Savons.	10%
	crayons et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à recréer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées .	10%
	laques pour cheveux .	15%



Suite

DESIGNATION DES PRODUITS	ESPECES	TAUX D'IMPOSITION
	préparations capillaires autres que les shampoings ;	15%
	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer ;	15%
	préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent ;	15%
	préparations pour le présilage, le rasage ou l'après-rasage ;	15%
	préparations pour manucures ou pédicures ;	15%
	produits de beauté ;	15%
	produits de maquillage ;	15%
	shampoings ;	15%
	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%
	désodorisants corporels et antisudoraux ;	20%
	désodorisants corporels, préparations pour bain, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;	20%
	parfums et eaux de toilette ;	20%
	préparations pour bain ;	20%
	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux ;	20%
ARTICLES ET OUVRAGES EN CAOUTCHOUC		
	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc ;	10%
	chambres à air, en caoutchouc ;	10%
	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc ;	10%
	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple) ;	10%
HUILES MINERALES		
	LUBRIFIANTS ET HUILES DE DEGRAISSAGE	
	huiles de graissage et lubrifiants contenant ou non du biodiesel ;	10%
	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions ;	10%
	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelettes ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;	10%
	préparations lubrifiantes, y compris à usage industriel et les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;	10%
	PRODUITS PETROLIERS	
	avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant contenant ou non du biodiesel ;	15%
	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés ;	15%
	essences et gazols et autres produits contenant ou non du biodiesel ;	25%
VEHICULES		
	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés ;	10%
	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés ;	10%
	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés ;	10%
SERVICES DES TELECOMMUNICATIONS ET DE TECHNOLOGIES DE COMMUNICATION ET DE L'INFORMATION		
	accès à internet ;	10%
	Data ;	10%
	Messagerie ;	10%
	Voix ;	10%
	Allocation d'une liaison spécialisée (tous les services issus de cette allocation) utilisée ou non mais facturée ;	10%
	Services à valeur ajoutée fournis à titre onéreux ou non ;	10%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE XX : NOMENCLATURE DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES DU SECTEUR DES PTNTIC TELLE QUE
MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA PRESENTE LOI

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Fait générateur
1	Taxe d'homologation : - des équipements terminaux - installations radioélectriques	Demande d'homologation des équipements terminaux et installations radioélectriques
2	Taxe de licence de : A. réseau et services des Télécommunications (Téléphonie, Internet, Télédistribution) ; B. infrastructures de réseau : - Etablissement, détention et exploitation d'infrastructures de réseau (réseau VSAT, réseau faisceaux hertziens, réseau fibre optique) - Activité de gestion et du partage des infrastructures passives des télécommunications par un non exploitant de réseau. C. services et des applications (réseaux mobiles virtuels ; (MVNO), Internet (VNO, sans réseau propre), Voix sur IP (VoIP), services à valeur ajoutée, carrier et autres ; D. établissement ou d'exploitation d'une station de radiodiffusion sonore et Télévisuelle ; E. réseau d'infrastructures de base	Demande de licence
3	Taxe d'assignation de fréquences additionnelles liées à la concession, par MHZ	Demande des fréquences additionnelles
4	Taxe d'autorisation de : A. détention, installation et exploitation de : - stations radioélectriques privées (REP), 1 ^{ère} à 8 ^{ème} catégorie - stations terrestres de toutes catégories ou terminaux satellitaires B. installateur ou constructeur d'équipements des télécommunications C. détention, installation et exploitation du réseau Trunking D. détention, d'installation et d'exploitation de Boucle Local Radio (BLR), Boucle local câblé (BLC) et Borne Internet E. création des sites web Start up, agrégation et intégration des applications, applications mobiles, service des contenus. F. détention, d'installation et d'exploitation de : - réseaux temporaires, expérimentaux, virtuels - faisceaux hertziens G. commercialisation des services supports	Demande d'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation, de construction, de commercialisation, de création des sites web, agrégation et intégration des applications mobiles service des contenus.
5	Taxe d'autorisation de revente des capacités satellitaires	Demande d'autorisation de revente
6	Droits sur la déclaration de : - distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public - exploitation des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance dans les espaces fermés ou ouverts au public - réseau indépendant à fibre optique ou avec autre support - détention et d'exploitation d'un PABX, IPABX, serveur dédié et serveur non dédié - monteur, d'équipement de télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - monteur de réseau de télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - Importateur, exportateur, vendeur ou réparateur d'équipements des télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - équipements des télécommunications et technologies de l'information et de la communication établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales ; - cyber café et hot spot - télé centres et points d'échange internet communautaires - services à valeur ajoutée	Demande d'agrément de distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public, des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance, d'un réseau indépendant, d'équipements des télécommunications installés ou établis à bord de navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales, monteur d'équipements ou de réseaux, importateur, exportateur, vendeur ou réparateur d'équipements, d'exploitation de cyber café et hot spot ; télé centres et points d'échange internet communautaires ; des services à valeur ajoutée et autres
7	Taxe sur l'autorisation d'exploitation : - du service courrier professionnel - du service courrier amateur - messagerie financière ou transfert des fonds	Demande d'autorisation d'exploitation
8	Taxe sur la révision du titre obtenu de télécommunications ou de service postal	Demande de révision du titre obtenu de télécommunication ou de service postal
9	Taxe sur le renouvellement du titre obtenu des télécommunications et technologies de l'information et de la communication	Demande de renouvellement d'un titre obtenu des Télécommunications et technologies de l'information et de la communication ou de service postal
10	Duplicata du titre obtenu des télécommunications et technologies de l'information et de la communication ou de service postal	Demande de duplicata
	Redevance annuelle sur A. la licence de réseau et service des télécommunications (Téléphonie, Internet, Télédistribution)	



N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Fait générateur
11	<p>a. Téléphonie fixe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Câblé, à fibre optique : chiffres d'affaires - Sans fil : <p>§ chiffres d'affaires § fréquences</p> <p>b. Téléphonie mobile (2G, 3G, 4G, 5G) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre d'affaires - fréquences <p>c. Téléphonie mobile en milieu rural :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre d'affaires - fréquences <p>d. Télé-centre (téléphonie communautaire)</p> <ul style="list-style-type: none"> - chiffre d'affaires <p>d. Internet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre d'affaires - Fréquences <p>e. Télédistribution (des signaux radio et télévision par câble, onde radio ou satellite) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre d'affaires <p>D. la licence d'établissement et d'exploitation d'une station de radiodiffusion sonore ou Télévisuelle ; E. réseau d'infrastructures de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture des capacités de transport par fibre optique ou par satellite, - Station d'atterrage ou Centre de transit international, - autres. 	<p style="text-align: right;"><i>Suite</i></p> <p>Réalisation de chiffres d'affaires et/ou détention des fréquences</p>
12	<p>Redevance annuelle sur :</p> <p>A. l'exploitation de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stations radioélectriques privées (REP) - stations terriennes de toutes catégories ou terminaux satellitaires <p>B. l'installateur et constructeur d'équipements des télécommunications ;</p> <p>C. la revente des capacités satellitaires</p> <p>D. l'exploitation du réseau Trunking</p> <p>E. l'exploitation de Boucle Locale Radio (BLR), boucle locale câblé et borne internet dans les espaces ouverts au public par les privés</p> <p>F. la création des sites web, agrégation et intégration des applications, applications mobiles, service des contenus.</p> <p>G. - les réseaux temporaires, expérimentaux, virtuels, - les faisceaux hertziens.</p> <p>H. la commercialisation des services supports (par les opérateurs et les Etablissements ouverts au public)</p>	Exploitation, détention des
13	<p>Redevance annuelle sur l'agrément de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public - exploitation des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance dans les espaces fermés ou ouverts au public ; - réseau indépendant à fibre optique ou avec autre support, - détention et exploitation d'un PABX, IPABX, serveur dédié et serveur non dédié, - cyber café ; - hot spot ; - télé centres et points d'échange internet communautaires ; <p>- services à valeur ajoutée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Monteur d'équipement de télécommunications et technologies de l'information et de la communication, - Monteur de réseau de télécommunications et technologies de l'information et de la communication, 	Distribution ou Exploitation
14	<p>Exploitation de services ou réalisation du chiffre d'affaires</p> <ul style="list-style-type: none"> - service courrier amateur, - de la messagerie ou transfert des fonds 	

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



Suite

**ANNEXE XXI: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE
DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE**

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	BUDGET 2023 (EN FC)	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
01	BAS-UELE		
011100	TERRITOIRE D'AKETI	36 613 475 054	33 299 194 000
011200	TERRITOIRE D'ANGO	6 098 758 064	5 546 694 000
011300	TERRITOIRE DE BAMBESA	6 103 610 625	5 551 107 000
011400	TERRITOIRE DE BONDO	6 104 520 480	5 551 934 000
011500	TERRITOIRE DE BUTA	6 091 479 225	5 540 074 000
011600	TERRITOIRE DE POKO	6 109 676 325	5 556 623 000
		6 105 430 335	5 552 762 000
02	EQUATEUR		
021100	TERRITOIRE DE BASANKUSU	42 676 445 490	38 813 340 000
021200	TERRITOIRE DE BIKORO	6 098 151 495	5 546 142 000
021300	TERRITOIRE DE BOLOMBA	6 096 028 500	5 544 211 000
021400	TERRITOIRE DE BOMONGO	6 099 667 920	5 547 521 000
021500	TERRITOIRE DE INGENDE	6 096 938 355	5 545 039 000
021600	TERRITOIRE DE LUKOLELA	6 098 454 780	5 546 418 000
021700	TERRITOIRE DE MAKANZA	6 096 331 785	5 544 487 000
		6 090 872 655	5 539 522 000
03	HAUT-KATANGA		
031100	TERRITOIRE DE KAMBOVE	36 633 491 865	33 317 397 000
031200	TERRITOIRE DE KASENGA	6 111 496 035	5 558 278 000
031300	TERRITOIRE DE KIPUSHI	6 109 979 610	5 556 899 000
031400	TERRITOIRE DE MITWABA	6 112 405 890	5 559 106 000
031500	TERRITOIRE DE PWETO	6 104 520 480	5 551 934 000
031600	TERRITOIRE DE SAKANIA	6 106 946 760	5 554 141 000
		6 088 143 090	5 537 039 000
04	HAUT-LOMAMI		
041100	TERRITOIRE DE BUKAMA	31 404 555 180	28 561 790 000
041200	TERRITOIRE DE KABONGO	6 101 487 630	5 549 176 000
041300	TERRITOIRE DE KAMINA	6 113 012 460	5 559 658 000
041400	TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE	6 125 143 860	5 570 691 000
041500	TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU	6 095 725 215	5 543 935 000
		6 969 186 015	6 338 330 000
05	HAUT-UELE		
051100	TERRITOIRE DE DUNGU	36 609 532 350	33 295 608 000
051200	TERRITOIRE DE FARADJE	6 101 790 915	5 549 452 000
051300	TERRITOIRE DE NIANGARA	6 091 782 510	5 540 349 000
051400	TERRITOIRE DE RUNGU	6 090 266 085	5 538 970 000
051500	TERRITOIRE DE WAMBA	6 113 012 460	5 559 658 000
051600	TERRITOIRE DE WATSA	6 111 192 750	5 558 003 000
		6 101 487 630	5 549 176 000
06	ITURI		
061100	TERRITOIRE D'ARU	30 519 834 015	27 757 154 000
061200	TERRITOIRE DE DJUGU	6 092 161 010	5 540 694 000
061300	TERRITOIRE D'IRUMU	6 108 463 185	5 555 520 000
061400	TERRITOIRE DE MAHAGI	6 118 774 875	5 564 898 000
061500	TERRITOIRE DE MAMBASA	6 099 250 600	5 547 142 000
		6 101 184 345	5 548 900 000
07	KASAI		
071100	TERRITOIRE DE DEKESE	30 450 459 937	27 694 059 000
071200	TERRITOIRE D'ILEBO	6 090 266 085	5 538 970 000
071300	TERRITOIRE DE KAMONIA	6 094 208 790	5 542 556 000
071400	TERRITOIRE DE LUEBO	6 069 036 075	5 519 662 000
071500	TERRITOIRE DE MWEKA	6 099 707 347	5 547 557 000
		6 097 241 640	5 545 314 000



CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	BUDGET 2023 (EN FC)	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
08	KASAI-ORIENTAL	30 480 749 070	27 721 607 000
081100	TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA	6 086 626 665	5 535 660 000
081200	TERRITOIRE DE KATANDA	6 106 643 475	5 553 865 000
081300	TERRITOIRE DE LUPATAPATA	6 094 512 075	5 542 832 000
081400	TERRITOIRE DE MIABI	6 092 995 650	5 541 453 000
081500	TERRITOIRE DE TSHILENGE	6 099 971 205	5 547 797 000
09	KONGO CENTRAL	61 308 607 823	55 758 903 000
091100	TERRITOIRE DE KASANGULU	6 104 672 123	5 552 072 000
091200	TERRITOIRE DE KIMVULA	6 102 397 485	5 550 004 000
091300	TERRITOIRE DE LUKULA	6 108 159 900	5 555 244 000
091400	TERRITOIRE DE LUOZI	6 133 029 270	5 577 863 000
091500	TERRITOIRE DE MADIMBA	6 104 823 765	5 552 210 000
091600	TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU	6 108 159 900	5 555 244 000
091700	TERRITOIRE DE MOANDA	6 096 938 355	5 545 039 000
091800	TERRITOIRE DE SEKE BANZA	6 105 430 335	5 552 762 000
091900	TERRITOIRE DE SONGOLOLO	6 293 467 035	5 723 777 000
092000	TERRITOIRE DE TSHELA	6 151 529 655	5 594 688 000
111300	TERRITOIRE DE IDIOFA	6 092 692 365	5 541 177 000
111400	TERRITOIRE DE GUNGU	6 103 082 909	5 550 627 000
111500	TERRITOIRE DE MASIMANIMBA	6 089 962 800	5 538 694 000
12	LOMAMI	30 487 694 963	27 727 924 000
121100	TERRITOIRE DE KABINDA	6 099 667 980	5 547 521 000
121200	TERRITOIRE DE KAMIJI	6 092 995 650	5 541 453 000
121300	TERRITOIRE DE LUBAO	6 099 061 350	5 546 969 000
121400	TERRITOIRE DE LUILU	6 100 274 490	5 548 073 000
121500	TERRITOIRE DE NGANDAJIKA	6 095 695 493	5 543 908 000
13	LUALABA	30 525 938 535	27 762 633 000
131100	TERRITOIRE DE DILOLO	6 094 815 360	5 543 108 000
131200	TERRITOIRE DE KAPANGA	6 136 365 405	5 580 823 000
131300	TERRITOIRE DE LUBUDI	6 103 610 625	5 551 107 000
131400	TERRITOIRE DE MUTSHATSHA	6 097 848 210	5 545 866 000
131500	TERRITOIRE DE SANDOA	6 093 298 935	5 541 729 000
14	KASAI CENTRAL	31 494 168 619	28 643 290 000
141100	TERRITOIRE DE DEMBA	6 518 201 220	5 928 168 000
141200	TERRITOIRE DE DIBAYA	6 235 994 528	5 671 507 000
141300	TERRITOIRE DE DIMBELENGE	6 635 261 951	6 034 633 000
141400	TERRITOIRE DE KAZUMBA	6 002 010 150	5 458 703 000
141500	TERRITOIRE DE LUIZA	6 102 700 770	5 550 279 000
15	MAI-NDOMBE	53 815 159 989	48 943 767 000
151100	TERRITOIRE DE BOLOBO	6 991 929 363	6 359 014 000
151200	TERRITOIRE D'INONGO	6 229 939 246	5 666 000 000
151300	TERRITOIRE DE KIRI	6 991 929 363	6 359 014 000
151400	TERRITOIRE DE KUTU	6 991 929 363	6 359 014 000
151500	TERRITOIRE DE KWAMOUTH	6 991 929 363	6 359 014 000
151600	TERRITOIRE DE MUSHIE	6 997 498 956	6 364 080 000
151700	TERRITOIRE D'OSHWI	6 312 786 965	5 741 348 000
151800	TERRITOIRE DE YUMBI	6 307 217 370	5 736 283 000
16	MANIEMA	42 844 846 913	36 300 553 000
161100	TERRITOIRE KABAMBARE	6 100 274 490	5 168 494 000
161200	TERRITOIRE DE KAILO	6 105 733 620	5 173 119 000
161300	TERRITOIRE DE KASONGO	6 150 316 515	5 210 893 000
161400	TERRITOIRE DE KIBOMBO	6 085 413 525	5 155 903 000
161500	TERRITOIRE DE LUBUTU	6 238 953 983	5 285 991 000
161600	TERRITOIRE DE PANGI	6 111 496 035	5 178 002 000
161700	TERRITOIRE DE PUNIA	6 052 658 745	5 128 151 000
17	MONGALA	18 411 219 210	16 744 620 000



CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	BUDGET 2023 (EN FC)	LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
171100	TERRITOIRE DE BONGANDANGA	6 251 007 135	5 685 161 000
171200	TERRITOIRE DE BUMBA	6 070 249 275	5 520 765 000
171300	TERRITOIRE DE LISALA	6 089 962 800	5 538 694 000
18	NORD-KIVU	36 329 297 010	33 040 740 000
181100	TERRITOIRE DE BENI (OICHA)	6 093 602 220	5 542 004 000
181200	TERRITOIRE DE LUBERO	6 096 331 785	5 544 487 000
181300	TERRITOIRE DE MASISI	6 092 389 080	5 540 901 000
181400	TERRITOIRE DE NYIRAGONGO	6 100 577 775	5 548 349 000
181500	TERRITOIRE DE RUTSHURU	5 828 531 130	5 300 928 000
181600	TERRITOIRE DE WALIKALE	6 117 865 020	5 564 071 000
19	NORD-UBANGI	24 400 794 675	22 192 014 000
191100	TERRITOIRE DE BOSOBOLO	6 097 544 925	5 545 590 000
191200	TERRITOIRE DE BUSINGA	6 100 881 060	5 548 624 000
191300	TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO	6 106 340 190	5 553 589 000
191400	TERRITOIRE DE YAKOMA	6 096 028 500	5 544 211 000
20	SANKURU	36 574 957 860	33 264 163 000
201100	TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE	6 093 298 935	5 541 729 000
201200	TERRITOIRE DE KOLE	6 103 004 055	5 550 555 000
201300	TERRITOIRE DE LODJA	6 095 421 930	5 543 659 000
201400	TERRITOIRE DE LOMELA	6 089 659 515	5 538 419 000
201500	TERRITOIRE DE LUBEFU	6 099 061 350	5 546 969 000
201600	TERRITOIRE DE LUSAMBO	6 094 512 075	5 542 832 000
21	SUD-KIVU	48 766 105 005	44 351 758 000
211100	TERRITOIRE DE FIZI	6 094 208 790	5 542 556 000
211200	TERRITOIRE D'IDJWI	6 100 274 490	5 548 073 000
211300	TERRITOIRE DE KALEHE	6 089 962 800	5 538 694 000
211400	TERRITOIRE DE KABARE	6 099 061 350	5 546 969 000
211500	TERRITOIRE DE MWENGA	6 089 659 515	5 538 419 000
211600	TERRITOIRE DE SHABUNDA	6 094 512 075	5 542 832 000
211700	TERRITOIRE D'UVIRA	6 097 848 210	5 545 866 000
211800	TERRITOIRE DE WALUNGU	6 100 577 775	5 548 349 000
22	SUD-UBANGI	24 409 893 225	22 200 291 000
221100	TERRITOIRE DE BUDJALA	6 106 643 475	5 553 865 000
221200	TERRITOIRE DE GEMENA	6 093 298 935	5 541 729 000
221300	TERRITOIRE DE KUNGU	6 102 094 200	5 549 728 000
221400	TERRITOIRE DE LIBENGE	6 107 856 615	5 554 969 000
23	TANGANYIKA	36 632 278 725	33 316 296 000
231100	TERRITOIRE DE KABALO	6 103 610 625	5 551 107 000
231200	TERRITOIRE DE KALEMIE	6 095 725 215	5 543 935 000
231300	TERRITOIRE DE KONGOLO	6 102 094 200	5 549 728 000
231400	TERRITOIRE DE MANONO	6 094 512 075	5 542 832 000
231500	TERRITOIRE DE MOBA	6 102 094 200	5 549 728 000
231600	TERRITOIRE DE NYUNZU	6 134 242 410	5 578 966 000
24	TSHOPO	42 712 839 690	38 846 438 000
241100	TERRITOIRE DE BAFWASENDE	6 092 389 080	5 540 901 000
241200	TERRITOIRE DE BANALIA	6 094 815 360	5 543 108 000
241300	TERRITOIRE DE BASOKO	6 101 487 630	5 549 176 000
241400	TERRITOIRE D'ISANGI	6 104 520 480	5 551 934 000
241500	TERRITOIRE D'OPALA	6 108 159 900	5 555 244 000
241600	TERRITOIRE D'UBUNDU	6 104 823 765	5 552 210 000
241700	TERRITOIRE DE YAHUMA	6 106 643 475	5 553 865 000
25	TSHUAPA	36 581 933 415	33 270 507 000
251100	TERRITOIRE DE BEFALE	6 099 364 635	5 547 245 000
251200	TERRITOIRE DE BOENDE	6 106 643 475	5 553 865 000
251300	TERRITOIRE DE BOKUNGU	6 094 512 075	5 542 832 000
251400	TERRITOIRE DE DJOLU	6 097 544 925	5 545 590 000
251500	TERRITOIRE D'IKELA	6 091 175 940	5 539 798 000
251600	TERRITOIRE DE MONKOTO	6 092 692 365	5 541 177 000
	TOTAL	830 684 278 617	752 824 046 000

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°23/056 du 10 décembre 2023 pour l'exercice 2024.

Pour copie certifiée conforme à l'original
Le 11 décembre 2023
Le Cabinet du Président de la République
Guylain NYEMBO MBWIZYA
Directeur de Cabinet

Fait à Goma, le 10 décembre 2023

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**DEVELOPPEMENT PAR ACTES
GENERATEURS DES RECETTES
DE LA LOI DE FINANCES DE
L'EXERCICE 2024**

III

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

- 1.DGDA
- 2.DGI
- 3.DGRAD
- 4.AUTRES RECETTES
- 5.RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS
- 6.RECETTES EXCEPTIONNELLES
- 7.RECETTES EXTERIEURES
- 8.BUDGETS ANNEXES
- 9.COMPTES SPECIAUX
- 10.ANNEXE DES RECETTES MINIERES
- 11.DEPENSES FISCALES

III.1

TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

III.1.1. TABLEAU SYNTHESE GENERALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	23 863 203 220 404	116,9	30 299 631 685 019	15 149 815 842 510	11 112 441 494 042	73,4	37 366 273 942 287	91,2	23,3
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 786 473 012 183	11 393 236 506 091	8 779 440 196 890	77,1	25 446 640 436 351	62,1	11,7
I.1.1.	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 486 473 012 183	11 243 236 506 091	8 649 720 802 870	76,9	24 565 225 268 384	59,9	9,2
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	3 830 920 666 986	2 925 373 563 933	76,4	3 940 608 511 228	1 970 304 255 614	1 725 391 663 616	87,6	4 830 350 749 565	11,8	22,6
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	3 670 080 628 615	4 805 116 968 390	130,9	4 865 333 727 106	2 432 666 863 553	3 278 386 383 658	134,8	6 270 830 350 606	15,3	28,9
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	1 463 810 984 768	1 149 656 135 498	78,5	1 835 879 060 811	917 939 530 406	773 336 510 881	84,2	2 321 632 547 101	5,7	26,5
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	1 463 810 984 768	1 149 656 135 498	78,5	1 835 879 060 811	917 939 530 406	754 861 739 361	82,2	2 163 632 704 777	5,3	17,9
2°	Autres Recettes	0	0		0	0	18 474 771 520		157 999 842 324	0,4	
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	639 434 697 382	161,9	615 414 780 846	307 707 390 423	252 213 508 343	82,0	624 146 699 215	1,5	1,4
1°	DGI	124 009 876 833	189 581 510 729	152,9	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9	204 042 705 363	0,5	3,4
2°	DGRAD	270 945 242 968	449 853 186 654	166,0	418 103 993 852	209 051 996 926	168 427 928 212	80,6	420 103 993 852	1,0	0,5
I.1.1.5	Recettes minières	5 396 120 449 892	8 913 260 101 752	165,2	11 229 236 932 192	5 614 618 466 096	2 620 392 736 371	46,7	10 518 264 921 898	25,7	-6,3
1°	DGI	3 460 907 244 832	6 475 990 924 989	187,1	8 524 260 450 004	4 262 130 225 002	1 440 542 848 762	33,8	7 541 613 627 745	18,4	-11,5
2°	DGDA	734 947 660 088	929 495 858 991	126,5	1 008 851 275 979	504 425 637 990	594 315 847 396	117,8	1 295 711 862 243	3,2	28,4
3°	DGRAD	1 200 265 544 972	1 507 773 317 772	125,6	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,0	1 680 939 431 910	4,1	-0,9
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0		300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	2,2	193,8
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	29,1	58,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 878 115 000 000	280 909 048 000	9,8	2 553 783 542 310	1 276 891 771 155	562 496 320 360	44,1	473 267 902 229	1,2	-81,5
I.2.1.1	Emprunt programme	688 983 120 000	86 295 259 546	12,5	1 104 838 039 031	552 419 019 516	183 818 031 220	33,3	267 168 976 276	0,7	-75,8
I.2.1.2	Dons budgétaires	624 755 880 000	194 613 788 454	31,2	1 038 491 062 221	519 245 531 111	38 554 128 140	7,4	206 098 925 953	0,5	-80,2
I.2.1.3	Allocation DTS	1 564 376 000 000	0		410 454 441 058	205 227 220 529	340 124 161 000	165,7	0	0,0	-100,0
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 774 327 836 771	5 149 452 705 449	185,6	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	71,4	11 446 365 603 707	27,9	130,8
I.2.2.1	Dons projets	1 759 009 557 332	3 519 039 385 178	200,1	1 032 445 667 390	516 222 833 695	746 559 186 367	144,6	7 519 436 140 572	18,3	628,3
I.2.2.2	Emprunts projets	1 015 318 279 439	1 630 413 320 271	160,6	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	52,1	3 926 929 463 136	9,6	0,0
II.	BUDGETS ANNEXES	409 966 145 608	309 103 908 525	75,4	541 914 354 613	270 957 177 307	168 343 532 622	62,1	720 420 000 000	1,8	32,9
III.	COMPTE SPECIAUX	1 434 712 561 829	1 988 397 550 082	138,6	1 615 236 769 759	807 618 384 880	1 014 637 667 290	125,6	2 899 338 676 940	7,1	79,5
TOTAL RECETTES DU BUDGET		22 253 009 394 270	26 160 704 679 012	117,6	32 456 782 809 392	16 228 391 404 696	12 295 422 693 954	75,8	40 986 032 619 227	100,0	26,3

III.1.2

RECETTES DU BUDGET GENERAL

III.1.2.1. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	23 863 203 220 404	116,9	30 299 631 685 019	15 149 815 842 510	11 112 441 494 042	73,4	37 366 273 942 287	100,0	23,3
I.1.	RECETTES INTERNES (P.C)	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 786 473 012 183	11 393 236 506 091	8 779 440 196 890	77,1	25 446 640 436 351	68,1	11,7
I.1.1.	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 486 473 012 183	11 243 236 506 091	8 649 720 802 870	76,9	24 565 225 268 384	65,7	9,2
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	3 830 920 666 986	2 925 373 563 933	76,4	3 940 608 511 228	1 970 304 255 614	1 725 391 663 616	87,6	4 830 350 749 565	12,9	22,6
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	3 670 080 628 615	4 805 116 968 390	130,9	4 865 333 727 106	2 432 666 863 553	3 278 386 383 658	134,8	6 270 830 350 606	16,8	28,9
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	1 463 810 984 768	1 149 656 135 498	78,5	1 835 879 060 811	917 939 530 406	773 336 510 881	84,2	2 321 632 547 101	6,2	26,5
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	1 463 810 984 768	1 149 656 135 498	78,5	1 835 879 060 811	917 939 530 406	754 861 739 361	82,2	2 163 632 704 777	5,8	17,9
2°	Autres Recettes	0	0		0	0	18 474 771 520		157 999 842 324	0,4	
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	639 434 697 382	161,9	615 414 780 846	307 707 390 423	252 213 508 343	82,0	624 146 699 215	1,7	1,4
1°	DGI	124 009 876 833	189 581 510 729	152,9	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9	204 042 705 363	0,5	3,4
2°	DGRAD	270 945 242 968	449 853 186 654	166,0	418 103 993 852	209 051 996 926	168 427 928 212	80,6	420 103 993 852	1,1	0,5
I.1.1.5	Recettes minières	5 396 120 449 892	8 913 260 101 752	165,2	11 229 236 932 192	5 614 618 466 096	2 620 392 736 371	46,7	10 518 264 921 898	28,1	-6,3
1°	DGI	3 460 907 244 832	6 475 990 924 989	187,1	8 524 260 450 004	4 262 130 225 002	1 440 542 848 762	33,8	7 541 613 627 745	20,2	-11,5
2°	DGDA	734 947 660 088	929 495 858 991	126,5	1 008 851 275 979	504 425 637 990	594 315 847 396	117,8	1 295 711 862 243	3,5	28,4
3°	DGRAD	1 200 265 544 972	1 507 773 317 772	125,6	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,0	1 680 939 431 910	4,5	-0,9
I.1.2.	RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0		300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	2,4	193,8
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	31,9	58,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	2 878 115 000 000	280 909 048 000	9,8	2 553 783 542 310	1 276 891 771 155	562 496 320 360	44,1	473 267 902 229	1,3	-81,5
I.2.1.1	Emprunt programme	688 983 120 000	86 295 259 546	12,5	1 104 838 039 031	552 419 019 516	183 818 031 220	33,3	267 168 976 276	0,7	-75,8
I.2.1.2	Dons budgétaires	624 755 880 000	194 613 788 454	31,2	1 038 491 062 221	519 245 531 111	38 554 128 140	7,4	206 098 925 953	0,6	-80,2
I.2.1.3	Allocation DTS	1 564 376 000 000	0		410 454 441 058	205 227 220 529	340 124 161 000	165,7	0	0,0	-100,0
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 774 327 836 771	5 149 452 705 449	185,6	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	71,4	11 446 365 603 707	30,6	130,8
I.2.2.1	Dons projets	1 759 009 557 332	3 519 039 385 178	200,1	1 032 445 667 390	516 222 833 695	746 559 186 367	144,6	7 519 436 140 572	20,1	628,3
I.2.2.2	Emprunts projets	1 015 318 279 439	1 630 413 320 271	160,6	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	52,1	3 926 929 463 136	10,5	0,0
TOTAL RECETTE DU BUDGET GENERAL		20 408 330 686 833	23 863 203 220 404	116,9	30 299 631 685 019	15 149 815 842 510	11 112 441 494 042	73,4	37 366 273 942 287	100,0	23,3

III.1.3

RECETTES DE DOUANES ET ACCISES

III.1.3.1. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I	Impôts généraux sur les biens et services	2 016 221 054 347	1 424 852 118 114	70,7	1 703 633 743 537	851 816 871 768	846 459 393 980	99,4	2 013 646 504 884	32,9	18,2
II.	Droits d'accises	1 150 746 025 629	948 660 978 037	82,4	1 442 686 781 362	721 343 390 681	552 434 235 829	76,6	1 870 553 184 537	30,5	29,7
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 196 324 154 365	1 441 555 676 554	120,5	1 496 131 112 288	748 065 556 144	910 485 678 665	121,7	1 804 745 503 836	29,5	20,6
IV.	Taxes à l'exportation	21 554 399 668	28 756 273 448	133,4	45 577 175 890	22 788 587 945	3 711 395 870	16,3	66 696 975 892	1,1	46,3
V.	Amendes et Pénalités	181 022 693 065	11 044 376 772	6,1	261 430 974 132	130 715 487 066	6 616 806 668	5,1	370 420 442 659	6,0	41,7
	TOTAL DGDA	4 565 868 327 074	3 854 869 422 924	84,4	4 949 459 787 207	2 474 729 893 604	2 319 707 511 012	93,7	6 126 062 611 808	100,0	23,8

III.1.3.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FINJUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX. ACCR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	2 016 221 054 347	1 424 852 118 114	70,7	1 703 633 743 537	851 816 871 768	846 459 393 980	99,37	2 013 646 504 884	32,9	18,2
II.	Droits d'accises	1 150 746 025 629	948 660 978 037	82,4	1 442 686 781 362	721 343 390 681	552 434 235 829	76,58	1 870 553 184 537	30,5	29,7
17132100	Accises perçues en régime intérieur	829 547 153 308	659 754 924 049	79,5	1 121 487 909 040	560 743 954 520	360 782 573 803	64,34	1 424 415 375 403	23,3	27,0
17132200	Accises perçues à l'importation	321 198 872 321	288 906 053 988	89,9	321 198 872 321	160 599 436 161	191 651 662 025	119,34	446 137 809 134	7,3	38,9
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 196 324 154 365	1 441 555 676 554	120,5	1 496 131 112 288	748 065 556 144	910 485 678 665	121,71	1 804 745 503 836	29,5	20,6
17151110	Droits de douane	1 196 324 154 365	1 441 544 633 801	120,5	1 496 120 359 321	748 060 179 660	910 189 511 903	121,67	1 804 724 203 662	29,5	20,6
17151120	Autres droits à l'importation	0	11 042 753		10 752 967	5 376 484	296 166 762	5 508,56	21 300 174	0,0	98,1
IV.	Taxes à l'exportation	21 554 399 668	28 756 273 448	133,4	45 577 175 890	22 788 587 945	3 711 395 870	16,29	66 696 975 892	1,1	46,3
17152100	Droits de sortie des minerais	5 791 036 422	17 196 870 166	297,0	32 813 216 708	16 406 608 354	1 409 847 595	8,59	43 968 395 877	0,7	34,0
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	15 763 363 246	11 559 403 283	73,3	12 763 959 182	6 381 979 591	2 301 548 276	36,06	22 728 580 015	0,4	78,1
V.	Amendes et Pénalités	181 022 693 065	11 044 376 772	6,1	261 430 974 132	130 715 487 066	6 616 806 668	5,06	370 420 442 659	6,0	41,7
TOTAL DGDA		4 565 868 327 074	3 854 869 422 924	84,4	4 949 459 787 207	2 474 729 893 604	2 319 707 511 012	93,74	6 126 062 611 808	100,0	23,8

CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024
PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES PAR ORGANISME GENERATEUR

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	23 863 203 220 404	116,9	30 299 631 685 019	15 149 815 842 510	11 112 441 494 042	73,4	37 366 273 942 287	91,2	23,3
I.1	RECETTES DU POUVOIR CENTRAL	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 786 473 012 183	11 393 236 506 091	8 779 440 196 890	77,1	25 446 640 436 351	62,1	11,7
I.1.1	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 486 473 012 183	11 243 236 506 091	8 649 720 802 870	76,9	24 565 225 268 384	59,9	9,2
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)	4 565 868 327 074	3 854 869 422 924	84,4	4 949 459 787 207	2 474 729 893 604	2 319 707 511 012	93,7	6 126 062 611 808	14,9	23,8
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	2 016 221 054 347	1 424 852 118 114	70,7	1 703 633 743 537	851 816 871 768	846 459 393 980	99,4	2 013 646 504 884	4,9	18,2
	17 131 120 Taxe sur la Valeur Ajoutée	2 016 221 054 347	1 424 852 118 114	70,7	1 703 633 743 537	851 816 871 768	846 459 393 980	99,4	2 013 646 504 884	4,9	18,2
	17 132 000 Droits d'accises	1 150 746 025 629	948 660 978 037	82,4	1 442 686 781 362	721 343 390 681	552 434 235 829	76,6	1 870 553 184 537	4,6	29,7
	17 132 100 Accises perçues en régime intérieur	829 547 153 308	659 754 924 049	79,5	1 121 487 909 040	560 743 954 520	360 782 573 803	64,3	1 424 415 375 403	3,5	27,0
	17 132 110 Alcools et boissons	419 157 363 098	327 629 162 003	78,2	544 460 986 128	272 230 493 064	181 947 060 042	66,8	696 543 078 881	1,7	27,9
	17 132 111 Alcools	1 519 140 597	5 829 919 226	383,76	6 216 016 582	3 108 008 291	3 635 495 894	117,0	10 043 306 674	0,0	61,6
	17 132 112 Bières	338 198 006 562	272 746 190 748	80,65	445 306 884 955	222 653 442 477	152 261 676 450	68,4	555 510 098 263	1,4	24,7
		266 069 431 300	220 227 486 703	82,77	355 618 510 165	177 809 255 082	125 334 124 952	70,5	453 259 117 933	0,2	27,5
		72 128 575 262	52 518 704 045	72,81	89 688 374 790	44 844 187 395	26 927 551 497	60,0	102 250 980 331	0,0	14,0
	17 132 113 Autres boissons fermentées	1 518 550 209	1 397 177 619	92,01	1 934 495 953	967 247 977	568 681 507	58,8	2 469 724 578	1,4	27,7
		679 898 528	1 079 469 110	158,77	1 934 495 953	967 247 977	568 681 507	58,8	2 469 724 578	0,0	27,7
		838 651 681	317 708 509	37,88	0	0	0	0	0	0,0	
	17 132 114 Boissons distillées	11 088 101 408	7 820 817 422	70,53	10 894 333 622	5 447 166 811	1 344 703 382	24,7	14 408 582 394	0,0	32,3
	17 132 115 Eaux minérales	2 349 383 719	2 447 251 273	104,17	6 300 525 488	3 150 262 744	1 971 432 858	62,6	8 636 832 004	0,0	37,1
	17 132 116 Limonades et Jus	64 484 180 602	37 387 805 716	57,98	73 808 729 529	36 904 364 765	22 165 069 952	60,1	105 474 534 969	0,3	42,9
	17 132 120 Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	38 652 425 226	27 038 514 262	69,95	64 028 388 375	32 014 194 187	12 616 396 005	39,4	85 701 543 895	0,2	33,8
	17 132 130 cosmétiques et autres produits d'entretien	7 661 098 789	9 454 512 276	123,41	15 048 980 378	7 524 490 189	6 182 731 809	82,2	17 816 896 881	0,0	18,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
17 132 140	<i>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</i>	<u>2 589 515 014</u>	<u>3 156 095 527</u>	<u>121,88</u>	<u>2 589 515 014</u>	<u>1 294 757 507</u>	<u>1 232 186 240</u>	<u>95,2</u>	<u>3 127 317 617</u>	<u>0,0</u>	<u>20,8</u>
17 132 141	Articles et ouvrages en matières plastiques	2 589 515 014	3 156 095 527	121,9	2 589 515 014	1 294 757 507	1 232 186 240	95,2	3 127 317 617	0,0	20,8
17 132 142	Articles et ouvrages en caoutchouc					0				0,0	
17 132 150	Services des télécommunication	361 486 751 182	292 476 639 981	80,9	495 360 039 145	247 680 019 572	158 804 199 707	64,1	621 226 538 129	1,5	25,4
17 132 200	Accises perçues à l'importation	321 198 872 321	288 906 053 988	89,9	321 198 872 321	160 599 436 161	191 651 662 025	119,3	446 137 809 134	1,1	38,9
17 132 210	Alcools et boissons	18 254 955 827	14 999 854 787	82,2	20 934 621 426	10 467 310 713	9 494 822 662	90,7	24 323 296 472	0,1	16,2
17 132 212	<i>Bières</i>	<u>3 341 110 040</u>	<u>1 338 853 839</u>	<u>40,1</u>	<u>2 543 779 943</u>	<u>1 271 889 972</u>	<u>739 673 854</u>	<u>58,2</u>	<u>3 078 467 438</u>	<u>0,0</u>	<u>21,0</u>
	Bières de malt titrant-6°	3 202 166 384	1 012 658 781	31,6	2 062 524 278	1 031 262 139	580 420 875	56,3	2 496 054 680	0,0	21,0
	Bières de malt titrant+6°	138 943 655	326 195 059	234,8	481 255 665	240 627 833	159 252 979	66,2	582 412 759	0,0	21,0
17 132 211	Alcools	5 750 849 326	6 587 081 513	114,5	7 476 650 509	3 738 325 255	4 782 442 064	127,9	8 636 916 477	0,0	15,5
<u>17 132 213</u>	<u>Autres boissons fermentées</u>	<u>4 483 214 823</u>	<u>3 649 000 598</u>	<u>81,4</u>	<u>4 253 956 324</u>	<u>2 126 978 162</u>	<u>1 333 021 500</u>	<u>62,7</u>	<u>4 914 107 650</u>	<u>0,0</u>	<u>15,5</u>
	Autres boissons fermentées	3 924 959 064	2 970 919 990	75,7	2 320 339 813	1 160 169 907	995 038 620	85,8	2 680 422 355	0,0	15,5
	Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excede pas 0,5%(Bières sans l' alcools)	558 255 759	678 080 608	121,5	1 933 616 511	966 808 256	337 982 880	35,0	2 233 685 296	0,0	15,5
17 132 214	Boissons distillées	1 587 927 492	696 498 262	43,9	1 718 770 232	859 385 116	877 378 311	102,1	1 985 498 041	0,0	15,5
17 132 215	Eaux Minérales	595 472 810	299 297 402	50,3	257 815 535	128 907 768	223 166 961	173,1	297 824 706	0,0	15,5
17 132 216	Limonades et Jus	2 496 381 337	2 429 123 173	97,3	4 683 648 882	2 341 824 441	1 539 139 972	65,7	5 410 482 161	0,0	15,5
17 132 220	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	110 615 751 603	83 205 829 409	75,2	101 321 505 178	50 660 752 589	54 536 653 388	107,7	118 902 968 374	0,3	17,4
17 132 230	Cosmetiques et autres produits d'entretien	12 096 122 989	10 717 608 111	88,6	6 386 938 066	3 193 469 033	9 003 775 128	281,9	19 807 215 282	0,0	210,1
17 132 240	<i>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</i>	<u>47 939 012 967</u>	<u>48 110 564 467</u>	<u>100,4</u>	<u>32 678 119 037</u>	<u>16 339 059 518</u>	<u>35 974 564 903</u>	<u>220,2</u>	<u>79 144 042 787</u>	<u>0,2</u>	<u>142,2</u>
17 132 241	Articles et ouvrages en matières plastiques	21 954 712 544	23 723 412 211	108,1	2 341 824 441	1 170 912 221	19 862 283 602	1 696,3	43 688 720 631	0,1	1 765,6
17 132 242	Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	25 984 300 423	24 387 152 256	93,9	30 336 294 595	15 168 147 298	16 112 281 301	106,2	35 455 322 155	0,1	16,9
17 132 250	<i>Huiles Minérales</i>	<u>28 178 594 513</u>	<u>20 542 366 236</u>	<u>72,9</u>	<u>35 426 303 873</u>	<u>17 713 151 937</u>	<u>10 947 664 913</u>	<u>61,8</u>	<u>41 149 446 891</u>	<u>0,1</u>	<u>16,2</u>
17 132 251	Huiles de graissage et lubrifiants	28 178 594 513	20 542 366 236	72,9	35 426 303 873	17 713 151 937	10 947 664 913	61,8	41 149 446 891	0,1	16,2
17 132 260	Véhicules	104 114 434 422	111 329 830 976	106,9	124 451 384 742	62 225 692 371	71 694 181 032	115,2	162 810 839 328	0,4	30,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.1	DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)										
37 137 000	Amendes et pénalités sur impôts et taxes sur les biens et services	3 945 155 069	2 128 765 429	54,0	118 462 139 656	59 231 069 828	46 199 748	0,1	127 895 961 870	0,3	8,0
37 137 100	Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur	84 928 503	124 834 584	147,0	62 488 817 873	31 244 408 936	43 349 283	0,1	98 052 665 804	0,2	56,9
37 137 200	Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation	3 860 226 565	2 003 930 845	51,9	55 973 321 783	27 986 660 892	2 850 465	0,0	29 843 296 066	0,1	-46,7
17 151 100	Droits de douane et autres droits à l'importation	1 196 324 154 365	1 441 555 676 554	120,5	1 496 131 112 288	748 065 556 144	910 485 678 665	121,7	1 804 745 503 836	4,4	20,6
17 151 110	Droits de douane	1 196 324 154 365	1 441 544 633 801	120,5	1 496 120 359 321	748 060 179 660	910 189 511 903	121,7	1 804 724 203 662	4,4	20,6
17 151 120	Autres droits à l'importation	0	11 042 753		10 752 967	5 376 484	296 166 762	5 508,6	21 300 174	0,0	98,1
17 151 121	Produits partiels des ventes publiques		4 521 655		10 752 967	5 376 484	221 166 762	4 113,6	12 576 670	0,0	17,0
17 151 122	Taxes sur remboursement / Retenus sur restitutions douanières		6 521 098		0	0	0			0,0	
17 151 123	Taxes sur ventes publiques				0	0	75 000 000		8 723 504	0,0	
17 152 000	Taxes à l'exportation	21 554 399 668	28 756 273 448	133,4	45 577 175 890	22 788 587 945	3 711 395 870	16,3	66 696 975 892	0,2	46,3
17 152 100	Droits de sortie des minerais	5 791 036 422	17 196 870 166	297,0	32 813 216 708	16 406 608 354	1 409 847 595	8,6	43 968 395 877	0,1	34,0
17 152 120	Diamant artisanal	4 166 247 507	2 427 895 334	58,3	3 256 214 906	1 628 107 453	1 070 995 755	65,8	4 329 593 341	0,0	33,0
17 152 140	Or artisanal	69 421 704	106 459 379	153,4	193 467 781	96 733 891	54 133 856	56,0	243 615 324	0,0	25,9
17 152 300	Autres produits	1 555 367 211	14 662 515 453	942,7	29 363 534 021	14 681 767 011	284 717 984	1,9	39 395 187 212	0,1	34,2
17 152 200	Droits de sortie des produits agricoles	15 763 363 246	11 559 403 283	73,3	12 763 959 182	6 381 979 591	2 301 548 276	36,1	22 728 580 015	0,1	78,1
17 152 230	Bois en grumes	14 731 554 474	9 580 777 485	65,0	11 549 973 327	5 774 986 664	2 209 094 909	38,3	20 566 860 101	0,1	78,1
17 152 240	Bois scié	1 031 808 772	1 978 625 798	191,8	1 213 985 855	606 992 928	92 453 367	15,2	2 161 719 914	0,0	78,1
37 156 000	Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales	177 077 537 996	8 915 611 343	5,0	142 968 834 476	71 484 417 238	6 570 606 920	9,2	242 524 480 789	0,6	69,6
37 156 100	Amendes et pénalités à l'importation	71 698 234 833	8 534 794 492	11,9	102 710 571 497	51 355 285 749	6 570 606 920	12,8	184 981 693 565	0,6	80,1
37 156 200	Amendes et pénalités à l'exportation	105 379 303 163	380 816 851	0,4	40 258 262 979	20 129 131 490	0	0,0	57 542 787 224	0,5	42,9

III.1.4

RECETTES DES IMPOTS

III.1.4.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TAUX ACRR
I	Impôts sur les rémunérations	1 921 309 294 848	1 808 514 492 447	94,1	2 039 131 760 799	1 019 565 880 400	1 011 661 109 043	99,2	2 743 878 403 600	19,9	34,6
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	2 982 361 008 515	7 073 393 063 303	237,2	8 466 895 504 718	4 233 447 752 359	2 347 628 460 738	55,5	7 517 387 391 819	54,4	-11,2
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	2 160 140 715 444	2 220 677 945 519	102,8	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,8	3 295 368 060 869	23,9	21,2
IV.	Autres recettes	67 176 854 640	178 522 392 110	265,7	164 715 544 771	82 357 772 385	97 914 254 584	118,9	255 810 122 062	1,9	55,3
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	7 130 987 873 447	11 281 107 893 379	158,2	13 389 594 177 109	6 694 797 088 555	4 718 929 232 420	70,5	13 812 443 978 350	100,0	3,2

III.1.4.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I	IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS	1 921 309 294 848	1 808 514 492 447	94,1	2 039 131 760 799	1 019 565 880 400	1 011 661 109 043	99,2	2 743 878 403 600	19,9	34,6
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	874 968 763 169	961 254 309 058	109,9	901 038 714 287	450 519 357 143	564 943 774 607	125,4	1 263 438 172 387	9,1	40,2
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	113 210 188 664	98 131 866 556	86,7	251 472 466 482	125 736 233 241	40 166 028 386	31,9	412 568 011 027	3,0	64,1
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	<u>342 179 506 666</u>	<u>144 940 064 865</u>	<u>42,4</u>	<u>246 410 774 195</u>	<u>123 205 387 098</u>	<u>41 099 561 840</u>	<u>33,4</u>	<u>199 570 928 188</u>	<u>1,4</u>	<u>-19,0</u>
17 111 131	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics</i>	288 602 580 248	112 809 981 300	39,1	215 972 658 176	107 986 329 088	33 356 581 827	30,9	167 854 561 634	1,2	-22,3
17 111 132	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières</i>	53 576 926 418	32 130 083 565	60,0	30 438 116 019	15 219 058 010	7 742 980 014	50,9	31 716 366 554	0,2	4,2
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	312 581 731 487	307 685 925 093	98,4	334 995 383 064	167 497 691 532	191 517 879 417	114,3	437 573 357 857	3,2	30,6
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	278 369 104 863	296 502 326 875	106,5	305 214 422 772	152 607 211 386	173 933 864 792	114,0	430 727 934 141	3,1	41,1
II	IMPÔTS SUR LES BENEFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	2 982 361 008 515	7 073 393 063 303	237,2	8 466 895 504 718	4 233 447 752 359	2 347 628 460 738	55,5	7 517 387 391 819	54,4	-11,21
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	2 442 238 208 356	5 340 806 408 914	218,7	7 114 445 423 566	3 557 222 711 783	1 753 060 379 211	49,3	5 802 179 957 128	42,0	-18,4
17 112 112	Impôt spécial sur les profits excédentaires	100 000 000 000	845 160 271 262	845,2	742 045 890 004	371 022 945 002	249 249 912 626	67,2	910 613 976 227	6,6	22,7
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	13 310 252 261	11 435 197 877	85,9	18 008 364 724	9 004 182 362	11 208 463 636	124,5	18 576 332 624	0,1	3,2
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	156 472 271 874	219 030 749 156	140,0	186 083 042 830	93 041 521 415	127 476 584 747	137,0	298 536 582 718	2,2	60,4
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	270 340 276 024	656 960 436 094	243,0	406 312 783 595	203 156 391 797	206 633 120 519	101,7	487 480 543 122	3,5	20,0
III.	IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES	2 160 140 715 444	2 220 677 945 519	102,8	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,8	3 295 368 060 869	23,9	21,2
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	2 160 140 715 444	2 220 677 945 519	102,8	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,8	3 295 368 060 869	23,9	21,2
IV.	AUTRES RECETTES	67 176 854 640	178 522 392 110	265,7	164 715 544 771	82 357 772 385	97 914 254 584	118,9	255 810 122 062	1,9	55,3
17 134 111	Immatriculations automobiles	4 381 160 360	4 176 954 840	95,3	4 541 591 780	2 270 795 890	1 866 037 548	82,2	6 776 480 681	0,0	49,2
27 012 229	Vente des imprimés	688 149 000	521 650 633	75,8	874 471 750	437 235 875	431 003 526	98,6	1 838 466 218	0,0	110,2
37 114 300	Amendes et pénalités	62 107 545 279	173 823 786 637	279,9	159 299 481 241	79 649 740 621	95 617 213 510	120,0	247 195 175 163	1,8	55,2
	TOTAL DGI HORS PETROLIERS	7 130 987 873 447	11 281 107 893 379	158,2	13 389 594 177 109	6 694 797 088 555	4 718 929 232 420	70,5	13 812 443 978 350	100,0	3,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)	7 254 997 750 280	11 470 689 404 108	158,1	13 586 904 964 103	6 793 452 482 052	4 802 714 812 551	70,7	14 016 486 683 713	0,0	3,2	
	17 111 000	Impôts sur les revenus locatifs et professionnels des personnes physiques	1 921 309 294 848	1 808 514 492 447	94,1	2 039 131 760 799	1 019 565 880 400	1 011 661 109 043	99,2	2 743 878 403 600	6,7	34,6
	17 111 110	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions Politiques et Fonctionnaires et Agents publics</i>	874 968 763 169	961 254 309 058	109,9	901 038 714 287	450 519 357 143	564 943 774 607	125,4	1 263 438 172 387	3,1	40,2
	17 111 120	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions Politiques</i>	113 210 188 664	98 131 866 556	86,7	251 472 466 482	125 736 233 241	40 166 028 386	31,9	412 568 011 027	1,0	64,1
	17 111 130	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics</i>	<u>342 179 506 666</u>	<u>144 940 064 865</u>	<u>42,4</u>	<u>246 410 774 195</u>	<u>123 205 387 098</u>	<u>41 099 561 840</u>	<u>33,4</u>	<u>199 570 928 188</u>	<u>0,5</u>	<u>-19,0</u>
	17 111 131	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics</i>	288 602 580 248	112 809 981 300	39,1	215 972 658 176	107 986 329 088	33 356 581 827	30,9	167 854 561 634	0,4	-22,3
	17 111 132	<i>Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des Régies Financières</i>	53 576 926 418	32 130 083 565	60,0	30 438 116 019	15 219 058 010	7 742 980 014	50,9	31 716 366 554	0,1	4,2
	17 111 200	<i>Impôts sur les revenus salariaux des expatriés</i>	312 581 731 487	307 685 925 093	98,4	334 995 383 064	167 497 691 532	191 517 879 417	114,3	437 573 357 857	1,1	30,6
	171 114 300	<i>Impôts exceptionnels sur les rémunérations versées aux expatriés</i>	278 369 104 863	296 502 326 875	106,5	305 214 422 772	152 607 211 386	173 933 864 792	114,0	430 727 934 141	1,1	41,1
	17 112 000	Impôts sur revenus professionnels et locatifs des sociétés et autres entreprises	2 836 030 609 324	6 606 014 137 937	232,9	8 257 893 508 117	4 128 946 754 059	2 224 780 920 350	53,9	7 233 949 554 059	17,6	-12,4
	17 112 100	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production</i>	2 442 238 208 356	5 340 806 408 914	218,7	7 114 445 423 566	3 557 222 711 783	1 753 060 379 211	49,3	5 802 179 957 128	14,2	-18,4
	17 112 112	<i>Impôts spécial sur les profits excédentaires</i>	100 000 000 000	845 160 271 262		742 045 890 004	371 022 945 002	249 249 912 626	67,2	910 613 976 227	2,2	22,7
	17 112 200	<i>Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières de production</i>	124 009 876 833	189 581 510 729	152,9	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9	204 042 705 363	0,5	3,4
	17 112 300	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille</i>	<u>13 310 252 261</u>	<u>11 435 197 877</u>	<u>85,9</u>	<u>18 008 364 724</u>	<u>9 004 182 362</u>	<u>11 208 463 636</u>	<u>124,5</u>	<u>18 576 332 624</u>	<u>0,0</u>	<u>3,2</u>
	17 112 310	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises</i>	10 310 252 261	10 501 839 617	101,9	12 758 364 724	6 379 182 362	9 318 102 833	146,1	15 443 345 607	0,0	21,0
	17 112 320	<i>Impôt sur les bénéfices et profits des micro - entreprises</i>	3 000 000 000	933 358 261	31,1	5 250 000 000	2 625 000 000	1 890 360 803	72,0	3 132 987 017	0,0	-40,3
	17 112 400	<i>Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents</i>	156 472 271 874	219 030 749 156	140,0	186 083 042 830	93 041 521 415	127 476 584 747	137,0	298 536 582 718	0,7	60,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.2	DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) (Suite)										
17 113 000	Impôts mobiliers	270 340 276 024	656 960 436 094	243,0	406 312 783 595	203 156 391 797	206 633 120 519	101,7	487 480 543 122	1,2	20,0
17 113 100	<i>Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux</i>	270 340 276 024	656 960 436 094	243,0	406 312 783 595	203 156 391 797	206 633 120 519	101,7	487 480 543 122	1,2	20,0
37 114 000	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus locatifs professionnels et mobiliers	62 107 545 279	173 823 786 637	279,9	159 299 481 241	79 649 740 621	95 617 213 510	120,0	247 195 175 163	0,6	55,2
37 114 100	<i>Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus</i>	62 107 545 279	173 823 786 637	279,9	159 299 481 241	79 649 740 621	95 617 213 510	120,0	247 195 175 163	0,6	55,2
17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	2 160 140 715 444	2 220 677 945 519	102,8	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,8	3 295 368 060 869	8,0	21,2
17 131 110	<i>Taxe sur la Valeur Ajoutée</i>	2 160 140 715 444	2 220 677 945 519	102,8	2 718 851 366 822	1 359 425 683 411	1 261 725 408 055	92,8	3 295 368 060 869	8,0	21,2
17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	4 381 160 360	4 176 954 840	95,3	4 541 591 780	2 270 795 890	1 866 037 548	82,2	6 776 480 681	0,0	49,2
17 134 111	<i>Immatriculations des véhicules</i>	4 381 160 360	4 176 954 840	95,3	4 541 591 780	2 270 795 890	1 866 037 548	82,2	6 776 480 681	0,0	49,2
27 000 000	VENTES DE BIENS ET SERVICES	688 149 000	521 650 633	75,8	874 471 750	437 235 875	431 003 526	98,6	1 838 466 218	0,0	110,2
27 012 200	Vente des documents	688 149 000	521 650 633	75,8	874 471 750	437 235 875	431 003 526	98,6	1 838 466 218	0,0	110,2
27 012 270	<i>Vente des imprimés</i>	688 149 000	521 650 633	75,8	874 471 750	437 235 875	431 003 526	98,6	1 838 466 218	0,0	110,2
	SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS	7 130 987 873 447	11 281 107 893 379	158,2	13 389 594 177 109	6 694 797 088 555	4 718 929 232 420	70,5	13 812 443 978 350	33,7	3,2
	PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI	124 009 876 833	189 581 510 729	152,9	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,9	204 042 705 363	0,5	3,4
	TOTAL GENERAL DGI	7 254 997 750 280	11 470 689 404 108	158,1	13 586 904 964 103	6 793 452 482 052	4 802 714 812 551	70,7	14 016 486 683 713	34,2	3,2

III.1.5

RECETTES NON FISCALES

III.1.5.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 005 011 637 520	691 716 205 688	68,8	1 125 013 452 221	562 506 726 111	448 667 149 349	79,8	1 338 557 853 806	34,8	19,0
II.	RECETTES JUDICIAIRES	153 121 484 993	41 864 824 085	27,3	147 086 722 699	73 543 361 349	28 281 707 414	38,5	152 059 351 879	4,0	3,4
III.	RECETTES DOMANIALES	1 452 392 703 866	1 849 614 932 905	127,3	2 065 200 976 779	1 032 600 488 389	847 551 023 640	82,1	2 217 320 956 798	57,7	7,4
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	53 550 703 362	74 233 490 591	138,6	194 703 115 322	97 351 557 661	15 895 899 172	16,3	136 633 974 205	3,6	-29,8
TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS		2 664 076 529 740	2 657 429 453 269	99,8	3 532 004 267 020	1 766 002 133 510	1 340 395 779 575	75,9	3 844 572 136 687	100,0	8,8

III.1.5.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024 PAR SERVICE D'ASSIETTE

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	1 005 011 637 520	691 716 205 688	68,8	1 125 013 452 221	562 506 726 111	448 667 149 349	79,8	1 338 557 853 806	34,8	19,0
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX						11 693 312		3 411 707 568		
22	AFFAIRES ETRANGERES	21 028 895 055	27 588 678 692	131,2	26 243 048 789	13 121 524 395	15 077 636 710	114,9	65 898 226 770	1,7	151,1
25 a	INTERIEUR ET SECURITE	1 276 505 020	1 650 200 342	129,3	2 605 612 944	1 302 806 472	614 906 504	47,2	5 656 160 000	0,1	117,1
25 b	INTERIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	567 000 000	2 030 186 037	358,1	38 972 702 000	19 486 351 000	2 711 576 953	13,9	22 327 168 600	0,6	-42,7
29	ECONOMIE NATIONALE	21 000 000 000	5 111 406 202	24,3	12 232 899 380	6 116 449 690	625 238 688	10,2	16 596 386 477	0,4	35,7
30	FINANCES	6 695 718 642	15 982 274 168	238,7	19 005 468 832	9 502 734 416	2 398 025 894	25,2	27 565 241 914	0,7	45,0
31	BUDGET	477 271 206	885 292 698	185,5	1 129 753 655	564 876 828	200 890 567	35,6	1 129 753 655	0,0	0,0
32	PLAN	4 410 755 366	100 895 350	2,3	122 918 781	61 459 391	58 449 625	95,1	110 089 314	0,0	-10,4
37	SANTE	123 696 728 709	143 843 237 903	116,3	174 857 105 519	87 428 552 760	114 246 648 362	130,7	212 315 934 943	5,5	21,4
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	8 967 874 356	1 473 454 254	16,4	9 417 547 875	4 708 773 938	1 002 635 645	21,3	13 335 757 720	0,3	41,6
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	19 604 696	13 369 575	68,2	19 604 696	9 802 348	12 365 266	126,1	24 418 168	0,0	24,6
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	1 511 461 718	1 650 080 498	109,2	2 487 360 984	1 243 680 492	706 598 365	56,8	1 809 323 994	0,0	-27,3
44	AGRICULTURE	47 952 425 458	18 065 682 518	37,7	47 952 425 458	23 976 212 729	5 035 651 876	21,0	61 706 044 877	1,6	28,7
46	INDUSTRIE	20 571 476 123	22 241 122 614	108,1	24 645 795 855	12 322 897 927	9 416 533 397	76,4	33 963 567 790	0,9	37,8
47	COMMERCE EXTERIEUR	60 822 536 060	97 160 959 701	159,7	62 419 568 138	31 209 784 069	33 087 788 247	106,0	65 307 073 900	1,7	4,6
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Sec. Gén & CNE)	38 373 899 700	6 004 390 120	15,6	56 753 638 627	28 376 819 314	5 012 398 267	17,7	40 255 005 075	1,0	-29,1
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS	37 948 095 915	10 548 768 258	27,8	77 090 141 102	38 545 070 551	5 581 890 136	14,5	96 284 556 323	2,5	24,9
52	AUTORITE DE REGULATION DES PTT	142 593 623 865	70 037 816 749	49,1	157 687 088 390	78 843 544 195	72 517 797 168	92,0	141 232 199 140	3,7	-10,4
52	POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	242 785 712 808	185 822 987 714	76,5	286 199 273 616	143 099 636 808	134 344 093 804	93,9	360 000 000 000	9,4	25,8
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	5 707 911 396	909 726 572	15,9	3 232 851 704	1 616 425 852	423 496 339	26,2	3 357 969 297	0,1	3,9
57	TOURISME	3 237 898 886	1 503 750 637	46,4	3 445 651 443	1 722 825 722	478 978 857	27,8	4 108 655 700	0,1	19,2
58	CULTURE ET ARTS	1 286 462 137	1 920 022 148	149,2	1 740 281 500	870 140 750	1 314 648 812	151,1	4 059 636 459	0,1	133,3
60	SPORTS ET LOISIRS	2 820 661 038	3 249 814 209	115,2	3 045 924 919	1 522 962 460	1 445 646 303	94,9	3 010 153 337	0,1	-1,2
62	EMPLOI ET TRAVAIL	174 448 329 282	39 593 219 514	22,7	62 749 224 000	31 374 612 000	30 347 011 789	96,7	87 383 035 243	2,3	39,3
63	PREVOYANCE SOCIALE	0	0		12 113 202 900	6 056 601 450	229 941 234	3,8	12 113 202 900	0,3	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES	0	25 474 516		0	0	17 489 708		0	0,0	
82	PECHE ET ELEVAGE	10 647 320 407	1 288 188 035	12,1	10 308 064 228	5 154 032 114	710 626 549	13,8	18 607 090 500	0,5	80,5
86	DIRECTION GENERALE DES MIGRATIONS (DGM)	26 163 469 677	33 015 206 665	126,2	28 536 296 886	14 268 148 443	11 036 490 973	77,4	35 542 713 556	0,9	24,6
90	ENTREPREUNARIAT, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES								1 446 780 585		
II.	RECETTES JUDICIAIRES	153 121 484 993	41 864 824 085	27,3	147 086 722 699	73 543 361 349	28 281 707 414	38,5	152 059 351 879	4,0	3,4
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	4 148 634 694	1 958 560 754	47,2	6 118 804 535	3 059 402 268	715 256 349	23,4	9 387 969 407	0,2	53,4
85	POLICE NATIONALE	125 329 699 656	28 595 124 019	22,8	125 329 699 656	62 664 849 828	17 078 819 111	27,3	104 101 082 472	2,7	-16,9
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	23 643 150 643	11 311 139 312	47,8	15 638 218 508	7 819 109 254	10 487 631 954	134,1	38 570 300 000	1,0	146,6
III.	RECETTES DOMANIALES	1 452 392 703 866	1 849 614 932 905	127,3	2 065 200 976 779	1 032 600 488 389	847 551 023 640	82,1	2 217 320 956 798	57,7	7,4
27	DEFENSE NATIONALE	2 741 863 394	2 680 103 090	97,7	4 712 859 356	2 356 429 678	849 089 516	36,03	5 678 197 149	0,1	20,48
43	URBANISME ET HABITAT	8 653 044 291	8 124 596 257	93,9	22 320 903 464	11 160 451 732	4 375 231 956	39,2	29 909 222 844	0,8	34,0
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI)-	1 200 265 544 972	1 507 773 317 772	125,6	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,0	1 680 939 431 910	43,7	-0,9
49	HYDROCARBURES	53 381 013 365	44 412 317 331	83,2	60 084 957 043	30 042 478 522	16 542 317 931	55,1	54 088 366 828	1,4	-10,0
55	AFFAIRES FONCIERES	67 036 579 165	69 636 114 088	103,9	106 515 608 159	53 257 804 080	30 171 469 363	56,7	132 071 555 170	3,4	24,0
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	120 314 658 678	216 988 484 367	180,4	175 441 442 548	87 720 721 274	210 078 874 660	239,5	314 634 182 897	8,2	79,3
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	53 550 703 362	74 233 490 591	138,6	194 703 115 322	97 351 557 661	15 895 899 172	16,3	136 633 974 205	3,6	-29,8
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	53 550 703 362	74 233 490 591	138,6	194 703 115 322	97 351 557 661	15 895 899 172	16,3	136 633 974 205	3,6	-29,8
	SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS	2 664 076 529 740	2 657 429 453 269	99,8	3 532 004 267 020	1 766 002 133 510	1 340 395 779 575	75,9	3 844 572 136 687	100,0	8,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.1.1.3	RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS										
I.1.1.3.	DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)										
15	CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX					11 693 312		3 411 707 568	0,0		
	27 420 000 Droits administratifs					11 693 312		3 411 707 568	0,0		
	Droits sur la vente des attributs de souveraineté							592 933 735			
	Droits sur la vente des symboles de souveraineté							363 894 350			
	Droits sur l'octroi de diplôme pour dignitaire							94 436 250			
	Droits sur l'octroi de diplôme pour la médaille de la paix							25 183 000			
	Carte pour dignitaire							31 478 750			
	Droits sur l'octroi de brevet (pour divers métiers y compris la médaille du combattant) pour personne physique							188 872 500			
	Droits sur l'octroi de médaille de l'ordre national "héros nationaux"							108 538 730			
	Droits sur l'octroi de médaille du combattant de la libération							0			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite civique							604 392 000			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite sportif						11 693 312	110 805 200			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite conjugal							120 878 400			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite maternel							60 439 200			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite agricole							58 424 560			
	Droits sur l'octroi de médaille de mérite des arts , sciences et lettres							48 351 360			
	Amendes transactionnelles pour la violation à la législation et à la réglementation en vigueur							1 003 079 533			

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	21 028 895 055	27 588 678 692	131,2	26 243 048 789	13 121 524 395	15 077 636 710	114,9	65 898 226 770	0,2	151,1
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	499 472 000	7 080 000	1,4	757 201 550	378 600 775	10 572 684	2,8	938 929 922	0,0	24,0
	27 012 220 <i>Droits d'octroi de la Carte consulaire</i>	374 354 000	0	0,0	470 091 750	235 045 875	10 572 684	4,5	582 913 770	0,0	24,0
	27 012 284 <i>Droits sur les actes d'état civil délivrés à l'étranger par les ambassades et consulats de la RDC</i>	125 118 000	7 080 000	5,7	287 109 800	143 554 900		0,0	356 016 152	0,0	24,0
	27 420 000 Droits administratifs	20 529 423 055	27 581 598 692	134,4	25 485 847 239	12 742 923 620	15 067 064 026	118,2	64 959 296 848	0,2	154,9
	27 421 100 <i>Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport</i>	140 757 750	6 341 732	4,5	276 595 920	138 297 960	6 854 466	5,0	342 978 941	0,0	24,0
	27 421 200 <i>Droits de légalisation par la représentation diplomatique ou consulaire (Droits de légalisation simple)</i>	23 980 950	138 179 779	576,2	56 841 616	28 420 808	66 252 032	233,1	70 483 604	0,0	24,0
	27 421 500 <i>Taxe de délivrance de la Note verbale</i>	3 398 095	11 877 758	349,5	2 325 185	1 162 593	13 986 783	1 203,1	2 883 229	0,0	24,0
	27 421 600 <i>Droits de délivrance du Passeport ordinaire</i>	19 289 025 000	27 425 199 423	142,2	22 577 823 258	11 288 911 629	14 967 814 124	132,6	61 353 347 112	0,1	171,7
	27 421 710 <i>Droits de délivrance des Visas d'entrée</i>	1 072 261 260	0	0,0	2 572 261 260	1 286 130 630	12 156 621	0,9	3 189 603 962	0,0	24,0
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 276 505 020	1 650 200 342	129,3	2 605 612 944	1 302 806 472	614 906 504	47,2	5 656 160 000	0,0	117,1
	17 134 000 Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	111 980 610	90 608 083	80,9	189 200 129	94 600 064	40 842 990	43,2	378 400 258	0,0	100,0
	17 134 700 <i>(Droits de délivrance ou de renouvellement de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport)</i>	111 980 610	90 608 083	80,9	189 200 129	94 600 064	40 842 990	43,2	378 400 258	0,0	100,0
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	20 853 000	10 840 275	52,0	272 974 493	136 487 246	3 985 732	2,9	609 948 986	0,0	123,4
	17 136 121 <i>Taxe sur l'autorisation spéciale de fabrication artisanale, d'importation et/ou de vente d'armes de chasse ou d'autodéfense</i>	20 853 000	10 840 275	52,0	67 549 887	33 774 943	3 985 732	11,8	135 099 774	0,0	100,0
	17 136 122 <i>Taxe sur l'autorisation spéciale de vente des dispositifs anti-incendie</i>				144 712 303	72 356 152	0	0,0	339 424 606	0,0	134,6
	17 136 123 <i>Taxe sur l'autorisation spéciale de service de maintenance, d'entretien et de recharge des dispositifs anti-incendie</i>				60 712 303	30 356 152	0	0,0	135 424 606	0,0	123,1
	17 181 000 Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises	285 461 407	222 422 858	77,9	420 787 250	210 393 625	30 511 250	14,5	2 768 903 822	0,0	558,0
	17 182 500 <i>Droits de vente de la carte d'identité</i>	0				0			1 977 333 333	0,0	
	17 182 600 <i>(Produits de vente de carte de résidence pour étranger)</i>	285 461 407	222 422 858	77,92	420 787 250	210 393 625	30 511 250	14,5	791 570 489	0,0	88,1
	27 426 000 Droits administratifs d'autorisation d'exploitation	405 885 245	454 887 505	112,1	740 514 164	370 257 082	258 657 284	69,9	695 299 783	0,0	-6,1
	27 426 820 <i>Droits de délivrance du permis d'exploitation d'une société de gardiennage</i>	405 885 245	454 887 505	112,1	740 514 164	370 257 082	258 657 284	69,9	695 299 783	0,0	-6,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE (Suite)										
	27 420 000 Droits administratifs	452 324 758	871 441 622	448,8	982 136 909	491 068 455	280 909 248	57,2	1 169 607 151	0,0	19,1
	27 426 111 Redevance annuelle d'exploitation d'une société de gardiennage	452 324 758	837 436 921	185,1	839 712 303	419 856 152	0	0,0	856 757 939	0,0	2,0
	27 426 112 Redevance annuelle d'exploitation de vente, de recharge et de maintenance des dispositifs anti-incendie		34 004 701		50 212 303	25 106 152	280 909 248	1 118,9	110 424 606	0,0	119,9
	27 426 113 Redevance annuelle de vente des dispositifs anti-incendie				92 212 303	46 106 152	0	0,0	202 424 606	0,0	119,5
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	567 000 000	2 030 186 037	358,1	38 972 702 000	19 486 351 000	2 711 576 953	13,9	22 327 168 600	0,1	-42,7
	27 022 300 Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours	440 000 000	1 993 158 441	453,0	38 795 874 500	19 397 937 250	2 711 012 083	14,0	22 327 168 600	0,1	-42,4
	27 022 321 Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique	440 000 000	1 381 155 999	313,9	4 402 969 000	2 201 484 500	2 663 012 083	121,0	554 032 600	0,0	-87,4
	27 022 360 Droits de dépôt des candidatures aux élections	0	612 002 442		34 392 905 500	17 196 452 750	48 000 000	0,3	21 773 136 000	0,1	-36,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles	127 000 000	37 027 596	29,2	176 827 500	88 413 750	564 870	0,6	0	0,0	-100,0
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	127 000 000	37 027 596	29,2	176 827 500	88 413 750	564 870	0,6	0	0,0	-100,0
27	DEFENSE NATIONALE	2 741 863 394	2 680 103 090	97,7	4 712 859 356	2 356 429 678	849 089 516	36,0	5 678 197 149	0,0	20,5
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	287 424 200	1 440 520 932	501,2	1 004 687 357	502 343 679	334 842 119	66,7	1 273 030 762	0,0	26,7
	17 135 300 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de l'importation, fabrication, achat, vente, transport ou emmagasinage des produits explosifs	287 424 200	1 440 520 932	501,18	1 004 687 357	502 343 679	334 842 119	66,7	1 273 030 762	0,0	26,7
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 454 439 194	1 072 541 377	43,70	3 708 171 999	1 854 086 000	514 247 397	27,7	4 405 166 387	0,0	18,8
	17 136 326 Taxe d'agrément des dépôts d'explosifs (mine ou carrière)	188 885 237	147 593 786	78,1	26 627 657	13 313 829	107 224 856	805,4	190 922 375	0,0	617,0
	17 136 228 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de minage	2 172 069 783	631 425 275	29,1	3 337 081 452	1 668 540 726	161 046 837	9,7	3 912 048 012	0,0	17,2
	17 136 322 Taxe d'agrément de boufeu	93 484 174	293 522 315	313,98	344 462 890	172 231 445	245 975 703	142,8	302 196 000	0,0	-12,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles		167 040 781								
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives		167 040 781								
29	ÉCONOMIE NATIONALE	21 000 000 000	5 111 406 202	24,3	12 232 899 380	6 116 449 690	625 238 688	10,2	16 596 386 477	0,0	35,7
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	707 927 471	305 153 803	43,1	531 153 130	265 576 565	314 625 671	118,5	726 467 752	0,0	36,8
	17 136 223 Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	707 927 471	305 153 803	43,1	531 153 130	265 576 565	314 625 671	118,5	726 467 752	0,0	36,8
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	351 565 500	13 854 586	3,9	25 273 750	12 636 875	130 000	1,0	45 167 161	0,0	78,7
	27 012 233 Droits de vente d'une revue économique	351 565 500	13 854 586	3,9	25 273 750	12 636 875	130 000	1,0	45 167 161	0,0	78,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles	19 940 507 029	4 792 397 813	24,0	11 676 472 500	5 838 236 250	310 483 017	5,3	15 824 751 565	0,0	35,5
	37 444 000 Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	19 940 507 029	4 792 397 813	24,0	11 676 472 500	5 838 236 250	310 483 017	5,3	15 824 751 565	0,0	35,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
30	FINANCES	6 695 718 642	15 982 274 168	238,7	19 005 468 832	9 502 734 416	2 398 025 894	25,2	27 565 241 914	0,1	45,0	
	17 111 000	Impôts professionnels des personnes physiques							1 720 406 350	0,0		
	17 113 810	Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)							1 720 406 350	0,0		
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément							1 724 564 090	0,0		
	17 136 215	Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie							1 724 564 090	0,0		
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	0	401 600		0	0		0	0,0		
	27 012 212	Vente du bulletin des Finances	0	401 600		0	0			0,0		
	27 482 000	Restitution au Trésor Public	3 283 846 498	4 856 710 666	147,9	7 473 372 291	3 736 686 145	136 148 086	3,6	1 757 135 938	0,0	-76,5
	27 482 100	Droits sur le recouvrement de débet comptable	8 621 567	62 765 726	728,01	29 992 786	14 996 393	5 591 400	37,28	2 714 744	0,0	-90,9
	27 482 300	Droits su la récupération des sommes indûment payées par le Trésor public	3 275 224 931	657 198 134	20,07	7 443 379 504	3 721 689 752	130 556 686	3,51	1 754 421 194	0,0	-76,4
	27 482 400	Droits sur le remboursement des créances des biens nationalisés	0	4 136 746 806		0	0			0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	3 411 872 144	11 125 161 903	326,1	11 532 096 541	5 766 048 271	2 261 877 808	39,2	22 363 135 536	0,1	93,9
	37 442 000	Astreintes pour défaut ou retard de transmission des tableaux de synthèse exigés par le système comptable	2 433 545 100	891 751 286	36,6	5 377 221 446	2 688 610 723	60 206 169	2,2	10 891 647 500	0,0	102,6
	37 443 000	Amendes pour non respect de la législation de change	978 327 044	10 233 410 617	1 046,01	6 154 875 095	3 077 437 548	2 201 671 640	71,5	11 471 488 036	0,0	86,4
31	BUDGET	477 271 206	885 292 698	185,5	1 129 753 655	564 876 828	200 890 567	35,6	1 129 753 655	0,0	0,0	
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	477 271 206	885 292 698	185,5	1 129 753 655	564 876 828	200 890 567	35,6	1 129 753 655	0,0	0,0
	27 012 281	Droits de vente de Dossier d'Appel d'Offres(DAO)	453 883 966	878 224 034	193,5	1 096 375 983	548 187 992	182 459 627	33,3	1 096 375 983	0,0	0,0
	27 012 282	Droits sur dossier de marché passé par la procédure de gré à gré	23 387 240	7 068 663	30,2	33 377 672	16 688 836	18 430 940	110,4	33 377 672	0,0	0,0
32	PLAN	4 410 755 366	100 895 350	2,3	122 918 781	61 459 391	58 449 625	95,1	110 089 314	0,0	-10,4	
	17 136 300	Taxes d'agrément	4 307 016 052	3 862 501	0,1	120 027 777	60 013 889	2 004 520	3,3	6 200 000	0,0	-94,8
	17 136 381	Taxe d'agrément pour la distribution de l'aide alimentaire	4 307 016 052	3 862 501	0,1	120 027 777	60 013 889	2 004 520	3,3	6 200 000	0,0	-94,8
	27 420 000	Droits administratifs	103 739 314	94 699 708	91,3	2 891 004	1 445 502	56 445 105	3 904,9	103 739 314	0,0	3 488,3
	27 427 220	Droits d'enregistrement d'une association sans but lucratif	103 739 314	94 699 708	91,3	2 891 004	1 445 502	56 445 105	3 904,9	103 739 314	0,0	3 488,3
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	2 333 141		0	0	0		150 000	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	0	2 333 141		0	0	0		150 000	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	4 148 634 694	1 958 560 754	47,2	6 118 804 535	3 059 402 268	715 256 349	23,4	9 387 969 407	0,0	53,4
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	48 000 000	2 387 800	5,0	287 052 560	143 526 280	2 993 600	2,1	24 002 000	0,0	-91,6
	27 012 111 Droits de vente d'un bien saisi et confisqué	48 000 000	2 387 800	5,0	287 052 560	143 526 280	2 993 600	2,1	24 002 000	0,0	-91,6
	27 022 000 Vente résiduelle des services des établissements non marchands	1 636 049 062	867 233 282	53,0	1 932 141 409	966 070 704	274 555 344	28,4	1 369 902 382	0,0	-29,1
	27 022 220 Droits d'authentification de document	294 799 610	228 259 311	77,4	530 839 736	265 419 868	85 673 701	32,3	314 686 768	0,0	-40,7
	Droits de légalisation de signature		149 775 130				0			0,0	
	27 022 331 Droits relatifs au fonctionnement d'une Association Sans But Lucratif	244 118 452	242 462 861	99,3	1 087 327 273	543 663 637	92 287 214	17,0	841 716 592	0,0	-22,6
	27 022 540 Quotité du Trésor Public sur la vente du journal officiel	132 450 000	55 462 980	41,9	55 143 100	27 571 550	21 358 681	77,5	39 601 845	0,0	-28,2
	27 022 570 Droits d'insertion payante dans le journal officiel d'un document dactylographié ou manuscrit	964 681 000	186 911 000	19,4	258 831 300	129 415 650	75 235 749	58,1	173 897 177	0,0	-32,8
	Droits d'abonnement au service de la documentation et d'études		4 362 000		0	0	0			0,0	
	27 425 000 Droits administratifs de vérification, de contrôle et de surveillance	818 307 230	511 372 061	62,5	745 504 815	372 752 408	74 798 700	20,1	2 196 713 090	0,0	194,7
	27 425 710 Droits sur l'acte relatif à la nationalité congolaise	818 307 230	511 372 061	62,5	745 504 815	372 752 408	74 798 700	20,1	987 929 090	0,0	32,5
	Garantie financière notoire								1 208 784 000		
	27 484 000 Recettes diverses	813 465 749	503 297 787	61,9	2 090 313 352	1 045 156 676	352 402 340	33,7	5 096 548 752	0,0	143,8
	27 484 300 Droits pour la censure d'une chanson ou d'un spectacle	184 134 424	72 361 065	39,3	405 633 578	202 816 789	96 643 732	47,7	1 968 303 280	0,0	385,2
	27 484 620 Autres recettes judiciaires	629 331 325	430 936 722	68,5	1 684 679 774	842 339 887	255 758 608	30,4	3 128 245 472	0,0	85,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles	832 812 653	74 269 823		1 063 792 400	531 896 200	10 506 366	2,0	700 803 183	0,0	-34,1
	37 448 100 Amendes judiciaires		37 738 247						203 438 933	0,0	
	37 448 300 Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude	832 812 653	36 531 576	4,4	1 063 792 400	531 896 200	10 506 366	2,0	497 364 250	0,0	-53,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
37	SANTE PUBLIQUE	123 696 728 709	143 843 237 903	116,3	174 857 105 519	87 428 552 760	114 246 648 362	130,7	212 315 934 943	0,5	21,4	
	17 135 000	Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	1 352 856 794	1 984 026 266	146,7	3 450 634 536	1 725 317 268	476 906 565	27,6	2 853 838 292	0,0	-17,3
	17 135 120	Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques	1 163 925 805	1 193 242 397	102,5	1 984 526 924	992 263 462	409 126 385	41,2	2 302 582 422	0,0	16,0
	17 135 250	Taxe sur autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique, d'analyse clinique et bio médical, d'imagerie médicale et radiodiagnostic	153 807 360	517 582 212	336,5	1 245 629 134	622 814 567	38 581 503	6,2	286 834 370	0,0	-77,0
	17 135 261	Autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros des produits pharmaceutiques	35 123 629	135 556 524	385,9	87 345 080	43 672 540	29 198 677	66,9	60 439 200	0,0	-30,8
	17 135 262	Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de réactifs de laboratoire		123 202 933		133 133 398	66 566 699	0	0,0	203 982 300	0,0	53,2
	17 135 263	Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de dispositifs médicaux		7 942 200							0,0	
	17 135 264	Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de tabacs		2 500 000							0,0	
	17 135 265	Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle		4 000 000							0,0	
	17 153 000	Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	4 288 124 030	2 860 084 750	66,7	12 456 631 174	6 228 315 587	1 493 918 171	24,0	5 223 672 727	0,0	-58,1
	17 153 140	Taxe sur l'autorisation d'importation de médicament ou de tabac	4 288 124 030	2 860 084 750	66,7	12 456 631 174	6 228 315 587	1 493 918 171	24,0	5 223 672 727	0,0	-58,1
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	3 265 784	495 066 911	15 159,2	26 589 354	13 294 677	11 057 586	83,2	0	0,0	-100,0
	27 022 222	Droits d'Authentification des titres scolaires des Instituts Techniques Médicaux	3 265 784	495 066 911	15 159,2	26 589 354	13 294 677	11 057 586	83,2	0	0,0	-100,0
	27 420 000	Droits administratifs	116 896 949 795	135 783 610 701	116,2	152 127 161 289	76 063 580 645	102 194 997 734	134,4	200 824 851 023	0,5	32,0
	27 423 300	Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés		2 866 351 243		120 446 553	60 223 277	2 143 181	3,6	128 516 472	0,0	6,7
	27 423 400	Taxe de contrôle sanitaires aux postes frontaliers des produits d'origine, toxiques, soporifiques et stupéfiants	95 557 582 647	102 407 685 626	107,17	118 252 303 012	59 126 151 506	91 610 581 406	154,9	165 632 501 255	0,4	40,1
	27 423 500	Taxe de Contrôle sanitaire aux postes frontaliers		6 664 512 600		0	0	0		0	0,0	
	27 425 720	Taxe pour la délivrance du certificat international de vaccination	823 755 441	3 114 646 820	378,1	3 852 162 568	1 926 081 284	1 797 537 034	93,3	3 610 260 063	0,0	-6,3
	27 425 831	Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef et train	18 742 194	3 903 126 418	20 825,3	300 255 458	150 127 729	150 589 544	100,3	469 537 035	0,0	56,4
	27 425 832	Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de véhicules d'occasion à l'importation et véhicule routier transfrontalier	14 973 146 525	8 891 856 365	59,4	14 196 563 223	7 098 281 612	6 104 415 326	86,0	20 101 763 133	0,0	41,6
	27 425 833	Taxe sur la désinfection et le contrôle sanitaire de friperie	5 523 722 988	6 715 304 556	121,6	9 208 417 520	4 604 208 760	2 529 731 243	54,9	0	0,0	-100,0
	27 428 140	Droit d'enregistrement de professionnel de la santé		1 220 127 073		0	0	0		0	0,0	
		Certificat police sanitaire	0	0		97 554 888	48 777 444	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Contrôle des établissements classés aux postes frontaliers	0	0		35 852 856	17 926 428	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Redevance sur la désinfection et le contrôle sanitaire des friperies	0	0		6 063 605 211	3 031 802 606	0	0,0	10 882 273 065	0,0	79,5
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 155 532 306	2 720 449 276	235,4	6 796 089 166	3 398 044 583	10 069 768 306	296,3	3 413 572 901	0,0	-49,8
	37 441 000	Amendes transactionnelles	1 155 532 306	2 720 449 276	235,4	6 796 089 166	3 398 044 583	10 069 768 306	296,3	3 413 572 901	0,0	-49,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
40	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE		8 967 874 356	1 473 454 254	16,4	9 417 547 875	4 708 773 938	1 002 635 645	21,3	13 335 757 720	0,0	41,6
	17 136 300	Taxes d'agrément	469 192 500	98 402 857	21,0	475 146 500	237 573 250	71 307 165	30,0	692 540 750	0,0	45,8
	17 136 334	Taxe d'agrément d'un établissement privé d'enseignement supérieur et universitaire	469 192 500	98 402 857	21,0	475 146 500	237 573 250	71 307 165	30,0	692 540 750	0,0	45,8
	27 022 000	Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	8 498 681 856	1 349 028 198	15,9	8 942 401 375	4 471 200 688	928 369 804	20,8	12 643 216 970	0,0	41,4
	27 022 223	Droits d'authentification d'un titre académique d'une université ou d'un institut supérieur	302 752 596	372 659 159	123,1	308 137 560	154 068 780	146 924 590	95,4	497 118 342	0,0	61,3
	27 022 232	Droits pour l'octroi d'équivalence de diplôme	6 563 975	273 196 478	4 162,1	6 672 270	3 336 135	3 186 170	95,5	8 814 155	0,0	32,1
	27 022 233	Droits d'enterinement ou d'homologation de titre académique	8 172 682 885	695 192 164	8,51	8 611 416 345	4 305 708 173	777 679 044	18,1	12 119 051 764	0,0	40,7
	27 022 411	Taxe de délivrance d'une attestation en vue d'une exonération pour frais d'études	0	7 980 397		16 175 200	8 087 600	580 000	7,2	17 628 310	0,0	9,0
	27 022 483	Taxe de délivrance d'une attestation d'exonération pour rapatriement de l'étranger des effets personnels d'un diplômé	16 682 400	0	0,00	0	0	0		604 399	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	26 023 200		0	0	2 958 676		0	0,0	
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratifs	0	26 023 200		0	0	2 958 676		0	0,0	
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE		19 604 696	13 369 575	68,2	19 604 696	9 802 348	12 365 266	126,1	24 418 168	0,0	24,6
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	14 868 189	10 877 049	73,2	14 868 189	7 434 095	11 282 000	151,8	21 224 140	0,0	42,7
	17 136 171	Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique	5 692 869	7 409 300	130,2	5 692 869	2 846 435	6 525 950	229,3	10 601 308	0,0	86,2
	17 136 172	Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche	9 175 320	3 467 749	37,8	9 175 320	4 587 660	4 756 050	103,7	10 622 832	0,0	15,8
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	3 065 391	1 204 525	39,3	3 065 391	1 532 696	1 083 266	70,7	2 990 548	0,0	-2,4
	27 416 210	Taxe d'enregistrement des résultats en matière de recherche scientifique	3 065 391	1 204 525	39,3	3 065 391	1 532 696	1 083 266	70,7	2 990 548	0,0	-2,4
	27 420 000	Droits administratifs	417 060	0	0,0	417 060	208 530	0	0,0	203 480	0,0	-51,2
	27 428 160	Droits d'octroi ou de renouvellement de la carte de chercheur indépendant	417 060	0	0,0	417 060	208 530	0	0,0	203 480	0,0	-51,2
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 254 056	1 288 000	102,7	1 254 056	627 028	0	0,0	0	0,0	-100,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratifs	1 254 056	1 288 000	102,7	1 254 056	627 028	0	0,0	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		1 511 461 718	1 650 080 498	109,2	2 487 360 984	1 243 680 492	706 598 365	56,8	1 809 323 994	0,0	-27,3
	17 134 800	Autres taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	12 162 593	9 796 282	80,5	0	0	4 226 800		0	0,0	
		Redevance pour l'utilisation temporaire du domaine public de l'État (hormis pour la construction et l'implantation des panneaux destinés à la publicité)	12 162 593	9 796 282	80,5		0	4 226 800			0,0	
	17 136 300	Taxes d'agrément	365 970 150	929 655 403	254,0	997 352 724	498 676 362	487 409 946	97,7	425 188 393	0,0	-57,4
	17 136 314	Taxe d'agrément des entreprises de construction	286 207 425	828 427 687	289,5	371 448 304	185 724 152	270 312 359	145,5	377 446 089	0,0	1,6
	17 136 315	Taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures	79 762 725	77 221 116	96,8	238 002 904	119 001 452	215 871 147	181,4	47 742 304	0,0	-79,9
		Agrément des entreprises d'aménagement intérieur		23 461 000		198 373 664	99 186 832	0	0,0	0	0,0	-100,0
		Enregistrement des indépendants dans le secteur de construction et d'aménagement intérieur		545 600		189 527 852	94 763 926	1 226 441	1,3	0	0,0	-100,0
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	924 981 420	354 808 411	38,4	1 010 764 323	505 382 162	86 463 154	17,1	1 380 865 580	0,0	36,6
	27 012 112	Droits de Vente de matériel ou mobilier déclassé	924 981 420	354 808 411	38,4	1 010 764 323	505 382 162	86 463 154	17,1	1 380 865 580	0,0	36,6
	27 021 000	Ventes de services des établissements marchands	205 177 455	351 089 062	171,1	161 904 794	80 952 397	127 490 966	157,5	3 270 021	0,0	-98,0
	27 021 100	Droits relatifs aux prestations diverses	205 177 455	351 089 062	171,1	161 904 794	80 952 397	127 490 966	157,5	3 270 021	0,0	-98,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	3 170 100	4 731 340	149,2	317 339 143	158 669 572	1 007 500	0,6	0	0,0	-100,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	3 170 100	4 731 340	149,2	317 339 143	158 669 572	1 007 500	0,6		0,0	-100,0
43	URBANISME ET HABITAT		8 653 044 291	8 124 596 257	93,9	22 320 903 464	11 160 451 732	4 375 231 956	39,2	29 909 222 844	0,1	34,0
	17 136 100	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	4 863 337 046	6 402 265 602	131,6	11 748 211 807	5 874 105 903	3 045 236 275	51,8	9 512 790 803	0,0	-19,0
	17 136 141	Taxe sur permis de démolir un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	597 964 873	107 952 651	18,05	314 218 503	157 109 251	1 291 970 807	822,3	4 532 940	0,0	-98,6
	17 136 142	Taxe sur permis de construire (autorisation de bâtir) un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	3 373 059 099	5 132 502 511	152,2	6 837 948 471	3 418 974 235	1 365 797 261	39,9	62 690 560	0,0	-99,1
	17 136 143	Autorisation de transformation d'immeuble à étage	892 313 073	97 710 940	10,95	18 312 310	9 156 155	111 302 205	1 215,6	73 676 262	0,0	302,3
	17 136 146	Taxe sur permis de construire une station service de plus de trois pompes		1 017 257 810		0	0	207 153 409		1 265 987 000	0,0	
		Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un bureau d'études d'architecture et d'urbanisme	0	46 841 690		4 577 732 523	2 288 866 261	69 012 593	3,0	8 105 904 040	0,0	77,1
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	2 923 235 820	59 788 650	2,05	0	0	0		523 672 100	0,0	
	27 012 212	Droits du livret de bail (Baux à loyer)	2 923 235 820	59 788 650	2,05		0			523 672 100	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
43	URBANISME ET HABITAT (Suite)										
	27 022 000 Ventes de services des établissements non marchands	0	1 002 500		6 392 138 844	3 196 069 422	4 670 000	0,1	4 660 869 640	0,0	-27,1
	27 022 322 Taxe d'agrément et d'enregistrement d'une agence immobilière	0	1 002 500		6 392 138 844	3 196 069 422	4 670 000	0,1	4 660 869 640	0,0	-27,1
	27 428 000 Autres droits administratifs	12 736 570	83 789 040	657,9	63 761 837	31 880 919	44 371 400	139,2	5 475 784 917	0,0	8 487,9
	<i>Taxe d'agrément et d'enregistrement d'une organisation non gouvernementale/habitat en République Démocratique du Congo</i>								1 432 009 897	0,0	
	27 428 223 Taxe sur établissement d'avis urbanistique sur la concession foncière de 50 ares et plus pour la terre urbaine ou de 10 ha et plus pour la terre rurale	10 000 000	270 000	2,7	63 761 837	31 880 919	25 020 900	78,5	40 033 620	0,0	-37,2
	27 428 231 Taxe sur morcellement d'une parcelle ou d'une concession foncière de 50 ares et plus pour les terres urbaines ou de 10 ha et plus pour les terres rurales	2 736 570	50 000	1,8		0	19 350 500		230 876 000	0,0	
	Taxe sur la construction et l'implantation sur la voie publique des panneaux, enseignes et appareils destinés à recevoir une publicité graphique quelconque	0	78 043 440		0	0	0		0	0,0	
	27 023 324 Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un agent immobilier	0	5 250 600		0	0	0		2 317 097 400	0,0	
	27 022 325 Taxe d'agrément et d'enregistrement d'un courtier immobilier	0	175 000		0	0	0		1 455 768 000	0,0	
	27 415 100 Loyers	789 155 256	1 564 766 768	198,3	3 763 520 094	1 881 760 047	1 267 064 509	67,3	8 392 039 985	0,0	123,0
	27 415 221 Droits de location de maison du domaine privé de l'État relevant du Pouvoir Central	789 155 256	1 560 617 868	197,8	3 647 750 398	1 823 875 199	1 138 952 412	62,4	7 712 098 985	0,0	111,4
	27 415 222 Préavis bail non professionnel à usage commercial, industriel et socio-culturel	0	4 148 900		115 769 696	57 884 848	128 112 097	221,3	679 941 000	0,0	487,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	64 579 600	12 983 696	20,1	353 270 882	176 635 441	13 889 772	7,9	1 344 065 399	0,0	280,5
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	64 579 600	12 983 696	20,1	353 270 882	176 635 441	13 889 772	7,9	1 344 065 399	0,0	280,5
44	AGRICULTURE	47 952 425 458	18 065 682 518	37,7	47 952 425 458	23 976 212 729	5 035 651 876	21,0	61 706 044 877	0,2	28,7
	17 135 000 Taxe sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	3 575 109 516	11 289 646	0,3	3 575 109 516	1 787 554 758	62 826 478	3,5	5 295 375 452	0,0	48,1
	17 135 231 Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente d'intrants agricoles	3 575 109 516	11 289 646	0,3	3 575 109 516	1 787 554 758	62 826 478	3,5	5 295 375 452	0,0	48,1
	27 022 000 Ventes de services des établissements non marchands	827 368 530	12 517 123 309	1 512,9	827 368 530	413 684 265	933 999 173	225,8	187 162 300	0,0	-77,4
	27 022 432 Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers de végétaux , produits végétaux et produits d'origine végétale	226 333 432	11 322 055 324	5 002,4	226 333 432	113 166 716	185 826 239	164,2	20 008 000	0,0	-91,2
	27 022 435 Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périssables avariées aux postes frontaliers	601 035 098	1 195 067 985	198,8	601 035 098	300 517 549	748 172 935	249,0	167 154 300	0,0	-72,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
44	AGRICULTURE (Suite)										
27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	9 182 019 028	695 282 341	7,6	9 182 019 028	4 591 009 514	462 292 385	10,1	12 958 474 992	0,0	41,1
27 423 121	Taxe sur l'autorisation d'importation des végétaux, produits végétaux et produits d'origine végétale	623 741 915	377 777 238	60,6	623 741 915	311 870 958	213 567 791	68,5	959 665 960	0,0	53,9
27 423 122	Taxe sur l'autorisation d'importation des produits phytosanitaires ou intrants agricoles	3 777 798 233	157 094 922	4,2	3 777 798 233	1 888 899 117	226 352 796	12,0	5 498 064 193	0,01	45,54
27 423 123	Taxe sur l'Autorisation d'exportation des végétaux, des produits végétaux et produits d'origine végétale	4 780 478 879	71 472 547	1,5	4 780 478 879	2 390 239 440	22 371 798	0,9	6 500 744 839	0,02	35,99
27 423 124	Taxe sur l'autorisation d'exportation de produits phytosanitaires ou intrants agricoles		88 937 634		0	0	0		0	0,00	
27 420 000	Droits administratifs	32 631 767 420	4 817 935 197	14,8	32 631 767 420	16 315 883 710	3 565 686 321	21,9	39 697 714 038	0,1	21,7
27 423 220	Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation de denrées alimentaires d'origine minérale	7 526 925 448	154 802 660	2,1	7 526 925 448	3 763 462 724	192 018 309	5,1	736 200 927	0,0	-90,2
27 425 110	Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire de végétaux	180 409 413	371 872 882	206,1	180 409 413	90 204 707	48 605 356	53,9	67 994 910	0,0	-62,3
27 425 122	Taxe à l'exportation sur la délivrance d'un certificat phytosanitaire ou d'origine	2 634 654 792	114 773 507	4,4	2 634 654 792	1 317 327 396	145 193 092	11,0	4 354 920 752	0,0	65,3
27 425 140	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers des végétaux, produits végétaux, produits d'origine végétale, produits phytosanitaires ou intrants agricoles	22 289 777 767	4 111 841 731	18,4	22 289 777 767	11 144 888 884	3 179 869 564	28,5	34 538 597 449	0,1	55,0
	Destruction des végétaux		28 104 969		0	0	0		0	0,0	
	Taxe sur la délivrance du certificat d'origine des végétaux		36 539 449		0	0	0		0	0,0	
37 440 000	Amendes transactionnelles	1 736 160 964	24 052 024	1,4	1 736 160 964	868 080 482	10 847 518	1,2	3 567 318 095	0,0	105,5
37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 736 160 964	24 052 024	1,4	1 736 160 964	868 080 482	10 847 518	1,2	3 567 318 095	0,0	105,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
46	INDUSTRIE		20 571 476 123	22 241 122 614	108,1	24 645 795 855	12 322 897 927	9 416 533 397	76,4	33 963 567 790	0,1	37,8
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	8 881 767 958	5 579 990 171	62,8	10 161 639 365	5 080 819 683	4 482 049 246	88,2	15 879 529 661	0,0	56,3
	17 134 500	Taxes relatives à la métrologie légale	8 881 767 958	5 579 990 171	62,8	10 161 639 365	5 080 819 683	4 482 049 246	88,2	15 879 529 661	0,0	56,3
	17 134 510	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	1 120 712 704	3 247 988 704	289,8	3 978 402 274	1 989 201 137	3 983 053 378	200,2	4 779 664 054	0,0	20,1
	17 134 520	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	946 946 126	85 484 213	9,0	504 037 695	252 018 847	372 296 391	147,7	282 069 925	0,0	-44,0
	17 134 530	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	473 203 295	70 468 249	14,9	421 980 636	210 990 318	4 025 400	1,9	440 536 175	0,0	4,4
	17 134 540	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant lemmole comme unité de masse	75 562 857	360 523 635	477,1	447 118 727	223 559 364	2 842 920	1,3	57 047 850	0,0	-87,2
	17 134 550	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	400 919 788	13 098 750	3,3	270 237 104	135 118 552	7 809 230	5,8	2 301 056 723	0,0	751,5
	17 134 560	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant unité de température	243 304 516	84 022 121	34,5	120 907 633	60 453 817	236 500	0,4	98 122 302	0,0	-18,8
	17 134 570	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	792 884 462	0	0,0	291 492 618	145 746 309	37 891 443	26,0	7 606 380	0,0	-97,4
	17 134 580	Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	4 702 246 725	628 304 494	13,4	1 908 365 984	954 182 992	2 444 920	0,3	7 827 687 376	0,0	310,2
	17 134 610	Taxe relative à la normalisation	125 987 485	1 090 100 006	865,2	2 219 096 694	1 109 548 347	71 449 064	6,4	85 738 876	0,0	-96,1
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	101 329 536	343 440 582	338,9	600 621 235	300 310 618	32 547 249	10,8	143 227 500	0,0	-76,2
	27 012 236	Droits sur la vente du recueil des normes	101 329 536	343 440 582	338,9	600 621 235	300 310 618	32 547 249	10,8	143 227 500	0,0	-76,2
	27 416 000	Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	10 057 953 431	15 380 097 974	152,9	12 049 999 013	6 024 999 507	4 684 591 447	77,8	16 040 810 629	0,0	33,1
	27 416 310	Taxe relative à la protection de la propriété industrielle	6 720 507 526	10 509 114 957	156,4	8 051 549 414	4 025 774 707	1 929 920 201	47,9	2 920 282 952	0,0	-63,7
	27 416 310	Taxe relative à la protection de la propriété industrielle					1 929 920 201					
	27 416 330	Taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle	3 337 445 905	4 870 983 016	145,9	3 998 449 599	1 999 224 799	2 754 671 247	137,8	13 120 527 677	0,0	228,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 530 425 198	937 593 887	61,3	1 833 536 241	916 768 120	217 345 454	23,7	1 900 000 000	0,0	3,6
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 530 425 198	937 593 887	61,3	1 833 536 241	916 768 120	217 345 454	23,7	1 900 000 000	0,0	3,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	60 822 536 060	97 160 959 701	159,7	62 419 568 138	31 209 784 069	33 087 788 247	106,0	65 307 073 900	0,2	4,6
	17 136 200 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	11 678 366 700	4 910 036 648	42,0	6 485 749 725	3 242 874 863	2 017 486 880	62,2	8 650 360 500	0,0	33,4
	17 136 224 <i>Taxe sur l'octroi du numéro import / export (personne physique/personne morale)</i>	11 678 366 700	4 910 036 648	42,0	6 485 749 725	3 242 874 863	2 017 486 880	62,2	8 650 360 500	0,0	33,4
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	2 151 580 860	2 440 623 639	113,4	155 281 920	77 640 960	30 117 326	38,8	309 750 900	0,0	99,5
	17 153 240 <i>Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des mitrilles (personne physique/personne morale)</i>	2 151 580 860	2 440 623 639	113,4	155 281 920	77 640 960	30 117 326	38,8	309 750 900	0,0	99,5
	27 420 000 Droits administratifs	0	420 912 390		0	0	0		0	0,0	
	Taxe (non douanière) sur les opérations d'importation	0	420 912 390		0	0			0	0,0	
	Ventes résiduelles des établissements non marchands	0	676 500		0	0	0		0	0,0	
	7 423 331 Vente bulletin " mercuriale prix à l'exportation"	0	61 500		0	0			0	0,0	
	7 423 332 Vente de la revue de commerce	0	615 000		0	0			0	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	46 992 588 500	89 388 710 524	190,2	55 778 536 493	27 889 268 247	31 040 184 041	111,3	56 346 962 500	0,1	1,0
	37 445 000 <i>Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce</i>	46 992 588 500	89 388 710 524	190,2	55 778 536 493	27 889 268 247	31 040 184 041	111,3	56 346 962 500	0,1	1,0
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI)	1 200 265 544 972	1 507 773 317 772	125,6	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,0	1 680 939 431 910	4,1	-0,9
	17 136 000 Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 395 717 758	3 610 824 347	150,7	4 283 256 049	2 141 628 025	3 336 648 310	155,8	3 338 258 480	0,0	-22,1
	17 136 131 <i>Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autre que des produits d'exploitation artisanale</i>		407 316 060		23 988 694	11 994 347	26 621 733	222,0	755 490	0,0	-96,9
	17 136 214 Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	1 964 352 600	1 437 188 463	73,2	2 467 967 954	1 233 983 977	1 984 879 682	160,9	2 505 708 500	0,0	1,5
	17 136 225 <i>Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant (cassiterite)</i>	950 897	362 369 544	38 108,2	325 250 379	162 625 190	18 135 360	11,2	17 124 440	0,0	-94,7
	17 136 251 <i>Taxe d'agrément de coopérative minière</i>	103 022 161	300 954 939	292,1	302 661 005	151 330 503	228 584 481	151,0	251 830 000	0,0	-16,8
	17 136 312 <i>Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière</i>	62 559 000	228 938 427	366,0	135 636 253	67 818 127	55 803 245	82,3	18 887 250	0,0	-86,1
	17 136 323 <i>Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières</i>	93 838 500	601 918 871	641,4	549 090 455	274 545 228	111 495 718	40,6	226 647 000	0,0	-58,7
	17 136 327 <i>Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale</i>	170 994 600	272 138 043	159,2	478 661 309	239 330 655	911 128 091	380,7	317 305 800	0,0	-33,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)										
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	445 211 550	424 520 290	95,35	416 046 401	208 023 201	296 547 416	142,6	427 607 340	0,0	2,8
	17 153 210 Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	195 601 140	134 574 274	68,80	220 730 861	110 365 431	175 403 201	158,9	287 086 200	0,0	30,1
	17 153 220 Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	249 610 410	289 946 016	116,16	195 315 540	97 657 770	121 144 214	124,0	140 521 140	0,0	-28,1
	27 011 000 Ventes de biens des établissements marchands	208 384 029	593 000	0,28	720 947 368	360 473 684	408 761 961	113,4	275 333 294	0,0	-61,8
	27 011 300 Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	208 384 029	593 000	0,28	720 947 368	360 473 684	408 761 961	113,4	275 333 294	0,0	-61,8
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands		720 947 369		0	0	500 000		0	0,0	
	27 012 241 Droits sur la vente des publications du Ministère des Mines		720 947 369				500 000		0	0,0	
	27 415 000 Loyers	1 132 428 168 093	1 488 099 592 509	131,4	1 650 307 579 409	825 153 789 704	535 130 175 738	64,9	1 672 654 015 892	4,1	1,4
	27 415 410 Redevance minière	1 070 062 548 875	1 334 054 946 292	124,7	1 520 448 936 713	760 224 468 357	471 026 006 511	62,0	1 512 342 471 593	3,7	-0,5
	27 415 421 Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 352 871 751	1 728 611 483	51,6	2 540 811 415	1 270 405 708	2 270 403 969	178,7	3 387 312 396	0,0	33,3
	27 415 422 Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	25 219 625 207	18 294 206 034	72,5	27 343 501 094	13 671 750 547	15 417 995 245	112,8	35 661 223 528	0,1	30,4
	27 415 423 Quotité 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 387 830 022	1 405 205 056	101,3	2 713 626 671	1 356 813 336	1 046 928 096	77,2	1 964 044 382	0,0	-27,6
	27 415 424 Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	286 711 400	1 039 746 555	362,6	420 001 149	210 000 575	6 153 401	2,9	413 812 546	0,0	-1,5
	27 415 430 Redevance pour acheteur supplémentaire	3 883 733 102	687 572 001	17,7	1 273 797 000	636 898 500	609 274 196	95,7	1 703 629 950	0,0	33,7
	27 415 441 Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèque, de cession, d'amodiation, de contrat d'option et/ou de transmission	1 328 606 286	25 068 340	1,9	148 811 840	74 405 920	2 236 824 589	3 006,2	2 810 972 796	0,0	1 788,9
	27 415 442 Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	133 369 000	139 431 681	104,5	2 510 617	1 255 309	68 801 853	5 480,9	7 554 900	0,0	
	Transformation d'un permis de recherche initiale	0	35 070 436								
	Taxe sur l'autorisation de traitement exceptionnel des substances minérales brutes à l'extérieur du pays								12 591 500	0,0	
	27 415 482 Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	0	15 362 970 407		31 440 545 000	15 720 272 500	7 243 267 263	46,1	39 159 565 000	0,1	24,6
	27 415 483 Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	26 772 872 450	85 719 742 356	320,2	63 975 037 910	31 987 518 955	35 204 520 617	110,1	75 190 711 386	0,2	17,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)										
	Quotité de 50% de la redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	0	29 604 552 000		0	0	0		0	0,0	
	Taxe sur l'autorisation de la vente des substances minérales précieuses trouvées occasionnellement	0	2 469 867		0	0	0		125 915	0,0	
	27 418 000 Autres revenus de la propriété	31 279 500	1 492 668 246	4 772,0	1 469 335 926	734 667 963	1 487 491 758	202,5	1 342 253 900	0,0	-8,6
	27 418 110 Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	31 279 500	55 000	0,18	68 780 306	34 390 153	10 222 837	29,7	50 366 000	0,0	-26,8
	27 418 120 Taxe d'agrément d'acheteur de tout comptoir de l'or et/ou diamant	0	68 825 306			0				0,0	
	27 418 140 Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries	0	1 423 787 940		1 400 555 620	700 277 810	1 458 091 710	208,2	26 442 150	0,0	
	Frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés								6 295 750		
	Droits sur le bonus de signature								1 259 150 000		
	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	0			0	0	19 177 211		0	0,0	
	27 420 000 Droits administratifs	3 391 740 450	6 178 625 523	182,2	6 103 970 405	3 051 985 203	4 874 671 534	159,7	1 727 553 800	0,0	-71,7
	27 426 160 Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	2 085 300 000	4 610 493 689	221,1	3 100 719 245	1 550 359 623	3 789 895 176	244,5	503 660 000	0,0	-83,8
	27 426 185 Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	1 251 180 000	1 443 295 442	115,4	2 886 590 884	1 443 295 442	908 485 252	62,9	566 617 500	0,0	-80,4
	Redevance annuelle anticipative pour le bureau d'études géologiques								25 183 000	0,0	
	Redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière								629 575 000	0,0	
	27 428 271 Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	4 170 600	38 403 334	920,81	37 903 334	18 951 667	40 884 563	215,7	1 259 150	0,0	-96,7
	27 428 272 Frais de dépôt bureau d'études Géologique	1 042 650	27 198 492	2 608,59	27 198 492	13 599 246	0	0,0	1 259 150	0,0	-95,4
	27 428 273 Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse		35 267 900		0	0	1 487 920		0	0,0	
	27 428 274 Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	50 047 200	23 164 363	46,29	51 558 450	25 779 225	133 918 622	519,5	0	0,0	-100,0
	Droits d'octroi de carte d'exploitation artisanale des substances précieuses et semi-précieuses	0	802 304		0	0			0	0,0	
	27 483 000 Caution	255 125 318	314 422 886	123,2	273 237 908	136 618 954	189 212 116	138,5	206 752 430	0,0	-24,3
	27 483 100 Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	194 858 459	307 134 598	157,6	212 971 049	106 485 525	177 728 266	166,9	131 203 430	0,0	-38,4
	27 483 200 Caution pour agrément au titre d'entité de traitement et / ou de transformation de toutes catégories et taillerie		5 010 075		0	0	10 183 850		62 957 500	0,0	
	27 483 400 Caution pour bureau d'études Géologiques	60 266 859	2 278 213	3,8	60 266 859	30 133 430	1 300 000	4,3	12 591 500	0,0	-79,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
48	MINES (Secrétariat Général & CAMI) (suite)										
	37 156 000 Amendes et pénalités sur le commerce et les transactions internationales	1 899 208	43 057 095	2 267,1	11 790 912	5 895 456	10 080 584	171,0	3 147 875	0,0	-73,3
	37 156 300 Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	1 899 208	43 057 095	2 267,1	11 790 912	5 895 456	10 080 584	171,0	3 147 875	0,0	-73,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	61 108 019 066	6 888 066 508	11,3	32 539 041 831	16 269 520 916	39 799 950 797	244,6	964 508 899	0,0	-97,0
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	61 108 019 066	6 888 066 508	11,3	32 539 041 831	16 269 520 916	39 799 950 797	244,6	964 508 899	0,0	-97,0
49	HYDROCARBURES	53 381 013 365	44 412 317 331	83,2	60 084 957 043	30 042 478 522	16 542 317 931	55,1	54 088 366 828	0,1	-10,0
	17 136 000 Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 867 051 500	340 754 464	11,9	677 336 500	338 668 250	114 886 902	33,9	2 467 963 400	0,0	264,4
	17 122 610 Taxe sur plus-value réalisée suite à la cession d'intérêt des droits à l'exploration		20 121 626								
	17 136 186 Taxe sur l'autorisation de construction de la canalisation	10 426 500	9 629 608	92,4	505 475 000	252 737 500	17 707 000	7,0	1 888 747 500	0,0	273,7
	17 136 351 Agrément pour installation ou construction des installations de stockage et/ou d'entreposage des produits pétroliers	521 325 000	50 055 109	9,6	0	0	71 403 353		88 141 550	0,0	
	17 136 353 Agrément pour laboratoire d'analyse de certification des produits pétroliers	1 918 240 000	26 052 752	1,4	121 314 000	60 657 000	23 784 119	39,2	402 932 800	0,0	232,1
	17 136 430 Agrément de prestataire de services dans le secteur des hydrocarbures	208 530 000	31 825 092	15,3	50 547 500	25 273 750	0	0,0	88 141 550	0,0	74,4
	17 136 600 Autorisation d'importation et/ou de transformation de dérivés d'hydrocarbures	208 530 000	203 070 277	97,4		0	1 992 430			0,0	
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	10 760 944 025	4 327 473 189	40,2	12 126 345 250	6 063 172 625	2 449 455 704	40,4	19 106 569 710	0,0	57,6
	17 153 110 Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers et des Bitumes	5 546 947 325	1 779 986 388	32,1	5 981 791 150	2 990 895 575	1 319 995 962	44,1	9 703 117 285	0,0	62,2
	17 153 120 Taxe sur l'autorisation de Transport et stockage des produits pétroliers et bitumes	5 213 996 700	2 547 486 801	48,9	6 144 554 100	3 072 277 050	1 129 459 742	36,8	9 403 452 425	0,0	53,0
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	0	0		1 314 235 000	657 117 500	37 249 482	5,7	2 014 664 000	0,0	53,3
	27 012 250 Droits de vente des rapports, cartes géologiques résultats de recherches géologiques, pétrolières et gazières	0	0		1 314 235 000	657 117 500	37 249 482	5,7	2 014 664 000	0,0	53,3
	27 415 000 Loyers	39 734 250 140	37 454 584 677	94,3	44 904 531 864	22 452 265 932	13 892 030 257	61,9	30 119 068 271	0,1	-32,9
	27 415 131 Redevances superficielles sur permis d'exploration	2 419 062 010	0	23 442,3	3 607 070	1 803 535	21 466 153	1 190,2	2 085 177	0,0	-42,2
	27 415 132 Redevances superficielles sur le droit d'exploitation		217 333 329		0	0	0		0	0,0	
	27 415 133 Redevances superficielles sur la canalisation des produits pétroliers (Transfrontalier, National, Local et Gazoduc)	10 426 500	5 120 000	0,00	10 994 928 426	5 497 464 213	11 667 776 444	212,2	0	0,0	-100,0
	27 415 134 Redevances superficielles sur le bloc gazier		7 672 400		0	0	0		0	0,0	
	27 415 141 Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers	3 067 911 630	1 617 047 832	56,01	4 043 800 000	2 021 900 000	1 834 774 245	90,7	4 029 328 000	0,0	-0,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
49	HYDROCARBURES (Suite)										
	27 415 143 Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers	0	452 975 090	56,01	0	0	227 519 915		0	0,0	
	27 415 151 Bonus de signature des conventions de canalisation (Transfrontalier, National, Local ou provincial, signature de l'avenant, cession d'intérêt)	17 639 750 000	3 920 600	0,02	0	0	140 493 500		0	0,0	
	Bonus de signature de l'avenant aux contrats de fourniture des huiles de base	0	32 676 776 551		0	0	0		0	0,0	
	27 415 155 Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des huiles de base	0	2 470 538 875		0	0	0		0	0,0	
	27 415 158 Bonus de signature du contrat gazier zone fiscale (A, B, C et D) et son renouvellement				5 862 196 368	2 931 098 184	0		0	0,0	-100,0
	27 415 171 Bonus de signature zone fiscale (A, B, C et D)	9 341 200 000	0	0,00	24 000 000 000	12 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 415 172 Bonus de signature du droit d'exploration zone fiscale (A, B, C et D)	7 255 900 000	0	0,00	0	0	0		11 332 485 000	0,0	
	Redevance annuelle sur l'exploitation de la canalisation				0	0	0		14 755 170 094	0,0	
	27 415 181 Part du profit-oil		200 000		0	0	0			0,0	
	Bonus de signature de renouvellement du permis d'exploitation gazière		3 000 000		0	0	0			0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	18 767 700	2 289 505 001	12 199,2	1 062 508 429	531 254 215	48 695 586	9,2	380 101 447	0,0	-64,2
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	18 767 700	2 284 927 001	12 174,8	1 060 486 550	530 243 275	12 769 300	2,4	380 101 447	0,0	-64,2
	37 446 000 Amendes pour non-exécution de programme en matière d'hydrocarbures	0	4 578 000		2 021 879	1 010 940	35 926 286			0,0	-100,0
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général & CNE)	38 373 899 700	6 004 390 120	15,6	56 753 638 627	28 376 819 314	5 012 398 267	17,7	40 255 005 075	0,1	-29,1
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	16 033 532 186	2 092 325 065	13,05	12 525 127 650	6 262 563 825	346 880 364	5,5	5 636 307 443	0,0	-55,0
	Redevance sur les auto-producteurs des eaux naturelles, minérales et thermales		129 115 097			0				0,0	
	17 136 411 Taxe d'agrément d'un organisme de contrôle de la qualité de l'eau de consommation	347 459 861	25 542 250	7,35	23 502 409	11 751 205		0,0	10 576 084	0,0	-55,0
	17 136 412 Taxe d'agrément d'un fournisseur des équipements et appareillages des installations de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie ou de l'eau de consommation	11 126 108 070	978 533 949	8,79	9 374 991 805	4 687 495 903	5 063 248	0,1	4 218 746 312	0,0	-55,0
	17 136 413 Taxe d'agrément d'un prestataire de service pour les études, la conception, le conseil, la surveillance et le contrôle, la maintenance, l'extension, la mise en normes, la rénovation sur l'installation de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ou de l'eau de consommation	4 559 964 255	959 133 770	21,03	3 126 633 436	1 563 316 718	341 817 116	21,9	1 406 985 046	0,0	-55,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général & CNE) (SUITE)										
	17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 272 698 616	1 163 738 450	27,2	18 287 033 218	9 143 516 609	437 253 452	4,8	5 641 359 469	0,0	-69,2
	17 153 130 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage de carbure de calcium</i>	2 822 394 408	763 828 232	27,1	13 544 012 176	6 772 006 088	397 502 618	5,9	3 489 000 000	0,0	-74,2
	17 153 140 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation, de commercialisation et de stockage des gaz autres que les hydrocarbures (gaz comprimés, liquéfiés ou dissous; gaz naturels; gaz rares et gaz frigorigènes non polluants)</i>	1 450 304 208	399 910 217	27,6	4 743 021 042	2 371 510 521	39 750 834	1,7	2 152 359 469	0,0	-54,6
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	343 205 250	2 211 225	0,64	343 205 250	171 602 625	165 152 603	96,2	154 442 340	0,0	-55,0
	27 012 241 Droit de vente des publications du ministère de l'Energie et ressources hydrauliques	343 205 250	2 211 225	0,64	343 205 250	171 602 625	165 152 603	96,2	154 442 340	0,0	-55,0
	27 418 000 Autres revenus de la propriété	0	0		72 103 718	36 051 859	2 476 332		32 446 673	0,00	-55,0
	27 418 210 Frais d'instruction des dossiers des requérants, d'arbitrage, de rémunération des services de l'Autorité de Régulation du secteur de l'eau	0			72 103 718	36 051 859	2 476 332	6,9	32 446 673	0,0	-55,0
	27 422 000 Droits administratifs sur la détention ou l'utilisation de certains biens	980 571 438	389 205 834	39,7	2 629 687 722	1 314 843 861	501 370 529	38,1	1 183 359 498	0,0	-55,0
	27 422 220 Taxe sur l'approbation d'une étude, d'un schéma et d'un plan des infrastructures de production et de transport d'eau et d'électricité	312 186 105	150 747 050	48,3	264 671 292	132 335 646	195 834 011	148,0	651 230 801	0,0	146,1
	27 422 230 Taxe sur l'accès ou le raccordement aux réseaux de transport de l'électricité, des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents, pour immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	668 385 333	238 458 784	35,68	2 365 016 430	1 182 508 215	305 536 518	25,8	532 128 697	0,0	-77,5
	27 424 000 Droits administratifs	16 743 892 210	2 326 855 566	13,9	17 725 059 377	8 862 529 689	3 555 463 011	40,1	25 279 949 892	0,1	42,6
	27 426 510 Taxe sur octroi ou la modification des concessions et /ou des licences de production de l'énergie électrique pour les projets d'intérêt national.				2 090 242 371	1 045 121 186	197 504	0,0	6 940 609 067	0,0	232,0
	27 426 530 Taxe sur l'octroi ou la modification des concessions et/ou des licences d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents	1 350 000 000	15 811 700		675 000 000	337 500 000	4 660 488	1,4	303 750 000	0,0	-55,0
	27 426 560 Taxe sur l'octroi ou la modification des contrats de délégation de gestion d'un ouvrage ou d'une installation de production et/ou de transport appartenant à l'Etat	975 000 000	6 453 000	0,7	975 000 000	487 500 000	19 500	0,0	438 750 000	0,0	-55,0
	27 426 610 Redevance sur l'exercice d'une activité ou le service public de production, de transport, d'importation, d'exportation ou de commercialisation de l'énergie électrique et d'eau	9 370 745 327	1 319 366 420	14,1	10 928 231 006	5 464 115 503	2 519 378 814	46,1	11 917 703 953	0,0	9,1
	27 426 621 Redevance sur l'utilisation de la ressource énergétique par les infrastructures de production de l'électricité d'intérêt national	83 610 228	49 500 294	59,20		0	45 235 006		1 302 737 172	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général & CNE) (SUITE)											
	27 426 622	Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents	1 653 073 074	739 309 539	44,72	1 156 000 000	578 000 000	550 929 145	95,3	520 200 000	0,0	-55,0
	27 426 623	Redevance sur la consommation de l'électricité par les usagers finaux	1 008 451 331	156 244 438	15,49	0	0	418 755 748		3 000 936 000	0,0	
	27 426 860	Taxe d'homologation d'un permis des personnes physiques et morales, prestataires des services ou des travaux, non établies en République Démocratique du Congo	2 303 012 250	40 170 175	1,7	1 900 586 000	950 293 000	16 286 806	1,7	855 263 700	0,0	-55,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	30 053 980		5 171 421 693	2 585 710 847	3 801 977	0,1	2 327 139 761	0,0	-55,0
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	0	30 053 980		5 171 421 693	2 585 710 847	3 801 977	0,1	2 327 139 761	0,0	-55,0
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT		37 948 095 915	10 548 768 258	27,8	77 090 141 102	38 545 070 551	5 581 890 136	14,5	96 284 556 323	0,2	24,9
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	1 066 233 847	722 848 904	67,8	1 369 452 431	684 726 215	298 208 491	43,6	2 165 925 714	0,0	58,2
	17 134 100	Immatriculation véhicules routiers, ferroviaires et de navigation	0	0		0	0	1 771 615		0	0,0	
	17 134 860	Taxe d'agrément et d'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation	67 673 925	107 138 041	158,3	90 296 424	45 148 212	35 613 934	78,9	143 596 327	0,0	59,0
	17 134 870	Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation	231 182 772	103 543 841	44,8	468 220 533	234 110 266	203 587	0,1	0	0,0	-100,0
	17 134 880	Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille	67 266 848	2 971 305	4,4	71 592 989	35 796 494	3 604 618	10,1	73 380 705	0,0	2,5
	17 136 150	Taxe sur autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur ou majeur d'une voie navigable et ses abords	137 534 237	56 604 118	41,2	146 378 542	73 189 271		0,0	354 213 072	0,0	142,0
	17 136 216	Taxe de délivrance d'une licence d'exploitation des services aériens de transport public	52 056 865	81 389 605	156,3	87 143 198	43 571 599	22 606 273	51,9	519 170 898	0,0	495,8
	17 136 226	Droits sur la délivrance de la patente de pilote et du rôle d'équipage	7 756 473	58 169 915	750,0	64 697 818	32 348 909	18 112 550	56,0	76 522 655	0,0	18,3
	17 136 261	Taxe d'homologation d'un port ou beach	195 733 812	38 619 811	19,7	208 320 709	104 160 355	30 018 831	28,8	453 433 567	0,0	117,7
	17 136 333	Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre (transporteur public routier, transporteur public ferroviaire)	307 028 914	218 137 723	71,0	222 704 005	111 352 003	184 752 179	165,9	432 444 860	0,0	94,2
	17 136 382	Taxe d'agrément d'un service ou d'une profession lié(e) à l'aéronautique		56 274 544		10 098 213	5 049 107	1 524 905	30,2	113 163 631	0,0	1 020,6
	17 150 000	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	139 512 398	122 480 634	87,8	296 041 455	148 020 727	59 601 326	40,3	729 801 534	0,0	146,5
	17 151 130	Taxe sur l'autorisation d'importation d'un aéronef	139 512 398	122 480 634	87,8	296 041 455	148 020 727	59 601 326	40,3	729 801 534	0,0	146,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)										
	17 180 000 Autres recettes à caractère fiscal	259 991 229	194 484 717	74,8	297 869 446	148 934 723	116 196 694	78,0	622 728 450	0,0	109,1
	17 182 210 <i>Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger</i>	190 528 126	142 013 841	74,5	213 359 850	106 679 925	74 935 126	70,2	485 063 486	0,0	127,3
	17 182 300 <i>Taxe sur l'autorisation de sortie d'aéronefs, immatriculés à l'étranger, basés sur le territoire national</i>	69 463 103	52 470 875	75,5	84 509 595	42 254 798	41 261 568	97,6	137 664 964	0,0	62,9
	27 022 000 Ventes résiduelles de service des établissements non marchands	96 493 646	23 851 584	24,7	113 278 307	56 639 153	5 239 723	9,3	218 196 846	0,0	92,6
	27 022 350 <i>Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou d'un certificat pour certains métiers de l'aéronautique.</i>	96 493 646	23 851 584	24,7	113 278 307	56 639 153	5 239 723	9,3	218 196 846	0,0	92,6
	27 420 000 Droits administratifs	32 847 353 425	9 080 606 207	27,6	73 939 727 792	36 969 863 896	4 957 717 237	13,4	91 362 355 045	0,2	23,6
	27 422 110 <i>Taxe sur permis de sortie des bateaux et ou son renouvellement</i>	544 813 025	792 331 498	145,4	551 426 374	275 713 187	477 961 911	173,4	1 024 600 662	0,0	85,8
	27 422 120 <i>Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata</i>	15 024 606 820	238 761 135	1,59	52 838 042 092	26 419 021 046	22 975 487	0,1	64 366 665 535	0,2	21,8
	27 422 130 <i>Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata</i>	446 643 607	87 009 018	19,5	249 202 303	124 601 152	30 818 235	24,7	112 136 541	0,0	-55,0
	27 422 240 <i>Taxe sur délivrance d'une lettre de mer ou son renouvellement</i>	103 894 302	54 946 217	52,9	44 322 921	22 161 460	20 317 250	91,7	96 474 577	0,0	117,7
	27 422 400 <i>Taxe d'octroi d'une fréquence aéronautique</i>	0	25 252 200		0	0	0			0,0	
	27 424 410 <i>Droits du livret matricule et du carnet de paie ou de son duplicata</i>	39 032 237	13 551 211	34,7	43 407 740	21 703 870	43 213 110	199,1	85 327 611	0,0	96,6
	27 424 420 <i>Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach</i>	342 797 400	115 698 777	33,8	265 181 859	132 590 930	1 391 730 355	1 049,6	0	0,0	-100,0
	27 425 210 <i>Redevance de surveillance des véhicules de transport routier</i>	2 218 722 852	3 748 904 388	169,0	4 207 027 140	2 103 513 570	894 123 919	42,5	5 894 486 665	0,0	40,1
	27 425 220 <i>Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire</i>	602 818 497	911 530 892	151,2	853 175 155	426 587 577	482 221 072	113,0	1 078 662 827	0,0	26,4
	27 425 231 <i>Droit de contrôle technique des aéronefs</i>	3 646 680 813	92 888 725	2,5	4 509 456 340	2 254 728 170	12 396 655	0,5	5 112 114 230	0,0	13,4
	27 425 241 <i>Droits de jaugeage d'un bateau</i>	14 212 945	8 445 815	59,4	4 205 404	2 102 702	117 995 328	5 611,6	8 394 010	0,0	99,6
	27 426 310 <i>Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata</i>	46 319 371	109 181 424	235,7	49 643 080	24 821 540	58 102 821	234,1	135 252 512	0,0	172,4
	27 426 320 <i>Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef</i>	0	13 103 000		15 227 804	7 613 902	43 583 344	572,4	237 752 794	0,0	1 461,3
	27 426 410 <i>Droits sur la délivrance des titres de sécurité des navires et bateaux</i>	499 745 904	174 983 654	35,0	581 165 553	290 582 776	1 395 277	0,5	1 004 241 252	0,0	72,8
	27 426 840 <i>Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation</i>	14 992 377	216 132 705	1 441,6	86 191 403	43 095 701	490 625	1,1	251 650 940	0,0	192,0
	<i>Délivrance d'une autorisation de transport d'inflammables ou d'explosifs par bateaux</i>				2 337 961	1 168 981	10 519 593	899,9	11 584 389	0,0	395,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)											
	27 428 131	Droits de délivrance ou validation d'une licence ou autres documents liés à l'aéronautique civile	49 141 681	108 118 059	220,0	135 992 239	67 996 120	27 212 418	40,0	253 810 069	0,0	86,6
	27 428 132	Droits d'inscription d'un aéronef au matricule aéronautique de la RDC	0	16 005 624		0	0	0		110 503 620	0,0	
	27 428 211	Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes	2 728 295 297	245 967 952	9,0	3 462 562 107	1 731 281 053	48 690 201	2,8	4 365 758 149	0,0	26,1
	27 428 212	Droit fixe de police maritime	6 524 636 298	2 107 793 914	32,3	6 041 160 318	3 020 580 159	1 273 969 637	42,2	7 212 938 662	0,0	19,4
	37 440 000	Amendes transactionnelles	3 538 511 371	404 496 213	11,4	1 073 771 672	536 885 836	144 926 665	27,0	1 185 548 734	0,0	10,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles	3 538 511 371	404 496 213	11,4	1 073 771 672	536 885 836	144 926 665	27,0	1 185 548 734	0,0	10,4
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT / ARPTC		142 593 623 865	70 037 816 749	49,1	157 687 088 390	78 843 544 195	72 517 797 168	92,0	141 232 199 140	0,3	-10,4
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	129 630 567 150	70 035 904 749	54,0	145 554 389 250	72 777 194 625	72 517 797 168	99,6	129 099 500 000	0,3	-11,3
	17 133 100	Taxe de numérotation	109 377 597 806	56 697 321 856	51,8	113 252 768 828	56 626 384 414	67 371 834 137	119,0	113 252 000 000	0,3	0,0
	17 133 200	Taxe de régulation des télécommunications	20 252 969 344	13 338 582 893	65,9	32 301 620 421	16 150 810 211	5 145 963 030	31,9	15 847 500 000	0,0	-50,9
	37 440 000	Amendes transactionnelles	12 963 056 715	1 912 000	0,0	12 132 699 140	6 066 349 570	0	0,0	12 132 699 140	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles	12 963 056 715	1 912 000	0,0	12 132 699 140	6 066 349 570	0	0,0	12 132 699 140	0,0	0,0
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC)		242 785 712 808	185 822 987 714	76,5	286 199 273 616	143 099 636 808	134 344 093 804	93,9	360 000 000 000	0,9	25,8
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	6 347 378 706	22 115 513 558	348,4	77 329 662 868	38 664 831 434	1 594 582 929	4,1	74 099 915 478	0,2	-4,2
	17 133 300	Droits sur la déclaration d'autorisation d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)	524 263 300	338 740 592	64,6	524 263 300	262 131 650	161 435 063	61,6	663 572 050	0,0	26,6
	17 134 610	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques ou télé centre		106 800 593		0	0	36 299 690		36 299 690	0,0	
	17 134 620	Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale	3 350 383 750	1 297 964 152	38,7	16 865 650 627	8 432 825 314	13 862 292	0,2	1 297 964 152	0,0	-92,3
	17 134 630	Taxe sur l'autorisation d'exploitation de cabine radiophonique (phonie à usage public)					0	2 440 844		0	0,0	
	17 134 640	Taxe sur l'autorisation d'exploitation de service support				1 091 826 000	545 913 000	433 200	0,1	453 294 000	0,0	-58,5
	17 134 651	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations radio électriques privées de toute catégorie	1 060 479 315	8 403 218 018	792,4	12 907 593 295	6 453 796 648	922 797 505	14,3	8 403 218 019	0,0	-34,9
	17 134 652	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des faisceaux hertziens	383 695 200	5 432 779 654	1 415,9	8 521 924 579	4 260 962 290	13 536 908	0,3	9 871 736 000	0,0	15,8
	17 134 653	Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminale satellitaire	601 715 111	251 602 605	41,8	749 720 520	374 860 260	194 158 006	51,8	2 656 302 840	0,0	254,3
	17 134 654	Taxe sur l'autorisation de détention d'installation et d'exploitation du système trunking ou paging	0	0		0	0	1 193 000		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	17 134 660 <i>Autorisation d'installation et d'exploitation d'un reseau VSAT</i>	62 559 000	0	0,0	0	0	71 376 781		71 376 781	0,0	
	17 136 132 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds</i>				521 650 200	260 825 100	0	0,0	649 721 400	0,0	24,6
	17 136 160 <i>Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou commercialiser sur le territoire national</i>	119 051 750	568 005 663	477,1	110 763 349	55 381 674	46 253 016	83,5	46 253 016	0,0	-58,2
	17 136 231 <i>Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social</i>	245 231 280	2 505 407 112	1 021,7	4 408 700 248	2 204 350 124	120 618 352	5,5	245 231 280	0,0	-94,4
	17 181 220 <i>Taxe sur l'autorisation d'installation, d'établissement, de fourniture et/ou d'exploitation d'un reseau à fibre optique ou d'une autre infrastructure à haut débit</i>		3 210 995 169		31 627 570 750	15 813 785 375	10 178 273	0,1	49 704 946 250	0,1	57,2
	27 021 000 Ventes de services des établissements marchands	131 038 575 839	79 151 341 081	60,4	120 514 504 256	60 257 252 128	78 385 259 407	130,1	176 697 151 707	0,4	46,6
	27 021 210 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de Téléphonie (chiffre d'affaires et fréquences)</i>	106 252 255 813	26 031 687 884	24,5	78 860 719 563	39 430 359 782	58 563 748 231	148,5	116 324 419 113	0,3	47,5
	27 021 220 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation d'Internet (chiffre d'affaires et fréquences)</i>	24 786 320 026	53 119 653 197	214,3	40 078 110 799	20 039 055 400	19 376 553 788	96,7	54 657 911 260	0,1	36,4
	27 021 230 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de télédistribution (chiffre d'affaires et fréquences)</i>				1 575 673 894	787 836 947	444 957 388	56,5	5 714 821 334	0,0	262,7
	27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	0	14 719 327		0	0	162 940 365		162 940 365	0,0	
	27 022 280 <i>Droit de délivrance du duplicata de titre obtenu de télécommunication ou de service postal</i>	0	14 719 327		0	0	162 940 365		162 940 365	0,0	
	27 415 000 Loyers	41 018 235 000	3 452 133 631	8,4	13 748 920 000	6 874 460 000	7 734 265 299	112,5	24 022 209 616	0,1	74,7
	27 415 510 <i>Taxe sur la concession ou le contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licence) ou son renouvellement</i>	28 431 360 000	1 038 744 267	3,7	7 076 650 000	3 538 325 000	7 726 459 616	218,4	17 726 459 616	0,0	150,5
	27 415 520 <i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion du country code (cc 243)</i>						1 118 800			0,0	
	27 415 530 <i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion de nom du domaine (.cd)</i>					0	0			0,0	
	27 415 540 <i>Taxe sur l'autorisation de fourniture des services publics ou accès Internet</i>	11 961 285 000	2 410 084 364	20,1	5 863 510 000	2 931 755 000	0	0,0	5 288 430 000	0,0	-9,8
	27 415 550 <i>Taxe sur l'autorisation de télédistribution des signaux de radio et/ou de télévision par câble, onde radio ou satellite</i>	625 590 000	3 305 000	0,5	808 760 000	404 380 000	6 686 883	1,7	1 007 320 000	0,0	24,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	27 420 000 Droits administratifs	57 199 095 897	80 352 158 508	140,5	67 423 759 128	33 711 879 564	45 956 723 358	136,3	79 090 595 452	0,2	17,3
	27 422 700 Droits sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	173 079 900	54 013 121	31,2	404 380 000	202 190 000	49 686 256	24,6	756 749 150	0,0	87,1
	27 422 810 Droits sur la déclaration semestrielle d'équipements de télécommunications établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales	154 312 200	273 658 992	177,3	703 621 200	351 810 600	100 049 828	28,4	1 198 710 800	0,0	70,4
	27 422 850 Droits sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveurs), service des contenus et application mobiles, agrégation et intégration des applications	141 800 400	381 197 114	268,8	883 772 490	441 886 245	207 371 372	46,9	1 719 495 240	0,0	94,6
	27 425 600 Taxe de renouvellement ou de modification d'un titre obtenu de télécommunications ou de service postal	2 022 219 675	913 869 637	45,2	177 118 440	88 559 220	10 652 029 404	12 028,1	17 251 747 634	0,0	9 640,2
	27 426 121 Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	786 566 499	278 349 611	35,4	786 566 499	393 283 250	212 257 935	54,0	583 649 395	0,0	-25,8
	27 426 122 Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING	1 251 180	6 932 697 922	554 092,8	23 260 443	11 630 222	7 189 710	61,8	29 233 686	0,0	25,7
	27 426 123 Redevance annuelle sur l'exploitation de service support		108 663 700							0,0	
	27 426 124 Redevance annuelle sur l'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds	536 952 966	129 016 031	24,0	647 834 167	323 917 083	385 638	0,1	375 492	0,0	-99,9
	27 426 126 Redevance annuelle sur l'exploitation de commercialisation de matériels spécifiques à la poste								208 725 127		
	27 426 131 Redevance annuelle sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique	187 677 000	10 592 412 754	5 644,0	404 380 000	202 190 000	42 496 774	21,0	503 660 000	0,0	24,6
	27 426 132 Redevance annuelle sur la déclaration d'exploitation d'un réseau indépendant (intranet, téléphonie et multimédia interne)		4 164 346 883		477 903 816	238 951 908	113 863 937	47,7	113 863 937	0,0	-76,2
	27 426 133 Redevance annuelle sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveur), service des contenus et applications mobiles, agrégation et intégration des applications	18 288 081	3 990 181 383	21 818,5	3 938 103 185	1 969 051 593	123 055 546	6,2	255 355 620	0,0	-93,5
	27 426 151 Redevance annuelle sur l'implémentation d'une variante de génération technologique		832 000		0	0				0,0	
	27 426 152 Redevance annuelle sur l'installation, établissement, fourniture et/ou exploitation d'un réseau à fibre optique ou autre infrastructure à haut débit		20 526 350		28 273 742	14 136 871	1 453 653	10,3	1 090 055 222	0,0	3 755,4
	27 426 153 Redevance annuelle sur l'installation et exploitation d'un réseau VSAT		168 851 418		156 584 729	78 292 365	161 150 298	205,8	161 150 298	0,0	2,9
	27 426 181 Redevance annuelle d'exploitation de concession des cabines publiques ou télécentres	208 530	186 546 158	89 457,7	10 109 500	5 054 750	2 882 550	57,0	2 882 550	0,0	-71,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)										
	27 426 182 <i>Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des radios électriques privées de toute catégorie</i>	571 290 873	687 336 470	120,3	454 928 043	227 464 022	447 238 568	196,6	687 336 470	0,0	51,1
	27 426 183 <i>Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminal stellaire</i>	189 126 906	28 777 829	15,2	202 505 606	101 252 803	678 506 161	670,1	678 506 161	0,0	235,1
	27 426 184 <i>Redevance annuelle sur la detention, l'installation et l'exploitation des faisceaux hertziens</i>	48 364 988 490	30 954 423 807	64,0	48 364 988 490	24 182 494 245	29 587 445 239	122,4	37 230 547 200	0,1	-23,0
	27 426 186 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale</i>	2 897 600 687	5 365 560 255	185,2	3 061 282 931	1 530 641 465	208 725 127	13,6	0	0,0	-100,0
	27 428 111 <i>Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes</i>	11 990 475	53 654 861	447,5	75 214 680	37 607 340	33 070 580	87,9	111 938 435	0,0	48,8
	27 428 112 <i>Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications</i>	131 843 093	3 889 220 862	2 949,9	131 843 093	65 921 547	60 480 942	91,7	173 259 040	0,0	31,4
	27 428 113 <i>Redevance annuelle sur la déclaration d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures des télécommunications</i>	0	7 635 145 428		424 138 008	212 069 004	2 232 988 870	1 053,0	13 348 773 263	0,0	3 047,3
	27 428 114 <i>Droit sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes</i>	782 339 950	151 610 106	19,4	708 608 275	354 304 138	48 240 396	13,6	1 928 491 822	0,0	172,2
	27 428 115 <i>Droit sur la déclaration d'agrément des vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications</i>	212 440 568	3 316 136 480	1 561,0	3 296 218 430	1 648 109 215	980 959 577	59,5	980 959 577	0,0	-70,2
	27 428 116 <i>Droits sur la déclaration d'agrément d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures de télécommunications</i>		18 312 144		2 021 900 000	1 010 950 000	0	0,0	18 312 144	0,0	-99,1
	27 428 117 <i>Déclaration d'agrément d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	8 341 200	11 707 534	140,4	40 223 362	20 111 681	120 000	0,6	11 707 534	0,0	-70,9
	27 428 118 <i>Redevance sur la déclaration d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	6 777 225	45 109 657	665,6	0	0	5 075 000		45 109 657	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	7 182 427 365	737 121 608	10,3	7 182 427 365	3 591 213 682	510 322 446	14,2	5 927 187 382	0,0	-17,5
	37 441 000 <i>Amendes Transactionnelles</i>	7 182 427 365	737 121 608	10,3	7 182 427 365	3 591 213 682	510 322 446	14,2	5 927 187 382	0,0	-17,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	5 707 911 396	909 726 572	15,94	3 232 851 704	1 616 425 852	423 496 339	26,2	3 357 969 297	0,0	3,9
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	4 962 378 856	645 739 950	13,0	2 572 380 578	1 286 190 289	371 943 990	28,9	2 995 089 496	0,0	16,4
	17 133 810 Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse	515 886 300	15 499 971	3,0	47 330 414	23 665 207	42 631 216	180,1	26 004 545	0,0	-45,1
	17 135 282 Droit sur la déclaration préalable d'ouverture d'une maison de presse écrite (journal, texte périodique ou agence)	347 202 450	81 718 737	23,5	493 392 008	246 696 004	1 996 779	0,8	271 082 242	0,0	-45,1
	17 136 271 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère non commercial(confessionnel, associatif ou communautaire)	3 786 495 106	332 864 947	8,8	928 757 328	464 378 664	246 126 110	53,0	917 513 405	0,0	-1,2
	17 136 272 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère commercial	0	0		972 505 046	486 252 523	24 962 527	5,1	1 234 319 251	0,0	26,9
	17 136 321 Droit d'accréditation d'un journaliste étranger	312 795 000	215 656 295	68,9	130 395 783	65 197 892	56 227 358	86,2	546 170 053	0,0	318,9
	27 484 000 Recettes diverses	625 520 000	245 287 736	39,2	598 025 144	299 012 572	51 552 350	17,2	328 570 374	0,0	-45,1
	27 484 420 Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision privée	625 520 000	245 287 736	39,2	598 025 144	299 012 572	51 552 350	17,2	328 570 374	0,0	-45,1
	37 440 000 Amendes transactionnelles	120 012 540	18 698 885	15,6	62 445 982	31 222 991	0	0,0	34 309 426	0,0	-45,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles	120 012 540	18 698 885	15,6	62 445 982	31 222 991	0	0,0	34 309 426	0,0	-45,1
55	AFFAIRES FONCIÈRES	67 036 579 165	69 636 114 088	103,9	106 515 608 159	53 257 804 080	30 171 469 363	56,7	132 071 555 170	0,3	24,0
	17 120 000 Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital	28 662 350 194	39 882 268 421	139,1	48 983 378 156	24 491 689 078	14 297 391 427	58,4	63 796 012 738	0,2	30,2
	Conversion des titres immobiliers	0	45 753 492		0	0	0		0	0,0	
	Opération de conversion des livrets de logeur		45 444 392		0	0	0		0	0,0	
	Opération de conversion d'autres titres		309 100		0	0	0		0	0,0	
	17 122 200 Droits fixes d'enregistrement	2 497 839 231	3 287 683 167	131,6	5 216 733 089	2 608 366 545	1 435 804 708	55,0	6 087 209 577		
	17 122 211 Nouveau certificat	1 312 487 820	2 448 768 951	186,6	1 569 642 286	784 821 143	1 081 486 798	137,8	1 947 905 050	0,0	24,1
	17 122 212 Remplacement d'un ancien certificat	997 690 932	379 720 186	38,1	1 358 231 544	679 115 772	119 339 481	17,6	1 278 289 080	0,0	-5,9
	17 122 213 Annulation d'un certificat d'enregistrement	86 623 362	99 706 817	115,1	149 317 315	74 658 658	22 017 012	29,5	121 759 805	0,0	-18,5
	17 122 220 Page supplémentaire	20 540 206	170 238 258	828,8	1 183 316 975	591 658 488	65 875 449	11,1	182 576 750	0,0	-84,6
	17 122 231 Changement dénomination	63 601 650	72 016 928	113,2	820 082 640	410 041 320	46 744 846	11,4	1 400 174 800	0,0	70,7
	17 122 240 Insertion d'une mention substantielle	16 895 261	117 232 027	693,9	136 142 329	68 071 165	100 341 123	147,4	1 156 504 092	0,0	749,5
	17 122 300 Droits proportionnels d'enregistrement	25 679 730 845	35 837 650 227	139,6	43 153 375 592	21 576 687 796	12 705 813 994	58,9	57 708 803 161	0,1	33,7
	17 122 310 Mutation	13 138 645 351	21 457 634 083	163,3	20 893 954 148	10 446 977 074	7 987 764 328	76,5	32 176 036 270	0,1	54,0
	17 122 320 Inscription hypothécaire sur concession ordinaire	8 678 176 139	12 540 350 605	144,5	16 705 573 485	8 352 786 742	3 762 805 399	45,0	19 787 047 764	0,0	18,4
	17 122 330 Réinscription hypothécaire sur concession ordinaire	1 888 428 683	579 458 910	30,7	2 715 025 517	1 357 512 759	353 324 304	26,0	2 872 859 563	0,0	5,8
	17 122 340 Radiation hypothécaire sur concession ordinaire	1 409 593 137	618 627 198	43,9	1 709 047 369	854 523 685	150 821 703	17,6	1 723 716 276	0,0	0,9
	17 122 350 Contrat de location de plus de 9 ans	564 887 536	641 579 430	113,58	1 129 775 072	564 887 536	451 098 260	79,9	1 149 143 287	0,0	1,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
55	AFFAIRES FONCIÈRES (Suite)										
	17 122 400 <i>Taxe spéciale sur le transfert des contrats de location</i>	484 780 118	711 181 536	146,70	613 269 475	306 634 738	155 772 725	50,8	0	0,0	-100,0
	17 122 410 Annotation	444 544 254	41 152 624	9,26	444 544 254	222 272 127	20 946 560	9,4	0	0,0	-100,0
	17 122 420 Cession de bail	35 981 852	46 617 560	129,56	39 983 073	19 991 536	65 174 927	326,0	0	0,0	-100,0
	17 122 430 Transfert des contrats de location	4 254 012	623 411 352	14 654,67	128 742 149	64 371 074	69 651 238	108,2	0	0,0	-100,0
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	0	317 984 132		207 885 004	103 942 502	1 336 953	1,3	0	0,0	-100,0
	27 012 114 <i>Droits sur la vente des biens privés, immobiliers, abandonnés (sans maîtres)</i>	0	317 984 132		195 106 596	97 553 298	0	0,0	0	0,0	-100,0
	<i>Copies documents fonciers, immobiliers et cadastraux</i>				12 778 408	6 389 204	1 336 953	20,9	0	0,0	-100,0
	27 415 000 Loyers	32 806 333 722	23 300 277 149	71,0	38 666 116 023	19 333 058 011	14 258 398 981	73,8	46 431 518 885	0,1	20,1
	27 415 210 <i>Redevances sur concession ordinaire (par les étrangers, les personnes morales et physiques ainsi que les associations détenteurs d'un titre foncier ou immobilier)</i>	32 806 333 722	23 300 277 149	71,0	38 666 116 023	19 333 058 011	13 833 981 625	71,6	46 431 518 885	0,1	20,1
	<i>Droits sur les concessions perpétuelles</i>	0	0		0	0	424 417 357		0	0,0	
	27 420 000 Droits administratifs	5 326 834 570	5 809 483 560	109,1	14 717 705 513	7 358 852 757	1 330 899 165	18,1	17 368 370 314	0,0	18,0
	27 428 221 <i>Frais de mesurage et de bornage de parcelle</i>	<u>2 013 312 606</u>	<u>296 762 392</u>	14,7	<u>4 381 770 695</u>	<u>2 190 885 347</u>	<u>0</u>	<u>0,0</u>	<u>7 276 094 192</u>	0,0	66,1
	27 428 222 <i>Frais d'enquête et de constat en matières foncières</i>	<u>2 250 636 213</u>	<u>323 571 148</u>	14,4	<u>2 953 965 572</u>	<u>1 476 982 786</u>	<u>699 390 188</u>	<u>47,4</u>	<u>1 686 165 540</u>	0,0	-42,9
	27 428 240 <i>Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux</i>	193 816 123	316 080 384	163,1	1 163 320 384	581 660 192	333 440 875	57,3	1 748 203 860	0,0	50,3
	27 428 250 <i>Droits d'établissement des contrats en matière foncière (concession ordinaire)</i>	869 069 628	4 873 069 637	560,7	6 218 648 863	3 109 324 432	298 068 102	9,6	6 657 906 723	0,0	7,1
	37 440 000 Amendes transactionnelles	241 060 680	326 100 826	135,3	3 940 523 464	1 970 261 732	283 442 837	14,4	4 475 653 233	0,0	13,6
	37 441 000 <i>Amendes Transactionnelles</i>	241 060 680	326 100 826	135,3	3 940 523 464	1 970 261 732	283 442 837	14,4	4 475 653 233	0,0	13,6

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE		120 314 658 678	216 988 484 367	180,4	175 441 442 548	87 720 721 274	210 078 874 660	239,5	314 634 182 897	0,8	79,3
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	345 204 245	1 649 415 029	477,8	1 702 342 565	851 171 283	84 865 855	10,0	827 529 430	0,0	-51,4
	17 134 410	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement ou partiellement protégés, autres animaux, trophées)	54 716 189	341 778 125	0,3	57 720 032	28 860 016	11 912 943	41,3	65 598 248	0,0	13,6
	17 135 150	Taxe sur la délivrance d'une autorisations d'achat, de vente ou d'exportation de bois d'œuvre	230 880 128	29 550 220	12,8	684 362 546	342 181 273	8 517 374	2,5	346 080 250	0,0	-49,4
	17 136 213	Taxe sur le permis d'exploitation des produits et sous-produits de la faune sauvage (capture, abattage, importation, exportation ou réexportation) et de la flore sauvage (recolte, exportation d'espèces végétales ligneuses et non ligneuses grumes et bois sciés)	59 607 927	1 278 086 684	380,3	960 259 987	480 129 994	64 435 538	13,4	415 850 932	0,0	-56,7
	27 415 000	Loyers	8 202 247 469	10 827 744 775	132,01	29 932 804 609	14 966 402 304	8 095 481 369	54,1	110 444 338 082	0,3	269,0
	27 415 311	Redevance sur la superficie concédée	349 523 541	582 348 706	166,61	586 476 052	293 238 026	109 681 098	37,4	519 291 068	0,0	-11,5
	27 415 313	Taxe d'inventaire et de reconnaissance forestière	311 190 326	31 907 287	10,3	50 500 000	25 250 000		0,0	10 973 246	0,0	-78,3
	27 415 330	Quotité du Trésor public sur la taxe de déboisement	6 506 237 800	8 878 114 021	136,5	7 741 961 435	3 870 980 717	7 623 058 635	196,9	9 368 778 983	0,0	21,0
	27 415 340	Permis de coupe de bois industrielle	290 295 801	386 173 311	133,0	553 867 122	276 933 561	362 741 637	131,0	587 044 784	0,0	6,0
	27 415 360	Quotité du Trésor public sur le droit d'exploitation ou la vente du crédit carbone	745 000 000	949 201 450	127,41	21 000 000 000	10 500 000 000	0	0,0	99 958 250 000	0,2	376,0
	27 420 000	Droits administratifs	109 093 031 272	194 339 478 990	178,1	137 828 343 760	68 914 171 880	191 981 815 075	278,6	197 880 633 465	0,5	43,6
	27 424 110	Taxe d'implantation	11 118 852 864	88 562 208 471	796,5	49 258 038 565	24 629 019 283	111 494 856 848	452,7	14 783 309 082	0,0	-70,0
	27 424 120	Taxe rémunératoire annuelle	48 637 327 238	49 699 040 392	102,2	64 142 496 286	32 071 248 143	16 488 536 368	51,4	108 794 790 099	0,3	69,6
	27 424 130	Taxe de pollution	49 004 412 202	53 011 400 823	108,2	20 135 300 546	10 067 650 273	63 829 900 269	634,0	71 336 417 185	0,2	254,3
	27 425 121	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat phytosanitaire	269 887 569	2 594 354 768	961,3	3 452 451 545	1 726 225 773	144 525 774	8,4	2 867 935 433	0,0	-16,9
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat d'origine	45 868 998	46 908 158	102,3	83 604 506	41 802 253	23 995 817	57,4	47 773 874	0,0	-42,9
	27 427 240	Taxe d'homologation d'une O.N.G nationale ou Internationale	16 682 400	425 566 378	2 551,0	756 452 312	378 226 156	0	0,0	50 407 792	0,0	-93,3
	37 440 000	Amendes transactionnelles	2 674 175 693	10 171 845 574	380,4	5 977 951 614	2 988 975 807	9 916 712 360	331,8	5 481 681 920	0,0	-8,3
	37 448 410	Amendes transactionnelles en matière de chasse	59 269 507	26 055 298	44,0	98 387 381	49 193 691	618 839 708	1 258,0	27 815 111	0,0	-71,7
	37 448 420	Amendes transactionnelles en matière des installations classées	2 436 292 220	4 506 086 952	185,0	4 000 000 000	2 000 000 000	9 285 827 010	464,3	4 353 577 092	0,0	8,8
	37 448 430	Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	178 613 966	5 639 703 324	3 157,5	1 879 564 233	939 782 117	12 045 641	1,3	1 100 289 717	0,0	-41,5

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
57	TOURISME		3 237 898 886	1 503 750 637	46,4	3 445 651 443	1 722 825 722	478 978 857	27,8	4 108 655 700	0,0	19,2
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	0	29 878 308		0	0	5 552 150		0	0,0	
	17 133 700	Redevance sur les billets de voyage	0	29 878 308		0	0	5 552 150		0	0,0	
	17 133 710	Redevance sur les billets d'avion du réseau domestique		8 614 900				5 124 650			0,0	
	17 133 720	Redevance sur les billets d'avion du réseau international		9 356 500							0,0	
	17 133 740	Redevance sur les voyages ferroviaires dépassant les frontières d'une province		10 332 852							0,0	
	17 133 750	Redevance sur les billets d'un voyage lacustre ou maritime dépassant les frontières d'une province		1 574 056							0,0	
	17 133 841	Redevance sur les nuitées (hôtel à partir de 2 étoiles)		0				427 500			0,0	
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	558 849 974	782 281 625	140,0	1 066 926 302	533 463 151	235 697 076	44,2	1 216 124 845	0,0	14,0
	17 136 241	Taxe sur la licence d'exploitation pour hôtel (à partir de deux étoiles)	227 631 348	559 768 525	245,9	528 605 536	264 302 768	160 120 949	60,6	432 039 548	0,0	-18,3
	17 136 242	Taxe sur la licence d'exploitation pour restaurant (à partir de deux fourchettes)	178 084 620	160 019 783	89,9	245 114 937	122 557 469	10 811 158	8,8	350 622 909	0,0	43,0
	17 136 243	Taxe sur la licence d'exploitation pour agence de voyage ou similaire (catégorie A et B)	104 598 648	48 899 760	46,7	190 240 571	95 120 286	63 814 369	67,1	305 217 960	0,0	60,4
	17 136 244	Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	48 535 358	13 593 557	28,0	102 965 258	51 482 629	950 600	1,8	128 244 428	0,0	24,6
	27 420 000	Droits administratifs	1 152 107 397	464 745 833	40,3	2 377 919 692	1 188 959 846	237 531 477	20,0	2 891 524 652	0,0	21,6
	27 426 210	Taxe d'agrément d'une association touristique	2 001 888	10 391 519		839 872	419 936		0,0	139 261 990	0,0	16 481,3
	27 426 221	Taxe d'agrément d'un hôtel	117 131 301	87 471 627	74,7	138 785 972	69 392 986	94 353 747	136,0	173 611 602	0,0	25,1
	27 426 222	Taxe d'agrément d'un restaurant	78 177 897	61 695 557	78,9	199 885 034	99 942 517	752 500	0,8	172 881 295	0,0	-13,5
	27 426 223	Taxe d'agrément d'une agence de voyage	72 568 440	37 357 633	51,5	215 130 160	107 565 080	14 045 023	13,1	185 598 710	0,0	-13,7
	27 426 230	Taxe d'homologation pour hôtel (à partir de 2 étoiles), restaurant (à partir de 2 fourchettes) et agence de voyage et similaire (catégorie A et B)	882 227 871	267 829 496	30,4	1 823 278 654	911 639 327	128 380 207	14,1	2 220 171 055	0,0	21,8
	37 440 000	Amendes transactionnelles	1 526 941 516	226 844 872	14,9	805 450	402 725	198 153	49,2	1 006 204	0,0	24,9
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	1 526 941 516	226 844 872	14,9	805 450	402 725	198 153	49,2	1 006 204	0,0	24,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
58	CULTURE ET ARTS	1 286 462 137	1 920 022 148	149,2	1 740 281 500	870 140 750	1 314 648 812	151,1	4 059 636 459	0,0	133,3
	17 136 200 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	15 900 000	3 152 360	19,8	9 907 310	4 953 655	0	0,0	11 584 180	0,0	16,9
	17 136 211 Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer une activité cinématographique	15 900 000	3 152 360	19,8	9 907 310	4 953 655		0,0	11 584 180	0,0	16,9
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	13 200 000	37 127 008	281,3	15 164 250	7 582 125	11 505 318	151,7	74 254 000	0,0	389,7
	17 153 230 Taxe sur autorisation d'exportation d'oeuvre d'art et d'artisanat	13 200 000	37 127 008	281,3	15 164 250	7 582 125	11 505 318	151,7	74 254 000	0,0	389,7
	27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	1 084 000 000	1 144 844 033	105,6	1 507 991 325	753 995 663	1 151 755 287	152,8	3 048 235 071	0,0	102,1
	27 416 111 Taxe sur la propriété intellectuelle	1 084 000 000	1 091 881 542	100,7	1 507 991 325	753 995 663	1 139 673 685	151,2	3 048 235 071	0,0	102,1
	27 416 112 Taxe sur les revenus des œuvres des artistes	0	52 962 491		0	0	12 081 601			0,0	
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	3 000 000	1 895 000	63,2	5 000 000	2 500 000	150 445 341	6 017,8	250 445 340	0,0	4 908,9
	27 022 512 Droits sur le produit de vente de billet, de reservation ou de frais de participation dans une manifestation culturelle à caractère national ou international	3 000 000	1 895 000	63,2	5 000 000	2 500 000	150 445 341	6 017,8	250 445 340	0,0	4 908,9
	27 420 000 Droits administratifs	1 100 000	729 503 297	66 318,5	1 718 615	859 308	942 866	109,7	25 183 000	0,0	1 365,3
	Autorisation d'organiser une exposition des œuvres d'arts ou une manifestation culturelle		4 473 112			0				0,0	
	Droit sur la décoration des immeubles publics ou privés		724 294 495			0				0,0	
	Taxe sur l'autorisation de production des orchestres et groupes culturels à l'extérieur du pays		226 340							0,0	
	27 422 831 Taxe sur la délivrance de la carte nationale pour artiste, écrivain ou autre professionnel de la culture et des arts	1 100 000	509 350	46,3	1 718 615	859 308	942 866	109,7	25 183 000	0,0	1 365,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles administratives	169 262 137	3 500 450	2,1	200 500 000	100 250 000	0	0,0	649 934 868	0,0	224,2
	37 441 000 Amendes transactionnelles	169 262 137	3 500 450	2,1	200 500 000	100 250 000		0,0	649 934 868	0,0	224,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
60	SPORTS ET LOISIRS	2 820 661 038	3 249 814 209	115,2	3 045 924 919	1 522 962 460	1 445 646 303	94,9	3 010 153 337	0,0	-1,2	
	17 111 000	Impôts professionnels des personnes physiques	851 622 891	2 363 010 480	277,5	739 483 729	369 741 864	1 276 883 359	345,3	0	0,0	-100,0
	17 113 810	Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)	851 622 891	2 363 010 480	277,5	739 483 729	369 741 864	1 276 883 359	345,3	0	0,0	-100,0
	17 133 000	Taxes sur des services déterminés	729 031 307	22 809 131	3,1	665 472 540	332 736 270	50 873 418	15,3	1 060 565 297	0,0	59,4
	17 133 410	Droits sur le transfert international d'athlète	105 943 667	0	0,0	121 314 000	60 657 000		0,0	305 638 406	0,0	151,9
	17 133 500	Taxe sur la publicité dans un stade national	623 087 640	22 809 131	3,7	544 158 540	272 079 270	50 873 418	18,7	754 926 890	0,0	38,7
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	37 535 400	372 417	1,0	36 394 200	18 197 100	9 744 312	53,5	55 014 913	0,0	51,2
	17 134 830	Taxe sur le droit de retransmission radio télévisée d'une rencontre sportive à caractère national ou international	37 535 400	372 417	1,0	36 394 200	18 197 100	9 744 312	53,5	55 014 913	0,0	51,2
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	697 455 108	811 143 373	116,3	902 666 510	451 333 255	98 240 304	21,8	723 369 698	0,0	-19,9
	17 136 215	Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie	297 112 600	531 599 257	178,9	464 414 900	232 207 450	32 362 342	13,9		0,0	-100,0
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un établissement de loisir	400 342 508	279 544 116	69,8	438 251 610	219 125 805	65 877 962	30,1	723 369 698	0,0	65,1
	27 022 400	Ventes de services des établissements non marchands	301 522 667	25 096 606	8,3	326 002 500	163 001 250	1 605 450	1,0	671 139 580	0,0	105,9
	27 022 511	Quotité du Trésor Public sur la vente de billets d'accès à une manifestation de loisir dans une installation sportive à caractère national	27 572 490	3 572 550	13,0	31 900 000	15 950 000	990 000	6,2	33 231 717	0,0	4,2
	27 022 513	Quotité du trésor public sur le produit d'une rencontre sportive (nationale ou internationale)	273 950 177	21 524 056	7,9	294 102 500	147 051 250	615 450	0,4	637 907 864	0,0	116,9
	27 415 000	Loyers	105 943 666	16 208 502	15,3	103 905 441	51 952 720	2 179 461	4,2	273 714 475	0,0	163,4
	27 415 221	Droits de location d'un complexe sportif (aire de jeux, tribune, local et autres espaces)	105 943 666	16 208 502	15,3	103 905 441	51 952 720	2 179 461	4,2	273 714 475	0,0	163,4
	37 440 000	Amendes transactionnelles	97 550 000	11 173 700	11,5	272 000 000	136 000 000	6 120 000	4,5	226 349 374	0,0	-16,8
	37 441 000	Amendes Transactionnelles	97 550 000	11 173 700	11,5	272 000 000	136 000 000	6 120 000	4,5	226 349 374	0,0	-16,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
62	EMPLOI ET TRAVAIL		174 448 329 282	39 593 219 514	22,7	62 749 224 000	31 374 612 000	30 347 011 789	96,7	87 383 035 243	0,2	39,3
	17 182 000	Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	103 624 307 817	33 776 565 286	32,6	36 000 000 000	18 000 000 000	19 427 715 393	107,9	63 108 179 322	0,2	75,3
	17 182 400	Droits d'octroi de la carte de travail pour étrangers	103 624 307 817	33 776 565 286	32,6	36 000 000 000	18 000 000 000	19 427 715 393	107,9	63 108 179 322	0,2	75,3
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	544 784 625	114 620 601	21,0	9 522 366 100	4 761 183 050	743 259 983	15,6	8 501 519 619	0,0	-10,7
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de travail et de la prévoyance sociale	312 795 000	28 035 630	9,0	0	0	335 911 175		0	0,0	
	27 021 120	Droits sur diverses prestations				9 522 366 100	4 761 183 050	389 196 222	8,2	8 411 780 789	0,0	-11,7
	27 021 122	Agrément ou autorisation d'un service de santé et sécurité au travail à titre préventif ou médicale	177 250 500	86 584 971	48,8	0	0	0		0	0,0	
	27 427 230	Droits d'enregistrement d'une organisation syndicale					0			89 738 830	0,0	
	27 427 232	Droit d'enregistrement d'une mutuelle	54 739 125	0		0	0	18 152 586		0	0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	70 279 236 840	5 702 033 626	8,1	17 226 857 900	8 613 428 950	10 176 036 413	118,1	15 773 336 302	0,0	-8,4
	37 441 000	Amendes transactionnelles	70 279 236 840	5 702 033 626	8,1	17 226 857 900	8 613 428 950	10 176 036 413	118,1	15 773 336 302	0,0	-8,4
63	PRÉVOYANCE SOCIALE		0	0		12 113 202 900	6 056 601 450	229 941 234	3,8	12 113 202 900	0,0	0,0
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	0	0		740 015 400	370 007 700	21 399 552	5,8	740 015 400	0,0	0,0
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de la prévoyance sociale				303 285 000	151 642 500	13 698 000	9,0	303 285 000	0,0	0,0
	27 427 332	Doits d'enregistrement d'une mutuelle				187 531 225	93 765 613	7 701 552	8,2	187 531 225	0,0	0,0
	27 427 332	Droit d'agrément d'une mutuelle				249 199 175	124 599 588		0,0	249 199 175	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	0		11 373 187 500	5 686 593 750	208 541 683	3,7	11 373 187 500	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	0	0		11 373 187 500	5 686 593 750	208 541 683	3,7	11 373 187 500	0,0	0,0
64	AFFAIRES SOCIALES		0	25 474 516		0	0	17 489 708		0	0,0	
	17 136 000	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	0	25 474 516		0	0	17 489 708		0	0,0	
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un service d'action sociale ou d'un centre privé à vocation sociale	0	25 474 516		0	0	17 489 708		0	0,0	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE		10 647 320 407	1 288 188 035	12,1	10 308 064 228	5 154 032 114	710 626 549	13,8	18 607 090 500	0,0	80,5
	17 130 000	Impôts et taxes sur les biens et services	33 886 125	96 358 433	284,4	32 855 875	16 427 938	68 038 147	414,2	40 922 375	0,0	24,6
	17 134 210	Taxe pour l'octroi de Permis de pêche (industriel, semi-industriel)	26 066 250	24 430 521	93,7	25 273 750	12 636 875	6 858 934	54,3	31 478 750	0,0	24,6
	17 134 220	Taxe sur le permis d'exploitation du matériel de pêche placé dans les engins et embarcations (ligne en main, de traine, palangre, filet, senne, chalut,...)	4 170 600	37 513 485	899,5	4 043 800	2 021 900	28 300	1,4	5 036 600	0,0	24,6
	17 135 232	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente de produits(médicaments) vétérinaires, d'élevage ou de pêche ou de produits vétérinaires	2 085 300	30 545 019	1 464,8	2 021 900	1 010 950	61 150 913	6 048,9	2 518 300	0,0	24,6
	17 136 325	Taxe sur l'agrément de professionnel privé en santé animale pour exercer une mission de service officiel (nationaux et étrangers)	1 563 975	3 869 408	247,4	1 516 425	758 213	0	0,0	1 888 725	0,0	24,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
82	PÊCHE ET ÉLEVAGE (suite)											
	27 022 400	Ventes de services des établissements non marchands	252 229 792	609 341 922	241,6	614 997 465	307 498 733	106 366 900	34,6	38 278 160	0,0	-93,8
	27 022 433	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers des animaux	15 639 750	9 508 707	60,8	15 164 250	7 582 125	103 937 420	1 370,8	18 887 250	0,0	24,6
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	236 590 042	599 833 215	253,5	599 833 215	299 916 608	2 429 480	0,8	19 390 910	0,0	-96,8
	27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	5 181 681 816	325 142 816	6,3	4 645 991 962	2 322 995 981	506 348 171	21,8	8 180 445 720	0,0	76,1
	27 423 131	Taxe sur l'autorisation d'importation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	5 108 070 726	50 954 247	1,0	4 561 384 984	2 280 692 492	311 920 507	13,7	8 153 373 995	0,0	78,7
	27 423 132	Taxe sur l'autorisation d'exportation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)		186 978 455		69 442 728	34 721 364	74 423 809	214,3	8 184 475	0,0	-88,2
	27 423 141	Taxe sur l'autorisation d'importation de produits vétérinaires et d'intrants d'élevage ou de pêche				15 164 250	7 582 125	119 524 854	1 576,4	18 887 250	0,0	24,6
	27 423 142	Taxe sur l'autorisation d'exportation de produits vétérinaire et d'intrants d'élevage ou de pêche	73 611 090	87 210 114	118,5	0	0	479 000		0	0,0	
	27 420 000	Droits administratifs	5 171 022 675	254 520 984	4,9	5 005 718 926	2 502 859 463	29 873 331	1,2	10 322 261 245	0,0	106,2
	27 425 131	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers d'animaux, produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	5 171 022 675	136 890 668	2,6	5 005 718 926	2 502 859 463	23 073 883	0,9	8 153 373 995	0,0	62,9
	27 425 132	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de boissons (alcoolique ou non alcoolique)		72 106 172						500 000 000	0,0	
	27 425 133	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de denrées alimentaires d'origine minérale		13 950 649						1 650 000 000	0,0	
	27 425 134	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de produits vétérinaires, d'intrants d'élevage ou de pêche		27 346 482				6 799 448		18 887 250	0,0	
		Taxe sur la délivrance du certificat vétérinaire international		4 227 013							0,0	
	37 440 000	Amendes transactionnelles	8 500 000	2 823 879	33,22	8 500 000	4 250 000	0	0,0	25 183 000	0,0	196,3
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	8 500 000	2 823 879	33,22	8 500 000	4 250 000			25 183 000	0,0	196,3
85	POLICE NATIONALE		125 329 699 656	28 595 124 019	22,8	125 329 699 656	62 664 849 828	17 078 819 111	27,3	104 101 082 472	0,3	-16,9
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	73 669 997 852	26 718 624 989	36,3	74 280 238 696	37 140 119 348	15 971 363 556	43,0	59 779 002 472	0,1	-19,5
	27 022 270	Droits d'octroi du casier judiciaire	1 148 915 000	1 107 637 514	96,4	1 112 045 000	556 022 500	614 683 536	110,6	1 385 065 000	0,0	24,6
	27 022 450	Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	72 129 380 070	25 478 024 550	35,3	72 788 400 000	36 394 200 000	15 329 535 166	42,1	57 920 900 000	0,1	-20,4
	27 022 481	Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	391 702 782	132 962 925	33,9	379 793 696	189 896 848	27 144 854	14,3	473 037 472	0,0	24,6
	37 447 000	Amendes de police	51 659 701 804	1 876 499 031	3,6	51 049 460 960	25 524 730 480	1 107 455 554	4,3	44 322 080 000	0,1	-13,2
	37 447 100	Amendes transactionnelles de police spéciale de roulage	12 680 936 490	1 214 952 551	9,6	12 289 916 960	6 144 958 480	812 359 902	13,2	30 219 600 000	0,1	145,9
	37 447 200	Amendes transactionnelles de police territoriale	37 518 517 680	582 263 623	1,6	37 202 960 000	18 601 480 000	272 847 232	1,5	12 591 500 000	0,0	-66,2
	37 447 300	Amendes transactionnelles de police judiciaire	1 460 247 634	79 282 857	5,4	1 556 584 000	778 292 000	22 248 420	2,9	1 510 980 000	0,0	-2,9

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)		26 163 469 677	33 015 206 665	126,2	28 536 296 886	14 268 148 443	11 036 490 973	77,4	35 542 713 556	0,1	24,6
	27 420 000	Droits administratifs	25 174 969 818	32 359 827 494	128,5	27 720 762 746	13 860 381 373	10 865 669 025	78,4	34 443 602 582	0,1	24,3
	27 421 400	Droits de délivrance de laissez - passer individuel	2 509 887 933	759 478 135	30,3	1 827 009 059	913 504 530	442 640 683	48,5	4 696 482 700	0,0	157,1
	27 421 720	Droits de délivrance de visa d'établissement		1 563 872 397						0		
	27 421 721	Droits de délivrance de visa d'établissement spécial, permanent, ordinaire ou de travail	9 574 183 672	14 665 144 570	153,2	10 650 154 038	5 325 077 019	7 544 554 394	141,7	16 279 274 399	0,0	52,9
	27 421 722	Droits de délivrance du visa d'établissement de travail spécifique	5 659 228 940	10 421 820 447	184,2	5 487 169 709	2 743 584 855	1 429 167 237	52,1	2 226 805 961	0,0	-59,4
	27 421 723	Droits de transposition visa d'établissement	1 872 624 424	863 942 239	46,1	1 435 945 476	717 972 738	236 800 876	33,0	2 009 437 840	0,0	39,9
	27 421 724	Droits de délivrance de visa pour mineur ou étudiant	99 265 360	410 673 947	413,7	162 965 140	81 482 570	159 497 841	195,7	355 777 229	0,0	118,3
	27 421 730	Droits de délivrance de visa de voyage	1 737 143 637	308 946 601	17,8	3 627 317 259	1 813 658 629	143 674 655	7,9	3 786 854 160	0,0	4,4
	27 421 731	Droits de délivrance de visa de voyage ou de transit	192 519 340	888 503 177	461,5	335 432 858	167 716 429	259 276 731	154,6	437 185 332	0,0	30,3
	27 421 732	Droits de délivrance de visa de portuaire ou aéroportuaire	1 965 436 956	1 117 495 227	56,9	2 623 779 192	1 311 889 596	340 236 886	25,9	2 625 138 795	0,0	0,1
	27 421 733	Droits de délivrance de visa de sortie ou de retour (un ou plusieurs voyages)	1 540 275 697	1 226 975 312	79,7	1 540 034 726	770 017 363	253 892 490	33,0	1 896 591 860	0,0	23,2
	27 421 740	Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	24 403 860	132 975 443	544,9	30 955 289	15 477 645	55 927 232	361,3	130 054 306	0,0	320,1
	37 440 000	Amendes transactionnelles	988 499 858	655 379 171	66,3	815 534 140	407 767 070	170 821 948	41,9	1 099 110 974	0,0	34,8
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	988 499 858	655 379 171	66,3	815 534 140	407 767 070	170 821 948	41,9	1 099 110 974	0,0	34,8
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS		23 643 150 643	11 311 139 312	47,8	15 638 218 508	7 819 109 254	10 487 631 954	134,1	38 570 300 000	0,1	146,6
	17 181 000	Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises	4 944 170 911	2 128 458 203	43,0	2 754 170 931	1 377 085 465	6 241 600 620	453,2	7 265 988 933	0,0	163,8
	17 181 100	Droits proportionnels sur société anonyme	4 944 170 911	2 128 458 203	43,0	2 754 170 931	1 377 085 465	6 241 600 620	453,2	7 265 988 933	0,0	163,8
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 225 320 829	507 819 597	41,4	1 225 320 829	612 660 415	35 471 479	5,8	1 733 560 738	0,0	41,5
	27 012 116	Droits sur le produit de ventes publiques	1 225 320 829	507 819 597	41,4	1 225 320 829	612 660 415	35 471 479	5,8	1 733 560 738	0,0	41,5
	27 022 000	Ventes résiduelles des établissements non marchands	2 464 258 081	1 761 713 213	71,5	1 004 258 023	502 129 012	1 693 267 151	337,2	6 014 019 296	0,0	498,9
	27 022 310	Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce et crédit mobilier RCCM	2 464 258 081	1 761 713 213	71,5	1 004 258 023	502 129 012	1 693 267 151	337,2	6 014 019 296	0,0	498,9
	27 428 000	Autres droits administratifs	3 313 288 354	1 511 154 432	45,6	1 809 278 350	904 639 175	1 116 447 774	123,4	5 158 678 409	0,0	185,1
	27 428 260	Frais de justice	3 313 288 354	1 511 154 432	45,6	1 809 278 350	904 639 175	1 116 447 774	123,4	5 158 678 409	0,0	185,1
	27 482 000	Restitution au trésor public	0	12 571 120		0	0	0		0	0,0	
		Sommes indûment perçues dans le cadre de la législation sur les prix	0	12 571 120		0	0	0		0	0,0	
	27 483 000	Cautions	1 385 838 818	895 552 034	64,6	856 200 245	428 100 123	214 009 170	50,0	3 057 175 920	0,0	257,1
	27 483 300	Caution de mise en liberté provisoire	1 385 838 818	895 552 034	64,6	856 200 245	428 100 123	214 009 170	50,0	3 057 175 920	0,0	257,1

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS (Suite)											
	27 484 000	Autres recettes diverses non classées ailleurs	7 854 932 966	3 443 908 873	43,8	5 854 932 898	2 927 466 449	683 840 272	23,4	11 756 475 454	0,0	100,8
	27 484 100	Droits proportionnels sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	59 954 896	95 599 740	159,5	59 954 829	29 977 415	34 877 217	116,3	326 352 029	0,0	444,3
	27 484 200	Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	1 225 320 829	1 565 643 369	127,8	1 225 320 829	612 660 415	326 454 805	53,3	5 344 689 114	0,0	336,2
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	6 569 657 240	1 782 665 764	27,1	4 569 657 240	2 284 828 620	322 508 250	14,1	6 085 434 312	0,0	33,2
	37 440 000	Amendes transactionnelles administratives	2 282 704 808	716 546 375	31,4	1 961 421 356	980 710 678	296 749 320	30,3	2 446 098 316	0,0	24,7
	37 441 000	Amendes transactionnelles	2 282 704 808	716 546 375	31,4	1 961 421 356	980 710 678	296 749 320	30,3	2 446 098 316	0,0	24,7
	37 448 000	Amendes judiciaires	172 635 876	333 415 466	193,1	172 635 876	86 317 938	206 246 167	238,9	1 138 302 934	0,0	559,4
	37 448 100	Amendes judiciaires	172 635 876	333 415 466	193,1	172 635 876	86 317 938	206 246 167	238,9	1 138 302 934	0,0	559,4
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)		53 550 703 362	74 233 490 591	138,6	194 703 115 322	97 351 557 661	15 895 899 172	16,3	136 633 974 205	0,3	-29,8
	27 426 850	Redevance sur le chiffre d'affaires d'une entreprise placée sous le régime de gestion	200 000 000	177 249 482		663 411 110	331 705 555	371 761 377	112,1	761 595 954	0,0	14,8
	1	HOTEL KARAVIA				308 912 146	154 456 073	146 829 231	95,1	354 631 144	0,0	14,8
	2	CONGO FLEUVE HOTEL	200 000 000	177 249 482		354 498 964	177 249 482	224 932 147	126,9	406 964 811	0,0	14,8
	47 681 300	Excédent de gestion d'un établissement public	11 136 000 000	4 736 303 499		16 154 256 790	8 077 128 395	4 064 847 982	50,3	18 190 421 623	0,0	12,6
	1	CNSS				2 074 680 000	1 037 340 000		0,0	2 074 680 000	0,0	0,0
	2	OGEFREM				2 296 192 460	1 148 096 230	1 148 096 230	100,0	2 040 000 000	0,0	-11,2
	3	OCC				2 522 192 460	1 261 096 230	420 365 410	33,3	2 808 000 000	0,0	11,3
	4	FPI				2 635 192 460	1 317 596 230	1 397 996 878	106,1	2 635 192 460	0,0	0,0
	5	FONER				2 393 598 325	1 196 799 162	0	0,0	1 196 799 163	0,0	-50,0
	6	INPP				565 000 000	282 500 000	416 333 333	147,4	282 500 000	0,0	-50,0
	7	ONAPAC				339 000 000	169 500 000	0	0,0	84 000 000	0,0	-75,2
	8	ICCN				452 000 000	226 000 000	0	0,0	90 000 000	0,0	-80,1
	9	CEEC				1 279 192 460	639 596 230	639 596 230	100,0	816 850 000	0,0	-36,1
	10	AFRIDEX				867 930 500	433 965 250	0	0,0	0	0,0	-100,0
	11	FPC				644 358 325	322 179 162	0	0,0	252 000 000	0,0	-60,9
	12	RVF				84 919 800	42 459 900	42 459 900	100,0	110 400 000	0,0	30,0
	13	FONDS MINIER POUR LES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)								1 000 000 000	0,0	
	14	AUTORITE DE REGULATION DE LA SOUS-TRAITANCE DANS LE SECTEUR PRIVE (ARSP)								500 000 000	0,0	
	15	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (ANAPEX)								300 000 000	0,0	
	16	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)								1 000 000 000	0,0	
	17	OFFICE DES VOIRIES ET DRAINAGE (OVD)								500 000 000	0,0	
	18	OFFICE DES ROUTES (OR)								300 000 000	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
19	CADASTRE MINIER (CAMI)								1 000 000 000	0,0		
20	AGENCE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT CONGOLAISE (ANADEC)								300 000 000	0,0		
21	OFFICE DE PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CONGOLAISES (OPEC)								300 000 000	0,0		
22	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)								600 000 000	0,0		
47 722 000	Dividendes	42 214 703 362	69 319 937 610	164,2	177 885 447 422	88 942 723 711	11 459 289 813	12,9	117 681 956 628	0,3	-33,8	
47 722 100	Dividendes d'une entreprise du portefeuille	42 214 703 362	42 995 063 587	101,8	52 490 410 104	26 245 205 052	11 349 465 780	43,2	117 681 956 628	0,3	124,2	
47 722 110	Dividendes des sociétés commerciales	10 381 000 000	8 043 379 691	77,5	11 966 626 000	5 983 313 000	3 704 122 375	61,9	13 577 000 000	0,0	13,5	
1	OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex.SCTP	840 000 000	350 000 000	41,7	840 000 000	420 000 000	70 000 000	16,7	960 000 000	0,0	14,3	
2	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	540 000 000		0,0	540 000 000	270 000 000	74 000 000	27,4	669 000 000	0,0	23,9	
3	REGIDESO	840 000 000	70 000 000	8,3	840 000 000	420 000 000	0	0,0	840 000 000	0,0	0,0	
4	CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	39 000 000	39 000 000	100,0	42 000 000	21 000 000	21 000 000	100,0	48 000 000	0,0	14,3	
5	COMMIERE SA	72 000 000	96 000 000	133,3	84 000 000	42 000 000	27 000 000	64,3	960 000 000	0,0	1 042,9	
6	SOCIETE NATIONALE DE KILO-MOTO (SOKIMO)	0	0		408 000 000	204 000 000	102 000 000	50,0	420 000 000	0,0	2,9	
7	SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	504 000 000	403 000 000	80,0	540 000 000	270 000 000	309 000 000	114,4	600 000 000	0,0	11,1	
8	COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDIC) (LMC)	216 000 000	231 000 000	106,9	222 222 000	111 111 000	73 555 500	66,2	252 000 000	0,0	13,4	
9	GECAMINES	2 556 000 000	2 130 000 000	83,3	2 760 000 000	1 380 000 000	1 116 000 000	80,9	2 940 000 000	0,0	6,5	
10	SONAHYDROC ex COHYDRO	438 000 000	73 000 000	16,7	444 000 000	222 000 000	73 118 352	32,9	465 000 000	0,0	4,7	
11	SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)	138 000 000	112 833 333	81,8	150 000 000	75 000 000	86 500 000	115,3	192 000 000	0,0	28,0	
12	OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOM. (OCPT) SCPT	138 000 000	0	0,0	150 000 000	75 000 000	0	0,0	150 000 000	0,0	0,0	
13	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM	708 000 000	353 800 000	50,0	710 400 000	355 200 000	354 000 000	99,7	714 000 000	0,0	0,5	
14	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEL)	1 836 000 000	1 677 000 000	91,3	2 000 004 000	1 000 002 000	1 292 335 000	129,2	2 100 000 000	0,0	5,0	
15	SCMK-Mn	0			12 000 000	6 000 000	0	0,0	12 000 000	0,0	0,0	
16	SAKIMA	78 000 000,0	88 000 000	112,8	80 000 000	40 000 000	33 333 333	83,3	90 000 000	0,0	12,5	
17	LIGNES AERIENNES CONGOLAISES (LAC)	0,0			0	0			0	0,0		
18	SODIMICO	138 000 000	115 000 000	83,3	144 000 000	72 000 000	60 000 000	83,3	165 000 000	0,0	14,6	
19	COBIL	1 000 000 000	2 000 000 000	200,0	2 000 000 000	1 000 000 000		0,0	2 000 000 000	0,0	0,0	
20	HOTEL KARAVIA	300 000 000	269 878 450	90,0				0,0		0,0		
21	SOCIETE DE CHARBON DE MAKALA		34 867 908							0,0		
23	CHEMIN DE FER DE L'UELE (CFU)	0			0	0	0		0	0,0		
24	PULLMAN						12 280 189			0,0		

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
	47 722 120	Dividendes des sociétés d'économie mixte	31 833 703 362	34 951 683 896	109,8	40 523 784 104	20 261 892 052	7 645 343 405	37,7	42 764 319 278	0,1	5,5
		MINIERES	3 768 284 783	8 489 544 304	225,3	3 156 362 818	1 578 181 409	479 666 994	30,4	3 170 460 475	0,0	0,4
	1	SACIM	3 768 284 783	2 634 174 792	69,9	3 156 362 818	1 578 181 409	479 666 994	30,4	3 156 362 818	0,0	0,0
	2	CROWN MINING SARL				0	0	0		14 097 657	0,0	
	3	ALPHAMIN BISIE		5 855 369 511			0	0		0		
		PETROLIERES	18 878 174 979	24 340 201 226	128,9	25 838 719 565	12 919 359 783	3 857 858 438	29,9	25 219 682 073	0,1	-2,4
	1	FINA-CONGO	800 000 000	3 933 554 760	491,7	4 916 943 450	2 458 471 725	0	0,0	5 644 651 081	0,0	14,8
	2	ENGEN	12 480 000 000	6 698 986 667	53,7	12 493 912 517	6 246 956 258	2 066 986 667	33,1	9 826 156 259	0,0	-21,4
	3	TOTAL RDC	3 000 000 000	9 538 489 647	317,9	3 950 684 172	1 975 342 086	0	0,0	7 692 953 942	0,0	94,7
	4	SOCIR	2 598 174 979	4 169 170 152	160,5	4 477 179 427	2 238 589 713	1 790 871 771	80,0	2 055 920 793	0,0	-54,1
		AGRO-INDUSTRIEL	2 106 653 638	2 054 427 837	97,5	2 951 582 332	1 475 791 166	3 307 817 974	224,1	3 797 375 035	0,0	28,7
	1	KWILU- NGONGO	1 806 653 638	1 599 976 000	88,6	2 178 204 172	1 089 102 086	2 419 888 560	222,2	2 778 032 067	0,0	27,5
	2	SOCOPE	300 000 000	454 451 837	151,5	773 378 160	386 689 080	887 929 414	229,6	1 019 342 968	0,0	31,8
		FINANCIERES ET SERVICES	7 080 589 962	67 510 529	1,0	8 577 119 389	4 288 559 694	0	0,0	10 576 801 695	0,0	23,3
	1	SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SONAL)		67 440 190		576 052 732	288 026 366	0	0,0	661 308 536	0,0	14,8
	2	BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (BCDC)	3 812 348 102	0	0,0	4 307 953 355	2 153 976 678	0	0,0	4 945 530 452	0,0	14,8
	3	SEGUSE SA	3 268 241 860	0	0,0	3 693 113 301	1 846 556 651	0	0,0	4 969 962 707	0,0	34,6
	4	AMICONGO		70 339							0,0	
	47 722 200	Dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital d'une société minière d'exploitation	0	26 324 874 023		125 395 037 318	62 697 518 659	109 824 033	0,2	61 340 637 350	0,1	-51,1
	1	FRONTIER SA		13 142 792 839		14 858 766 765	7 429 383 383	0	0,0	17 057 864 246	0,0	14,8
	2	ALPHAMIN				1 419 930 944	709 965 472	0	0,0	1 630 080 724	0,0	14,8
	3	MATALKOL				9 116 339 609	4 558 169 805	0	0,0	10 465 557 871	0,0	14,8
	4	SOCIETE DU KATANGA				1 000 000 000	500 000 000	0	0,0	1 148 000 000	0,0	14,8
	5	MUTANDA MINING				76 920 000 000	38 460 000 000	0	0,0	5 000 000 000	0,0	-93,5
	6	CONGO DONGFANG SARL				4 500 000 000	2 250 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	7	MINING MINERAL RESS				200 000 000	100 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	8	GOLDEN AFRICAN RESS				220 000 000	110 000 000	0	0,0	500 000 000	0,0	127,3
	9	METAL MINES SARL				200 000 000	100 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	10	RUBAMIN SARL				600 000 000	300 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	11	CONGO JINJUN CHENG				160 000 000	80 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	12	HUACHIN METAL LEACH SA				4 000 000 000	2 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)											
	13	KAI PENG MINING SARL				700 000 000	350 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	14	CNMC HUACHIM MABENDE				8 000 000 000	4 000 000 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	15	SOCIETE CNMC CONGO SARL				3 500 000 000	1 750 000 000	109 824 033	6,3	0	0,0	-100,0
	16	LA MIKAL		5 260 570 130						6 039 134 509	0,0	
	17	COMPAGNIE DE TRAITEMENT DES REJETS DE KINGAMYAMBO		7 921 511 054							0,0	
	18	CONGO MOON MINING								2 000 000 000	0,0	
	19	SHAMITUMBA								2 000 000 000	0,0	
	20	RUASHI MINING SARL								500 000 000	0,0	
	21	COMIKA								1 500 000 000	0,0	
	22	SOMIDEZ								2 000 000 000	0,0	
	23	THUANCHIN METAL LEACH SA								1 000 000 000	0,0	
	24	CROWN MINING SAR								500 000 000	0,0	
	25	KAMOA COPPER SA								10 000 000 000	0,0	
90	ENTREPRENEURIAT, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES									1 446 780 585	0,0	
	17 137 483	Taxe d'enregistrement des Petites et Moyennes Entreprises, des startups et de l'artisanat éligibles à la sous-traitance et son renouvellement.								451 662 486	0,0	
	17 137 484	Taxe d'enregistrement des Petites et Moyennes Entreprises, des startups et de l'artisanat éligibles aux marchés publics et son renouvellement.								75 046 234	0,0	
	17 137 540	Taxe d'agrément des organismes privés d'aide à la création et d'encadrement des petites et moyennes entreprises, des startups et de l'artisanat dans le secteur privé/Volet PME et Startups.								94 437 375	0,0	
	17 137 350	Taxe d'enregistrement d'organisations professionnelles des PME et des Startups.								56 662 425	0,0	
	27 416 330	Taxe de labélisation des Startups.								82 097 558	0,0	
	27 012 287	Taxe de délivrance de la carte de l'artisan et d'entrepreneur.								559 824 759	0,0	
	27 422 320	Taxe de certification des produits artisanaux.								86 000 970	0,0	
	27 427 400	Taxe d'homologation des programmes et/ou modules de formation à l'entrepreneuriat.								22 664 970	0,0	
	27 427 400	Redevance à la conclusion et au développement des contrats de franchise entre les entreprises multinationales étrangères et les PME et les startups de droit congolais.								18 383 809	0,0	
		S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS	2 664 076 529 740	2 657 429 453 269	99,8	3 532 004 267 020	1 766 002 133 510	1 340 395 779 575	75,9	3 844 572 136 687	9,4	8,8

III.1.6

AUTRES RECETTES

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	AUTRES RECETTES										
	Bonus sur contrat chinois				0	0	0		0	0,0	
	Reliquat paie (BCC) / économie sur bancarisation				0	0	0		0	0,0	
	TVA remboursable Net				0	0	0		0	0,0	
	BIENS ZAIRIANISES				0	0	0		0	0,0	
	Autres recettes				0	0	18 474 771 520		157 999 842 324	0,0	
	S / TOTAL AUTRES RECETTES				0	0	18 474 771 520		157 999 842 324	0,0	
	S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS	2 664 076 529 740	2 657 429 453 269	99,8	3 532 004 267 020	1 766 002 133 510	1 358 870 551 095	76,9	4 002 571 979 010	9,8	13,3

III.1.7

RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS

III.1.7.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

Code Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Pétroliers producteurs	394 955 119 801	639 434 697 382	161,90	615 414 780 846	307 707 390 423	252 213 508 343	81,97	624 146 699 215	100,00	1,42
I.	DGI	124 009 876 833	189 581 510 729	152,88	197 310 786 994	98 655 393 497	83 785 580 131	84,93	204 042 705 363	32,69	3,41
II.	DGRAD	270 945 242 968	449 853 186 654	166,03	418 103 993 852	209 051 996 926	168 427 928 212	80,57	420 103 993 852	67,31	0,48

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS	1 803 800 000 000	1 904 799 024 765	105,6	2 664 076 529 740	1 332 038 264 870	1 359 995 917 653	102,1	3 532 004 267 021	10,9	32,6
	PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD	270 945 242 968	449 853 186 654	166,0	418 103 993 852	209 051 996 926	168 427 928 212	80,6	420 103 993 852	1,2	0,5
	HYDROCARBURES	210 945 242 968	362 048 428 108	171,6	350 303 993 852	175 151 996 926	108 569 850 570	62,0	335 787 668 269	1,0	-4,1
	27 415 000 Loyers	210 945 242 968	362 048 428 108	171,6	350 303 993 852	175 151 996 926	108 569 850 570	62,0	335 787 668 269	1,0	-4,1
	27 415 110 Marge distribuable	166 269 044 349	271 556 438 853	163,3	273 884 287 231	136 942 143 616	86 853 505 506	63,4	252 666 404 666	0,7	-7,7
	27 415 120 Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	44 676 198 619	90 491 989 255	202,6	76 419 706 621	38 209 853 311	21 716 345 064	56,8	83 121 263 603	0,2	8,8
	PORTEFEUILLE	60 000 000 000	87 804 758 546	146,3	67 800 000 000	33 900 000 000	59 858 077 642	176,6	84 316 325 583	0,2	24,4
	47 722 600 Dividendes des Pétroliers producteurs	60 000 000 000	87 804 758 546	146,3	67 800 000 000	33 900 000 000	59 858 077 642	176,6	84 316 325 583	0,2	24,4
	47 722 610 Dividendes On shore	15 000 000 000	7 229 456 999	48,2	16 950 000 000	8 475 000 000	33 577 495 557	396,2	21 651 276 703	0,1	27,7
	47 722 620 Participations Off shore	45 000 000 000	80 575 301 548	179,1	50 850 000 000	25 425 000 000	26 280 582 085	103,4	62 665 048 880	0,2	23,2
	TOTAL RECETTES NON FISCALES	2 935 021 772 708	3 107 282 639 923	105,9	3 950 108 260 873	1 975 054 130 436	1 527 298 479 306	77,3	4 102 978 922 759	12,1	3,9

III.1.8

RECETTES EXCEPTIONNELLES

III.1.8.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	Tx REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Produits des emprunts intérieurs	0	0		300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	100,0	193,8
	PPP - BOT - TROC	0	0		0	0	0		0		
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES	0	0		300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	100,0	193,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
1.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES				300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	2,6	193,8
	81 610 000 Produits des emprunts intérieurs				300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	2,6	193,8
	TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES				300 000 000 000	150 000 000 000	129 719 394 020	86,5	881 415 167 967	2,6	193,8

III.1.9

RECETTES EXTERIEURES

III.1.9.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUC T	TX ACCR.
I.2	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	100,0	58,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUIS BUDGETAIRES	2 878 115 000 000	280 909 048 000	9,8	2 553 783 542 310	1 276 891 771 155	562 496 320 360	44,1	473 267 902 229	4,0	-81,5
16 131	Emprunt programme	688 983 120 000	86 295 259 546	12,5	1 104 838 039 031	552 419 019 516	183 818 031 220	33,3	267 168 976 276	2,2	-75,8
73	Dons budgétaires	624 755 880 000	194 613 788 454	31,2	1 038 491 062 221	519 245 531 111	38 554 128 140	7,4	206 098 925 953	1,7	-80,2
	Allocation DTS	1 564 376 000 000	0		410 454 441 058	205 227 220 529	340 124 161 000	165,7	0	1,3	-73,8
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 774 327 836 771	5 149 452 705 449	185,6	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	71,4	11 446 365 603 707	96,0	130,8
11	Dons projets	1 759 009 557 332	3 519 039 385 178	200,1	1 032 445 667 390	516 222 833 695	746 559 186 367	144,6	7 519 436 140 572	63,1	628,3
1 612	Emprunts projets	1 015 318 279 439	1 630 413 320 271	160,6	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	52,1	3 926 929 463 136	32,9	0,0
TOTAL RECETTES EXTERIEURES		5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	100,0	58,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	29,5	58,7
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE	2 878 115 000 000	280 909 048 000	9,8	2 553 783 542 310	1 276 891 771 155	562 496 320 360	44,1	473 267 902 229	1,2	-81,5
	81 622 100 000 Emprunt programme	688 983 120 000	86 295 259 546	12,5	1 104 838 039 031	552 419 019 516	183 818 031 220	33,3	267 168 976 276	0,7	-75,8
	81 622 100 002 Fonds Monétaire International (FMI)					0	183 818 031 220		0	0,0	
	Banque Africaine de Développement		86 295 259 546				0		0	0,0	
	81 622 100 905 Banque Mondiale	688 983 120 000	0		617 232 962 128	308 616 481 064	0	0,0	267 168 976 276	0,7	-56,7
	Eximbank of China		0		275 217 917 570	137 608 958 785	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Eximbank of India		0		10 145 896 202	5 072 948 101	0	0,0	0	0,0	-100,0
	China national electric		0		152 826 229 321	76 413 114 661	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Badea		0		1 030 966 810	515 483 405	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Fad		0		48 384 067 000	24 192 033 500	0	0,0	0	0,0	-100,0
	57 512 200 000 Dons budgétaires	624 755 880 000	194 613 788 454	31,2	1 038 491 062 221	519 245 531 111	38 554 128 140	7,4	206 098 925 953	0,5	-80,2
	57 512 200 905 Banque Mondiale	624 755 880 000	0	0,0	1 038 491 062 221	519 245 531 111		0,0	206 098 925 953	0,5	-80,2
	57 512 200 913 Banque Africaine de Développement		194 613 788 454			0	0		0	0,0	
	FMI						38 554 128 140		0	0,0	
	ALLOCATION DTS	1 564 376 000 000	0		410 454 441 058	205 227 220 529	340 124 161 000	165,7	0	0,0	-100,0
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 774 327 836 771	5 149 452 705 449	185,6	4 959 375 130 526	2 479 687 565 263	1 770 504 976 792	71,4	11 446 365 603 707	28,3	130,8
	57 522 100 000 Dons projets	1 759 009 557 332	3 519 039 385 178	200,1	1 032 445 667 390	516 222 833 695	746 559 186 367	144,6	7 519 436 140 571	18,6	628,3
	57 522 100 905 Banque Mondiale	840 484 905 137	1 139 984 901 957	135,6	347 732 481 806	173 866 240 903	629 064 880 876	361,8	3 296 079 970 147	8,1	847,9
	57 522 100 913 Banque Africaine de Développement	611 497 402 785	130 881 354 326	21,4	417 622 560 016	208 811 280 008	79 122 802 981	37,9	990 213 255 043	2,4	137,1
	57 522 100 918 Union Européenne	307 027 249 410	530 727 164 834	172,86	267 090 625 568	133 545 312 784	38 371 502 510	28,7	29 673 912 092	0,1	-88,9
	58 452 100 959 Organisation des Nations Unies (PNUD)	0	658 182 638 689		0	0			0	0,0	
	57 522 100 250 France	0	15 226 715 077		0	0			295 886 470 445	0,7	
	57 522 100 840 Etats-Unis (USAID)	0	676 093 210 979		0	0			0	0,0	
	57 522 100 124 Canada	0			0	0			314 842 164 671	0,8	

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.2.	RECETTES EXTERIEURES											
57 522 100 756	Suisse (Alliance RSS)		0	1 889 964 101		0	0			0	0,0	
57 522 100 752	SUEDE		0	116 551 752 391		0	0	0		0	0,0	
57 522 100 276	Allemagne		0	249 501 682 823		0	0	0		414 491 071 746	1,0	
57 522 100 056	Belgique		0	0		0	0	0		112 133 833 631	0,3	
57 522 100 963	UNICEF		0	0		0	0	0		1 445 367 711 661	3,6	
57 522 100 826	Grande Bretagne (Royaume uni)		0			0	0	0		149 280 726 938	0,4	
57 522 100 752	GAVI		0	0		0	0	0		471 467 024 195	1,2	
81 621 100 000	Emprunts projets		1 015 318 279 439	1 630 413 320 271	160,6	3 926 929 463 136	1 963 464 731 568	1 023 945 790 425	52,1	3 926 929 463 136	9,7	0,0
81 621 100 905	Banque Mondiale		860 618 537 111	1 589 136 029 089	184,7	2 813 001 165 797	1 406 500 582 899	972 106 421 110	69,1	2 458 016 277 898	6,1	-12,6
81 621 100 913	Banque Africaine de Développement		154 699 742 328	41 277 291 182	26,7	1 113 928 297 339	556 964 148 670	51 839 369 315	9,3	1 468 913 185 238	3,6	31,9
	TOTAL RECETTES EXTERIEURES		5 652 442 836 771	5 430 361 753 449	96,1	7 513 158 672 836	3 756 579 336 418	2 333 001 297 152	62,1	11 919 633 505 936	29,5	58,7

III.2

RECETTES DES BUDGETS ANNEXES

III.2.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	RECETTES DES UNIVERSITES ET INSTITUTS SUPERIEURS	314 139 018 869	199 033 497 924	63,4	275 489 657 704	137 744 828 852	85 579 763 267	62,1	348 314 000 000	48,3	26,4
2	RECETTES DES HOPITAUX GENERAUX DE REFERENCE	95 827 126 739	110 070 410 601	114,9	266 424 696 909	133 212 348 455	82 763 769 355	62,1	322 345 000 000	44,7	21,0
3	BUDGETS ANNEXES RECLASSES								<u>49 761 000 000</u>	<u>6,9</u>	
3.1	Cellule Technique des Coordination et de Planification / CTCPM								25 691 000 000	3,6	
3.2	Commission Nationale de l'Energie / CNE								4 098 000 000	0,6	
3.3	Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et Petite Echelle / SAEMAPE								17 514 000 000	2,4	
3.4	Centre Culturel Congolais LE ZOO								161 000 000	0,0	
3.5	Conseil Supérieur du Portefeuille								2 297 000 000	0,3	
TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES		409 966 145 608	309 103 908 525	75,4	541 914 354 613	270 957 177 307	168 343 532 622	62,1	720 420 000 000	100,0	32,9

III.3

RECETTES DES COMPTES SPECIAUX

III.3.1 TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	FONER	256 008 366 928	512 985 990 170	200,4	260 169 539 824	130 084 769 912	154 696 353 853	118,9	554 367 529 380	19,1	113,1
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION / FPEF	9 162 191 576	5 572 802 663	60,8	26 010 761 950	13 005 380 975	7 927 609 501	61,0	17 948 229 300	0,6	-31,0
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE / FPC	15 854 080 679	13 150 785 870	82,9	10 103 865 951	5 051 932 976	5 024 386 535	99,5	15 315 968 250	0,5	51,6
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	744 702 233 250	804 196 866 744	108,0	832 756 255 525	416 378 127 763	601 767 890 790	144,5	1 426 727 369 724	49,2	71,3
5	FONDS DE CONTRE-PARTIE	0	0		18 187 521 229	9 093 760 614	0		0	0,0	
6	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA (Go-Pass)	39 967 694 129	77 447 770 661	193,8	59 064 614 273	29 532 307 137	29 541 393 922	100,0	80 029 542 939	2,8	35,5
7	CADASTRE MINIER/CAMI	30 247 038 463	30 701 111 318	101,5	30 336 212 052	15 168 106 026	29 644 396 972	195,4	0	0,0	-100,0
8	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME / FPT	19 291 499 774	17 266 754 202	89,5	56 997 850 000	28 498 925 000	12 852 512 370	45,1	67 937 113 176	2,3	19,2
9	FONDS FORESTIER NATIONAL / FFN	13 387 225 963	19 027 170 415	142,1	17 520 361 612	8 760 180 806	10 651 369 565	121,6	20 870 630 658	0,7	19,1
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN	306 092 231 067	508 048 298 038	166,0	304 089 787 343	152 044 893 672	162 531 753 782	106,9	379 000 000 000	13,1	24,6
11	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPEMENT DES FARDC ET SERVICES DE SECURITE / FSD-FARDC								296 974 084 921	10,2	
12	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT								40 168 208 592	1,4	
TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX		1 434 712 561 829	1 988 397 550 082	138,6	1 615 236 769 759	807 618 384 880	1 014 637 667 290	125,6	2 899 338 676 940	100,0	79,5

III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	1 434 712 561 829	1 988 397 550 082	138,6	1 615 236 769 759	807 618 384 880	1 014 637 667 290	125,6	2 899 338 676 940	7,1	79,5
1	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)	256 008 366 928	512 985 990 170	200,4	260 169 539 824	130 084 769 912	154 696 353 853	118,9	554 367 529 380	1,4	113,1
	Report de trésorerie	0	132 864 300 790			0	0			0,0	
	Rédevances pétrolières	243 286 561 300	364 951 182 971	150,0	260 169 539 824	130 084 769 912	154 401 226 595	118,7	453 762 524 340	1,1	74,4
	Péages et autres	12 721 805 628	15 170 506 409	119,2		0	295 127 258		100 605 005 041	0,2	
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION	9 162 191 576	5 572 802 663	60,8	26 010 761 950	13 005 380 975	7 927 609 501	61,0	17 948 229 300	0,0	-31,0
	Report de trésorerie	0	252 003 098			0	691 933 703			0,0	
	Quotité minerval (EPSP)	1 353 813 936	1 926 182 305	142,3	4 124 635 200	2 062 317 600	670 714 360	32,5	3 351 266 100	0,0	-18,8
	Quotité minerval (ESU)	4 445 284 459	2 370 901 500	53,3	4 987 584 000	2 493 792 000	2 046 831 438	82,1	5 236 963 200	0,0	5,0
	Contribution FPI		0		9 821 246 315	4 910 623 157	222 900 000	4,5	9 360 000 000	0,0	-4,7
	Autres productions	776 098 426	1 023 715 760	131,9		0	1 000 000			0,0	
	Autres partenaires						73 500 000				
	Produit des frais de fréquentation de l'INPP				122 700 000	61 350 000		0,0		0,0	-100,0
	Quotité sur les redevances de l'ARPTIC				3 907 932 008	1 953 966 004		0,0		0,0	-100,0
	Quotité des redevances minières du Fonds Minier l'ARPTIC				3 046 664 427	1 523 332 214		0,0		0,0	-100,0
	Subvention de l'Etat	2 586 994 754	0	0,0	0	0	4 220 730 000			0,0	
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)	15 854 080 679	13 150 785 870	82,9	10 103 865 951	5 051 932 976	5 024 386 535	99,5	15 315 968 250	0,0	51,6
	Report de trésorerie	0	1 074 221 436			0				0,0	
	Recettes brutes des librairies installées en RDC	41 687 676	7 324 938	17,6	121 246 391	60 623 196		0,0	183 791 619	0,0	51,6
	Recettes brutes des spectacles présentés en RDC (Show, Concert, Billets, Théâtres, Cirques)	20 178 575		0,0	6 062 320	3 031 160		0,0	9 189 581	0,0	51,6
	Valeur de chaque œuvre d'art lors de son exportation								12 252 775	0,0	
	Valeur de chaque œuvre d'art lors de son exposition	20 198 515		0,0	8 083 093	4 041 547		0,0		0,0	-100,0
	Recettes provenant des expositions (vente d'œuvre d'art en différentes matières...)	16 880 985		0,0	12 124 639	6 062 320		0,0	18 379 132	0,0	51,6
	Recettes provenant des expositions des cours de beauté et autres manifestations	62 286 035	800 000	1,3	15 155 799	7 577 899		0,0	22 973 952	0,0	51,6
	Préstation publicitaire	14 566 502 005	12 000 653 768	82,4	6 749 382 452	3 374 691 226	5 015 974 819	148,6	10 231 066 791	0,0	51,6
	Recettes brutes (maison de couture, de production, coiffure, briquetterie,...)	815 312 012	56 059 349	6,9	2 182 435 044	1 091 217 522	2 719 466	0,2	3 308 249 142	0,0	51,6
	Revenus des artistes musiciens et écrivains distribués par la SOCODA	20 188 544			10 103 866	5 051 933		0,0	15 315 968	0,0	51,6
	Recettes des architectes installés en RDC	290 846 332	11 726 379		505 193 297	252 596 649	2 157 500	0,9	765 798 447	0,0	51,6
	Recettes brutes des papeteries installées en RDC				386 978 066	193 489 033	2 409 750	1,2	586 601 584	0,0	51,6
	Recettes brutes des salles de cinéma et spectacles, vidéo club				2 020 774	1 010 387	0	0,0	3 063 189	0,0	51,6
	Produit de vente de chaque disque étranger Congolais				1 010 387	505 193	0	0,0	1 531 597	0,0	51,6

III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)					0					
	Produit de vente ou location des cassettes video				1 010 387	505 193	0	0,0	1 531 597	0,0	51,6
	Produit de vente de chaque disque Congolais				1 010 387	505 193	0	0,0	1 531 597	0,0	51,6
	Recettes des sculpteurs installés en RDC				1 010 387	505 193	0	0,0	1 531 597	0,0	51,6
	Cachet d'un décorateur d'immeubles publics ou privé, des standars d'exposition ou des foires et autres lieux analogues				101 038 659	50 519 330	1 125 000	2,2	153 159 683	0,0	51,6
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)	744 702 233 250	804 196 866 744	108,0	832 756 255 525	416 378 127 763	601 767 890 790	144,5	1 426 727 369 724	3,5	71,3
	Frais d'expertise immo	1 092 971 346		0,0	68 368 944	34 184 472		0,0	120 879 840	0,0	76,8
	Réprise sur provision	725 057 959		0,0	10 300 848 586	5 150 424 293		0,0	0	0,0	-100,0
	Pénalités TPI/Locale	727 633 084	23 965 321	3,3	2 760 550 706	1 380 275 353		0,0	1 704 924 439	0,0	-38,2
	Pénalités TPI/ Import	2 137 904	0	0,0	0	0			0	0,0	
	Interets retard/prets	212 959 510	0	0,0	0	0			0	0,0	
	interets prets perso	116 900 318	57 006 222	48,8	52 642 162	26 321 081		0,0	0	0,0	-100,0
	Interets contrat/prets	15 844 102 512	8 063 175 592	50,9	7 463 979 543	3 731 989 771		0,0	35 929 470 256	0,1	381,4
	Garanties/cautions	59 780 679	101 083 600	169,1	40 696 000	20 348 000		0,0	40 567 360	0,0	-0,3
	Frais d'ouverture dossier	307 817 188	150 932 685	49,0	170 923 200	85 461 600		0,0	251 833 000	0,0	47,3
	Frais de port et lettres	12 343 052	1 778 700	14,4	4 883 520	2 441 760		0,0	30 219 960	0,0	518,8
	Divers/Autres produits...	328 161 819	190 912 927 806	e"	571 081 823	285 540 912		0,0	3 010 155 680	0,0	427,1
	Commission d'études	9 493 409 683	2 025 431 723	21,3	2 930 112 000	1 465 056 000		0,0	1 082 641 420	0,0	-63,1
	Commission de supervision	7 948 198 716	2 025 431 723	25,5	2 930 112 000	1 465 056 000		0,0	1 082 641 420	0,0	-63,1
	Commission /prorogat	794 784 733	7 581 000	1,0	340 731 330	170 365 665		0,0	75 549 900	0,0	-77,8
	Arriérés TPI à l import	2 558 562	0	0,0	0	0			2 198 667 753	0,0	
	Repport de trésorerie	32 944 355 491	175 278 209 013	532,0	185 954 014 847	92 977 007 424		0,0	235 860 647 791	0,6	26,8
	Frais hypothécaires	1 548 923 699	0	0,0	0	0				0,0	
	Remboursement prêts	57 429 913 093	43 392 072 171	75,6	33 300 750 820	16 650 375 410		0,0	35 321 128 660	0,1	6,1
	Retour-caisse	1 232 875 321	0	0,0	0	0				0,0	
	Rétribution ANAPI	209 988 181	75 526 281	36,0	0	0				0,0	
	Rétribution BNEPI	213 728 979	130 417 950	61,0	317 495 234	158 747 617		0,0		0,0	-100,0
	Rétribution AZES				105 831 754	52 915 877				0,0	-100,0
	Rétribution ANADEC				105 831 745	52 915 873				0,0	-100,0
	Rétrocession sur TPI	100 917 339 687	74 889 830 192	74,2	143 359 814 358	71 679 907 179		0,0	169 243 231 735	0,4	18,1
	Revenu locatif	319 171 093	2 018 349 575	632,4	1 438 607 670	719 303 835		0,0	458 923 211	0,0	-68,1
	Taxe à l'import	389 988 737 566	267 483 033 876	68,6	188 472 259 394	94 236 129 697		0,0	437 037 692 164	1,1	131,9
	Taxe locale	110 719 597 026	32 061 222 335	29,0	26 119 419 472	13 059 709 736		0,0	65 340 000 000	0,2	150,2
	TPI locale arriérés	125 327	0	0,0	0	0				0,0	
	Intérêts sur DAT		0		2 904 677 000	1 452 338 500			3 729 803 471	0,0	28,4
	Plus value sur cession dation				1 450 425 788	725 212 894				0,0	-100,0
	Vente prduit DAIPN				0	0				0,0	
	TPI/L Eludée	416 004 952	46 988 862	11,3	2 955 407 433	1 477 703 717		0,0	3 153 335 287	0,0	6,7
	Retenues/prêt perso	11 092 655 770	5 451 902 117	49,1	2 091 139 988	1 045 569 994			5 992 959 417	0,0	186,6
	Cession dation				13 065 650 210	6 532 825 105			7 421 212 314	0,0	-43,2
	Emprunt Bancaire				203 480 000 000	101 740 000 000			251 833 000 000	0,6	23,8
	Remboursement principal impayé								165 807 884 646	0,4	
5	FONDS DE CONTRE - PARTIE (FCP)	0	0		18 187 521 229	9 093 760 614			0	0,0	-100,0
	Subsides du gouvernement	0	0		18 187 521 229	9 093 760 614				0,0	-100,0
6	REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	39 967 694 129	77 447 770 661	193,8	59 064 614 273	29 532 307 137	29 541 393 922	100,0	80 029 542 939	0,2	35,5

III.	RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)											
	Idef Go-pass	39 967 694 129	55 348 035 203	138,5	59 064 614 273	29 532 307 137	29 541 393 922	100,0	80 029 542 939	0,2	35,5	
	Idef Go-pass fret		3 466 638 644			0						
	Report de Trésorerie		15 128 258 539			0						
	Autres productions		3 504 838 275			0						
7	CADASTRE MINIER /CAMI	30 247 038 463	30 701 111 318	101,5	30 336 212 052	15 168 106 026	29 644 396 972	195,4	0	0,0	-100,0	
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	25 219 625 207	26 535 396 819	105,2	25 765 118 952	12 882 559 476	25 743 939 602	199,8		0,0	-100,0	
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	286 711 400	210 998 579	73,6	229 348 565	114 674 283	322 064 922	280,9		0,0	-100,0	
	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 387 830 105	1 504 029 096	108,4	1 652 121 280	826 060 640	1 352 944 618	163,8		0,0	-100,0	
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 352 871 751	2 450 686 824	73,1	2 689 623 255	1 344 811 628	2 225 447 830	165,5		0,0	-100,0	
8	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)	19 291 499 774	17 266 754 202	89,5	56 997 850 000	28 498 925 000	12 852 512 370	45,1	67 937 113 176	0,2	19,2	
	Redevance sur le prix de nuitées	1 927 220 770	0	0,0	6 045 000 000	3 022 500 000		0,0	12 118 731 092	0,0	100,5	
	Redevance sur le prix des repas et Boissons	1 336 900 895	0	0,0	805 800 000	402 900 000		0,0	1 425 020 496	0,0	76,8	
	Redevance sur les billets d'avion de réseau domestique	3 316 208 845	0	0,0	1 532 500 000	766 250 000		0,0	4 016 507 983	0,0	162,1	
	Redevance sur les billets d'avion de réseau international	12 620 499 130	17 266 754 202	136,8	17 745 000 000	8 872 500 000		0,0	20 300 029 763	0,0	14,4	
	Agences et voyages	1 929 194	0	0,0	4 269 550 000	2 134 775 000		0,0	3 523 607 843	0,0	-17,5	
	Penalités	88 740 940	0	0,0	0	0				0,0		
	Redevance sur les billets d'un voyage fluvial et lacustre				25 000 000 000	12 500 000 000		0,0	25 472 050 000	0,1	1,9	
	FPT des aires protégées				600 000 000	300 000 000		0,0	540 583 000	0,0	-9,9	
	Rétrocessions tourisme transfrontalier				1 000 000 000	500 000 000		0,0	540 583 000	0,0	-45,9	
9	FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)	13 387 225 963	19 027 170 415	142,1	17 520 361 612	8 760 180 806	10 651 369 565	121,6	20 870 630 658	0,1	19,1	
	Repport		4 411 050 621			0				0,0		
	Taxe de Reboisement	6 771 689 847	3 909 034 242	57,7	5 045 281 325	2 522 640 662	1 407 872 686	55,8	3 613 784 186	0,0	-28,4	
	Taxe de Déboisement Quotité FFN 50%	6 615 536 116	9 403 081 881	142,1	7 741 961 435	3 870 980 717	8 741 700 528	225,8	12 013 590 443	0,0	55,2	
	Recettes additionnelles		1 110 581 987			0	97 522 080			0,0		
	Rétrocession DGRAD		193 421 683			0			600 679 522	0,0		
	Taxe d'abatage Quotité FFN 50%				1 802 261 187	901 130 594	404 274 271	44,9	2 124 276 507	0,0	17,9	
	Crédit carbone				901 130 594	450 565 297		0,0	2 518 300 000	0,0	179,5	
	Subvention de l'Etat				2 029 727 071	1 014 863 536		0,0		0,0	-100,0	
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)	306 092 231 067	508 048 298 038	166,0	304 089 787 343	152 044 893 672	162 531 753 782	106,9	379 000 000 000	0,9	24,6	
	Quotité de 10% de la redevance minière	306 092 231 067	508 048 298 038	166,0	304 089 787 343	152 044 893 672	162 531 753 782	106,9	379 000 000 000	0,9	24,6	
11	FONDS DE SOUTIEN ET DE DEVELOPPEMENT DES FARDC (FSDFARDC)								296 974 084 921	0,7		
12	FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT								40 168 208 592	0,1		
	TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	1 434 712 561 829	1 988 397 550 082	138,6	1 615 236 769 759	807 618 384 880	1 014 637 667 290	125,6	2 899 338 676 940	7,1	79,5	
V.	RECETTES PROPRES DES PROVINCES											
	TOTAL GENERAL RECETTES	22 253 009 394 270	26 160 704 679 012	117,6	32 456 782 809 392	16 228 391 404 696	12 295 422 693 954	75,8	40 986 032 619 227	100,0	26,3	

IV.

ANNEXE RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

(DGI, DGDA, DGRAD)

IV.1. LES RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2024

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
I.	DGI	3 460 907 244 832	6 475 990 924 989	187,1	8 524 260 450 004	4 262 130 225 002	1 440 542 848 762	33,8	7 541 613 627 745	30,7	-11,5
17 112 110	Impôts sur les bénéfiques et profits	2 035 904 624 532	4 181 468 891 813	205,4	6 427 028 100 308	3 213 514 050 154	553 410 405 599	17,2	4 823 663 613 317	19,6	-24,9
17 112 112	Impôt spécial sur les profits Excédentaires	100 000 000 000	867 684 456 825	867,7	742 045 890 004	371 022 945 002	249 594 536 989		910 613 976 227	3,7	1 380,1
17 112 400	Impôt professionnel des non résidents	84 748 611 415	93 791 353 295	110,7	61 522 065 099	30 761 032 549	31 075 085 248	101,0	91 501 279 619	0,4	48,7
17 113 000	Impôts mobilier	179 873 461 888	370 966 537 867	206,2	254 341 589 056	127 170 794 528	106 294 602 421	83,6	326 353 328 325	1,3	28,3
17 111 100	Impôts sur les salariaux de nationaux	273 755 240 675	272 365 930 677	99,5	255 961 427 850	127 980 713 925	159 208 225 541	124,4	357 698 588 115	1,5	39,7
17 111 200	impôts sur les revenus des expatriés	175 312 581 845	162 206 360 672	92,5	163 252 349 686	81 626 174 843	83 105 103 033	101,8	177 512 470 058	0,7	8,7
17 111 400	Impôts exceptionnel sur les rémunérations des expatriés	163 658 591 692	137 841 026 175	84,2	253 970 897 137	126 985 448 569	73 884 918 040	58,2	347 896 500 445	1,4	37,0
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	389 266 668 157	347 235 003 826	89,2	329 240 219 626	164 620 109 813	169 822 971 585	103,2	405 496 180 113	1,7	23,2
27 012 270	Imprimés		206 000		0	0	1 234 050		0	0,0	
37 114 000	Amendes et pénalités sur les revenus locatifs, professionnels et mobiliers	58 387 464 628	42 431 157 839	72,7	36 897 911 238	18 448 955 619	14 145 766 257	76,7	100 877 691 527	0,4	173,4
II.	DGDA	734 947 660 088	929 495 858 991	126,5	1 008 851 275 979	504 425 637 990	594 315 847 396	117,8	1 295 711 862 243	5,3	28,4
12	Droits de douane à l'importation	520 167 542 038	664 938 492 087	127,8	697 371 766 900	348 685 883 450	440 682 057 607	126,4	927 361 232 338	3,8	33,0
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	81 426 945 254	164 515 828 400	202,0	175 518 784 744	87 759 392 372	96 189 029 697	109,6	202 417 991 787	0,8	15,3
17 152 120	Droits de sortie sur le diamant artisanal	4 166 247 507	2 427 895 334	58,3	3 256 214 906	1 628 107 453	1 070 995 755	65,8	4 765 225 344	0,02	46,3
17 152 140	Droits de sortie sur l'or artisanal	69 421 704	106 459 379	153,4	193 467 781	96 733 891	54 133 856	56,0	277 504 698	0,00	43,4
17 152 150	Droits de sortie sur les autres produits minéraux	1 555 367 211	14 662 515 453	942,7	29 363 534 021	14 681 767 011	284 717 984	1,9	42 971 321 172	0,17	46,3
17 132 122	Droits d'accises spéciales		2 222 287		0		0		0	0,00	
17 132 100	Droits d'accises en régime intérieur	1 868 122	968 929	51,9	4 856 447	2 428 224	168 129	6,9	353 807	0,00	-92,7
17 132 200	Droits d'accises à l'importation	62 672 774 458	74 931 933 400	119,6	91 531 811 717	45 765 905 858	55 563 847 493	121,4	116 927 288 495	0,48	27,7
37 156 100	Amendes à l'importation	63 882 885 343	6 447 185 145	10,1	8 107 849 111	4 053 924 556	450 896 875	11,1	948 857 060	0,00	-88,3
37 156 200	Amendes à l'exportation	8 826 027	1 462 358 577	16 568,7	3 502 990 352	1 751 495 176		0,0		0,00	-100,0
37 137 200	Amendes aux Accises en régime intérieur	995 782 424	0	0,0	0	0	20 000 000		42 087 542	0,0	

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
III.	DGRAD	1 200 265 544 972	1 507 773 317 772	125,6	1 696 125 206 209	848 062 603 104	585 534 040 214	69,0	1 680 939 431 910	6,8	-0,9
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autres que les produits d'exploitation artisanale	0	407 316 060		23 988 694	11 994 347	26 621 733		755 490	0,0	-96,9
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	1 964 352 600	1 437 188 463	73,2	2 467 967 954	1 233 983 977	1 984 879 682	160,9	2 505 708 500	0,0	1,5
17 136 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	950 897	362 369 544	38 108,2	325 250 379	162 625 190	18 135 360	11,2	17 124 440	0,0	-94,7
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	62 559 000	228 938 427	366,0	135 636 253	67 818 127	55 803 245	82,3	18 887 250	0,0	-86,1
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	93 838 500	601 918 871	641,4	549 090 455	274 545 228	111 495 718	40,6	226 647 000	0,0	-58,7
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	170 994 600	272 138 043	159,2	478 661 309	239 330 655	911 128 091	380,7	317 305 800	0,0	-33,7
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	103 022 161	300 954 939	292,1	302 661 005	151 330 503	228 584 481	151,0	251 830 000	0,0	-16,8
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	195 601 140	134 574 274	68,8	220 730 861	110 365 431	175 403 201	158,9	287 086 200	0,0	30,1
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	249 610 410	289 946 016	116,2	195 315 540	97 657 770	121 144 214	124,0	140 521 140	0,0	-28,1
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	208 384 029	593 000	0,3	720 947 368	360 473 684	408 761 961	113,4	275 333 294	0,0	-61,8
27 012 241	Droits sur la vente des publications du Ministère des Mines	0	720 947 369		0	0	500 000		0	0,0	
27 415 410	Redevance minière	1 070 062 548 875	1 334 054 946 292	124,7	1 520 448 936 713	760 224 468 357	471 026 006 511	62,0	1 512 342 471 593	6,2	-0,5
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	3 352 871 751	1 728 611 483	51,6	2 540 811 415	1 270 405 708	2 270 403 969	178,7	3 387 312 396	0,0	33,3
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	25 219 625 207	18 294 206 034	72,5	27 343 501 094	13 671 750 547	15 417 995 245	112,8	35 661 223 528	0,1	30,4

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 387 830 022	1 405 205 056	101,3	2 713 626 671	1 356 813 336	1 046 928 096	77,2	1 964 044 382	0,0	-27,6
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	286 711 400	1 039 746 555	362,6	420 001 149	210 000 575	6 153 401	2,9	413 812 546	0,0	-1,5
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	3 883 733 102	687 572 001	17,7	1 273 797 000	636 898 500	609 274 196	95,7	1 703 629 950	0,0	33,7
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèques, de cessions, d'amodiation, contrat d'option et transmission	1 328 606 286	25 068 340	1,9	148 811 840	74 405 920	2 236 824 589	3 006,2	2 810 972 796	0,0	1 788,9
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	133 369 000	139 431 681	104,5	2 510 617	1 255 309	68 801 853	5 480,9	7 554 900	0,0	200,9
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	0	15 362 970 407		31 440 545 000	15 720 272 500	7 243 267 263	46,1	39 159 565 000	0,2	24,6
	Taxe sur l'autorisation de traitement exceptionnel des substances minérales brutes à l'extérieur du pays	0	0		0	0	0		12 591 500	0,0	
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	26 772 872 450	85 719 742 356	320,2	63 975 037 910	31 987 518 955	35 204 520 617	110,1	75 190 711 386	0,3	17,5
27 415 484	Quotité de 50% de la redevance supplémentaire dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	0	29 604 552 000		0	0	0		0	0,0	
27 415 488	Taxe sur l'autorisation de la vente des substances minérales précieuses trouvées occasionnellement	0	2 469 867		0	0	0		125 915	0,0	
	Transformation d'un permis de recherche initiale	0	35 070 436		0	0	0	#DIV/0!	0	0,0	
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	31 279 500	55 000	0,2	68 780 306	34 390 153	10 222 837	29,7	50 366 000	0,0	-26,8
27 418 120	Taxe d'agrément d'acheteur de tout comptoir de l'or et/ou diamant	0	68 825 306		0	0	0		0	0,0	
27 418 140	Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries	0	1 423 787 940		1 400 555 620	700 277 810	1 458 091 710	208,2	26 442 150	0,0	-98,1
	Frais de levée copie de la liste annuelle des acheteurs par les comptoirs agréés	0	0		0	0	0		6 295 750	0,0	
	Droits sur le bonus de signature	0	0		0	0	0		1 259 150 000	0,0	
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	2 085 300 000	4 610 493 689	221,1	3 100 719 245	1 550 359 623	3 789 895 176	244,5	503 660 000	0,0	-83,8

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES 2022			LOI DE FINANCES 2023				LOI DE FINANCES 2024		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	1 251 180 000	1 443 295 442	115,4	2 886 590 884	1 443 295 442	908 485 252	62,9	566 617 500	0,0	-80,4
	Redevance annuelle anticipative pour le bureau d'études géologiques	0	0		0	0	0		25 183 000	0,0	
	Redevance annuelle anticipative pour le maintien de validité d'une coopérative minière	0	0		0	0	0		629 575 000	0,0	
27 428 150	Droits d'octroi de la carte d'exploitation artisanale des substances précieuses et semi-précieuses	0	802 304		0	0	0		0	0,0	
27 428 271	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries						19 177 211			0,0	
27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	4 170 600	38 403 334	920,8	37 903 334	18 951 667	40 884 563	215,7	1 259 150	0,0	-96,7
27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études géologiques	1 042 650	27 198 492	2 608,6	27 198 492	13 599 246	0	0,0	1 259 150	0,0	-95,4
27 428 273	Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse	0	35 267 900		0	0	1 487 920		0	0,0	
27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	50 047 200	23 164 363	46,3	51 558 450	25 779 225	133 918 622	519,5	0	0,0	-100,0
27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	194 858 459	307 134 598	157,6	212 971 049	106 485 525	177 728 266	166,9	131 203 430	0,0	-38,4
27 483 200	Caution pour agrément au titre d'entité de traitement et / ou de transformation de toutes catégories et taillerie	0	5 010 075		0	0	10 183 850		62 957 500	0,0	
27 483 400	Caution pour bureau d'études Géologique	60 266 859	2 278 213	3,8	60 266 859	30 133 430	1 300 000	0,0	12 591 500	0,0	-79,1
37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	1 899 208	43 057 095	2 267,1	11 790 912	5 895 456	10 080 584	171,0	3 147 875	0,0	-73,3
37 440 000	Pénalités et amendes transactionnelles	61 108 019 066	6 888 066 508	11,3	32 539 041 831	16 269 520 916	39 799 950 797	244,6	964 508 899	0,0	-97,0
	Total Recettes Minières	5 396 120 449 892	8 913 260 101 752	165,2	11 229 236 932 192	5 614 618 466 096	2 620 392 736 371	46,7	10 518 264 921 898	42,8	-6,3
	RECETTES COURANTES	14 755 887 850 062	18 432 841 466 955	124,9	22 486 473 012 183	11 243 236 506 091	8 649 720 802 870	76,9	24 565 225 268 384	100,0	9,2

V.

DEPENSES FISCALES

RESUME EXECUTIF

1. Le besoin d'une analyse complète des dépenses fiscales est de plus en plus pressant. En effet, le manque à gagner résultant des dépenses fiscales représente une part importante des dépenses publiques totales dans la plupart des pays. Le principal problème est que, malgré leur importance croissante, les dépenses fiscales ne font pas objet du même niveau d'examen que les dépenses publiques.

2. Pour remédier à ce problème, un groupe de travail a été mis en place depuis 2020, par Arrêté du Ministre des Finances avec l'Accompagnement du Département des Finances Publiques du Fonds Monétaire International, pour élaborer chaque année un rapport sur les dépenses fiscales. Ce groupe de travail est coordonné par le Ministère des Finances via le Comité Technique de Suivi et Evaluation des Réformes (CTR) et a produit depuis 2019 quatre rapports successifs sur les dépenses fiscales concernant les exercices budgétaires 2017, 2018, 2019 et 2020 ainsi que 2021.

3. Ainsi, le présent rapport sur les dépenses fiscales concerne l'exercice budgétaire 2022. Il est structuré en quatre chapitres, hormis le résumé exécutif et l'introduction. **Le premier chapitre porte sur la définition de la dépense fiscale**, qui généralement se définit comme étant une disposition de la loi fiscale qui impose certaines catégories de contribuables ou certains types d'activités de manière plus favorable que le système de référence. A ce titre, les dépenses fiscales peuvent inclure des dispositions telles que les exonérations fiscales (montants exclus de la base d'imposition), les crédits d'impôt (montants déduits de la créance fiscale), les reports d'impôt (report du paiement des impôts) et les taux d'imposition préférentiels (taux d'imposition réduits appliqués à une catégorie de contribuables).

4. **Le deuxième chapitre cherche à définir et déterminer ce qu'on attend par un système fiscal de référence (SFR)**. Le SFR permet d'identifier, à partir de l'inventaire de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires, celles qui s'écartent de la norme fiscale retenue par les autorités. Par là, il sied de préciser que toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales : seules les dispositions fiscales qui s'écartent de la norme (SFR) peuvent être des dépenses fiscales.

5. **Au niveau du troisième chapitre, il est présenté les différentes formes de dépenses fiscales**, en l'occurrence (i) les abattements; (ii) le crédit d'impôt ; (iii) la charge forfaitaire ; (iv) la déduction ; (v) l'exonération ; (vi) l'exemption ; (vii) la non-imposition, non assujettissement ; (viii) la prise en charge de la fiscalité par l'État ; (ix) la réduction de taux (taux réduits) et (x) le report d'imposition (admission temporaire).

6. L'inventaire complet de la recension des dépenses fiscales pour l'exercice 2022 indique 134 dépenses fiscales recensées. Il sied de relever que la moitié de ces dépenses fiscales tire leur origine du droit commun (67 dépenses fiscales soit 50 %) et l'autre moitié des régimes dit dérogatoires sont à l'origine de 67 dépenses fiscales (soit 50%). Une plus grande proportion de dépenses fiscales recensées poursuit l'objectif d'alléger la charge fiscale des entreprises et ménages (58 dépenses fiscales, soit 43,3%) et d'encourager l'investissement 41 dépenses fiscales soit 30,6%).

7. **Le quatrième chapitre porte sur l'évaluation des dépenses fiscales.** Ce chapitre révèle qu'au total 91 de 134 dépenses fiscales recensées ont été estimées à raison de 37 dépenses fiscales émanant du droit commun et 54 provenant des Régimes dérogatoires. **Le montant global de manque à gagner se situe à CDF 6.525,7 milliards, représentant 33 % des recettes domestiques mobilisées par l'administration centrale et 5% du Produit Interieur Brut.**

8. Le manque à gagner relatif au droit commun s'élève à **CDF 4.943,9 milliards**, reparté entre le Code des Impôts (**CDF 1.476,4 milliards**), le code des accises (**CDF 3.404,6 milliards**) et le code des douanes (**CDF 62,7**) milliards. L'importance de manque à gagner provenant des dépenses fiscales émanant du Code des accises est justifiée par la pratique de la fiscalité actuelle sur le carburant.

9. **En effet, le manque à gagner dû à la fiscalité sur les produits pétroliers représente 53 % de manque à gagner estimé pour l'année 2022, soit un montant de CDF 3.403,5 milliards ou environ 17% de revenus mobilisés en 2022 (2,7% du PIB).** En plus de ces dépenses fiscales, c'est-à-dire les recettes fiscales auxquelles le Gouvernement renonce, la dépense budgétaire versée par le Gouvernement à la profession pétrolière s'établit à CDF 1.167,4 milliards en 2022. Cette dépense budgétaire porte le montant total de la subvention accordée aux carburants à CDF 4.571,0 milliards, représentant ainsi 3,6% du Produit Intérieur Brut.

10. Le manque à gagner résultant des régimes spécifiques s'élève à **CDF 1580,9 milliards** dont le code minier (**CDF 735,1 milliards**), les marchés publics à financement extérieur (**CDF 478,4 milliards**), la suspension de la TVA sur les produits de première nécessité et sur le ciment (**CDF 98,2 milliards**), le code des investissements (**CDF 62,1 milliards**) et le partenariat stratégique (**CDF 20 milliards**).

11. La répartition du total de manques à gagner par régies financières se présente de la manière suivante :

- DGDA : **CDF 6.208,8 milliards** ;
- DGI : **CDF 192,0 milliards** ;

➤ DGRAD : **CDF 124,4 milliards.**

12. Toutefois, il convient de préciser que pour la Direction Générale des Impôts, ces chiffres n'intègrent pas ceux communiqués au titre de la TVA intérieur de l'ordre de **CDF 719,7 milliards**. En effet, le formulaire de la déclaration à la TVA de la DGI ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produits, un format des données non compatible avec les données exploitées dans le présent rapport. De ce fait, une révisitation dudit formulaire s'avère nécessaire dans l'avenir pour mieux estimer les dépenses fiscales se rapportant à cet impôt.

INTRODUCTION

13. L'économie congolaise vient de faire face à deux chocs successifs liés à la crise sanitaire due à la pandémie du COVID-19, et la hausse des prix (produits énergétiques et céréaliers) à la suite de la guerre en Ukraine. Après une forte inflation de 15,8% en 2020, induite par les effets de la pandémie de covid-19, et la décélération à 5,3 % enregistrée en 2021, le taux d'inflation a atteint 13,1% en 2022, à la suite de l'inflation importée induite par les effets de la guerre en Ukraine. Pour maîtriser l'inflation et préserver le pouvoir d'achat de la population, le Gouvernement a pris certaines mesures notamment en suspendant la perception de la Taxe sur Valeur Ajoutée sur les biens de premières nécessités.

14. L'évolution sur le marché de change a démontré que le franc congolais est resté quasiment stable sur la période, en dépit de pressions observées au dernier trimestre de l'année 2022, inhérentes à l'insuffisance d'offre de devises face à une abondance de la liquidité en franc congolais.

15. Toutefois d'une manière globale, il sied de noter que l'économie congolaise est restée résiliente sur la période 2019-2021. On enregistre un taux moyen de croissance du PIB de 4,7%, soit une croissance du revenu réel par habitant de 1,6% par rapport à la croissance démographique située à 3,1%, essentiellement tirée par les performances du secteur des mines. Cette résilience s'est poursuivie en 2022, malgré la persistance d'incertitudes tant sur le plan international que national. Le taux de croissance économique s'est situé à 8,9%, boosté encore par la forte croissance de la production minière.

16. Nonobstant ces performances, les efforts restent à faire dans le domaine de la gestion des finances publiques en vue de relever le niveau la pression fiscale située à 14% en 2022, venant de 11% en 2021. En effet, la pression fiscale en RDC demeure très en dessous de la moyenne de l'Afrique Subsaharienne située à environ 18% du PIB. Pour renverser la tendance, l'une des niches à exploiter pouvant régorgé un potentiel de recettes supplémentaires est celle de la rationalisation des dépenses fiscales. Cela sous-attend de nombreux allègements fiscaux, exonérations et incitations que les gouvernements accordent à divers acteurs pour certaines raisons.

17. La multiplication des mesures dérogatoires dans les lois fiscales, la présence de régimes préférentiels et l'introduction de taux d'imposition différenciés pour certains contribuables ou catégories de biens et de services sont autant de facteurs qui contribuent à la complexité du régime fiscale en RDC. Dans le souci d'améliorer la mobilisation des recettes et d'assainir le climat des affaires dans le domaine de la fiscalité, le Gouvernement a pris l'option depuis 2019 de publier chaque année dans un rapport bien élaboré tous les exemptions et avantages fiscaux accordés quels que

soient les régimes, et éventuellement voir dans quelle mesure mettre en place un plan de rationalisation de ces dépenses fiscales.

18. Pour élaborer le rapport sur les dépenses fiscales, un groupe de travail a été mis en place depuis 2020, par Arrêté du Ministre des Finances n°CAB/MIN/FINANCES/2020/003 du 04 février 2020, avec l'Accompagnement du Département des Finances Publiques du Fonds Monétaire International. Ce groupe de travail est coordonné par le Ministère des Finances via le Comité Technique de Suivi et Evaluation des Réformes (CTR). Outre le CTR, ce groupe est constitué des représentants des régies financières (DGI, DGDA et DGRAD), du Cabinet du Ministres des Finances, de l'ANAPI et du COREF.

19. A ce jour, quatre rapports successifs sur les dépenses fiscales ont été produits dans le cadre des exercices budgétaires 2017, 2018, 2019 et 2020 ainsi que 2021. Tous ces rapports ont été publiés respectivement comme annexes de lois des finances 2019, 2020, 2021 et 2022. Aussi, un plan de rationalisation de dépenses fiscales déjà repertoriés dans ces différents rapports est en voie de mise en application par le Gouvernement.

20. Le présent Rapport sur les dépenses fiscales se rapporte à l'exercice 2022. Ainsi, conformément au Décret N°22/37 du 29 octobre 2022 portant Gouvernance Budgétaire en son article 56, désormais ce rapport devra suivre tous les échelons de validation à l'instar du projet de budget

21. Ce rapport est structuré en quatre chapitres, outre la partie introductive :

- Chapitre 1 : Définition de la dépense fiscale;
- Chapitre 2 : Système Fiscale de Référence;
- Chapitre 3 : Différentes formes de dépenses fiscales et
- Chapitre 4 : Evaluation des dépenses fiscales.

CHAPITRE PREMIER : DEFINITION DE LA DEPENSE FISCALE

22. Une dépense fiscale est généralement définie comme une disposition de la loi fiscale qui impose certaines catégories de contribuables ou certains types d'activités de manière plus favorable que le système de référence. Ainsi, les dépenses fiscales peuvent inclure des dispositions telles que les exonérations fiscales (montants exclus de la base d'imposition), les crédits d'impôt (montants déduits de la créance fiscale), les reports d'impôt (report du paiement des impôts) et les taux d'imposition préférentiels (taux d'imposition réduits appliqués à une catégorie de contribuables).

23. L'analyse des dépenses fiscales fait référence à l'estimation de la perte de recettes résultant de ces dispositions, ainsi qu'à la divulgation publique des résultats (c'est-à-dire les recettes abandonnées pour chaque dépense fiscale) et des méthodes sous-jacentes sur lesquelles on s'appuie (par exemple, la définition du système de référence).

24. Une dépense fiscale comporte généralement les caractéristiques suivantes :

- (i) Constitue un caractère dérogatoire par rapport à certains principes de base de l'impôt ;
- (ii) Réduit la collecte de recettes fiscales (perte définitive) ;
- (iii) Répond à des objectifs de la politique des pouvoirs publics ;
- (iv) Offre une certaine équivalence avec une dépense budgétaire.

I. IDENTIFICATION DES DEPENSES FISCALES

Le cadre fiscal

25. En vue d'identifier les dépenses fiscales, il convient dans un premier temps de cerner le cadre fiscal afin de bien délimiter les limites légales de l'exercice. Les textes concernés sont évidemment des textes de nature nationale, de même que certains textes régionaux ou internationaux ayant une portée nationale.

26. Il est à noter que ce rapport sur les dépenses fiscales inclut des taxes et droits qui relèvent de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD). En effet, les recettes de cette régie sont tout autant destinées au Trésor public au même titre que les impôts qui relèvent de la DGDA et de la DGI.

27. De manière succincte, les principales sources de dépenses fiscales sont portées par les textes suivants :

Code des impôts

- Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.;
- Ordonnance-loi n° 69/007 du 10 février 1969 relative à l'impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application. ;
- Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des douanes

- Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes, telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application.

Code des accises

- Ordonnance-loi No 18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises telle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application..

Tarifs douaniers

- Ordonnance-loi n°012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes a l'exportation telle que modifiée et complétée à ce jour;
- Ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes a l'importation elle que modifiée et complétée à ce jour;

Code des investissements

- Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements elle que modifiée et complétée à ce jour et ses mesures d'application;.

Code minier révisé et annoté

- Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.

Loi cadre sur l'enseignement national

- Loi n°14/004 du 11 février 2014 sur l'enseignement national

Loi cadre des entreprises en difficulté

- Loi 14/023 du 07 juillet 2014 fixant les règles relatives aux conditions et modalités de sauvetage des entreprises en difficultés

Régime des hydrocarbures

- Loi n°15/012 du 1^{er} août 2015 portant régime général des hydrocarbures.

Régime des ASBL

- Loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique et ses mesures d'application.

Code forestier

- Loi n° 02/011 du 29 août 2002 relative au Code forestier.

Principes fondamentaux relatifs à l'agriculture

- Loi n° 11/022 du 24 décembre 2011 portant principes fondamentaux relatifs à l'agriculture et ses mesures d'application.

Régimes fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicables aux conventions de collaboration et de projet de collaboration

- Loi n° 14/005 du 11 février 2014 portant régime fiscal, douanier, parafiscal, des recettes non fiscales et de change applicables aux conventions de collaboration et de projet de collaboration.

Marchés publics à financement extérieur

- Arrêté ministériel n° 076 du 13 janvier 2012 portant dispositions particulières applicables aux marchés publics à financement extérieur.

Partenariat stratégique sur les chaînes de valeur

- Décret n° 13/049 du 06 octobre 2013 sur le partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.

Zone économique spéciale

- Décret no 20/004 du 5 mars 2020 fixant les avantages fiscaux à accorder aux investisseurs opérant dans les zones économiques spéciales en RDC

Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du pouvoir central et ses mesures d'application

Circulaires interministérielles n° 01 et 05 du 7 mai 2014 portant modalités de retenue et de reversement de l'impôt professionnel sur les rémunérations, les primes, collations et autres avantages payés aux fonctionnaires et agents publics et aux membres des institutions nationales et provinciales et des cabinets politiques.

Conventions particulières

- Diverses conventions particulières accordant des avantages fiscaux à certaines entreprises sur la base de contrats-programmes signés ou des engagements particuliers pris avec le gouvernement.

Conventions fiscales

- Convention entre le Royaume de Belgique et la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'Impôts sur le Revenu et sur la Fortune Signée à Bruxelles, le 23 mai 2007-Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n°11/021 du 24 décembre 2011;
- Convention entre le Gouvernement de la République d'Afrique du Sud et le Gouvernement de la République Démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu Signée à Pretoria, le 29 avril 2005 -Ratifiée par la République Démocratique du Congo en vertu de la Loi n° 11/019 du 15 septembre 2011
- Accords multilatéraux
- Organisation des Nations Unies (ONU): Convention de Vienne (1961) sur les relations diplomatiques et Convention de Vienne (1963) sur les relations consulaires ;
- Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO): Accord de Florence (1950) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel et Protocole de Nairobi (1976) pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique et culturel ;
- Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI): Convention de Chicago (1944) relative à l'aviation civile internationale ;
- Union européenne et les États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique: Accord de Cotonou relative aux entraves aux échanges commerciaux ;
- Organisation Mondiale des Douanes (OMD): Convention de Kyoto révisée (1999) sur la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers.

Différents arrêtés ministériels du ministère de l'Économie Nationale portant fixation du prix des différents types de carburants dans les zones du pays

- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone ouest
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants terrestres dans la zone sud

- Arrêté ministériel n°028/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols nationaux dans les zone ouest, Est & Sud
- Arrêté ministériel n°027/CAB/VPM/MIN/ECONAT/VLKL/ADM/did/2023 du 06 juillet 2022 portant fixation des prix des carburants d'aviation pour les vols internationaux dans les zone ouest, Est & Sud

Loi de Finances n°21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 modifiant et complétant l'article 35 de l'ordonnance-loi n°10/001 du 20 août 2010 portant l'institution de la TVA.

- Décret n°22/30 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée sur les produits de première nécessité
- Décret n°22/31 du 15 octobre 2022 portant suspension de la perception de la Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation et la vente de certains biens dans les domaines de la cimenterie et de l'immobilier

CHAPITRE DEUXIEME : LE SYSTEME FISCAL DE REFERENCE (SFR)

28. L'identification des dépenses fiscales revient à établir une distinction, dans les dispositions fiscales en vigueur, entre celles qui relèvent d'un système fiscal de référence, d'une part, et une série de dispositions qui dérogent à ce système, d'autre part. L'étape de définition du SFR est préalable à l'évaluation proprement dite.

29. La définition du SFR permet d'identifier, à partir de l'inventaire de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires, celles qui s'écartent de la norme fiscale retenue par les autorités. Toutes les mesures dérogatoires ne sont pas des dépenses fiscales : seules les dispositions fiscales qui s'écartent de la norme (SFR) peuvent être des dépenses fiscales.

30. La définition de la norme de référence permet d'identifier, à partir de l'inventaire de l'ensemble des mesures fiscales dérogatoires énumérées ci-haut, un sous-groupe qui correspond à des dépenses fiscales, c'est-à-dire à un avantage spécifique accordé par rapport à une référence. Ces dépenses fiscales sont généralement justifiées par des motivations spécifiques, comme par exemple offrir un traitement de faveur à certaines activités économiques ou prendre en compte certains objectifs sociaux.

31. En l'absence d'une norme ou d'un consensus international décrivant un système fiscal qui se voudrait une référence universelle, l'approche retenue s'appuie autant sur une approche économique au regard de la mission première du système fiscal qui consiste à lever des recettes pour l'État que sur une approche juridique s'appuyant sur la législation existante de chaque pays.

32. Compte tenu du fait que les prélèvements fiscaux trouvent leurs fondements légaux dans différentes lois, les normes fixées par ces dernières servent de première référence à l'analyse. Les règles particulières à visée économique ou sociale - peu importe l'étendue de leur cible ou qu'elles affectent un petit ou un grand nombre de contribuables - s'écartant de la norme basculent donc dans le champ de la dépense fiscale.

33. Chaque pays a donc sa propre norme de référence qui, en principe, doit correspondre aux dispositions de base du système fiscal. La norme de référence dépend ainsi de l'ensemble des textes. Elle est généralement définie à partir : d'une part, du régime général de l'impôt tel que décrit dans le Code des impôts, le tarif douanier et le Code des douanes, les lois de finances ou autres textes d'application général, et d'autre part, des accords bilatéraux, régionaux, internationaux multilatéraux. Pour chacun de ses textes, au gré des particularités, les dispositions fiscales peuvent dans certains cas être intégrées à la norme de référence ou considérées comme des dépenses fiscales. Par exemple, les dispositions d'un accord bilatéral visant à éviter la double imposition s'insèrent dans la norme de référence dès lors que le taux prévu est celui du régime du droit commun, mais devient une dépense fiscale lorsque les pays octroient une fiscalité privilégiée. De la même façon, l'intégration de certains accords internationaux

desquels il est irréaliste de croire que la RDC puisse se soustraire (Convention de Vienne, Convention de Kyoto, Convention de Chicago, Accord de Florence) implique que les manques à gagner découlant de l'application de ceux-ci ne sont pas considérée comme des dépenses fiscales.

34. Pour identifier les écarts par rapport à la norme de référence, il convient de déterminer les paramètres généraux (taux et assiette) qui constituent le référentiel pour chaque impôt. L'application de tout autre taux ou base d'imposition pourrait ainsi donner lieu à une dépense fiscale, qu'il convient d'appréhender. La norme de référence doit en principe être déterminée pour chaque impôt, droit et taxe. Pour chacun, le Tableau 1 identifie les paramètres servant de norme de référence.

Tableau 1 : Les paramètres de la norme de référence en RDC en 2022

		2022
Impôts	Assiette	Taux
Impôt sur les bénéfices et profits (IBP)	Activités professionnelles réalisées en RDC Bénéfices, profits, y compris professions libérales (art. 27 CI) Déduction des pertes antérieures Amortissement comptable Dispositions contre la double imposition O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus.Art.83)	Taux : 30 %
(IBP) petites entreprises	Applicable sur les ventes des entreprises de petites tailles en matière d'impôt sur les bénéfices et profits(O-L13/06 du 23 février 2013.Art.6)	1% sur les ventes 2% sur les prestations de service
(IBP)Micro-entreprises	Impôt forfaitaire (art. 11 O-L 13/006 23 février 2013) telle que modifiée par l'A.M n°14 du 26 juin 2020 en vertu de l'article14 de l'O-L précité.	Forfait 30.000Fc
Impôt sur les prestations des services	Sommes payées en rémunération des prestations de services fournies par des personnes morales ou physiques non établies en RDC (art. 83 O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires sur les revenus l	14%
Impôt minimum	Chiffre d'affaires (art. 92.1 CI) Forfait (art. 92.2 CI)	Impôt minimum fixé à 1 % du CA; minimum 2 500 000 pour les GE, minimum 750 000 pour les ME et minimum 30 000 pour les PE

Impôt sur Les revenus des capitaux mobiliers (IM)	Revenus d'actions, de part, intérêts, tantièmes, montant net de redevance, revenu des bons et obligations (art. 26) (O-L69/009 du 10 février 1969 relatives aux impôts cédulaires.	Taux: 20 %
Impôt Professionnel sur les rémunérations (IPR)	Rémunérations des personnes rétribuées par des tiers comme les salaires, les traitements, indemnités, jetons de présence, avantages, pensions (art. 84 CI)	Barème marginal (tranches) : 0 % : de 0 à 524 160 15 % : de 524 161 à 1 428 000 20 % : de 1 428 001 à 2 7 00 000 22,5 % : de 2 700 001 à 4 620 000 25 % : de 4 620 001 à 7 260 000 30 % : de 7 260 001 à 10 260 000 32,5 % : de 10 260 001 à 13 908 000 35 % : de 13 908 001 à 16 824 000 37,5 % : de 16 824 001 à 22 956 000 40 % : plus de 22 956 001 Convention de Vienne, exonération pour le personnel diplomatique (taux 0 %)
	Revenu du personnel diplomatique	
Impôt exceptionnel sur les rémunérations du personnel expatrié (IERE)	Rémunérations versées par les employeurs à leur personnel expatrié (art. 2 O-L 69/007 du 10 février 1969)	Taux : 25 %
Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation	Valeur en douanes à l'importation des marchandises(CIF)majorée des droits de douane et, le cas échéants, des droits d'accises ou du droit d'accises spécial pour les produits importés; La valeur des produits au moment de leur sortie d'une zone franche ou d'un régime de suspension des droits à l'importation	Taux : 16 %
Taxe sur la valeur ajoutée à l'exportation	Valeur en doane à l'export(valeur FOB suivant l'article 27 du code de la TVA)	Taux : 0 %

TVA entreprises éligible au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur

Entreprise éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur Art.6 du Décret 013/049 2013 du 06 octobre 2013

Suspension de la TVA À l'M et à l'intérieur

Droit de douane (DD) à l'importation

Valeur en douane (O-L 10/002 du 20 août 2010,art.60) des marchandises(sur les intrants industriels n'ayant pas de similaires locaux, ayant des similaires locaux, les produits alimentaires et autres produits de grande consommation et sur les produits de luxe et les produits superflus)

Taux : 5 %, 10 %, 20 %

Droits douane à l'exportation

Valeur des marchandises au point de sortie majorée, le cas échéant, des frais de transport jusqu'à la frontière mais non compris :-le montant des droits et taxes à l'export;-les taxes intérieures.(Sur l'or et le diamant d'exploitation artisanale et industrielle, sur l'eau douce, les huiles brutes de pétrole, l'énergie électrique, les bois sciés ainsi que les déchets et débris des métaux et sur tous les autres produits miniers marchands exportés)

Taux : 1,5 %, 3 %, 5 %, 10 %,

<p>Droit accise (DA) Marchandises d'accises à l'importation et à la fabrication locale.</p>	<p>-à l'importation, (O-L 10/002 du 20 août 2010),la valeur en douane des marchandises(CIF) majorée des droits de douane(-à la production locale, le PVHT des marchandises svt les quantités ayant fait l'objet de cession -le prix moyen frontières fiscal(Arrêté interministériel Finances et de l'Economie pour les carburants terrestres et d'aviation). Sur les eaux minérales et eaux de table, l'alcool éthylique à usage médical, les dentifrices, les alcools acycliques et leurs dérivés, les limonades, les jus et les eaux additionnées de sucre, les savons, les articles et ouvrages en matières plastiques, les articles et ouvrages en caoutchouc, les huiles de graissage et lubrifiants, les véhicules automobiles ;(avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant), les combustibles, les autres produits cosmétiques (les parfums), les bières (titrant moins de 6°, les autres carburants (essences, gasoils et autres produits), les bières brunes (titrant plus de 6 °) ; les vins et les autres boissons fermentées (cidres, poirés, hydromels), les cigares, cigarettes et autres tabacs fabriqués ainsi que les instruments servant à fumer, es alcools et liqueurs, les produits du tabac, des pipes à eau.</p>	<p>Taux : 5 %,10 %,20 %,24%, 25 %, 28%,45%,60%, 80% Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 %</p>
<p>Droits d'accises spécial sur les produits importés ou de fabrication locale</p>	<p>-</p>	<p>Taux : (droit d'accises spécial): 20 %, 30 %</p>
<p>Services d'accises fournis sur le territoire national</p>	<p>-Le temps de la communication, exprimé en secondes (voix), le volume des messages (messagerie), le volume de données exprimé en bytes (data), le volume du Traffic échangé, exprimé en bytes (accès internet).</p>	<p>Taux : 10 %</p>

Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante	Entreprises agréées au code minier, partenariat stratégique sur la chaîne de valeur et le code des investissements (loi 007/002 du 11 juillet 2002, loi 004/2001 portant code des investissements, et décret 13/046 du 6 octobre 2013) et ONG et Établissements publics (loi 004/2001 du 20 juillet 2001)
Carte de travail, visa d'établissement	Entreprises minières (convention de Beijing du 22 avril 2008, cas du groupement des entreprises chinoises)
Différents droits, taxes et redevances	Entreprises exécutant les marchés les marchés publics à financement extérieur

CHAPITRE TROISIEME : DIFFERENTES FORMES DES DEPENSES FISCALES

35. Les dépenses fiscales peuvent provenir de textes législatifs eux-mêmes, de la réglementation afférente ou de toute autre source reliée à ces textes. À cet égard, des mesures conventionnelles peuvent également en faire partie. Les dépenses fiscales peuvent prendre différentes formes :

- Abattement ;
- Crédit d'impôt ;
- Charge forfaitaire ;
- Déduction ;
- Exonération ;
- Exemption ;
- Non-imposition, non assujettissement ;
- Prise en charge de la fiscalité par l'État ;
- Réduction de taux (taux réduits) ;
- Report d'imposition (admission temporaire) ;

36. Le Tableau 2 présente les dépenses fiscales recensées par type de régime : droit commun ou régime dérogatoire. On constate que la moitié (50 % du total, 67 dépenses fiscales) des dépenses fiscales recensées tirent leur origine du droit commun, à partir du Code des impôts (39 dépenses fiscales, soit 32 % du total), du code des douanes (23 dépenses fiscales, soit 19% du total) et d'une moindre mesure du Code des Accises (5 dépenses fiscales, soit 4%).

37. Les régimes dits dérogatoires sont à l'origine de l'autre moitié des dépenses fiscales recensées (67dépenses fiscales, soit 50%). Les principaux régimes dérogatoires en termes de nombre de dépenses fiscales générées sont le Code minier (13 dépenses fiscales, soit 11 % du total), des Marchés à financement extérieur (8 dépenses fiscales du total, soit 6% du total), le code des investissements (7 dépenses fiscales du total, soit 10% du total), les projets de coopérations (6 dépenses fiscales, 4 % du total), et le contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022 (6 dépenses fiscales, 4 % du total) et Les autres régimes dérogatoires sont à l'origine de 2 ou 3 dépenses fiscales chacune.

Tableau 2. Dépenses fiscales par provenance et type de régime en 2022

	2022	
Source des dépenses fiscales	Nombre	total
Droit commun	67	50%
Code des impôts	39	29%
Code des accises	5	4%
Code des douanes	23	17%
Régimes dérogatoires	67	50%
ASBL, ONG et EUP	7	5%
Code des investissements	10	7%
Code minier	13	10%
Contrat RDC & Turquie	6	4%
Exonérations dérogatoires	2	1%
Importation et l'exportation de l'énergie électrique	1	1%
Marchés publics à financement extérieur	8	6%
ONG et ASBL	2	1%
Partenariats stratégiques	3	2%
Principes d'agriculture	3	2%
Projets de coopération	6	4%
Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité	4	3%
Zones économiques spéciales	2	1%
Total	134	100%
Source : Ministère des Finances		

38. Au cours de l'année 2022, l'impôt et taxes qui comptent le plus grand nombre de dépenses fiscales sont la TVA avec 33 dépenses fiscales, 18 tirant leur source du droit commun dont (14) du Code des Impôts, (2) du Code des douanes et (2) du Code des accises ; et 15 provenant de régimes dérogatoires. Les droits de douane et la DGRD suivent respectivement avec 29 dépenses fiscales émanant pour la plupart du Code des douanes et 25 dépenses fiscales. Les droits d'accises pour leur part comportent (1) dépense fiscale. En termes d'impôts directs, l'IPR et l'IBP contiennent respectivement 13 et 12 dépenses fiscales, l'IM en compte 7 et l'IERE seulement 2. Voir le Tableau 3 ci-dessous présentant les dépenses fiscales par source et par impôt.

Tableau 3 Dépenses fiscales par source et par impôt en 2022

	IM	IBP	IPR	IERE	TVA	DA	DD	DGRAD	2022	
									Total	%
Code des accises	0	0	0	0	2	1	1	0	4	3%
Code des douanes	0	0	0	0	2	2	19	0	23	17%
Code des impôts	5	8	12	0	14	0	0	0	39	29%
Code des investissements	0	1	0	0	0	1	1	7	10	7%
Code minier	1	1	0	1	3	4	3	0	13	10%
ASBL, ONG et EUP	0	0	0	0	0	0	0	7	7	5%
Contrat RDC & Turquie	0	0	0	0	0	0	0	6	6	4%
Exonérations dérogatoires	0	0	0	0	1	1	0	0	2	1%
Importation et l'exportation de l	0	0	0	0	1	1	0	0	2	1%
Marchés publics à financement €	0	0	0	0	2	1	1	3	7	5%
ONG et ASBL	0	0	0	0	2	1	1	0	4	3%
Partenariats stratégiques	0	0	0	0	1	0	1	0	2	1%
Principes d'agriculture	0	1	1	0	0	0	1	0	3	2%
Projets de coopération	1	1	0	1	1	1	1	0	6	4%
Suspension de la TVA sur les pro	0	0	0	0	4	0	0	0	4	3%
Zones économiques spéciales	0	0	0	0	0	0	0	2	2	1%
Total	7	12	13	2	33	13	29	25	134	100%

Source : Ministère des Finances

39. Puisque les dépenses fiscales résultent d'un choix de politique publique délibéré, elles concernent généralement les ménages, industries ou types de contribuables spécifiques. Les Tableaux 4 et 5 présentent les dépenses fiscales par objectif et par type de bénéficiaires.

Tableau 4. Dépenses fiscales par objectif en 2022

Objectif	Nombre de dépenses fiscales 2022	% du total 2022
Encourager l'épargne	3	2,2%
Encourager l'investissement	41	30,6%
Encourager la production agricole	7	5,2%
Encourager la production locale	3	2,2%
sécuriser le territoire national	1	0,7%
alléger la charge fiscale	58	43,3%
Simplifier les contrôles	7	5,2%
Social	13	9,7%
Réciprocité	1	0,7%
Total	134	100,0%

Source : Ministère des Finances

40. Le recensement des dépenses fiscales par objectif indique qu'une proportion importante est accordée aux allègements de la charge fiscale des contribuables (58 dépenses fiscales soit 43,3%). L'encouragement à l'investissement vient en deuxième position avec 41 dépenses fiscales (30,6%). Pour inciter à l'amélioration du social, 13 dépenses fiscales ont été recensées (9,7%). Pour encourager le

secteur agricole, 7 dépenses fiscales ont été identifiées, soit 5,2%. Cependant, l'encouragement à la production locale ne bénéficie que de 2,2 % (3) des dépenses fiscales accordées.

Tableau 5. Dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2022

Type de bénéficiaire	Nombre de dépenses fiscales 2022	% du total
Administration	5	4%
BCC	1	1%
Entreprises	73	54%
Exploitants agricoles	8	6%
Industrie	3	2%
Institutions publiques, entreprises	1	1%
Ménages	26	19%
Missions diplomatiques et consulaires	2	1%
ONG et ASBL	15	11%
Total	134	100%
Source : Ministère des Finances		

41. Les plus gros bénéficiaires des dépenses fiscales sont les entreprises, avec 73(54%) de dépenses fiscales. Elles sont suivies par les ménages avec 26 (19%) des dépenses fiscales. Les ONG et ASBL viennent en troisième position avec 15 (11%) des dépenses fiscales. Les exploitants agricoles ont bénéficié de 8 (6%) des dépenses fiscales. Quant aux administrations, elles en ont bénéficié de 5 (4%).

4.1. Périmètre d'évaluation

42. Le périmètre d'évaluation concerne quatre aspects : (i) période de référence; (ii) champs couverts; (iii) sources de données et (iv) méthode d'évaluation.

43. La **périodes de référence** pour l'analyse des dépenses fiscales est l'année budgétaire 2022.

44. La **couverture** des impôts et taxes pour l'évaluation des dépenses fiscales est circonscrite aux prélèvements fiscaux et douaniers dont le produit est inscrit au budget de l'État faisant l'objet d'une adoption en loi de finances par l'Assemblée nationale. À cet égard, les impôts des entités territoriales décentralisées tout comme les prélèvements sociaux effectués au profit des institutions de retraite et des institutions de Sécurité sociale entre autres, n'entrent pas dans le champ du présent rapport.

45. La **méthode d'évaluation** utilisée est celle de la méthode de la perte de recettes du fait de l'existence de chacune des dépenses fiscales. Il s'agit dans la pratique usuelle d'un calcul ex-post qui suppose que le comportement des contribuables demeurerait inchangé si on éliminait la mesure dérogatoire. En ce sens, la méthode de la perte de recettes constitue une approximation de l'effet budgétaire de la dépense fiscale et non pas une estimation précise du fait qu'elle n'intègre pas les changements comportementaux, ni l'impact indirect sur les autres recettes ou sur le niveau de l'activité économique. Au regard de la définition, les mesures dérogatoires exclues de la norme de référence constituent des dépenses fiscales dans la mesure où elles génèrent une perte de recettes fiscales définitives pour l'État.

46. Les **sources de données** utilisées pour évaluer les dépenses fiscales sont des informations sur les contribuables détenues par la DGI et la DGRAD, y compris l'information sur les importations détenues par la DGDA.

47. Pour l'année 2022, au total, 91 de 134 dépenses fiscales recensées ont été estimées, soit 68% (Tableau 6). Sur les 67 dépenses fiscales émanant du droit commun, 37 ont été estimées (54%). Pour ce qui est des Régimes dérogatoires, sur les 67 dépenses fiscales recensées, 54 soit 81% ont été évaluées dans le cadre de ce rapport.

Tableau 6 : les dépenses fiscales recensées et estimées

	2022		
Source des dépenses fiscales	Nombre	Estimés	% du total
Droit commun	67	37	55%
Code des impôts	39	11	2%
Code des accises	5	5	0%
Code des douanes	23	21	2%
Régimes dérogatoires	67	54	81%
ASBL, ONG et EUP	7	7	100%
Code des investissements	10	10	100%
Code minier	13	13	100%
Contrat RDC & Turquie	6	6	100%
Exonérations dérogatoires	2	2	100%
Importation et l'exportation de l'é	1	1	100%
Marchés publics à financement ext	8	5	63%
ONG et ASBL	2	2	100%
Partenariats stratégiques	3	2	67%
Principes d'agriculture	3	1	33%
Projets de coopération	6	3	50%
Suspension de la TVA sur les produ	4	2	50%
Zones économiques spéciales	2	2	100%
Total	134	91	68%
Source : Ministère des Finances			

4.2. Synthèse des dépenses fiscales

48. Dans le cadre de l'exercice 2022, le manque à gagner pour l'État Congolais découlant de l'ensemble des dépenses fiscales estimées s'élève à CDF 6525,7 milliards, soit 5 % du PIB. Ce manque à gagner représente 33 % du total des recettes fiscales et non fiscales mobilisées durant l'année 2022.

49. La présentation de ce manque à gagner par sources des dépenses fiscales telle que présenté dans le tableau 7 révèle que les manques à gagner des dépenses fiscales provenant du droit commun sont supérieurs à ceux des régimes dérogatoires. En effet, les manques à gagner découlant du droit commun sont de l'ordre de CDF 4.943,9 milliards représentant 76% du total des dépenses fiscales estimées alors que ceux provenant des dérogatoires ne représentent 24% soit CDF 1581,2milliards.

Tableau 7 : Manque à gagner par sources des dépenses fiscales

	2022	2022
Source des dépenses fiscales	Manque à g	% du total
Droit commun	4943,9	76%
Code des impôts	1476,6	23%
Code des accises	3404,6	52%
Code des douanes	62,7	1%
Régimes dérogatoires	1581,2	24%
ASBL, ONG et EUP	18,3	0%
Code des investissements	161,7	2%
Code minier	735,1	11%
Contrat RDC & Turquie	1,9	0%
Suspension de la TVA sur les	98,2	2%
Exonérations dérogatoires	15,6	0%
Importation et l'exportation	7,4	0%
Marchés publics à financeme	478,7	7%
ONG et ASBL	36,1	1%
Partenariats stratégiques	20,2	0%
Principes d'agriculture	4,9	0%
Projets de coopération	3,1	0%
Zones économiques spéciales	0,004	0%
Total	6 525	100%
Source : Ministère des Finances		

50. La hauteur des manques à gagner émanant du droit commun se justifie par l'importance des dépenses fiscales découlant du Code des accises soit CDF 3.404,6 milliards inhérent à la pratique de la fiscalité actuelle sur le carburant. Le manque à gagner provenant dépenses fiscales du Code des Impôts se situe à CDF 1.476,6 milliards. L'encadré 1 présente la situation du manque gagner dû aux dépenses fiscales émanant du régime actuel de la fiscalité sur les produits pétroliers.

Encadré 1 : Dépenses fiscales liées au carburant

DEPENSES FISCALES RELIEES AUX CARBURANTS – EXERCICE 2022

La subvention accordée aux carburants via la fixation du prix en deçà du prix réel résulte en diverses dépenses fiscales. Celles-ci sont estimées pour la première fois dans ce rapport. Ces dépenses fiscales tirent leur origine de la différence entre les droits et taxes qui auraient dû être payés si le prix des carburant payé par la population et les entreprises n'avait pas été fixé par le Gouvernement. Ces dépenses fiscales sont au nombre de quatre, il s'agit de la taxe d'accise, des droits de douane, de la TVA en importation et de la TVA sur le marché intérieur (voir tableau 11).

Tableau 8 : Manques à gagner des dépenses fiscales liées aux carburants

	2022	
	Montant	% du total
Fiscalité carburant	3403,4	100%
TVA à l'importation sur le carburant	1 230,4	36%
TVA à l'intérieur sur le carburant	223,9	7%
Droit d'Accises sur le carburant	1375,2	40%
Droit de douane sur le carburant	574	17%
<i>Total en% des recettes fiscales</i>	17%	
<i>Total en% du PIB</i>	3%	
Source : Ministère des Finances		

Les manques à gagner liés à ces dépenses fiscales sur les carburants sont importants, représentant 53 % des manques à gagner estimés pour l'année 2022, soit un montant de CDF 3.403,5 milliards. Ce montant de manque à gagner représente environ 17% de revenus mobilisés en 2022, soit 2,7% du PIB. En plus de ces dépenses fiscales, c'est-à-dire les recettes fiscales auxquelles le Gouvernement renonce, la dépense budgétaire versée par le Gouvernement se situe à CDF 1.167,4 milliards en 2022. Cette dépense budgétaire porte le montant total de la subvention accordée aux carburants à CDF 4.571,0 milliards, représentant 3,6% du Produit Intérieur Brut.

Tableau 9 : Manque à gagner par nature d'impôt

	2022 % du total	
Impôt		
IM	128,6	2%
IBP	6,1	0%
IERE	19,2	0%
IPR	0,0	0%
TVA	3931,7	60%
Droits accises	1406,3	22%
Droits de douane	908,8	14%
DGRAD	124,4	2%
Total	6 525	100%
Source : Ministère des Finances		

51. Par rapport aux grandes catégories d'impôts et taxes, l'estimation des dépenses fiscales renseigne un volume important de manque à gagner au niveau de la TVA établit à CDF 3.931,7 milliards. Les droits d'accises quant à eux viennent en deuxième position avec de manques à gagner de l'ordre de CDF 1.406,3 milliards (22%). Les manques à gagner concernant les droits de douanes indiquent un montant de CDF 908 milliards (14%). Les dépenses fiscales associées à l'impôt mobilier entraînent un manque à gagner de CDF 128,6 milliards. Les autres grandes catégories d'impôts entraînent des manques à gagner relativement moins importants :

- Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés : CDF 19,2 milliards.
- Les droits, taxes et redevance encadrés par la DGRAD : CDF 124,4 milliards.

Tableau 10 : Manques à gagner dans le cadre des marchés publics à financement extérieur

	2022
Marchés public à financement extérieur	478,5
Droits d'accises	11,9
Droits de douane	93,5
TVA	370,9
DGRAD	2,2
Code minier	734,9
IM	128,6
IBP	0
IERE	19,2
TVA	482,9
Droits d'accises	2,1
Droits de douane	102,1
Source : Ministère des Finances	

52. Les manques à gagner par impôt émanant des marchés publics à financement extérieur sont de CDF 478,5 milliards pour l'année 2022. Pour ceux liés au régime du Code minier, ils se situent à CDF 734,9 milliards. Le recensement des dépenses fiscales provenant des marchés publics à financement extérieur révèle des manques à gagner au niveau de droits d'accises (CDF 11,9 milliards) ; droits de Douane (CDF 93,5 milliards) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (CDF 370,9 milliards).

Par rapport au Code minier, les manque à gagner sont observés notamment au niveau de :

- La Taxe sur la Valeur Ajoutée : CDF 482,9 milliards ;
- L'impôt mobilier : CDF 128,6 milliards ;
- Droits de douane : CDF 102,1 milliards ;
- L'Impôt Exceptionnel sur la Rémunération des Expatriés : CDF 19,2 milliards.

53. Notons que les exonérations de TVA accordées aux entreprises agréées au Code minier peuvent cependant être considérées comme des dépenses fiscales « temporaires ». Les bénéficiaires de ces dépenses fiscales exportent en effet la quasi-totalité de leur production laquelle est taxée au taux zéro. L'exonération de TVA accordée au cordon douanier n'est pas définitive. En effet, en l'absence de cette exonération, les entreprises minières auraient droit à un remboursement de leur TVA.

Tableau 11 : Manques à gagner par impôt émanant du code des investissements et du partenariat stratégique

	2022
	Manque à gagner (Mds de CDF)
Code des investissements	161,0
IBP	6,1
Droits d'accises	4,8
Droits de douane	48,0
DGRAD	102,1
Partenariats stratégiques	20,2
TVA	20,1
Droits de douane	0,0347
Source : Ministère des Finances	

54. Il sied de constater que la plus grande perte de recettes au niveau du code des investissements et du partenariat stratégique provienne de l'exonération de droit de douane estimée à CDF 48,0 Milliards et de l'exonération de la TVA établie à CDF 20,1 milliards.

55. Globalement, les dépenses fiscales émanant de la Taxe sur la valeur Ajoutée situent le niveau de manque à gagner à CDF 3.931,6 milliards, soit 2,9% du PIB ou environ 21% de recettes mobilisées en 2022. La répartition de ce manque à gagner figure dans le Tableau 12.

Le Tableau 12 : Tableau dépenses fiscales liées à la TVA

	2022	
	Manque à gagner (Mds de CDF)	% du total
Dépenses fiscales liées à la TVA		
1 Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	17,800	0,5%
2 Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	20,100	0,5%
3 Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	204,633	5,2%
4 Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du	0,046	0,0%
5 les importations réalisées par les ASBL et ONG légalement constituées lorsque ces opé	59,837	1,5%
6 les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	0,0000	0,0%
7 les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d	0,0163	0,0%
8 l'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au	5,7901	0,1%
9 l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres prod	303,1096	7,7%
10 Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marcha	0,0147	0,0%
11 les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents	0,5277	0,0%
12 l'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes fur	n.d.	n.d.
13 les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que	0,2691	0,0%
14 Importation des cercueils	n.d.	n,d
15 Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ;	30,0000	0,8%
16 Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits p	994,3346	25,3%
17 Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux invest	82,3084	2,1%
18 Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics finan	148,4484	3,8%
19 les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	1,0949	0,0%
20 Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique	179,7407	4,6%
21 Code minier - 3% sur les carburants et consommables	122,3372	3,1%
22 Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens	180,8556	4,6%
23 Importation énergie électrique	7,3570	0,2%
24 Exonérations dérogatoires	14,3599	0,4%
25 Exonération pour les projets de coopération	2,0260	0,1%
26 Boutiques hors taxes	3,7171	0,1%
27 Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées	n.d.	n.d
28 Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées	93,0608	2,4%
29 Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (rég	n.d.	n.d
30 Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (ma	5,1430	0,1%
31 Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs	0,4550	0,0%
32 TVA à l'importation sur le carburant	1 230,3505	31,3%
33 TVA à l'intérieur sur le carburant	223,8960	5,7%
Total	3 931,628	100,0%
Source : Ministère des Finances		

56. Les exonérations liées secteur minier (de CDF 1.862,1 milliards en 2022) représentent la plus grande partie des manques à gagner. Il s'agit :

- De l'importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire (de CDF 994,3 milliards) ;
- De l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits chimiques destinés exclusivement à la prospection, l'exploration, à la recherche et à la construction et développement du projet minier et pétrolier, avant exploitation (CDF 303 milliards);
- De l'importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées (CDF 82 milliards)

- du taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables (de CDF 122,3 milliards);
- Du taux réduit par les entreprises agréées au code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipements (de CDF 179,7 milliards) et
- Du taux réduit pour les entreprises agréées au code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement (de CDF 180,8 milliards).

57. Quant au manque à gagner émanant de la TVA sur les Carburants, il se situe à CDF 1.454,1 milliards. Il s'agit de la TVA sur les importations de carburant et TVA à l'intérieur sur la vente de carburant (CDF 1.230,3 milliards et CDF 223,8 milliards).

58. L'autre groupe des exonérations de TVA concerne les biens importés dans le cadre de l'exécution de marchés publics. Celles-ci représentent un montant de (CDF 353,0 milliards). Par ailleurs, la suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées) renseigne une perte d'environ CDF 93 milliards.

Tableau 13 : Dépenses fiscales par objectif en 2022

Objectif	Manque à gagner 2022	% du total 2022
Encourager l'épargne	0	0,0%
Encourager l'investissement	1899,3	29,1%
Encourager la production agricole	60,2	0,9%
Encourager la production locale	3,7	0,1%
sécuriser le territoire national	5,1	0,1%
alléger la charge fiscale	4556,3	69,8%
Simplifier les contrôles	0	0,0%
Social	0	0,0%
Réciprocité	0	0,0%
Total	6525	100,0%
Source : Ministère des Finances		

Le Tableau 13 renseigne que les mesures visant à alléger la charge fiscale pour certains contribuables (opérateurs économiques et ménages) domine avec les manques à gagner correspondants à CDF 4.556,3 milliards (69,8%), suivi par l'encouragement aux investissements à CDF 1.899,3 milliards (29,1%).

Tableau 14 :Tableau dépenses fiscales par type de bénéficiaire en 2022

Type de bénéficiaire	Nombre de dépenses fiscales 2022	% du total
Administration	5,5	0%
BCC	0	0%
Entreprises	4870,3	75%
Exploitants agricoles	5,3	0%
Industrie	3,7	0%
Institutions publiques, entreprises	14,4	0%
Ménages	1520,6	23%
Missions diplomatiques et consulaires	6,1	0%
ONG et ASBL	99,2	2%
Total	6525	100%
Source : Ministère des Finances		

59. Les manques à gagner par types de bénéficiaire révèlent que les entreprises dominent largement (CDF 4.870,3 milliards) et les ménages (CDF 1.520,6 milliards). Cette situation justifie la forte proportion de dépenses fiscales estimées visant à alléger la charge fiscale et encourager l'investissement des opérateurs économiques et des ménages (voir tableau 14).

Tableau 15 :Tableau dépenses fiscales par régie financière en 2022

Régies Financières	Manque à gagner (Mds de CDF)	% du total
DGDA	6208,8	95%
DGI	192,0	3%
DGRAD	124,4	1,9%
Total	6525	100%
Source : Ministère des Finances		

60. L'analyse des manques à gagner par régie financière renseigne que ceux-ci sont plus importants au niveau de la DGDA (Tableau 15). Cette régie financière, étant responsable des exonérations de droits d'importation qui représentent une part importante des dépenses fiscales importantes, elle génère les plus grands manques à gagner (soit près de CDF 6.208,8 milliards ou 95 % du total).

61. Toutefois, il convient de préciser que pour la Direction Générale des Impôts, ces chiffres n'intègrent pas celui communiqué au titre de la TVA intérieur de l'ordre de CDF 719,7 milliards. En effet,

le formulaire de la déclaration à la TVA de la DGI ne fournit pas les détails sur la répartition des exonérations par produit, un format des données non compatible avec les données exploitées dans le présent rapport. De ce fait, une révisitation dudit formulaire s'avère nécessaire dans l'avenir pour mieux estimer les dépenses fiscales se rapportant à cet impôt.

ANNEXE I : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES EN 2022

	Description	Type de régime	Sources	Catégorie	Art	Regies	Forme	Objectif	Bénéficiaire	Secteur	Évaluation	Évaluation (Mds CDF)2022	Évaluation CDF
IM1	A défaut d'éléments probants, les dépenses ou charges sont fixées forfaitairement à 30% du montant brut des redevances	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	13.8	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM2	Les revenus d'actions ou parts quelconques, visés à l'article 13.5, sont fixés forfaitairement à 40 % des revenus réalisés et imposés tant à l'impôt professionnel qu'à l'impôt sur les revenus locatifs.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	14	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM3	Les revenus des parts des associés non actifs visés à l'article 13.6, sont fixés forfaitairement à 50 % des revenus réalisés et imposés tant à l'impôt professionnel qu'à l'impôt sur les revenus locatifs.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	15	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM4	Les tantièmes visés à l'article 13.7, sont fixés forfaitairement à 10% des revenus réalisés et imposés tant à l'impôt professionnel qu'à l'impôt sur les revenus locatifs.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	16	DGI	Abattement	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IM5	Sont exonérés de l'impôt mobilier, les revenus des bons et obligations du Trésor.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	22 bis	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Public	NON	n.d.	n.d.
IM6	Code minier - Taux de 10% sur les dividendes (plutôt que 20%)	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	246	DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	128,6000	128 632 512 493
IM7	Exonération pour les projets de coopération, à l'exception des revenus empruntés à des fins professionnelles en faveur de tiers prêteurs	Dérogatoire	Projets de coopération	Projets de coopération	15	DGI	Exonération	Augmenter la charge fiscale	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP1	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	31	DGI	Exonération	Simplifier les contrôles	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP2	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	34	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP3	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	38	DGI	Exonération	Réciprocité	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP4	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	38 bis	DGI	Exonération	Encourager l'épargne	Entreprises	Autre	NON	n.d.	n.d.
IBP5	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP6	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP7	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP8	Les primes d'émission ne sont pas considérées comme bénéfiques pour autant qu'elles soient affectées à un compte indisponible ou incorporées au capital social par dérogation aux dispositions de l'article 50, sont imposables, sous certaines conditions, les accroissements qui résultent des plus-values non réalisées mais que	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	94	DGI	Exemption	Social	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.
IBP9	Code minier - Taux de 30% plutôt que de 35%	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	247	DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0000	0,0
IBP10	Code des investissements - Les bénéfices réalisés par les investissements nouveaux agréés sont totalement exonérés de l'impôt sur les revenus professionnels prévus	Dérogatoire	Code des investissements	Code des investissements	13	DGI	Exonération	Encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	6,1000	6 141 830 706
IBP11	Les bénéfices et profits réalisés par l'exploitant agricole de type familial sont soumis à l'impôt sur le revenu professionnel au taux de 20%.	Dérogatoire	Principes d'agriculture	24 décembre 2011	76	DGI	Taux réduit	Augmenter la charge fiscale	Exploitants agricoles	Agricole	NON	n.d.	n.d.
IBP12	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGI	Exonération	Augmenter la charge fiscale	ONG et ASBL	mes sans but	NON	n.d.	n.d.

IPR1	1° les indemnités ou allocations familiales réellement accordées aux employés et salariés dans la mesure où elles ne dépassent pas les taux légaux ;	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR2	2° les pensions, rentes et indemnités accordées en vertu des lois qui régissent les pensions de vieillesse, l'octroi de secours en cas d'invalidité prématurée ou de décès ;	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR3	3° les indemnités et avantages en nature concernant le logement, le transport et les frais médicaux pour autant que : - l'indemnité de logement ne dépassant 30% des primes versées à des nationaux dans le cadre de la mise en œuvre des projets financés sur fond de l'Union Européenne sont exonérés de l'impôt professionnel sur	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	48	DGI	Exonération	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR4	pour leurs soins comme les dépenses professionnelles, les versements régulièrement effectués à titre définitif, soit à des caisses de pension officielles, soit	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	COFED-FINAF	DGI	Exonération	Social	Ménages	Opposition nationale	NON	n.d.	n.d.
IPR5	obligatoirement, sous le statut de la fonction publique, soit de l'état, soit du statut.	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	50	DGI	Déduction	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR6	En aucun cas, l'impôt total ne peut excéder 30 % du revenu imposable	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	84 (2)	DGI	Taux réduit	Augmenter la charge fiscale	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR7	Les rémunérations versées au personnel domestique et aux salariés relevant des micro-entreprises sont imposés suivant les taux forfaitaires fixes par voie d'Arrêté d'Impôt professionnel fixe à 20% sur les versements, droits ou rémunérations	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	84 (3)	DGI	Taux forfaitaire	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR8	réalisés ou perçus par des personnes physiques après cessation des activités professionnelles. L'impôt est fixé à 10% sur le capital-pension payé au travailleur	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	85	DGI	Taux réduit	Simplifier les contrôles	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR9	en partance à la retraite par son employeur à travers la caisse de pensions de retraite	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	85	DGI	Taux réduit	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR10	l'impôt professionnel est fixé à 10% sur les indemnités versées de carrière et sur les indemnités payées par l'employeur contractuellement ou non ensuite de	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	86	DGI	Taux réduit	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR11	consigner l'employeur à des occasions et en lien aux services d'une personne, l'impôt à percevoir à la source est fixé à 15 % du montant des sommes payées ou	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	87	DGI	Taux réduit	Simplifier les contrôles	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR12	l'impôt est en application de l'article 34 de la présente loi, le montant de l'impôt est réduit d'une quotité de 2 % pour chacun des membres de la famille à charge au	Droit commun	Code des impôts	Code des impôts	89	DGI	Abattement	Social	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
IPR13	Pris sans préjudice des dispositions de l'article 202, pour tout acte de construction relatives à l'impôt personnel, l'exploitant agricole familial est exempté d'impôt sur le revenu professionnel.	Dérogatoire	Principes d'agriculture	24 décembre 2011	76	DGI	Exonération	encourager la réduction de l'investissement	Exploitants agricoles	Agricole	NON	n.d.	n.d.
IERE1	Code minier - Réduction du taux (10% plutôt que 25%)	Dérogatoire	Code Minier	Code Minier	244	DGI	Réduction de taux	encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	19,2000	19 257 353 317
IERE2	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGI	Exonération	encourager la charge fiscale	ONG et ASBL	smes sans but	NON	n.d.	n.d.
TVA1	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGI	Exonération	encourager la charge fiscale	Entreprises		OUI	17,800	17 882 899 409
TVA2	Entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Dérogatoire	partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Décret 13/045 du 6 octobre 2012	6	DGI	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	20,100	20 161 248 680
TVA3	Prise en charge de la fiscalité indirecte sur le marché public à financement extérieur	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGDA	Exonération	encourager la charge fiscale	Entreprises		OUI	204,633	204 632 648 373
TVA4	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Dérogatoire	partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Décret 13/045 du 6 octobre 2012	6	DGDA	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,046	45 936 332
TVA5	les importations réalisées par les ASBL et CIVIS régulièrement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif ou philanthropique, conforme à leur objet, dans les conditions prévues par la loi.	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	encourager la production	ONG et ASBL	Social	OUI	59,837	59 837 033 168

TVA6	les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	ager l'investis	Administration	Public	OUI	0,0000	
TVA7	les importations des intrants agricoles destinés exclusivement à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire ; l'importation et l'acquisition des produits pharmaceutiques destinés à la	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Exploitants agricoles	Agricole	OUI	0,0163	16 287 210
TVA8	prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, des emballages des médicaments et l'acquisition des équipements, des matières, des réactifs et autres	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Ménages	Pharmaceuti- que	OUI	5,7901	5 790 054 987
TVA9	produits chimiques destinés exclusivement à la prospection, l'exploration, à la recherche et à la construction et développement du secteur minier et pétrolier.	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Entreprises	Minier	OUI	303,1096	303 109 619 610
TVA10	Les échantillons importés sans valeur commerciale destinés à la commande des marchandises	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Entreprises	Manufacturi- er et recherche	OUI	0,0147	14 681 402
TVA11	les biens mobiliers importés dans le cadre du transfert des résidents	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	l'investissem	Ménages	Social	OUI	0,5277	527 737 058
TVA12	l'importation et la vente de cercueils contenant les dépouilles mortelles et les urnes funéraires ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Ménages	Public	OUI	n.d.	n.d.
TVA13	les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes de droit public	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Administration	Public	OUI	0,2691	269 091 602
TVA14	Importation des cercueils	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Ménages	Public	NON	n,d	n,d
TVA15	Importation du blé, du maïs, de la farine de froment et de la farine de maïs ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Entreprises	Public	OUI	30,0405	30 040 467 515
TVA16	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire ;	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	l'investissem	Entreprises	Minier	OUI	994,3346	994 334 646 742
TVA17	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées	Droit commun	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	15	DGDA	Exonération	encourager l'investissem	Entreprises	Industriel	OUI	82,3084	82 308 421 872
TVA18	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel n° 76/2012 du 13 nov. 2012	art. 6	DGDA	Exonération	er la charge fi	Entreprises	Développem- ent national	OUI	148,4484	148 448 398 956
TVA19	les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	Augérer la charge	Ménages	Social	OUI	1,0949	1 094 891 046
TVA20	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	encourager l'investissem	Entreprises	Minier	OUI	179,7407	179 740 683 162
TVA21	Code minier - 3% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	encourager l'investissem	Entreprises	Minier	OUI	122,3372	122 337 239 643
TVA22	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	encourager l'investissem	Entreprises	Minier	OUI	180,8556	180 855 574 253
TVA23	Importation énergie électrique	Dérogatoire	l'importation et l'exportation de	Loi 14/011 du 17 juin 2014		DGDA	Réduction de taux et exonération	Augérer la charge	Entreprises	Energie	OUI	7,3570	7 356 974 076
TVA24	Exonerations dérogatoires	Dérogatoire	Exonérations dérogatoires			DGDA	Exonération	Augérer la charge	institutions publiques,	Public	OUI	14,3599	14 359 888 529
TVA25	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGDA	Exonération	er la charge fi	Organisations internationales	Public	OUI	2,0260	2 026 010 315

TVA26	Boutiques hors taxes	Droit commun	code des douanes	Circulaire N°CAB/MIN/FIN/2012 du 10/10/12	339	DGDA	Exonération	charge	Missions diplomatiques et consulaires	Diplomatique et voyage en transit	OUI	3,7171	3 717 118 901
TVA27	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises écoulées sur le marché domestique)	Dérogatoire	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGI	Exonération	charge	Ménages	Social	NON	n.d	n.d
TVA28	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité (marchandises importées)	Dérogatoire	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGDA	Exonération	charge	Ménages	Social	OUI	93,0608	93 060 776 371
TVA29	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (régime intérieur)	Dérogatoire	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGI	Exonération	charge	Ménages	Social	NON	n.d.	n.d.
TVA30	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchandises importées)	Dérogatoire	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	1	DGDA	Exonération	charge	Ménages	Social	OUI	5,1430	5 143 006 061
TVA31	Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs	Dérogatoire	Code des impôts	O-L n°10/001 du 20 août 2010	17alinéa9	DGDA	Réduction du taux	charge	Entreprises		OUI	0,4550	454 995 374
TVA32	TVA à l'importation sur le carburant	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	25	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Social	OUI	1 230,3505	1 230 350 489 500
TVA33	TVA à l'intérieur sur le carburant	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	25	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Social	OUI	223,8960	223 895 978 112
DA1	Exonérations sur les marchandises soumises aux droits d'accises de la production locale	Droit commun	Code des accises	O-L18/002 du 13 mars 2018	55	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Industriel	OUI	1,0976	1 097 620 420
DA2	Code des investissements - exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel neuf et les pièces de rechange	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGDA	Exonération	investissement	Entreprises	Industriel	OUI	4,8548	4 854 831 412
DA3	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,6835	683 531 129
DA4	Code minier - 3% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0000	0
DA5	Code minier - 2% en phase de recherche ou de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	investissement	Entreprises	Minier	OUI	1,4757	1 475 748 599
DA6	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 mars 2012	art. 6	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Développement national	OUI	11,9643	11 964 260 247
DA7	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Dérogatoire	ONG et ASBL	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001		DGDA	Exonération	charge	ONG et ASBL	organismes sans but lucratif	OUI	1,3687	1 368 681 994
DA8	Exonération des dons ou matériels fournis gratuitement à la RDC et aux entités territoriales	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Ménages	organismes sans but lucratif	OUI	0,0397	39 665 820
DA9	Exonération pour les projets de coopération	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	339	DGDA	Exonération	charge	ONG et ASBL	organismes sans but lucratif	OUI	0,0190	19 034 110
DA10	Boutiques hors taxes	Droit commun	Code des douanes	Circulaire n°001/CAB/MIN/FIN/2012 du 10/10/12		DGDA	Exonération	charge	Ménages	Autre	OUI	8,3209	8 320 885 371
DA11	Droit d'Accises sur le carburant	Droit commun	Code d'accises O-L18/002 du 13 mars 2018	Arrêté n°003/CAB/MIN/ECONOMAT/001 du 10/10/12	1	DGDA	Exonération	charge	Ménages	Pétrolier	OUI	1 375,2545	1 375 254 480 975
DA12	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire ;	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	Réduction de taux	investissement	Entreprises	Minier	NON	n.d.	n.d.

DA13	Exonerations dérogatoires	Dérogatoire	Exonérations dérogatoires			DGDA		charge	Entreprises		OUI	1,2517	1 251 657 157
DD1	Les échantillons sans valeur commerciale	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	recherche	OUI	0,0081	8 122 286
DD2	Les objets de déménagement	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Ménages	Social	OUI	0,4732	473 162 749
DD3	Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	ONG et ASBL	Social	OUI	0,1668	166 759 754
DD4	les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Ménages	Social	OUI	0,9151	915 106 542
DD5	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	ONG et ASBL	Social	OUI	0,0175	17 542 277
DD6	Les produits importés en vue de subir des essais	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Industriel	OUI	0,0000	0
DD7	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exonération	charge	Administration	Public	OUI	0,1623	162 342 917
DD8	les marchandises importées dans le cadre de projet de coopération bilatérale ou multilatérale	Dérogatoire	Projets de coopération	Loi 14/005 du 11 février 2014	15	DGDA	Exonération	charge	Organisations internationales	Public	OUI	1,0787	1 078 738 317
DD9	Importation des billets de banque et pièces de monnaie ainsi que les papiers fiduciaires ayant cours légale par la BCC	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 13 décembre 2018	339	DGDA	Exonération	charge	Banque centrale du Congo	Financier	OUI	0,0000	0
DD10	les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	Droit commun	Code des douanes	O-L n°10/002 du 20 août 2010	339	DGDA	Exemption	charge	Administration	Public	OUI	0,0000	0
DD11	Autres armes de guerre	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'importation	4	DGDA	Exonération	charge	Administration	défense et sécuritaire	OUI	5,1380	5 138 011 605
DD12	autres eaux, y compris l'eau douce	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	charge	Industrie	Industriel	OUI	0,0000	37 239 045,40
DD13	Iroko, scies long., sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	charge	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,1501	150 129 332,40
DD14	Mahogany, scies longitudinalement, sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	charge	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0220	21 969 082,40
DD15	Sapelli, scies long., sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	charge	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,2291	229 132 721,00
DD16	White (Lauan, Meranti, Seraya), Yellow Meranti & Alan, scies long., épais inférieur à 50mm	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exemption	charge	Exploitants agricoles	agricoles	OUI	0,0095	9 450 302,60
DD17	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Dérogatoire	ONG et ASBL	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001		DGDA	Exonération	charge	ONG et ASBL	Social	OUI	34,7511	34 751 118 366
DD18	Boutiques hors taxes	Droit commun	Code des douanes	N°CAB/MIN/FIN/2012 du 10		DGDA	Exemption	charge	diplomatiques et consulaires	missions diplomatiques et voyage en transit	OUI	2,4688	2 468 825 306
DD19	Code des investissements = exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel neuf et les pièces de rechange.	Dérogatoire	Code des investissements	loi 004/2002 du 21 février 2002	10,11, 20	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Industriel	OUI	48,6912	48 691 164 054

DD20	Code minier - 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de taxe	charge	Entreprises	Minier	OUI	34,5752	34 575 237 784
DD21	Code minier - 3% sur les carburants et consommables	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de taxe	charge	Entreprises	Minier	OUI	3,8475	3 847 496 274
DD22	Code minier - 2% en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement minier (s'applique aux extensions de plus de 30% de la capacité)	Dérogatoire	Code Minier	loi n°18/001 du 09 mars 2018	232	DGDA	réduction de taxe	charge	Entreprises	Minier	OUI	63,7721	63 772 147 159
DD23	À l'exclusion des redevances administratives, les intrants agricoles importés destinés exclusivement aux activités agricoles sont exonérés des droits et taxes à l'importation.	Dérogatoire	Principes d'agriculture	loi n°11/22 du 24 décembre 2011	71 et 72	DGDA	Exonération	charge	Exploitants agricoles	Agricole	OUI	4,9117	4 911 674 387
DD24	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	76/2012 du 13 décembre 2012	art. 6	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Développement national	OUI	93,5949	93 594 859 309
DD25	Exonération en importation pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Dérogatoire	partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Décret n°10149 du 6 octobre 2012	6	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Industriel	OUI	0,0347	34 691 624
DD26	Collection d'assemblage CKD&MKD	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier à l'importation "AIREL/N"	paragraphe 7	DGDA	Taux réduit	encourager l'investissement	Entreprises	Manufacturier	OUI	36,0551	36 055 145 615
DD27	Droit de douane sur le carburant	Droit commun	Code des accises O-L18/002 du 13 mars 2018	003/CAB/MIN/ECONOMAT/11/001	3	DGDA	Exonération	charge	Entreprises	Pétrolier	OUI	574,0396	574 039 643 491
DD28	Semences	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	encourager la	Industrie	Industriel	OUI	0,6204	620 410 853
DD29	Fuel-oil	Droit commun	Code des douanes	Tarif douanier l'exportation		DGDA	Exonération	encourager la	Industrie	Industriel	OUI	3,0674	3 067 392 424
DGRAD1	Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	loi 004/2001 portant dispositions	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	5,1232	5 123 244 290,00
DGRAD2	Taxe sur la désinfection, désintoxication et la dératation des navires, aéronefs, trains, conteneurs, véhicules d'occasions à l'Importation	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	loi 004/2001 portant dispositions	8	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	5,1506	5 150 576 689,00
DGRAD3	Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	loi 004/2001 portant dispositions	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,3001	1 300 063 368,00
DGRAD4	Taxe d'implantation des installations classées	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	loi 004/2002 du 21 février 2002	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,8504	1 850 423 692,00
DGRAD5	Taxe de pollution sur les installations classées	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	contrat entre le RDC et la	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,0006	1 000 584 000,00
DGRAD6	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	Contrat entre le RDC et la	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	2,6090	2 609 000 150,00
DGRAD7	Droits de délivrance de visa d'établissements spécial, permanent ordinaire et du travail	Dérogatoire	ASBL,ONG et EUP	Contrat entre le RDC et la	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	commercial	OUI	1,3579	1 357 931 016,00
DGRAD8	Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	Code des investissements	Contrat entre le RDC et la	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	10,5000	10 500 000 000,00
DGRAD9	Taxe sur la désinfection, désintoxication et la dératation des navires, aéronefs, trains, conteneurs, véhicules d'occasions à l'Importation	Dérogatoire	Code des investissements	Contrat entre le RDC et la	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	10,1506	10 150 576 684,00
DGRAD10	Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	Code des investissements	Contrat entre le RDC et la	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	15,2180	15 218 000 000,00

DGRAD11	Taxe d'implantation des installations classées	Dérogatoire	Code des investissements	loi 14/022 du 7 juillet 2014	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	17,0006	17 000 554 927,00
DGRAD12	Taxe de pollution sur les installations classées	Dérogatoire	Code des investissements	loi 14/022 du 7 juillet 2014	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	17,3408	17 340 792 811,00
DGRAD13	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Code des investissements	21 février 2009/2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	16,0008	16 000 786 183,00
DGRAD14	Droits sur la déclaration préalable d'exploitation des stations privées des radios	Dérogatoire	Code des investissements	21 février 2009/2002	10,11, 20	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	15,8940	15 894 000 000,00
DGRAD15	Permis de construire	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	0,5454	545 400 000,00
DGRAD16	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	0,0664	66 400 000,00
DGRAD17	Taxe d'implantation	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	0,0061	6 054 800,00
DGRAD18	Utilisation des Etablissements classés- Taxe rémunératoire annuelle	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	construction	OUI	0,0014	1 371 250,00
DGRAD19	Taxe de contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	1,3771	1 377 068 500,70
DGRAD20	Autorisation de transport des biens de 20 tonnes et plus	Dérogatoire	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	Contrat entre la RDC et la Turquie du 20 février 2022	15	DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Minier	OUI	0,0055	5 497 000,00
DGRAD21	Autorisation de transport des biens de 20 tonnes et plus	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	loi 14/022 du 7 juillet 2014		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,0035	3 514 800,00
DGRAD22	Carte de travail pour étranger	Dérogatoire	Zones économiques spéciales	loi 14/022 du 7 juillet 2014		DGRAD	Exonération	encourager l'investissement	Entreprises	Industriel	OUI	0,00300	3 000 000,00
DGRAD23	Droits et taxes à l'importation des produits pharmaceutiques et équipements médicaux	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Développement national	OUI	1,0113	1 011 300 237,92
DGRAD24	Taxe sur le contrôle des produits d'origines toxique, stupéfiante et soporifique aux postes frontaliers	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Développement national	OUI	0,31000	310 000 001,00
DGRAD25	Taxe sur la désinfection, désintoxication et la dératisation des navires, aéronefs, trains, conteneurs, véhicules d'occasions à l'importation	Dérogatoire	Marchés publics à financement extérieur	Arrêté ministériel 76/2012 du 13 janv. 2012	art. 6	DGRAD	Exonération	Alléger la charge fiscale	Entreprises	Développement national	OUI	0,89005	890 048 000,00
Total												6 525,73	6 525 728 593 985

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

DIRECTION DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

ANNEXE N°: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICES 2022

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2022

Kinshasa, Septembre 2023

TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2022

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC
		2022	2022
I.	DGI	87	191 800 000 000
I.1	IBP, Impôt mobilier et IERE	73	153 900 000 000
II.1	Taxes sur la Valeur ajoutée (DGI)	14	37 900 000 000
II.	DGDA	2 466	3 383 857 900 000
II.1	<i>Taxes sur la Valeur ajoutée (DGA)</i>	1 381	2 425 559 000 000
II.2	<i>Droits d'accises</i>	461	35 078 000 000
II.3	<i>Droits de douane</i>	624	923 220 900 000
III.	DGRAD	143	10 654 300 000
	TOTAL GENERAL	2 696	3 586 312 200 000

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2022 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Septembre 2023

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTERE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

ANNEXE N°: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR L' EXERCICE 2022

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
I.	IBP, Impôt Mobilier et IERE									73		153 900 000 000	
1.1	Réduction du taux d'IM (Impôt Mobilier) pour les contribuables agréés au Code minier	Le titulaire des droits est redevable de l'Impôt mobilier conformément au droit commun (20%). Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger ainsi que les dividendes et autres distributions versés par le titulaire à ses actionnaires sont imposés au taux réduit à 10%.	Impôt Mobilier	Entreprises minières et actionnaires	Taux réduit	Art.232-Code minier	Loi n°18/001 du 09 mars 2018 portant le code minier	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour les intérêts payés par chaque titulaire sur les emprunts contactés en devises à l'étranger et les dividendes et autres distributions versés par le titulaire à ses actionnaires, calculer l'IM au taux de 10%, ensuite, faire la différence entre l'IM de 20% et celui de 10% pour dégager le manque à gagner.	6	Entreprises	128 600 000 000	
1.2	Exonération d'IBP pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Les bénéfices réalisés par les investisseurs soumis au Code des investissements sont totalement ou partiellement exonérés de l'impôt sur les bénéfices et profits pour une durée de 3 à 5 ans en fonction de la zone économique dans laquelle l'investisseur a implété le projet agréé.	IBP	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération totale ou partielle.	Art. 13 - Code des investissements.	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiaire d'une exonération au code des Investissements, s'agissant des bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule suivante: le bénéfice réalisé ou base imposable multiplié par le taux de l'impôt concerné, qui est égal au résultat fiscal (<i>Impôt à payer</i>). Ce dernier est considéré comme montant de manque à gagner qui aurait dû être payé à l'administration fiscale par le truchement d'une banque Commerciale.	33	Entreprises bénéficiaires	6 100 000 000	
1.3	Réduction du taux d'IERE pour les contribuables agréés au Code minier.	Les salaires versés au personnel expatrié sont visés par un impôt exceptionnel sur les rémunérations du Personnel Expatrié payable au taux de 25 % pour le droit commun, tandis que pour les expatriés relevant du code minier, le taux est fixé à 10%.	IERE	Entreprises Minières	Taux réduit	Art.260-code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	Données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI.	(25%-10%) x salaires versés aux expatriés=manque à gagner ou dépense fiscale.	34	Entreprises	19 200 000 000	
II.	TVA									1 395		2 463 459 000 000	
II.1	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGI)									14		37 900 000 000	
2.1.1	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics à financement extérieur bénéficient d'une prise en charge de la TVA par l'Etat.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur tous les achats effectués ou tous les services reçus par les entreprises exécutant des marchés publics à financement extérieur. Cette TVA qui devrait être acquittée est prise en charge par l'Etat et constitue le manque à gagner.	12	Entreprises	17 800 000 000	
2.1.2	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur toutes les opérations effectuées par les entreprises exonérées sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur. Le montant total de la TVA due représente le manque à gagner.	2	Entreprises	20 100 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
II.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA)									1 381		2 425 559 000 000	
2.2.1	Les importations réalisées par les ASBL légalement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif ou philanthropique conforme à leur objet, dans les conditions prévues par voie réglementaire	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La methode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	121	ONG et ASBL	59 800 000 000	
2.2.2	Exonération des dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes de droit public	Les dons, legs et matériels fournis gratuitement à l'Etat, aux Provinces et ETD ainsi que les organismes de droit public	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La methode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	13	Ménages	200 000 000	
2.2.3	Exonération pour les ventes et importations d'intrants agricoles	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de la TVA	TVA	Exploitants agricoles	Exonération	Art 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	77	Exploitants agricoles	16 200 000 000	
2.2.4	Exonération sur les produits pharmaceutiques	les produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, des emballages des produits pharmaceutiques et des intrants pharmaceutiques ainsi que les matériels médicaux sont exonérés de TVA à l'importation et sur le marché domestique.	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	45	Ménages	5 700 000 000	
2.2.5	Exonération des biens mobiliers	Les biens mobiliers dans le cadre du transfert des résidents	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	17	Ménages	500 000 000	
2.2.6	Exonération des marchandises par les entreprises minières	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire	TVA	Entreprises	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	54	Entreprises	994 300 000 000	
2.2.7	Exonération des marchandises par les entreprises minières	l'importation et l'acquisition des équipements, des matériels, des réactifs et autres produits chimiques destinés exclusivement à la prospection, l'exploration, à la construction et développement du projet minier et pétrolier, avant exploitation.	TVA	Entreprises	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	41	Entreprises	303 100 000 000	
2.2.8	Exonération des biens d'équipements destinés aux investissements de création	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées.	TVA	Entreprises	Exonération	Artr. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû represente le manque à gagner.	116	Entreprises	82 300 000 000	
2.2.9	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de TVA.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires auprès de la DGDA	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	64	Entreprises	204 600 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
II.2	Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)												
2.2.10	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de TVA.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires auprès de la DGDA	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	72	Entreprises	148 400 000 000	
2.2.11	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Les importations des entreprises agréées au titre des Partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de TVA pour une période de 4 ans.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	2	Entreprises	45 000 000	
2.2.12	Exonération des matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	TVA		Exonération	Art.339.Ordonnance-loi 10/002 du 20 août 2010	Ordonnance -loi 10/002 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	18		1 000 000 000	
2.2.13	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	33	Entreprises	179 700 000 000	
2.2.14	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 10%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art.232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	41	Entreprises	122 300 000 000	
2.2.15	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	19	Entreprises	180 800 000 000	
2.2.16	Exonération en importation de l'énergie électrique	Importation de l'énergie électrique	TVA		Exonération	Loi 14/011 du 17 juin 2014	Loi 14/011 du 17 juin 2014	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	6		7 300 000 000	
2.2.17	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérés de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	7	ONG et ASBL	2 000 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
II.2													
Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)													
2.2.18	Exonération Boutique hors taxes	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	Ménages	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	Ménages	3 700 000 000	
2.2.19	Exonération dérogatoire	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	Ménages, Entreprises	Exonération	Lettre de son Excellence Monsieur le Ministre des Finances	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	37	Ménages, Entreprises	14 300 000 000	
2.2.20	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité	Suspension de la TVA sur les produits de première nécessité	TVA	Ménages	Exonération	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	Décret 22/30 du 15 octobre 2022	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	565	Ménages	93 800 000 000	
2.2.21	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment (marchandises importées)	Suspension de la TVA sur les matières premières servant à la fabrication du ciment	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	Décret 22/31 du 15 octobre 2022	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	7	Entreprises	5 100 000 000	
2.2.22	Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs	Taux réduit de TVA sur les pièces d'aéronefs	TVA	Entreprises	Taux réduit	Art. 339. Ordonnance-loi 10/002 du 20 août 2010	Ordonnance-loi 10/002 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées . Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	13	Entreprises	400 000 000	
2.2.23	Les échantillons importés sans valeur commerciale destiné à la commande des marchandises	Les échantillons commerciaux	TVA	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des échantillons commerciaux	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	10	Ménages	14 000 000	
III. Droits d'accises										461		35 078 000 000	
3.1	Exonération pour les marchandises et services soumis aux droits d'accises de la production locale pour les entreprises agréées au Code des investissements	Les marchandises et services importés par les entreprises agréées au Code des investissements ne sont pas soumis aux droits d'accises de la production locale	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements	Exonération	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant des droits d'accises normalement dus représentent le manque à gagner.	7	Entrprises agréées au Code des investissements	400 000 000	
3.2	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, de matériel neuf et de pièce de rechange	Les importations des machines, d'outillage de matériel neuf et des pièces de rechange sont exonérées des droits d'accises pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10-Code des investissements	Loi n° 004/2001 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des Investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dus présente le manque à gagner.	124	Entreprises agréées au Code des investissements.	4 800 000 000	
3.3	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipements miniers (s'applique aux extension de plus de 30 % de ma capacité).	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code minier	Réduction de taux	Article 232- Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données de déclaration fiscale déposées par les importateurs agréés au Code minier	Pour chaque entreprise bénéficiant du code minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dus présente le manque à gagner.	33	Entreprises agréées au Code minier	600 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
III.	Droits d'accises (suite)												
3.4	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables	Les importations de carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 10%.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code minier	Réduction de taux	Article 232- Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données de déclaration fiscale déposées par les importateurs agréés au Code minier	Pour chaque entreprise bénéficiant du code minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dûs présente le manque à gagner.	33	Entreprises agréées au Code minier	0	
3.5	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code minier	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données de déclaration fiscale déposées par les importateurs agréés au Code minier	Pour chaque entreprise bénéficiant du code minier , la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dûs présente le manque à gagner.	18	Entreprises	1 400 000 000	
3.6	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics à financement extérieur sont exonérés de droit d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accise aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	64	Entreprises	11 900 000 000	
3.7	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	Droits d'accises	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	121	ONG et ASBL	1 300 000 000	
3.8	Exonération des dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux entités territoriales	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux entités territoriales sont exonérés des droits d'accises	Droits d'accises	ETD	Exonération	Loi 14/005 du 11 février 2014.	Loi 14/005 du 11 février 2014.	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	13	ETD	3 000 000	
3.9	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérés de droits d'accises.	Droits d'accises	Projets de Coopération	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	6		3 800 000 000	
3.10	Exonération pour les boutiques hors taxes	Les importations de biens destinés à être vendues dans les boutiques hors taxes sont exonérées de droit d'accises.	Droits d'accises	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	Ménages	8 300 000 000	
3.11	Droits d'accises sur le carburant	la violation de l'article 25 point 3 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Code d'Accises O L 18/002 du 13 mars 2018	Code d'Accises O L 18/002 du 13 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d' accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accises normalement dû représente le manque à gagner.	2		1 375 000 000	
3.12	Exonération dérogatoire	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonées de droits d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Lettres du Ministre de Finances	Lettres du Ministre de Finances	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	37	Entreprises	1 200 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
IV.	Droits de douane									624		923 220 900 000	
4.1	Echantillons commerciaux	Les échantillons commerciaux	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des échantillons commerciaux	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	10	Ménages	80 000 000	
4.2	Exonération des objets de déménagement	Les objets de déménagement	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n° 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA: données des déclarations douanières des objets de déménagement	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	17	ménages	400 000 000	
4.3	Exonération des dons adressés aux organismes charitables ou philanthropique ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous regime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	14	ONG et ASBL	100 000 000	
4.4	Exonération des matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	Les matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	Droits de douane	Ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des objets de déménagement	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	18		900 000 000	
4.5	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte	Les objets religieux destinés à l'exercice de culte	Droits de douane	ASBL	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous regime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	2		10 000 000	
4.6	Exonération des dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Droits de douane	ASBL et ONG	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous regime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	15	ONG et ASBL	100 000 000	
4.7	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonées de droits de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	7	ONG et ASBL	1 000 000 000	
4.8	Exonération d'autres armes de guerre	les importations d'autres armes de guerre	Droits de douane	Administration	Exonération	Tarif douanier à l'importation	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	1		5 100 000 000	
4.9	Exonération Iroko, sciés long, sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Les importations Iroko,sciés long , sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	4	Ménages	16 100 000 000	
4.10	Exonérations Mahogany, sciés longitudinalement, sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50mm	Les importations Mahogany, sciés longitudinalement, sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	6	Ménages	20 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
IV.	Droits de douane (suite)												
4.11	Exonérations Sapelli, Scies long., sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50mm	Les importations Sapelli, Scies long., sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	9		220 000 000	
4.12	Exonérations White (Lauan, Meranti, Seraya), Yellow Meranti et Alan, scies long, epaais inférieur à 50 mm	Importations White (Lauan, Meranti, Seraya), Yellow Meranti et Alan, scies long, epaais inférieur à 50 mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	10		900 000	
4.13	Exonérations des sémences	Les importations des sémences	Droits de douane	Ménages	Exemption	Art. 12-Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 aout 2010 portant Code des douanes	DGDA : données des déclarations douanières des ménages	La méthode consiste à appliquer le droit de douane au marchandises importées. Le montant de droit des douanes normalement dû représente le manque à gagner.	14	Ménages	600 000 000	
4.14	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de droit de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	121	ONG et ASBL	34 700 000 000	
4.15	Exonérations pour les boutiques hors taxes	Les importations de biens destinés à être vendues dans les boutiques hors taxes sont exonérales de TVA	Droits de douane	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	3	Ménages	2 400 000 000	
4.16	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, des matériels neufs et des pièces de rechange	Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel neuf et les pièces de rechange	Droits de douane	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10,11,20-Code des investissements	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées au Code des Investissements.	Pour les entreprises agréées au Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	124	Entreprises agréées au Code des investissements.	48 000 000 000	
4.17	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5 %.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	33	Entreprises	34 500 000 000	
4.18	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Les montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	33	Entreprises	3 800 000 000	
4.19	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables.	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 3%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	18	Entreprises	63 700 000 000	
4.20	Exonération en importation des intrants agricoles destinés à l'agriculture	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de droit de douane.	Droits de douane	Exploitants agricoles	Exonération	Art. 71 et 72 - Loi n° 11/022	Ordonnance - Loi n° 11/022	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	77	Exploitants agricoles	4 900 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
IV. Droits de douane (suite)													
4.21	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de droit de douane.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN /2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	64	Entreprises	93 500 000 000	
4.22	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	Les importations des entreprises agréées au titre des Partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de droit de douane pour une période de 4 ans.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA au marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	2	Entreprises	30 000 000	
4.23	Exonération CKD et MKD	Les importations de biens destinés sous le régime CKD (à l'état complètement démonté) ainsi qu'à celui de MKD (à l'état semi démonté) sont assortis des droits de douane respectivement de 5 % et 10 %	Droits de douane	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Réduction de taux	Art. 12 - Code des douanes	Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA : données des déclarations douanières des Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Pour les entreprises agréées sous régime CKD et MKD, la méthode consiste à appliquer le taux réduit de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	14	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	36 000 000 000	
4.24	Droit de douane sur le carburant	la violation de l'article 25 point 3 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Code d'Accises O L 18/002 du 13 mars 2018	Code d'Accises Ordonnance-Loi 18/002 du 13 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	2	Entreprises	574 000 000 000	
4.25	Exonération complète des droits de sortie huile brute de pétrole	Les exportations de l'huile brute de pétrole	Droits de douane	Entreprises pétrolières	Exonération	Régime Général des Hydrocarbures	Convention pétrolière du 09/08/1969 pour Offshore et 11/08/1969 pour Onshore.	DGDA : données des déclarations douanières des Entreprises pétrolières	La méthode consiste à appliquer le droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	6	Entreprises pétrolières	3 060 000 000	
V. Taxes administratives (DGRAD)										143		10 654 300 000	
5.1	Exonération en importation des biens destinés aux ASBL, ONG et EUP	Importation des produits toxiques, produits pharmaceutiques, ciments peintures et plastiques.	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	ASBL, ONG et EUP	Exonération	Loi n°004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD: Déclaration des ASBL, ONG, EUP et Guichet unique Sydonia	La méthode consiste à appliquer le taux normal sur la quantité des produits importés	53	ASBL, ONG et EUP	5 800 000 000	
5.2	Exonérations sur les véhicules d'occasion et importation	Exécution d'un acte de désinfection, désinsectisation ou dératisation des véhicules d'occasion et friperie à l'importation	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante	ASBL et ONG	Exonération	Loi n°004/2001 du 20 juillet 2021 portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD: Déclaration de l'entreprise et système Sydonia	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés	45		4 000 000	
5.3	Carte de travail pour étranger	Délivrance de la carte de travail pour étranger	Droit d'octroi de la carte de travail	ASBL et ONG	Exonération	Loi n°004/2001 du 20 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD: Déclaration des ASBL et EUP	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en nombre d'expatriés évoluant dans la société	16		500 000 000	

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	AUTRES REMARQUES
V.	Taxes administratives (DGRAD)												
5.4	Exonération de la taxe sur permis de construire	Demande d'autorisation pour la construction des immeubles (centre financier de Kinshasa)	Permis de construire (autorisation de bâtir)	Entreprise admise au contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie	Exonération	Contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie		DGRAD	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en fonction de la surface bâtie	1		500 000 000	
5.5	Exonération des droits, taxes et rédevances à percevoir à l'initiative du MEDD	Pollution de la nature	Taxe rémunératoire annuelle	Entreprise	Exonération	Contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie		DGRAD	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en fonction de la capacité	1		10 000 000	
5.6	Exonération en importation des biens destinés aux ASBL, ONG et EUP	Exécution d'un contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante (Lithium, vinyle, plastique, chaussures et ciment)	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprise	Exonération	Contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie		DGRAD : Déclaration de l'entreprise et système SYDONIA de la DGDA	La méthode consiste à appliquer le taux normal sur la quantité des produits importés	1		1 300 000 000	
5.7	Exonération en importation des produits d'origine toxique, stupéfiante et soporifique	Exécution d'un contrôle sanitaire des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante (ciment, plastique, chaussures et tissu)	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprises éligibles au code des investissements	Exonération	Loi n°004/2002 portant code des investissements	Entreprises éligibles au code des investissements	DGRAD : Déclaration des Entreprises agréées au code des investissements	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés	21	Entreprises éligibles au code des investissements	2 400 000 000	
5.8	Exonération des autorisations de transport des biens de 20 tonnes et plus	Utilisation des engins lourds sur la chaussée (camions de 20 à 30 T, camions citernes, camions grues, élévateurs, bétonnières et tracteurs)	Autorisation de transport des biens de lot et plus	Entreprise	Exonération	Contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie		DGRAD		1		6 000 000	
5.9	Exonération des autorisations de transport des biens de 20 tonnes et plus	Utilisation des engins lourds sur la chaussée (engins lourds, véhicules lourds, dépôt)	Autorisation de transport des biens de lot et plus	Entreprise	Exonération	Loi n°14/22 du 7 juillet 2014 fixant les régimes des zones économiques spéciales en RDC		DGRAD		1		4 000 000	
5.10	Carte de travail pour étranger	Délivrance de la carte de travail pour étranger	Droit d'octroi de la carte de travail	Entreprise	Exonération	Loi n°004/2001 du 20 juillet portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD : Déclaration des ASBL et EUP	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en nombre d'expatriés évoluant dans la société	1		70 000 000	
5.11	Exonération des droits, taxes et rédevances à percevoir à l'initiative du MEDD	Pollution de la nature	Taxe d'implantation	Entreprise	Exonération	Contrat du 20 février 2022 entre la RDC et la Turquie		DGRAD	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en fonction de la capacité	1		60 000 000	
5.12	Carte de travail pour étranger	Délivrance de la carte de travail pour étranger	Droit d'octroi de la carte de travail	Entreprise	Exonération	Loi n°14/22 du 7 juillet 2014 fixant les régimes des zones économiques spéciales en RDC		DGRAD : Déclaration des ASBL et EUP	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe en nombre des expatriés évoluant dans la société.	1		300 000	
TOTAL GENERAL										2 696		3 586 312 200 000	

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2022 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Septembre 2023